

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

QUATRIÈME INTERNATIONALE

16^e ANNEE

N° 3

SOMMAIRE

EDITORIAL :

Leçons d'une défaite.

NOTES EDITORIALES :

L'assassinat d'Imre Nagy.

Les fausses excuses de Gomulka.

Le soulèvement au Liban.

La dépression s'étend.

Après les élections italiennes.

Victoire de la droite en Belgique.

La question cyproite dans l'impasse.

Luttes ouvrières en Grande-Bretagne.

E. GERMAIN

Le nouveau programme des communistes yougoslaves.

PIERRE FRANK. — Les partis ouvriers français pendant la crise de mai 1958.

M.K. - J.A. — L'unité de l'Orient arabe.

Fr. CANAS. — « A la porte Nixon », cri de guerre anti-impérialiste.

EMILIO PRATTI. — La candidature Allende ouvre la voie pour imposer un gouvernement PC-PS au Chili.

MICHEL PABLO. — Vingt ans de la IV^e Internationale (III).

P. RICHARDS. — La troisième exécution de la Commune hongroise.

Inédit en français

LEON TROTSKY

Les notes de Fr. Engels sur la guerre de 1870-71

Les livres. — A propos du 200^e anniversaire de Robespierre. — L'Afrique révoltée, d'A. Tevoedjre. — Un homme de trop, de J. P. Chabrol. — La révolte du 13 mai, de A. de Sérigny. — Demain la République..., de M. Duverger.

Documents. — Déclarations du Secrétariat International de la IV^e Internationale : contre la dictature imminente en France ; sur l'arrivée de de Gaulle au pouvoir ; sur la voie de Staline. — De la crise actuelle au gouvernement ouvrier et paysan (Parti Ouvrier Révolutionnaire de Bolivie).

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale. — Japon — Ceylan — Bolivie — Grèce.

JUILLET 1958

(3^e trimestre 1958)



SOMMAIRE

EDITORIAL :	
Leçons d'une défaite	1
NOTES EDITORIALES :	
L'assassinat d'Imre Nagy	8
Les fausses excuses de Gomulka	10
Le soulèvement au Liban	10
La dépression s'étend	12
Après les élections italiennes	13
Victoire de la droite en Belgique	15
La question cypriste dans l'impasse	16
Luttes ouvrières en Grande-Bretagne	17
E. GERMAIN	
Le nouveau programme des communistes yougoslaves	19
PIERRE FRANK	
Les partis ouvriers français pendant la crise de mai 1958	29
M.K. - J.A.	
L'unité de l'Orient arabe	37
Fr. CANAS	
« A la porte Nixon », cri de guerre anti-impérialiste	44
EMILIO PRATTI	
La candidature Allende ouvre la voie pour imposer un gouvernement PC-PS au Chili	48
MICHEL PABLO	
Vingt ans de la IV ^e Internationale (III)	52
P. RICHARDS	
La troisième exécution de la Commune hongroise	56
LEON TROTSKY	
Les notes de Fr. Engels sur la guerre de 1870-71	58
Les livres	
A propos du 200 ^e anniversaire de Robespierre. — L'Afrique révoltée, d'A. Tevoedjre. — Un homme de trop, de J. P. Chabrol. — La révolte du 13 mai, de A. de Sérigny. — Demain la République..., de M. Duverger	65
Documents	
Déclarations du Secrétariat International de la IV ^e Internationale : contre la dictature imminente en France ; sur l'arrivée de de Gaulle au pouvoir ; sur la voie de Staline. — De la crise actuelle au gouvernement ouvrier et paysan (Parti Ouvrier Révolutionnaire de Bolivie)	69
Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale. — Japon — Ceylan — Bolivie — Grèce	89

JUILLET 1958

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous

IV^E INTERNATIONALE

Organe du Comité Exécutif International de la IV^e Internationale

Editorial

Leçons d'une défaite

L'éroulement spectaculaire de la IV^e République en France retentira encore longtemps sur la scène politique européenne et mondiale, tant il fut subit, inattendu pour les masses et leurs partis traditionnels en France même, et tant le mythe d'une citadelle démocratique dans ce pays avait internationalement des racines profondes. Il s'agit d'autre part d'un événement dont les conséquences et les enseignements remueront dans les profondeurs les idées et les structures du mouvement ouvrier mondial.

La chute de la IV^e République en France clot un chapitre de cet après-guerre qui, dans les années récentes plus particulièrement, au milieu d'une expansion dynamique du capitalisme, a vu s'épanouir les attraits d'un néo-réformisme vulgaire prêchant, y compris par la bouche des nouveaux maîtres archi-opportunistes du Kremlin, les « voies nouvelles », « pacifiques », « parlementaires », au socialisme.

La fin peu glorieuse de la République parlementaire dans un pays traditionnellement des plus démocratiques, au milieu du fracas des mitrailleuses des parachutistes, de l'hystérie des foules de colons fascistes, de la désorientation paralysante des immenses masses métropolitaines, a du coup rappelé des souvenirs atroces de l'avant-guerre : la cascade de victoires réactionnaires qui ont suivi l'ascension des nazis en Allemagne, en Autriche, en Espagne, en France.

Certes le contexte international est actuellement tout autre qu'à cette époque là, et de Gaulle après tout n'est pas et ne pourra pas être un nouveau Hitler. Il n'est cependant pas moins vrai que le régime politique en France a qualitativement changé, que la démocratie parlementaire a été détruite, et que la classe ouvrière ne pourra sortir de ce nouveau cadre qu'en le brisant par un sursaut révolutionnaire porté au plus haut degré.

D'autre part, il serait d'une légèreté impardonnable de sous-estimer les effets réactionnaires de cette première victoire importante de la bourgeoisie dans l'après-guerre sur l'arène européenne et mondiale.

RAISONS DE LA CRISE DE LA DEMOCRATIE PARLEMENTAIRE

De Gaulle est arrivé au pouvoir porté par la révolte de l'armée contre l'appareil politique parlementaire de la bourgeoisie, impuissant et inefficace. Cet appareil multi-parti fonctionnait dans le cadre d'institutions et de procédés constitutionnels qui fractionnaient le pouvoir politique de la bourgeoisie et le maintenaient dans un régime de crise permanente. L'instabilité gouvernementale était devenue la risée des critiques domestiques et étrangers du « système ». Cependant, cette instabilité ne faisait qu'exprimer dans le cadre

démocratique parlementaire un processus plus fondamental, à travers lequel passait la société française d'après-guerre : le fractionnement politique réel du pays dans des formations reflétant sa restructuration économique et sociale.

La société française relativement stable d'avant-guerre, assise sur une structure économique formée d'une multitude de petites et moyennes entreprises et sur des profits faciles provenant de l'exploitation de colonies soumises et de capitaux usuriers à l'étranger, s'est vue aspirée par le dynamisme provisoire du capitalisme mondial d'après-guerre. La tâche de la bourgeoisie française était de moderniser hâtivement ses structures économiques au milieu d'un mouvement irrésistible de nivellation économique européenne par en haut et d'émancipation des colonies, faute de quoi elle risquait d'être elle-même colonisée dans la métropole par des capitalismes plus dynamiques, tout en perdant définitivement, y compris sur le terrain économique, ses propres colonies.

Par la force des choses, la France d'après-guerre a entrepris la tâche gigantesque de se moderniser, de se mettre « à l'heure du xx^e siècle ». Ce processus qui fut entamé n'a pas été sans bouleverser profondément les structures conservatrices du pays. Tandis que l'ensemble de l'industrie s'est fortement développé ces dernières années (de 42 % entre 1953 et 1956), une industrie très concentrée et dynamique a été créée dans certaines branches, la sidérurgie en premier lieu. Dans l'agriculture, la mécanisation de la production au profit de la propriété moyenne et surtout grande, s'est également beaucoup développée : la France compte actuellement douze fois plus de tracteurs qu'avant la guerre.

Même le système archaïque de distribution, avec son immense réseau de petits boutiquiers aussi onéreux qu'inefficace, a subi des transformations profondes par l'extension continue du réseau des grands magasins et la concentration du commerce.

Ces processus entraînent des reclassements et des polarisations sociales qui expriment leurs intérêts et tendances antagonistes dans les partis et les luttes politiques qui ont marqué la vie de la IV^e République. Secteurs divers de la bourgeoisie métropolitaine et coloniale en mouvement et couches petites bourgeoises diverses de la campagne et de la ville, lésées par le processus de « modernisation », se sont entrechoqués avant que le processus révolutionnaire par lequel passe la société française ne s'apaise et qu'à défaut d'une nouvelle classe dominante, une couche sociale dominante n'émerge avec suffisamment de dynamisme, d'autorité et d'efficacité pour diriger cette société.

Tout ce processus, ayant ses racines dans les transformations de la métropole elle-même, est devenu infiniment plus spasmodique et explosif par l'interférence de la révolution coloniale secouant les assises d'outre-mer de la France capitaliste.

C'est dans ces conditions que l'instrument politique de la démocratie parlementaire est insensiblement devenu inopérant pour la bourgeoisie. La nécessité d'une « réforme des institutions » fut ressentie bien avant le point culminant de la crise récente. La guerre d'Algérie n'est que la cause directe de la crise du régime politique, mais celle-ci était en réalité nourrie par l'ensemble du processus de restructuration des assises économiques et sociales de la France capitaliste et impérialiste de cet après-guerre.

La recherche d'un Etat « fort » était inhérente à ce processus afin que celui-ci aboutisse et se capitalise au profit des couches les plus dynamiques, les plus puissantes de la bourgeoisie française « modernisée ».

DE GAULLE INSTALLE UN REGIME BONAPARTISTE

Cette recherche ne saurait prendre que la forme soit d'un régime *bonapartiste* plus ou moins bénin, soit la forme d'un régime *fasciste*. Il est incontestable que ces deux tendances s'affrontent encore au sein de la bourgeoisie française, et dans une certaine mesure s'expriment dans l'ambiguïté qui caractérise encore actuellement le régime de de Gaulle.

Nous appelons régime bonapartiste un régime politique dans lequel l'appareil d'Etat (bureaucratie administrative, police, armée) s'élève sous une forme quelconque au-dessus de la démocratie parlementaire et s'efforce de résoudre la crise, l'instabilité de cette dernière, dans la continuité d'une action autoritaire extraparlementaire. Un tel régime n'est possible que dans le cas d'une

sorte de neutralisation mutuelle des forces divisées, antagonistes et impuissantes de la démocratie parlementaire, y compris des forces de la gauche intégrées dans le jeu parlementaire.

Ce régime apparaît dans ces conditions comme un super-arbitre et tire sa force précisément de la neutralisation mutuelle des forces de la démocratie parlementaire.

Les formes d'un régime bonapartiste sont naturellement variées, allant d'un gouvernement à façade parlementaire jusqu'à une dictature militaire ouverte qui supprime complètement tous les attributs de la démocratie parlementaire. Cela dépend de la dynamique concrète de la lutte de classe.

Cependant, le régime bonapartiste n'est jamais un bonapartisme pur, réellement suspendu au-dessus de toutes les classes et couches ; il exprime en définitive les intérêts d'une classe donnée, et même d'une couche donnée de la classe.

Dans le cadre du régime social capitaliste, le bonapartisme joue en définitive en faveur des couches concentrées, plus dynamiques, plus conscientes du grand capital.

Un régime politique *fasciste* par contre est caractérisé avant tout par l'existence d'un large mouvement populaire de masses, organisé, militant, qui s'empare de l'appareil d'Etat pour le mettre à son tour au service du grand capital, sous la forme d'une évolution du *fascisme* au *bonapartisme*.

Mais le bonapartisme peut également précéder le fascisme et lui ouvrir en quelque sorte la voie, comme ce fut le cas en Allemagne avec les gouvernements successifs de Brüning, Papen, Schleicher, avant l'arrivée de Hitler.

Comment se présente la situation dans le cas concret de la France ? Pendant toute une période, la tendance dominante de la bourgeoisie — surtout métropolitaine — vers l'Etat « fort » épousa la forme d'un régime bonapartiste à façade parlementaire. On parlait surtout de renforcement de « l'exécutif » ; on allait jusqu'à envisager un régime présidentiel « à l'américaine ». Il n'était question ni d'une dictature bonapartiste militaire, ni à plus forte raison d'un régime fasciste qui, dans la conjoncture économique actuelle, manquait visiblement d'une large base populaire dans la métropole.

Cependant, la guerre d'Algérie a commencé à jouer dans un sens différent. Une tendance autoritaire extrême s'est développée dans les couches de la bourgeoisie coloniale, de l'armée et parmi des couches de la bourgeoisie métropolitaine liées économiquement à l'Algérie, ou aux profits résultant de la guerre dans ce pays. C'est cette tendance qui a pesé surtout ces dernières années sur la politique de la métropole, jusqu'à l'infléchir au point où elle en est arrivée actuellement : le pouvoir bonapartiste de de Gaulle.

La dynamique de cette tendance s'explique par le fait que celle-ci englobe en réalité l'armée. L'armée, instrument de la politique coloniale de la France d'après-guerre, a passé par une crise profonde face à l'invincible montée de la révolution coloniale. Incapable de comprendre la révolution coloniale et de la dominer, elle s'est mise naturellement à vouloir dominer son propre pays, dont le régime politique impuissant lui apparaissait être la cause principale de ses propres défaites.

Dans le climat particulier de l'Algérie, l'armée, coupée de la métropole, a pu réaliser une sorte de réintégration nationale, en se confondant avec la masse des colons européens si proche de sa mentalité et de ses aspirations. Mais les succès de cette tendance armée-colons ne peuvent pas s'expliquer par la seule présence de l'armée, force organisée principale de la bourgeoisie. En réalité, celle-ci dans son ensemble aspirait à un Etat « fort » pour les raisons précises que nous venons d'expliquer. D'autre part, face aux problèmes posés par les colonies et plus spécialement par l'Algérie, il est encore maintenant douteux qu'une fraction quelconque de la bourgeoisie puisse opposer une politique diamétralement différente de celle de la tendance armée-colons.

Par l'intégration réelle sous une forme ou une autre de l'Algérie à la France, la bourgeoisie française non seulement maintient les privilèges d'une forte fraction de sa classe mais pense pouvoir contrôler ainsi les richesses du Sahara et « fédérer » économiquement la Tunisie et le Maroc. L'indépendance réelle de l'Algérie est une solution qui risque de ruiner tout cela et n'est actuellement envisagée par aucune fraction importante de la bourgeoisie.

Les territoires de l'Afrique, les richesses réelles du Sahara, le marché africain, loin de perdre de l'importance dans le processus de modernisation de la France, dans la mesure où ce dernier signifie en définitive accumulation du

potentiel industriel et économique de la France, signifient également en termes de régime capitaliste, potentiel *impérialiste* accru, sous une forme ou une autre.

L'évolution économique de la France implique un intérêt grandissant pour l'Afrique de la part de toutes les fractions de la bourgeoisie. De ce point de vue les ambitions de « grandeur » africaines ou euro-africaines, sont partagées sous des formes différentes aussi bien par un de Gaulle que par un Mendès-France, destinés à servir en définitive l'un et l'autre les intérêts d'un capitalisme modernisé, plus dynamique et par conséquent également plus expansionniste que jamais.

Ainsi la victoire de de Gaulle, portée au pouvoir par la complicité presque unanime de toutes les forces de la bourgeoisie, afin de changer l'instrument politique, désormais inopérant, de la démocratie parlementaire, et d'instaurer un Etat « fort », reflète les tendances, les vues et les intérêts fondamentalement communs de toutes les fractions essentielles de la bourgeoisie à l'heure actuelle.

Les divergences qui existent entre elles portent sur la forme de l'Etat « fort » : régime bonapartiste à façade parlementaire, ou dictature militaire fascisante.

Ces divergences sont naturellement réelles, profondes, et ont une importance évidente pour les formes et l'évolution du régime. La réponse à cette dernière question sera donnée cependant avant tout dans une première étape par l'évolution de la guerre d'Algérie, dans une seconde étape par le degré de résistance des masses dans la métropole. Si la guerre d'Algérie se terminait rapidement par une victoire militaire de la France ou une capitulation du F.L.N., le nouveau régime autoritaire que prépare de Gaulle pourrait revêtir pour toute une période des formes bénignes. Son évolution dépendrait ensuite des réactions des masses dans la métropole ; si ces dernières étaient insuffisamment fortes, le résultat en serait de durcir le régime ; réellement fortes, elles pourraient rendre impossible sa stabilisation.

Par contre, si la guerre d'Algérie durait — le F.L.N. rejetant toute solution de compromis sur l'indépendance — celle-ci contribuerait à travers une aggravation transitoire du régime autoritaire en France, à empêcher la consolidation du régime et à précipiter sa crise et sa chute.

Dans un sens, de Gaulle est arrivé au pouvoir par l'incapacité de la gauche française de réaliser sa jonction militante avec la révolution algérienne et d'ouvrir la perspective de la révolution en France même.

La principale faiblesse du régime de de Gaulle, son principal adversaire reste la puissance de la révolution algérienne.

Il est peu probable que de Gaulle puisse accorder l'indépendance réelle de l'Algérie, y compris dans un cadre fédératif avec les autres pays du Maghreb et la France. Reste à voir si la Révolution algérienne, qui est isolée de la solidarité agissante des masses françaises, et qui se trouve sous la pression de forces conciliatrices bourgeoises de l'extérieur et de l'intérieur, saura trouver la force de continuer son combat glorieux.

LE PROLETARIAT METROPOLITAIN ET LA REVOLUTION COLONIALE

La lutte déterminée des peuples coloniaux pour leur indépendance a fourni objectivement une base très importante pour la propulsion de la lutte révolutionnaire dans les métropoles et sa victoire. Mais, au lieu d'assister à une jonction effective du prolétariat métropolitain et de la révolution coloniale, nous avons en réalité assisté au processus inverse, les masses métropolitaines agissant pratiquement comme des alliés de fait de leur bourgeoisie contre la révolution coloniale. Ce fait est naturellement dû avant tout à l'éducation et à la direction données aux masses par les longues pratiques chauvines, opportunistes et de collaboration de classe, des Partis socialistes et des Partis communistes. La social-démocratie européenne en particulier s'est montrée avant pratiquement partie liée jusqu'à la mort avec la bourgeoisie impérialiste. Elle l'a secondée dans toutes ses entreprises visant à perpétuer d'une manière ou d'une autre sa domination sur les peuples coloniaux. L'exemple du P.S. français en est naturellement le plus scandaleux.

Il ne faut pas oublier que contre ce parti, qui a mené une lutte d'extermination du peuple algérien, qui a ensuite ouvert la voie à de Gaulle et qui participe encore aujourd'hui en la personne de son secrétaire général au gouvernement bonapartiste, l'Internationale socialiste non seulement n'a pris aucune sanction mais a pratiquement couvert l'activité de ce parti.

Quant aux Partis communistes, leur opposition verbale aux guerres coloniales ne doit pas non plus faire oublier que pratiquement ces partis ont tout fait pour saboter une lutte révolutionnaire effective contre ces guerres. L'exemple du P.C. français est à ce propos également accablant.

Le P.C. français s'est aligné à plusieurs reprises sur la position de la S.F.I.O. concernant l'Algérie ; il a voté les pleins pouvoirs à Guy Mollet et Lacoste ; il a voté les pleins pouvoirs, l'état d'urgence, la réforme dictatoriale de la constitution du cabinet Pflimlin qui a ourdi le complot pour l'instauration à froid de de Gaulle ; et il n'a jamais dissipé l'équivoque sur sa véritable position concernant l'indépendance de l'Algérie. En réalité sa position a été constamment influencée par les considérations du Kremlin concernant les Etats-Unis et la France. Afin de stimuler l'« anti-américanisme » de certaines couches de la bourgeoisie française, le Kremlin a toujours favorisé une solution du problème algérien tenant compte des « liens historiques qui unissent l'Algérie à la France », comme vient de le répéter encore très récemment l'ambassadeur soviétique à Paris.

Mais ce n'est pas seulement cette attitude dictée par le Kremlin qui a paralysé le P.C. français, l'empêchant de mener une lutte réelle contre la guerre d'Algérie. Par toute sa doctrine et sa structure parlementariste, ce parti a complètement perdu la possibilité d'une lutte révolutionnaire efficace. Lutter réellement contre la guerre d'Algérie signifiait tourner pratiquement le dos aux « voies nouvelles » d'action éminemment parlementaire, pour une action révolutionnaire éminemment extraparlamentaire. Une telle action exigeait d'autre part une tout autre structure du parti et d'autres liens qualitatifs avec les masses. Or, le P.C. français est actuellement bel et bien un parti à pratique et structure réformiste, incapable de mobiliser les masses.

Toute sa pratique de ces dernières années et plus particulièrement au cours de la crise qui a précédé l'arrivée de de Gaulle au pouvoir, l'a amplement prouvé. Cependant, il ne suffit pas de rejeter les responsabilités suprêmes de la non mobilisation des masses pour aider la révolution coloniale aux directions opportunistes traditionnelles et excuser ainsi complètement la classe ouvrière même. La trahison des directions traditionnelles est patente depuis de longues années déjà, et se confirme de manière éclatante à chaque crise importante. Pourquoi la classe se montre-t-elle incapable d'en tirer des conclusions et de passer outre à ces directions ? C'est là une question qui mérite, qui exige une réponse.

Une constatation s'impose maintenant qui concerne les réactions de l'ensemble du prolétariat européen et des pays capitalistes métropolitains en général. Le degré de sa spontanéité révolutionnaire, de ses réactions révolutionnaires de classe, marque dans cet après-guerre un retard énorme par rapport à la spontanéité révolutionnaire dont font preuve les masses des pays coloniaux et dépendants. L'éducation réformiste reçue depuis de longues années de la part des directions socialistes et communistes a fait reculer la spontanéité révolutionnaire des masses métropolitaines. Le scepticisme sinon la méfiance envers les directions traditionnelles y pèse également.

Il se peut que, dans un tel contexte, la prospérité passagère que le capitalisme d'après-guerre a connue a également joué dans le sens de provoquer une certaine collaboration de fait des masses métropolitaines et de la bourgeoisie face à la révolution coloniale menaçant le régime.

Cependant l'expérience française va démontrer la fausse base d'un tel calcul.

La révolution coloniale est un processus irréversible et invincible, au bout duquel il y aura inexorablement l'indépendance de toutes les colonies. Dans ces conditions, la bourgeoisie métropolitaine s'efforcera de compenser les concessions et les pertes dans le domaine colonial, par l'aggravation de l'exploitation des masses métropolitaines. L'opération de Gaulle va dans ce sens. Sa politique coloniale pourrait s'avérer en fin de compte plus « libérale » que celle du « socialiste » Lacoste. Par contre, elle se traduira en France même par l'instauration d'un régime de dictature de fait de la bourgeoisie, dans lequel les moyens de représentation et d'action parlementaires des organisations ouvrières n'auront pas même l'illusion d'une certaine efficacité.

Ainsi le fait que les masses métropolitaines se sont montrées incapables de joindre dans l'action révolutionnaire la révolution coloniale et de l'aider, en commençant leur propre révolution, risque d'amener leur propre défaite dans les métropoles et la dégradation inévitable de leur niveau de vie.

Encore une fois, sur ce terrain également, la politique réformiste s'avère totalement inopérante et catastrophique.

Naturellement, cette attitude de fait du prolétariat métropolitain ne va pas sans inconvénient pour la révolution coloniale elle-même. Non seulement elle retarde sa victoire mais influe sur son développement social en renforçant les tendances nationalistes bourgeoises au détriment des tendances prolétaires-socialistes.

On le voit déjà dans le développement de la révolution arabe en général, et plus particulièrement dans les développements récents au sein même du F.L.N. Cette organisation, qui a débuté comme un front unique anti-impérialiste de toutes les forces nationales, se différencie de plus en plus selon les lignes des forces sociales. Pour le moment la direction appartient encore à la tendance des « militaires », à base sociale paysanne, que représentent des hommes comme Krim Belkacem et Boussouf. A sa droite se renforce la tendance des éléments franchement plus pro-bourgeois, à la Ferrat Abbas, qui jouissent de l'appui de la bourgeoisie tunisienne et marocaine, et sont les plus sensibles, malgré leur intransigeance verbale, à la pression de l'impérialisme.

A sa gauche, il y a la tendance des éléments plus plébéiens et même prolétaires de la campagne, des villes, et de l'émigration en France, tendance qui a trouvé jusqu'ici occasionnellement des représentants à tous les échelons, et dont les meilleurs furent parmi les premières victimes de la répression et de la guerre.

Dans un sens, la résistance de la Révolution algérienne, face à l'offensive militaire, politique et diplomatique de l'impérialisme français sous le régime de de Gaulle, dépendra dans les semaines et les mois à venir de l'orientation définitive de la tendance « militaire-paysanne » : alliance structurelle avec celle de Ferrat Abbas, qui l'absorberait politiquement, ou alignement sur la gauche. Cette dernière éventualité ne serait cependant possible que dans le cas où la gauche du F.L.N. s'organise en profondeur en développant le contenu social de sa politique.

LE PROLETARIAT ET LA DEMOCRATIE BOURGEOISE

Le naufrage de la IV^e République en France devrait servir à une réorientation fondamentale des éléments révolutionnaires du mouvement ouvrier français et même international.

Le système politique de la démocratie parlementaire a été abandonné par la très grande majorité de la bourgeoisie au profit d'un système politique de pouvoir « fort ».

Ainsi, sur l'initiative de la bourgeoisie, les « voies nouvelles » d'acheminement au socialisme par la démocratie parlementaire sont interdites pour toute une période. Le parlement bourgeois n'est capable que de mutations amenant à froid non pas le « socialisme » mais le pouvoir ouvertement dictatorial de la bourgeoisie. Vouloir maintenant lutter pour le retour pur et simple à la IV^e République, et ceci au moyen des votes *non* au prochain référendum sur la Constitution, c'est manifestement dépasser les limites du crétinisme parlementaire pour s'installer carrément dans la trahison consciente.

En effet, une telle politique, comme celle que préconise actuellement la direction du P.C. français, ne peut signifier pratiquement que le sabotage d'une lutte révolutionnaire pour une perspective révolutionnaire. Elle équivaut à s'installer dans la dictature de la bourgeoisie.

Il n'est pas du tout exclu que telle est en effet la volonté cachée du Kremlin et du noyau de la direction du P.C.F. au courant de cette volonté. Le Kremlin peut parfaitement souhaiter la consolidation pour toute une période du pouvoir de de Gaulle, misant sur les difficultés et les discordes que celui-ci pourrait semer au sein de l'alliance atlantique, et lui donner dans ce sens des garanties exprimées par l'attitude d'opposition verbale du P.C.F. à son égard.

La politique de « défense de la République » que le P.C.F. oppose au « fascisme » de de Gaulle, au moyen d'une action éminemment encore parlementaire comme celle de la « bataille » à coups de morceaux de papier pour un *non* au référendum sur la Constitution, laisse naturellement les masses largement indifférentes et ne contribue nullement à leur regroupement militant.

Une grande partie des masses petites bourgeoises et même prolétaires a été rejetée, par l'inefficacité, la corruption, l'impuissance de la IV^e République bourgeoise, vers des positions antiparlementaires qui favorisent la solution autoritaire de de Gaulle. Pour éviter leur cristallisation autour du pouvoir de ce dernier, il faudrait ouvrir à ces masses une autre perspective, qui tienne

compte de leur expérience négative avec la République bourgeoise, et altère qualitativement le contenu de cette République. Il faudrait ouvrir la perspective de la *démocratie socialiste*, concrétisée par un programme précis de revendications économiques, sociales et politiques *transitoires* culminant dans le mot d'ordre du *gouvernement ouvrier et paysan des organisations ouvrières, appuyé sur les comités démocratiques des ouvriers et des paysans*.

A l'action contre-révolutionnaire extraparlémentaire de la bourgeoisie, il faudrait opposer *non pas les fades chimères d'un régime parlementaire du type de la IV^e République, historiquement maintenant dépassé par la lutte concrète des classes en France, mais l'action révolutionnaire de la classe pour un programme révolutionnaire*.

Le réformisme petit bourgeois des directions traditionnelles ne saurait que mourir de sa belle mort s'il se montre incapable de tirer le moindre enseignement des initiatives propres de la bourgeoisie.

L'alternative historique en France n'est pas désormais, comme veulent le faire croire les dirigeants du P.C. français, qui se plaisent à se déguiser en jacobins petits bourgeois attardés de quelques siècles sur l'horaire de l'histoire, *fascisme ou république*, catégories politiques abstraites, sans contenu de classe (sinon précisément deux formes de régime social capitaliste), mais *contre-révolution ou révolution*.

Le régime bonapartiste de de Gaulle, indépendamment de son évolution et de ses formes futures, a installé les masses en France dans un régime de dictature de fait de la bourgeoisie. Pour en sortir, il faut désormais briser cet étai de fer par une mobilisation révolutionnaire portée au plus haut degré.

LE PROLETARIAT ET LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE

Les directions traditionnelles ont contribué à affaiblir énormément les réactions de classe, révolutionnaires, du prolétariat des pays métropolitains. Elles ont cultivé les penchants chauvins, réformistes que le prolétariat reçoit de l'ambiance de la société capitaliste ; elles ont pendant très longtemps pratiqué une politique d'un opportunisme outrancier, de collaboration de classes, et ont systématiquement discrédité les formes et les moyens de lutte révolutionnaire.

Mais l'histoire n'a pas évolué dans le sens des « voies nouvelles » d'action éminemment réformiste et parlementaire du prolétariat. La situation objective du capitalisme n'a pas cessé d'être caractérisée par des changements brusques, après une période plus ou moins longue d'euphorie, qui posent crûment le dilemme : *Contre-révolution ou Révolution*.

Les organisations traditionnelles du prolétariat s'avèrent dans ces crises complètement dépourvues d'orientation idéologique et de préparation matérielle adéquates pour les affronter. Leur puissance en voix électorales, mandats parlementaires, appareils légaux, s'effrite vite comme un château de cartes devant le souffle des forces organisées, militantes, de la contre-révolution. La crise française a pleinement justifié ces vérités de la lutte de classes envisagée non seulement dans les intermédiaires « démocratiques » mais dans son ensemble.

Les tentatives du P.S. et surtout du P.C. en France de stopper la marche vers la dictature bonapartiste appuyée par l'armée — qui a surgi brusquement au bout de leur nez par un recours aux moyens de la démocratie parlementaire — appui au gouvernement Pflimlin, démonstrations pacifiques dans la légalité pour la « République », etc. — prenaient l'allure de véritables batailles de Don Quichotte, se ruant avec une lance désuète contre une muraille de mitrailleuses ou de tanks modernes. Dans le meilleur des cas, il s'agissait d'une naïveté désarmante frisant la stupidité. Dans le cas le plus probable, il s'agissait de camouflages « gauchistes » d'une acceptation à froid de la défaite, destinés à l'usage de militants malheureusement aussi dévoués que politiquement naïfs.

La lutte contre la dictature de l'armée, qui amena de Gaulle au pouvoir, n'eût été possible que par une mobilisation révolutionnaire de la classe, portée au plus haut degré : *grève générale, non pas passive mais accompagnée de l'armement généralisé des masses et de l'occupation des usines, des aéroports, des gares, des places et des rues*. C'est-à-dire *mobilisation révolutionnaire des masses décidées à affronter et à battre les forces armées, organisées, de la contre-révolution*. Il s'agissait dans un tel cas évidemment du début de la Révolution.

Seul un parti révolutionnaire, ayant des années durant pratiqué une politique de classe conséquente, pouvait espérer mobiliser les masses dans un

tel sens. Seul un tel parti révolutionnaire pouvait effectivement saisir l'occasion présentée par l'histoire de transformer une crise contre-révolutionnaire en crise révolutionnaire victorieuse.

Certes le fait que la contre-révolution a eu l'initiative de l'offensive était déjà un handicap, résultant de toute l'évolution antérieure du rapport de forces qui se dégradait au détriment du prolétariat. Mais, d'autre part, il ne fallait pas surestimer les forces de l'adversaire, en oubliant que son armée était en réalité fixée sur le front de la révolution coloniale en Algérie.

La vérité historique est que tout le puissant appareil de la démocratie bourgeoise dans la métropole, avec ses grandes organisations ouvrières, ses millions d'adhérents et d'électeurs, ses centaines de parlementaires, s'est lamentablement écroulé sous l'ombre de la menace de quelques milliers de parachutistes, seule force militaire disponible de la bourgeoisie pour combattre sur l'éventuel front de la métropole !

L'impuissance réelle de la gauche prolétarienne française éclate ainsi mieux. Cette impuissance est le résultat de l'abandon, depuis de longues années, de l'orientation et de l'organisation révolutionnaires au profit d'une politique et d'une organisation réformistes.

C'est en cela que doit consister le principal enseignement pour le prolétariat de la crise française. C'est de cette constatation que doit également résulter sa réorientation future. Pour sortir du cadre actuel de la dictature, il lui faudra une politique et une organisation révolutionnaires.

La politique doit consister à lier les revendications et les formes transitoires nécessaires, à la perspective d'un sursaut révolutionnaire, d'une mobilisation révolutionnaire des masses armées qui, à un point culminant de la lutte, abattraient la dictature et instaureraient un gouvernement ouvrier et paysan de la V^e République — socialiste démocratique — en France.

Il faut, avec ténacité, pas à pas, défendre dans l'immédiat chaque conquête démocratique, politique ou économique, dans un front unique prolétarien, antifasciste, organisé dans des comités démocratiques aussi larges que possible, dans les quartiers, les villages, les usines.

Ces comités de la nouvelle Résistance trouveront les moyens de combiner la lutte légale et illégale, sous toutes les formes, y compris les plus élevées. Ils lutteront en même temps contre la guerre d'Algérie et pour l'indépendance de ce pays qui, dans la guerre, sert de base principale de la contre-révolution dans la métropole.

Mais l'organisation ultime, pour la conduite victorieuse d'une telle lutte, doit consister dans un regroupement militant de toutes les forces marxistes révolutionnaires sur la base d'un programme total clair, au sein d'une même organisation : le nouveau Parti marxiste révolutionnaire du prolétariat français.

Il y a un seul moyen pour le prolétariat de retourner une défaite de classe importante en victoire au moins partielle : tirer de la défaite toutes les conclusions nécessaires par une critique révolutionnaire qui, sans ambages, hésitations ou faux-fuyants quelconques, va aux racines des causes et affronte face à face les vrais problèmes et les véritables solutions.

1^{er} juillet 1958.

L'assassinat d'Imre Nagy

Ce qui frappe dans l'assassinat d'Imre Nagy et de ses compagnons, ce sont les conditions du procès et les justifications données dans le communiqué du ministère de la Justice hongrois du 17 juin 1958. Faute de pouvoir recourir aux « aveux », le « procès » — si un procès a eu lieu — s'est déroulé à huis clos, sans public, peut-être sans avocats.

Le procédé des « aveux » a été déprécié par Khrouchtchev lui-même à la suite des révélations de son discours contre Staline et des spectaculaires réhabilitations de Rajk, de Kostov et autres condamnés sur la base d'« aveux » ignominieusement extorqués.

D'autre part, il est dit dans le communiqué du ministère que les exécutés ont plaidé « non coupable » et n'ont fait de toute manière que des « aveux » partiels.

Il semble en réalité qu'ils ont su résister aux tortures physiques et morales, et ont réitéré l'exploit de Kostov et de tant d'autres qui n'ont jamais « avoué ».

De toute façon, outre l'agitation énorme qu'il aurait provoqué en Hongrie même, dans toutes les « démocraties populaires » et dans le monde entier, un procès public d'Imre Nagy risquait de tourner à l'accusation pure et simple des actuels responsables du gouvernement

hongrois, complices notoires de Nagy pendant les événements de Hongrie en 1956, de Janos Kadar en premier lieu.

Oubliera-t-on si vite les déclarations « compromettantes » de celui-ci, ministre du gouvernement Nagy et co-fondateur avec lui d'un nouveau parti communiste hongrois ? N'est-ce pas Kadar qui déclarait le 30 octobre 1956 être « en plein accord avec mon ami Imre Nagy » ? Et c'est lui également qui, le 1^{er} novembre 1956, devant les micros de Radio-Budapest disait : « Les jeunes du cercle Petöfi ont combattu en première ligne contre le despotisme de Rakosi et le banditisme politique ; nous sommes fiers de vous qui avez tenu votre vraie place dans le soulèvement armé. Vous étiez imprégnés de vrai patriotisme et de loyauté envers le socialisme ».

Au cours de la soirée du 2 novembre 1956, c'est encore Kadar qui prononçait un discours qualifiant de « glorieux sursaut » la révolution hongroise, et ajoutait que ceux qui ont préparé ce soulèvement — écrivains, ouvriers, paysans, étudiants — sortent de nos rangs.

Mais d'autres déclarations de Kadar concernant la sécurité d'Imre Nagy ne sont pas moins compromettantes pour lui. Le 14 novembre 1956, après l'écrasement de la révolution par l'intervention de l'armée soviétique, et son installation à la tête du gouvernement, Kadar, recevant une délégation ouvrière, déclarait : « Imre Nagy n'est pas détenu. Il a de sa propre décision quitté le Parlement. Ni le gouvernement ni les troupes soviétiques ne désirent restreindre sa liberté de mouvement. Il dépend de lui de participer à la vie politique ».

Imre Nagy s'était réfugié, comme on le sait, à l'ambassade yougoslave à Budapest. La courageuse protestation remise par les Yougoslaves le 23 juin 1958 au gouvernement hongrois affirme qu'Imre Nagy et ses compagnons n'avaient commis à cette époque « aucun des actes qui leur sont reprochés » dans le communiqué du ministère hongrois. Il s'agit là d'accusations « inexactes et inventées de toute pièce ».

La même note de protestation rappelle que « le gouvernement hongrois s'était engagé, le 21 novembre 1956, à garantir le libre retour à leur domicile (d'Imre Nagy et de ses compagnons) et de n'appliquer aucune sanction contre eux ». Quelques jours plus tard, le 1^{er} décembre 1956, le gouvernement hongrois réaffirmait que la sécurité de ces personnes « sera assurée et aucune sanction ne sera prise contre elles pour les actes qu'elles ont commis antérieurement ». Voilà donc Kadar — pour utiliser sa propre expression de novembre 1956 — pris en flagrant délit de « banditisme politique ».

Imre Nagy et ses compagnons furent en réalité exécutés sur ordre du Kremlin, à un moment donné correspondant à une nouvelle phase de la politique de ce dernier. Il s'agit de toute évidence d'un acte prémédité, destiné à terroriser les masses et les opposants à la politique néo-stalinienne du Kremlin dans les « démocraties populaires », et à endiguer le courant « révisionniste ».

Khrouchtchev s'allie aux éléments « molotoviens » de la bureaucratie soviétique et stalinienne internationale afin de consolider ainsi son pouvoir.

La « déstalinisation », en tant que ligne de « libéralisation » progressive, partielle, ne pouvait qu'échouer devant une situation intérieure en U.R.S.S., dans les autres « démocraties populaires » et une situation internationale, des plus explosives. Toute sa dynamique poussait vers des réformes révolutionnaires, abolissant effectivement le pouvoir politique de la bureaucratie dans ces pays. Depuis un certain temps déjà le Kremlin s'appliquait à freiner le processus, à piétiner sur place, ou même à revenir partiellement en arrière. Il se voit maintenant obligé de recourir même à la terreur physique.

Mais un retournement complet au régime de Staline est inconcevable sans l'utilisation de la terreur sur une échelle colossale, en U.R.S.S. même et dans les « démocraties populaires ». Il faudrait en outre risquer l'élimination de Gomulka en Pologne et de Tito en Yougoslavie, à travers une guerre éventuelle avec ces pays. L'entreprise est gigantesque et va à l'encontre des puissants courants fondamentaux de l'Histoire à l'étape actuelle.

Staline fut la caricature thermidorienne monstrueuse du bolchevisme. Khrouchtchev est la caricature cynique du stalinisme sénile. Pour se maintenir au pouvoir, il est voué aux compromis entre les concessions et la répression, jusqu'à la prochaine explosion du prolétariat révolutionnaire accumulée dans le monde que Khrouchtchev gouverne, et internationalement.

Le danger le plus important que représente le régime politique de Khrouchtchev est celui de la guerre. La caste bureaucratique stalinienne internationale est en effet capable de rechercher en définitive une issue aux contradictions qui la déchirent et minent son pouvoir, en s'aventurant dans des conflits qui déclencheront une conflagration mondiale. Entre temps, ses actes ne font que servir la réaction et les plans de guerre de l'impérialisme.

L'assassinat de Nagy accentue l'isolement des Partis communistes par rapport aux Partis socialistes et aux masses petites bourgeoises, ainsi que la désorientation de leurs propres membres. Cet assassinat, combiné à la campagne contre la Yougoslavie et au blocus économique de celle-ci, détruit d'autre part pour beaucoup les efforts de la campagne du Kremlin en direction des pays « non engagés », comme l'Inde, l'Égypte, etc. Une fois de plus, la bureaucratie soviétique s'avère être un obstacle majeur à la propagation de la Révolution mondiale et à la défense même de l'U.R.S.S.

Les fausses excuses de Gomulka

Le discours que Gomulka a prononcé le 29 juin à Gdansk marque son ralliement au Kremlin dans la campagne contre Belgrade et au sujet de l'assassinat de Nagy. On s'attendait à la prise d'une position claire sur ces deux affaires, de la part de la direction polonaise, son silence prolongé éventuel risquant d'être interprété comme une désapprobation de l'action du Kremlin. Or celui-ci supporterait difficilement au moment actuel un tel désaveu de la part de la Pologne.

Une très forte pression a été exercée sur Gomulka, aussi bien directement par le Kremlin que par la fraction des natoliniens au sein du parti, pour qu'il rejoigne le « camp socialiste » dans l'approbation de l'exécution de Nagy et de la nouvelle campagne contre Tito.

Gomulka, sur la voie de la capitulation depuis un certain temps déjà, s'est montré disposé à y faire encore quelques nouveaux pas. Avec certaines nuances — certes propres à la « voie polonaise » de capitulation — il a grosso modo endossé les arguments du Kremlin tant sur l'affaire yougoslave que sur l'affaire hongroise : si conflit il y a à nouveau entre le Kremlin et Belgrade, la faute en incombe cette fois aux « camarades yougoslaves » qui, avec leurs « fausses théories révisionnistes », « favorisent et encouragent les réactionnaires ». Quant à l'assassinat de Nagy, « il ne nous appartient pas », s'exclama le très prudent camarade Gomulka, de juger ni l'étendue des fautes reprochées aux accusés, ni l'équité des peines infligées. C'est une affaire purement hongroise !

Gomulka accuse les Yougoslaves de prétendre « vouloir édifier le socialisme » avec « leurs seules forces » et de refuser d'intégrer le « camp socialiste » que dirige le Kremlin. Mais il trouve que l'exécution d'Imre Nagy est tout simplement « une affaire purement hongroise », sur laquelle il n'a pas une opinion bien précise.

En réalité, il a trouvé en passant, dans le même discours, l'occasion de revenir sur l'appréciation qu'il avait eue dans le passé sur la révolution hongroise d'octobre-novembre 1956, et de n'insister que sur « la vague contre-révolutionnaire et les forces hostiles au pouvoir populaire », devant lesquelles, « Imre Nagy, qui était un révisionniste, capitulait petit à petit » !

Gomulka et ses fidèles justifient entre eux leur propre capitulation « petit à petit » devant le Kremlin par la fameuse raison « géographique » du voisinage avec l'U.R.S.S., de l'isolement de la Pologne, ainsi que par le souci de sauvegarder quelques libertés individuelles et autres accommodements qui subsistent dans le pays. Il faut cependant rejeter ce raisonnement comme néfaste.

Chaque capitulation importante prépare le prochain pas sur un chemin au bout duquel il n'y a que la soumission totale. Chaque capitulation importante desserre les liens de la direction avec les masses et rend la direction plus prisonnière que jamais de la pression du Kremlin et de ses agents sur place.

La politique de Gomulka désoriente et désorganise les forces révolutionnaires du pays qui l'ont porté au pouvoir lors de l'Octobre polonais. Ces forces risquent de ne pas le soutenir demain, si éventuellement il décidait de résister sur une ligne d'extrême retraite quelconque.

D'autre part, la seule manière de faire hésiter le Kremlin, c'est de lui opposer, à l'exemple yougoslave, la force cohérente de tout un peuple, décidé éventuellement à lutter pour des choses qu'il considère aussi essentielles que « le pain quotidien » ou même la vie. On ne crée une telle force que sur la base d'une ligne idéologique conséquente qui maintient opiniâtrement quelques positions essentielles. Dans le pire des cas, un dirigeant prolétarien révolutionnaire devrait mieux affronter à nouveau les geôliers et même les bourreaux du Kremlin en refusant d'exécuter des ordres stupides et abjects, que de démoraliser son organisation et son peuple par l'exemple d'une capitulation humiliante et sans perspectives.

Mais où sont maintenant les révolutionnaires capables de se dégager de leur complexe « d'hommes d'Etat » et de leur servitude aux « raisons d'Etat » pour retrouver leur véritable mission de militants marxistes liés aux organisations démocratiques de leur classe ?

Ces hommes, on ne les formera pas à l'école des bureaucrates « éclairés » ou non des Gomulka, mais à celle de la nouvelle génération de révolutionnaires qui ont fait l'Octobre polonais, et sauront le conduire à son aboutissement victorieux, en dépit de tout.

Le soulèvement au Liban

En mars 1957, les Etats-Unis réussirent à faire accepter la doctrine Eisenhower par le gouvernement libanais. Il fut le seul gouvernement d'un Etat arabe qui osa faire ce pas ouvertement et sans réserve. Il devint de ce fait un instrument des impérialistes dans leur lutte contre le mouvement de libération arabe. Sous ce gouvernement, le territoire libanais devint le foyer de complots et conspirations impérialistes contre les mouvements de libération

d'autres pays arabes, notamment de Syrie. Tous les agents impérialistes qui, après découverte ou échec de leurs complots, devaient fuir l'Egypte et la Syrie trouvaient asile au Liban et se réjouissaient de la protection et de l'appui du gouvernement libanais.

Cette politique de service sans fard aux impérialistes provoqua le mécontentement populaire et une forte opposition. Sur ce, le gouvernement recourut à diverses mesures d'oppression et de tromperie. La situation dans le pays devint très tendue et l'assassinat de Massil el-Matouis, l'éditeur du journal de l'opposition, par des agents du gouvernement, fut l'étincelle qui produisit l'explosion. Les obsèques de Matouis se transformèrent en une démonstration de masse qui, en raison des mesures brutales d'oppression du gouvernement, se développa en grève générale et ensuite en un soulèvement populaire. Toutes les tentatives des autorités pour « rétablir la loi et l'ordre » ont échoué jusqu'à présent.

Face à cette situation critique, le gouvernement fit appel à l'aide des Etats-Unis et Washington ne perdit pas de temps pour répondre à cet appel. Le premier transport d'armes fut envoyé par une flotte aérienne le 16 mai, et la 6^e flotte américaine reçut l'ordre de se tenir à proximité de la côte libanaise. La situation dans tout le Moyen-Orient en fut aggravée. Moscou réagit bientôt ; une déclaration officielle de Tass du 19 mai fit savoir que « les dirigeants soviétiques étaient d'avis » que l'immixtion américaine dans les affaires du Liban non seulement aurait de graves conséquences dans l'Etat libanais mais menaçait la paix dans tout le Moyen-Orient.

La situation est difficile. La lutte se poursuit et son issue est encore incertaine. Mais quel que puisse être le cours des événements, une chose est certaine : cette lutte démontre que le mythe affiché d'une « nationalité » maronite est un mensonge.

Les Maronites déclarent qu'ils sont des descendants des anciens Phéniciens. Des masses chrétiennes s'établirent sur le mont Liban à l'époque des empires arabe et turc parce qu'elles se sentaient menacées comme minorité religieuse. En mai-juin 1860 eurent lieu d'épouvantables massacres de Chrétiens au Liban de la part des Druses, et à Damas de la part des Musulmans. Ces actes d'épouvante furent directement inspirés et organisés par les dirigeants turcs pour faire diversion à leurs propres difficultés. De tels souvenirs horribles ne peuvent pas être oubliés aisément par les descendants des victimes et leurs dirigeants exploitent naturellement une telle psychologie pour leurs propres buts.

Les Français crèrent l'Etat du Liban, en unissant au territoire autonome des Maronites formé déjà pendant la domination turque sous la pression des puissances occidentales, des territoires voisins à majorité musulmane. Les impérialistes français poursuivirent alors dans une mesure accentuée la tactique déjà appliquée antérieurement : les Maronites eurent leur préférence matérielle et culturelle ; ils firent tout pour les « européaniser » davantage, pour les éloigner de leurs compatriotes de l'Orient arabe, pour en faire une 5^e colonne contre le mouvement de libération arabe. Une grande partie des dirigeants maronites ne veut pas renoncer à cette situation particulière. Mais comme l'impérialisme français déclinant ne possède plus aujourd'hui de force d'attraction pour eux, ils sont devenus les « bons enfants » de l'impérialisme américain et ses seuls points d'appui sûrs parmi les Arabes de l'Orient.

Ces dirigeants maronites se détachent tellement de la cause de l'Orient arabe que l'archevêque Ignace Mubark, en 1947, déclarait : « Le Liban chrétien voit avec bienveillance l'établissement d'un foyer national juif en Palestine ». Cet homme ne put naturellement, en raison de sa position prosioniste, rester dans son pays ; il se rendit à Rome et s'y trouve sous la protection du Pape. Ce qui montre combien cette direction maronite proimpérialiste, orientée contre le mouvement national arabe, a perdu son emprise sur les masses et combien celles-ci reconnaissent chaque jour plus que, comme partie du peuple arabe, elles doivent se trouver dans la tendance générale de l'Orient arabe, est le fait que le patriarche de l'Eglise maronite, Bulus el-Maouschi, et la dernière conférence épiscopale de cette Eglise se sont prononcés contre le président Chamoun et pour l'opposition qui combat actuellement. Cette position est l'expression de la pression de la base.

L'opposition qui s'est soulevée les armes à la main n'est pas du tout homogène. S'y sont associés différents courants idéologiques et politiques, de gauche et de droite, pour empêcher que les Chamoun, Sohl (qui est d'ailleurs Musulman), Malik, fassent du Liban une enclave impérialiste s'éloignant constamment du peuple arabe. Les combats montrent que, derrière le gouvernement Chamoun-Sohl, en dehors de l'aide anglo-américaine, il n'y a rien d'autre que le « parti national grand-syrien » créé par le fasciste Antoine Sa'di, assassiné il y a quelques années, dans lequel se trouvent organisés des Chrétiens aussi bien que des Musulmans, et la « Phalange », l'organisation de la jeunesse dorée maronite.

Il n'est pas vrai qu'on se trouve en présence d'une lutte entre Chrétiens et Musulmans. Le journaliste qui fut assassiné par des agents de Chamoun et dont les obsèques constituèrent le début du soulèvement était Maronite. L'ancien président Churi qui est maintenant un des dirigeants de l'opposition est également Maronite. De même le président de la commission des affaires étrangères du Parlement libanais, Philippe Takla. Enfin, nous avons déjà mentionné la position des prêtres de l'Eglise maronite. D'autre part, derrière Chamoun se trouvent

d'importantes personnalités musulmanes. Les rois musulmans d'Irak et de Jordanie n'élèvent pas leur voix pour Chamoun, afin de protéger les Chrétiens, mais parce qu'ils doivent défendre leurs frères de classe. Le journal réactionnaire de Beyrouth, « El Chajaj », dont le propriétaire et les rédacteurs sont Maronites, n'ose pas se déclarer en faveur du gouvernement et se maintient dans la neutralité.

La lutte qui se poursuit est menée avec des moyens inégaux. Le gouvernement libanais reçoit couramment des armements (tanks, avions, canons) des Etats-Unis. Même s'il était vrai que les insurgés reçoivent des armes de la République Arabe Unie, il n'en reste pas moins le fait évident que les insurgés sont en état d'infériorité du point de vue des armes, qu'ils ne possèdent aucun avion et que peu d'armes lourdes. Si, malgré cela, ils ont en main les 3/4 du territoire libanais, comme un député travailliste anglais qui vient de visiter le Liban l'a confirmé, cela veut dire que les masses se trouvent derrière le soulèvement.

Bien que l'opposition insurgée ne soit pas homogène, que nombre de ses dirigeants ne soient pas même pour l'unité de l'Orient arabe, mais seulement contre la transformation absolue du Liban en une forteresse impérialiste isolée du monde arabe, l'issue des combats est d'une importance décisive aussi bien pour l'impérialisme américain que pour le mouvement national arabe.

16 juin 1958.

La dépression s'étend

Il y a maintenant presque un an que la récession a commencé aux Etats-Unis. Par sa durée de son ampleur, elle a démenti tous les pronostics, optimistes et, sans qu'elle épouse les formes d'une véritable crise économique classique, il s'agit bel et bien déjà plutôt d'une dépression que d'une simple « récession » à l'exemple de celle de 1948-1949 ou de 1953-1954.

Dans le premier semestre de cette année, tous les indices économiques aux Etats-Unis ont marqué une baisse presque continue. La production de voitures a décliné de 41 % par rapport à l'année précédente ; la production d'acier, de 21 % ; celle du pétrole de 13 % ; le chargement des wagons, de 17 % ; les nouvelles commandes industrielles de plus de 10 %.

On estime d'autre part que les dépenses d'équipement pour cette année vont diminuer de 6.300 millions de dollars par rapport à celles de 1957, soit de 17 % (au lieu de 13 % qu'on escomptait au début de l'année).

Les dépenses industrielles proprement dites pour le troisième trimestre de cette année seraient même inférieures de 29 % par rapport à la période correspondante de l'année passée.

L'évolution du chômage n'est pas moins indicatrice de l'ampleur du recul économique et de ses perspectives. Malgré les diminutions saisonnières intervenues en avril et en mai, il se maintient aux environs de 5 millions de chômeurs totaux, sans compter le nombre des chômeurs partiels, ni la diminution des heures de travail par semaine. Mais, fait plus caractéristique, la diminution du nombre des ouvriers de l'industrie proprement dite est continue, et n'a pas été affectée par la conjoncture saisonnière.

Selon les estimations officielles les plus optimistes, le chômage se maintiendrait, dans l'hiver prochain, entre 5 et 5,5 millions. Selon les estimations moins optimistes, il dépassera au contraire les 7 millions. « Optimistes » et « pessimistes » concluent que, de toute manière, on ne pourra envisager de nouveau le plein emploi avant le milieu de l'année prochaine, sinon avant le début de 1960.

Les seuls encouragements dans ce tableau assez sombre de l'économie américaine furent la légère augmentation de la production industrielle en mai (d'un seul point), et particulièrement celle de l'acier pour quelques semaines.

La tenue relativement ferme de la Bourse, spéculant toujours sur la « reprise prochaine », a été jusqu'ici un autre signe encourageant.

La reprise légère de l'industrie de l'acier — qui commence du reste de nouveau à fléchir — est cependant expliquée par la production de nouveaux modèles d'automobiles — malgré la stagnation persistante des ventes — et des achats anticipés avant que n'augmente de nouveau le prix de l'acier — à la suite de l'augmentation des salaires (intervenant selon les termes de la convention collective en juillet).

Entre temps, les signes d'une récession, y compris de l'économie capitaliste de l'Europe occidentale, se multiplient. Selon deux rapports publiés en juin par le secrétariat des Nations Unies (l'un par la Commission économique pour l'Europe, à Genève ; l'autre par les Nations Unies à New-York), la production industrielle des pays capitalistes européens reculera ou au mieux stagnera cette année. Les rapports établissent clairement le caractère de surproduction de la dépression économique qui s'étend dans le monde capitaliste. La principale difficulté, affirment ces rapports, provient du fait du décalage entre la capacité de production de l'industrie en augmentation constante et le développement inadéquat de la demande.

Ce phénomène déjà caractéristique de la récession américaine, est apparu également en Allemagne et en Grande-Bretagne, où la plupart des industries admettent avoir une capacité de production, seulement employée partiellement à un pourcentage qui décline.

La France constitue encore une exception, mais qui s'explique par le décalage dans le temps entre le fléchissement de la demande des moyens de consommation déjà visible dans ce pays, et la production des biens d'équipement qui continue à augmenter. Bientôt cependant, cette dernière sentira inévitablement les effets du fléchissement de la demande qui frappe déjà le domaine des moyens de consommation.

Les rapports cités prévoient que le déficit en dollars dans le commerce mondial va bientôt s'aggraver, amenant des mesures supplémentaires de restrictions sur les importations provenant des Etats-Unis.

Nous entrerons ainsi vers la fin de cette année dans une phase où la dépression aggravée aux Etats-Unis risque de se combiner avec celle commençant en Europe, et dans des conditions de commerce mondial plus difficiles que jamais, faute de « liquidités ».

Ainsi, loin de s'acheminer pour la fin de cette année vers la reprise aux Etats-Unis, on voit déjà se dessiner la perspective plus probable d'une dépression généralisée et aggravée de l'ensemble de l'économie capitaliste.

Après les élections italiennes

Les résultats des élections générales qui se sont déroulées le 25 mai en Italie n'ont déterminé aucun déplacement sérieux sur le plan des rapports de force entre les classes, mais ils méritent quand même d'être considérés pour ce qu'ils disent sur la situation politique dans la péninsule.

Le parti qui gouverne l'Italie depuis la fin de la guerre, la Démocratie-Chrétienne, a enregistré un progrès par rapport aux élections de 1953 (de 2,2 %), mais cela aux dépens des partis d'extrême-droite (monarchistes, néofascistes) qui ont reculé un peu partout, se réduisant désormais, sur le plan national, à des pourcentages très bas. Ce déplacement de voix de la droite vers le soi-disant centre « démocratique » a été de toute façon l'élément le plus considérable du 25 mai.

Quant aux partis du centre qui ont été pendant de longues périodes les alliés de la Démocratie-Chrétienne même sur le plan gouvernemental (sociaux-démocrates, libéraux, républicains) ils ont plus ou moins piétiné sur place, ce qui signifie que leur poids même sur le plan parlementaire sera toujours assez faible.

Les partis ouvriers ont en général consolidé leurs positions. Le P.C. est stationnaire (il ne gagne sur le plan national que 0,1 %), tandis que le P.S.I. (Nenni) a plutôt progressé (de 1,5 %) en absorbant, entre autres, les voix qui, aux élections précédentes, étaient allées à deux formations socialisantes maintenant intégrées dans le parti lui-même.

Tout cela a confirmé avant tout que, malgré les difficultés des années 1955-1956 qui furent des années de relative stagnation du mouvement ouvrier, les masses continuent à assurer leur confiance électorale à leurs partis. Cela signifie aussi l'échec de toutes les manœuvres de ceux qui se sont efforcés de faire aboutir la crise provoquée par le 20^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. non à un renouveau du mouvement ouvrier, mais à son affaiblissement à l'avantage de l'ennemi de classe.

Il faut préciser que la moyenne nationale des résultats atteints par les partis ouvriers implique en réalité une différenciation régionale assez intéressante. Dans les provinces paysannes du Sud, le P.C. ou le P.S. ont progressé, parfois d'une façon assez nette, tandis que dans des circonscriptions industrielles ils ont gardé leurs positions ou ont même reculé. En particulier, si on considère les trois grandes zones industrielles (Milan, Turin, Gênes), le P.C. n'a obtenu qu'un succès relatif à Milan, tandis qu'il est en difficulté à Gênes et surtout à Turin. Insistons : il ne s'agit en aucun cas de déplacements considérables mais, surtout dans certains cas (Turin), d'une tendance qui persiste depuis plusieurs années et ne saurait donc être sous-estimée. C'est le symptôme d'un malaise qui a des racines assez profondes et qu'il est ridicule de tâcher de réduire à de simples questions organisationnelles (comme paraît le faire le P.C.).

Quelles sont en tout cas les perspectives de la période qui s'ouvre ? Sur le plan de la direction politique bourgeoise, il faut souligner l'échec d'une opération que les grands patrons italiens ont payé assez cher. Leur but électoral évident était de renforcer le Parti Libéral de façon à rendre possible un gouvernement à deux (Démocratie-Chrétienne et Libéraux). Dans ce gouvernement le Parti Libéral étant le porte-parole le plus direct des grandes organisations économiques du patronat aurait eu un rôle encore plus conservateur. Plus particulièrement il aurait dû arrêter les soi-disant tendances à l'étatisme économique et au dirigisme surtout de la part de certains secteurs du parti majoritaire. Or, les libéraux ont gagné beaucoup dans la région de Milan, mais très peu ou rien du tout dans le reste du pays : par conséquent

ils n'ont pas le nombre de sièges suffisant pour constituer un gouvernement avec les catholiques. De surcroît, les rapports entre les deux partis se sont détériorés à la suite des polémiques électorales, ce qui rend une collaboration problématique, du moins à une échéance courte.

Il n'y a pas de doute que, même sur le plan purement gouvernemental et parlementaire, le parti majoritaire va connaître encore des difficultés sérieuses. L'instabilité ouverte par les élections de 1953 n'est pas surmontée, en tout cas on n'est pas revenu en arrière, à savoir à l'« équilibre » de l'époque De Gasperi.

Toutefois, l'avance dont nous avons parlé offre aux catholiques des chances un peu meilleures qu'auparavant sous l'angle suivant : tandis qu'avant le 25 mai, s'ils voulaient former un gouvernement du centre — à l'exclusion soit des partis ouvriers soit de l'extrême droite — ils devaient mettre ensemble tous les autres (ce qui était de plus en plus difficile), ils pourront choisir entre une alliance centre-gauche (avec les sociaux-démocrates et les républicains) ou centre-droite (libéraux et certains monarchistes).

Mais ce ne sera pas l'alchimie des combinaisons parlementaires qui déterminera les développements des prochaines années. Ce sera encore une fois le mouvement des masses qui pourra dire le mot décisif.

Si nous jugeons sur la base des voix, nous devons conclure — répétons-le — que les partis ouvriers ont gardé leurs forces intactes. Mais il serait profondément erroné de ne considérer que cet élément. Derrière les voix il y a les ouvriers concrets, dont l'état d'esprit peut être bien différent, même si le bulletin de vote ne change pas.

Par rapport à 1953 — pour ne pas parler de 1945-1946 — l'évolution est incontestablement négative. Les ouvriers continuent à voter pour leurs partis, mais ils ont perdu confiance dans la possibilité de changer effectivement la situation de fond. Ils votent encore, mais militent beaucoup moins soit dans les partis, soit dans les syndicats. Ceux qui voudraient l'ignorer pourraient enregistrer d'amères surprises.

Mais, dans la période de cinq années de 1953 à 1958, le processus n'a pas été toujours dans le même sens. En 1955-1956, la situation du mouvement des masses était plus mauvaise qu'elle ne l'est maintenant. Nous sommes entrés depuis un certain temps dans une phase de reprise, voilà l'élément à considérer que la simple confrontation des données électorales ne permet pas de saisir.

Les derniers mois ont été caractérisés par des luttes syndicales plus amples et plus vigoureuses que dans la période précédente. En outre, aux élections des commissions d'entreprise, la C.G.T. (P.C.-P.S.) a remporté d'indéniables succès aux dépens des centrales catholique et social-démocrate. Les gains ont été, en général, limités, mais — ce qui est important — ils indiquent un renversement de tendance.

Cela veut dire que la situation dans le mouvement des masses s'est assez améliorée. Il y a la possibilité objective de préparer, d'organiser et de déclencher des luttes et cette possibilité sera accentuée si les mois prochains confirmeront les difficultés économiques qui, pour la première fois depuis quelques années, viennent de se manifester dans la première moitié de l'année courante.

« Dans cette situation — lit-on dans l'éditorial du numéro de juin de l'organe des groupes Communistes Révolutionnaires, section italienne de la IV^e Internationale — le mouvement ouvrier a pour tâche de développer une opposition de classe conséquente contre le régime bourgeois démocrate-chrétien.

Nous affirmons nettement que toutes les autres possibilités que l'on prospecte plus ou moins ouvertement, relèvent de pures et simples fantaisies ou impliquent des illusions très dangereuses. C'est une fantaisie, par exemple, que de croire que la D.C. puisse s'émouvoir à la suite du fait que les partis ouvriers ont consolidé leurs positions et prendre en considération les propositions « concrètes » de la direction du P.C. C'est une illusion que d'avancer la possibilité d'un gouvernement « avec une majorité politique nouvelle, dont feraient partie les partis de la gauche sans discrimination » (selon les termes de Longo, rapporteur au C.C. du P.C. qui a suivi les élections).

La tâche du mouvement ouvrier est de fixer avant tout des perspectives claires de luttes économiques et sociales. La situation objective pousse dans ce sens et va pousser encore plus, si les symptômes de récession s'accroissent. Les luttes des derniers mois, la reprise fut-elle partielle de la C.G.T. aux élections des commissions d'entreprise, démontrent qu'il existe des possibilités concrètes de succès, que les masses répondront si on fixe des perspectives concrètes, si on adopte des méthodes de lutte adéquates.

Lutter dans les usines pour défendre le niveau de vie, pour réaffirmer les droits politiques des ouvriers, pour faire valoir chaque jour davantage le poids spécifique de la classe ouvrière ; voilà ce qui est possible et nécessaire. Lutter dans les campagnes afin que le progrès technique ne retombe pas sur les paysans, afin que n'augmente pas davantage le très grave chômage des ouvriers agricoles ; voilà un autre objectif concret. Lutter sur le plan

politique général de façon que la classe dominante ait le sentiment quotidien de la force du prolétariat, ne se risque pas à des mesures réactionnaires et soit obligée de desserrer l'étau de la répression.

Tout cela signifie opposition de classe, opposition révolutionnaire : une opposition qui ne vise pas surtout au parlement, aux manœuvres plus ou moins habiles, aux combinaisons plus ou moins illusives, mais qui vise à approfondir les contradictions de classe, à conquérir des positions de force pour le prolétariat, à affaiblir par des luttes âpres et d'amples mobilisations le front de l'adversaire, à faciliter la maturation ultérieure des masses jusque dans les couches les plus arriérées.»

Victoire de la droite en Belgique

Les élections parlementaires qui ont eu lieu le 1^{er} juin en Belgique se sont soldées par une victoire de la droite social-chrétienne. Celle-ci reconquiert la majorité absolue dans le Sénat qu'elle avait perdue en 1954. A la Chambre, elle échoue de peu devant le même objectif ; elle gagne cependant huit sièges, dont quatre aux dépens des libéraux, deux aux dépens des socialistes et deux aux dépens du Parti communiste.

Dans l'ensemble, les partis bourgeois gagnent donc quatre sièges sur les partis ouvriers ; ce qui est plus significatif encore, c'est que sociaux-chrétiens et nationalistes-flamands obtiennent ensemble 48,5 % des voix, le pourcentage le plus élevé depuis l'instauration du suffrage universel simple en 1919.

Comment expliquer cette victoire de la droite ? Elle reflète la déception d'une partie des classes moyennes et des travailleurs envers le gouvernement de coalition socialiste-libéral qui avait été au pouvoir de 1954 à 1958. Le mécontentement des classes moyennes explique le déplacement des voix des libéraux vers les sociaux-chrétiens ; celui des travailleurs, le déplacement des voix du parti socialiste au P.S.C. Ce déplacement est sans doute plus fort que ne le font paraître les résultats électoraux, car il faut supposer que le P.S., en même temps qu'il perdait des voix au profit des cléricaux, en gagnait par rapport au P.C.

Malgré la haute conjoncture que la Belgique a connue pendant la plus grande période de la législature précédente, ce mécontentement a des causes objectives assez précises. L'agriculture belge, avant tout l'élevage, traverse une crise assez grave. Pour un grand nombre de petits paysans, le revenu qu'ils retirent de leurs exploitations est inférieur à celui des travailleurs. L'artisanat et le petit commerce connaissent également un malaise. Ils ont tendance à incriminer, comme en France, les frais déclarés excessifs de la sécurité sociale, la charge fiscale « excessive », etc. En fait, des courants semi-poujadistes se sont manifestés aussi bien au sein même du Parti Social-Chrétien qu'à sa périphérie. Mais il semble bien que la majeure partie de ces mécontents ait voulu voter « utile », en votant finalement pour le P.S.C.

Quant aux travailleurs, ils se sont à plusieurs reprises heurtés à la politique conservatrice du gouvernement de coalition Van Acker. Ce fut notamment le cas, l'an passé, dans les services publics, la métallurgie et le bâtiment. Les dirigeants les plus droitiers des syndicats réformistes ont joué pendant toute la période précédente le rôle d'agents directs du gouvernement, s'efforçant d'éviter les « conflits de travail qui gênent le gouvernement ». Par contre, les dirigeants des syndicats chrétiens, forts de l'opposition du Parti Social-Chrétien, n'ont pas manqué d'exploiter cette situation en prenant la direction de divers mouvements revendicatifs, et en apparaissant aux yeux de certains secteurs de la classe ouvrière, comme plus militants et plus dynamiques que les dirigeants réformistes.

A cela s'ajoute le fait que malgré l'ouverture de l'Exposition Universelle de Bruxelles, la récession a commencé à s'étendre en Belgique dès le début de 1958. Le chômage a augmenté dans des proportions assez importantes. Or, il s'est surtout étendu dans les régions où il avait déjà été grave lors de la récession précédente de 1952-1953 ; à ce moment-là les chômeurs incriminèrent le gouvernement social-chrétien et votèrent socialiste ; cette fois-ci ils incriminèrent le gouvernement socialiste-libéral et votèrent P.S.C.

Par son échec, le 1^{er} juin, le Parti socialiste paye aussi l'absence totale de programme dans la campagne électorale. Le P.S.C. a abordé celle-ci avec certaines revendications d'origine nettement socialiste et ouvrière : augmentation de la pension ouvrière à 350.000 frs (français) par an ; la réduction du service militaire à douze mois ; des aménagements fiscaux au profit des travailleurs, etc. Au lieu d'opposer à ces revendications des revendications plus populaires encore (par exemple la médecine gratuite et la gratuité des produits pharmaceutiques), comme l'avait demandé en vain l'aile gauche du Parti socialiste, les dirigeants réformistes ont centré toute leur campagne électorale autour de l'éloge des réalisations sociales du gouvernement précédent. De ce fait, il devint inévitable qu'une partie des électeurs socialistes se laissent gagner par les promesses alléchantes faites par le P.S.C.

Finalement, le climat politique dominé par la « guerre scolaire » a incontestablement pesé sur le résultat des élections. La bourgeoisie belge gouverne le pays grâce à l'appui qu'obtient son parti le plus puissant, le parti social chrétien, au sein même de la classe ouvrière ; pour une importante couche ouvrière, la solidarité confessionnelle prend encore le pas sur la solidarité de classe. Les dirigeants réformistes ont cru pouvoir modifier cette situation en assurant la primauté à l'enseignement laïc par rapport à l'enseignement catholique. Mais de cette façon ils ont permis au clergé de faire jouer à fond la solidarité confessionnelle. Celle-ci n'aurait pu être affaiblie que par des luttes ou des revendications sociales suffisamment amples pour provoquer la manifestation de la solidarité de classe. Ces luttes n'ont pas eu lieu ; ces revendications n'ont pas été formulées ; l'échec électoral devenait ainsi inévitable.

La crise gouvernementale ouverte par les élections du 1^{er} juin a abouti jusqu'ici à la constitution d'un gouvernement social-chrétien homogène, dirigé par Eyskens. Ce gouvernement est minoritaire à la Chambre et majoritaire au Sénat. Il apparaît comme un gouvernement transitoire ; il ne pourra se maintenir que grâce à la bienveillance de certains libéraux, préparant ainsi, à une phase ultérieure, la constitution d'un gouvernement de coalition plus large, catholique-libéral ou même tripartite.

En fait, la bourgeoisie a toutes les raisons d'être satisfaite de la nouvelle équipe ministérielle, au sein de laquelle elle compte quelques-uns de ses hommes politiques les plus représentatifs. Mais elle doit écarter deux dangers : d'abord celui de troubles sociaux qui se produiraient en cas d'aggravation de la récession (c'est déjà le cas dans l'industrie charbonnière, où 25.000 mineurs sont en grève depuis une semaine dans la région liégeoise) ; ensuite celui d'une détérioration de la situation au Congo, où les représentants de la population autochtone ont avancé dernièrement des revendications d'auto-administration de plus en plus radicales.

Au sein des partis ouvriers, l'échec du 1^{er} juin a provoqué un climat de malaise et de discussion. Le P.C., un des plus petits en Europe, perd deux de ses quatre députés et un quart de ses voix, même dans les régions où il était le mieux implanté. Il se retrouve à son niveau le plus faible dans le passé, du début des années 1920. Sa direction avait pourtant troqué le sectarisme extrême du temps de la « guerre froide » contre un opportunisme servile, s'alignant continuellement sur les positions de la bureaucratie syndicale et réformiste. Mais cette politique, qui a permis aux stalinien d'accroître quelque peu leur influence syndicale, s'est avérée non payante sur le plan politique. Les conséquences des événements de Hongrie, l'attitude contradictoire du P.C. envers le gouvernement Van Acker, et le manque de plus en plus net de délimitation par rapport aux réformistes sont les causes de cette défaite. En vérité, le P.C. belge n'offre plus aux travailleurs la perspective de la construction d'une direction ouvrière de rechange en dehors du P.S.B. ; il ne leur offre pas non plus la perspective de la construction d'une direction de rechange au sein du P.S.B. Il n'a plus de perspectives du tout.

Quant au parti socialiste, les voix critiques par rapport à la politique droitière suivie pendant le gouvernement Van Acker s'y font plus fortes ; leur audience aussi devient plus large. Elles proposent, à juste titre, un changement de politique qui met l'accent sur les réformes de structure. Mais elles ne comprennent pas encore que ce changement de politique est impossible sans un changement de direction, et que ce changement de direction se heurterait bientôt à la nature et à la résistance acharnée de la bureaucratie réformiste.

La question cyprïote dans l'impasse

La perfide Albion n'a cessé de ruser avec le sort des masses cyprïotes. Afin de maintenir sa domination sur l'île, qui occupe une position stratégique importante dans le bassin oriental de la Méditerranée, la bourgeoisie britannique a usé de tous les moyens : répression, concessions, attermolements, divisions nationales. Le plus souvent, il est vrai, elle a utilisé à la fois tous ces moyens.

Depuis un certain temps déjà, devant le très puissant mouvement de libération nationale des masses cyprïotes grecques, Londres s'était décidé à faire entrer en jeu la Turquie et la minorité turque de l'île, forte de quelque 80.000 habitants.

En dressant la Turquie contre la Grèce, et la minorité turque de l'île contre les quelque 400.000 cyprïotes grecs, Londres s'était réservé d'apparaître comme l'arbitre indispensable, nécessaire pour maintenir l'ordre et l'unité dans l'île.

Impulsée par la bourgeoisie britannique, la Turquie, qui en 1954 était simplement par le statu quo britannique de l'île, est passée actuellement à la position irréaliste du partage de l'île, afin d'acculer la question de l'autodétermination du pays à une impasse. Non contente d'agiter cette position, maintenant « de principe », la Turquie excite la minorité cyprïote

turque à de véritables progromes contre la population grecque, ceci naturellement avec la complicité évidente des autorités britanniques.

Il suffit à ce propos de mentionner qu'une grande partie de la police auxiliaire britannique — environ 4.000 hommes — est recrutée parmi les très nombreux chômeurs illettrés que compte la minorité turque, et que dernièrement ces policiers ont à plusieurs reprises fraternisé avec leurs compatriotes dans les attaques déclenchées contre les cyprïotes grecs.

On peut citer à ce propos, entre autre, le témoignage de Clive Evatt, parlementaire travailliste australien qui a déclaré que la collusion entre la police et l'armée britanniques et la minorité turque est parfaitement évidente. (« New-York Times », 10 juin 1958).

La Turquie réclame donc actuellement le partage de l'île face à la demande d'autodétermination et d'union avec la Grèce que demandent Athènes et l'E.O.K.A., ce qui permet à Londres de proposer un « compromis » de cogestion de l'île par les Grecs et les Turcs, sous le contrôle de la Grande-Bretagne.

Et ceci pour une période de 7 ans, après laquelle le peuple cyprïote serait appelé à se prononcer sur son autodétermination.

La solution de la question cyprïote se complique du fait de l'ingérence de plusieurs forces contradictoires. Londres veut garder l'île comme base militaire importante, dont l'utilité s'est manifestée non seulement lors de l'expédition de Suez, mais également à présent au sujet de la situation qui règne au Liban. Washington qui se préoccupe de plus en plus du Moyen-Orient et envisage actuellement une intervention commune avec Londres contre les forces arabes anti-impérialistes au Liban, s'aligne sur la position de Londres concernant l'île, malgré les inconvénients que cette position comporte pour son alliance avec Athènes.

Athènes ainsi qu'Ankara exploitent la question cyprïote en tant que dérivatif à leur politique intérieure réactionnaire et antipopulaire. Dans l'île même, le mouvement de libération nationale est divisé entre une droite dirigée par l'archevêque Makarios et l'organisation terroriste E.O.K.A. aux mains des agents de l'état-major de l'armée grecque, qui gouverne la Grèce, et l'A.K.E.L., organisation contrôlée par les stalinien. La minorité turque de son côté est dirigée par des agents d'Ankara et de Londres.

Dans ces conditions, le mouvement de libération nationale que nourrit la combativité révolutionnaire indomptable des masses paysannes et ouvrières de l'île, n'arrive pas à mettre en avant un programme et une direction capables de déjouer les intrigues de l'impérialisme et des bourgeoisies grecque et turque. Ce programme devrait inscrire clairement que le but de la lutte est l'autodétermination de l'île dans le cadre d'un gouvernement ouvrier et paysan cyprïote qui donnerait satisfaction aux aspirations économiques et sociales des masses paysannes et ouvrières de l'île, grecques et turques.

La majorité grecque aurait le droit, si elle le voulait, de réaliser une union fédérative avec la Grèce ; la minorité turque verrait ses droits de minorité nationale absolument garantis par le gouvernement ouvrier et paysan de l'île.

Seul un tel programme, fermement défendu contre l'impérialisme et contre les bourgeoisies grecque et turque et leurs agents, aurait des chances sérieuses de rétablir l'unité de classe des masses cyprïotes pauvres — grecques et turques — dans une perspective de véritable libération nationale et sociale pour ces masses.

Les marxistes révolutionnaires cyprïotes ont le devoir de défendre une telle ligne en s'incorporant au mouvement de libération nationale tel qu'il existe actuellement.

Luttes ouvrières en Grande-Bretagne

Une nouvelle étape de la lutte de classe a été atteinte en Grande-Bretagne. L'offensive du gouvernement conservateur Macmillan pour bloquer les salaires en dépit de la montée du coût de la vie n'est pas parvenue à son objectif.

Dans les derniers mois, la résistance des ouvriers s'est accrue. On a vu une vague de grèves en vue d'améliorer les salaires et conditions de travail chez les métallos, les dockers, les travailleurs des bus et ceux de la viande. Sauf la grève des bus, elles étaient non officielles, et toutes furent menées avec une endurance tenace et une volonté de lutte de la part des travailleurs.

Les métallos de Pressed Steel, à Swindon, l'emportèrent sur leurs patrons soutenus par la Fédération nationale des patrons de cette industrie, qui recherchait une épreuve de force. Les ouvriers retournèrent au travail avec la garantie qu'il n'y aurait pas de victimisation ; mais à la reprise du travail un nouveau conflit éclata sur une revendication de transfert de

jaunes avec lesquels les ouvriers refusaient de travailler. Ce conflit dura plus d'un mois, sans secours de grève.

Au centre national de distribution de la viande, Smithfield Market, de Londres, les transporteurs firent grève pendant 9 semaines, sans secours également. Là aussi les patrons voulaient une épreuve de force pour briser l'organisation. Ils débauchèrent 600 porteurs. Il en résulta un arrêt du marché. Par solidarité avec les travailleurs du marché, les dockers de Tooley Street qui manipulent la viande importée firent une grève non officielle. Malgré tous les efforts des dirigeants syndicaux, rien ne put briser leur solidarité de classe.

Lorsque les patrons embauchèrent des jaunes pour décharger les viandes importées, tous les docks de Londres s'arrêtèrent. Finalement, le gouvernement, malgré le refus des patrons de négocier avec des grévistes non reconnus officiellement, fut obligé d'intervenir au moyen d'une enquête.

La véritable épreuve de force fut donnée avec les travailleurs des bus. Le gouvernement avait délibérément provoqué la grève en accordant 8 shillings 6 pence à une partie des ouvriers et rien aux autres ; l'objectif était de briser la résistance des travailleurs des bus et, devenant un exemple, d'instaurer un blocage des salaires dans les autres industries.

La cohésion et la solidarité des travailleurs des bus furent une surprise pour la direction des transports londoniens et pour le gouvernement. Sur 50.000 hommes, il n'y eut que 9 jaunes. De nouvelles couches de travailleurs — Irlandais, Antillais, femmes — qui ne se trouvaient dans l'industrie que depuis quelques années et étaient sans expérience syndicale, se montrèrent aussi solides que leurs camarades plus anciens. Même au bout de six semaines, il n'y avait pas une faille. Les autorités se vantèrent avec provocation au début de la grève qu'elles protégeraient ceux qui voudraient travailler ; cela s'avéra une vaine vantardise, et on n'osa pas faire circuler des bus conduits par des jaunes.

Frank Cousins, le dirigeant de la Fédération des travailleurs des transports, fut coincé entre les patrons et les travailleurs. Malgré toutes ses tentatives de parvenir à un compromis, le gouvernement et les patrons poussèrent au conflit. Les militants voulaient étendre la grève aux conducteurs du métro et aux travailleurs des centrales d'énergie. Cousins fut obligé d'étudier cette question. Les cheminots, les électriciens et d'autres catégories d'ouvriers reçurent des augmentations de salaire.

Cousins manœuvra avec habileté et plaça la responsabilité du non élargissement de la grève sur le Conseil général du Trade Union Congress ; cet organisme avait peur de défier ouvertement le gouvernement. Car le gouvernement était décidé à employer l'armée, et cela aurait entraîné d'autres grèves, conduisant à une situation pré-révolutionnaire. Les dirigeants du T.U.C. dans la coulisse se lamentaient que de telles conditions menaceraient le gouvernement « constitutionnel ».

Mais la force de la résistance des travailleurs obligea le gouvernement à battre en retraite pour le moment. Les fories attendent une meilleure occasion pour s'attaquer à la classe ouvrière. Dans les trois dernières années, la Fédération des patrons britanniques, les banques, des élus et la presse de droite pressent pour une action contre les ouvriers. Ils ont été contenus d'abord par Eden, puis par Macmillan, invoquant que cela entraînerait des pertes commerciales et risquerait de provoquer une explosion révolutionnaire. Le gouvernement a accepté une augmentation de 5 % au lieu de 3 % les années précédentes.

Le gouvernement attend un chômage de masse pour l'hiver 1958-1959, et qu'il sera impossible d'éviter une épreuve de force, pour chercher à régler ses comptes avec les ouvriers.

Tandis que les dirigeants des syndicats et du Labour Party endorment les ouvriers avec la perspective d'un « compromis » le gouvernement prépare sa revanche.

Dans la dernière période il y a eu un nouveau développement de la conscience de classe. La masse des ouvriers organisés se trouve à un niveau beaucoup plus élevé qu'avant la guerre à la fois sur les problèmes économiques et politiques. Outre les grèves mentionnées, il y a eu de nombreux conflits dans tout le pays pour défendre l'organisation syndicale et empêcher que les délégués et les militants soient frappés. Dans tous les conflits, les ouvriers instinctivement rejettent ceux qui font les jaunes ou refusent de se syndiquer. Cette attitude « dure », intransigeante, a alarmé les patrons qui ont essayé au moyen de la presse, de l'Eglise et même les leaders réformistes de mollir les ouvriers. Mais ceux-ci se maintiennent fièrement sur cette position de classe.

Ils voient dans la solidarité de classe l'aspect le plus important de ces luttes. Ils ont compris la nécessité de défendre leurs organisations, leur cohésion, leur solidarité, comme l'arme la plus précieuse. Ils se préparent, ils se trempent ainsi pour les grandes luttes à venir. Sur cette base, le courant révolutionnaire doit expliquer la nécessité de maintenir le front de classe pour lancer une offensive à un moment favorable, et il doit dénoncer la lâcheté et la pusillanimité des leaders réformistes.

E. GERMAIN

Le nouveau programme des communistes yougoslaves

Dix ans après la première résolution du Kominform qui condamnait les communistes yougoslaves comme hérétiques, et trois ans après le voyage sensationnel de Khrouchtchev et de Boulganine à Belgrade pour implorer le pardon de leurs « chers camarades yougoslaves », le Kremlin vient de déclencher une nouvelle et violente campagne anti-titiste. Cette campagne était en fait inévitable depuis l'intervention soviétique en Hongrie ; mais lors de la rencontre Khrouchtchev-Tito, l'an passé, en Roumanie, les deux protagonistes s'étaient encore efforcés d'en limiter l'ampleur. Lorsque les communistes yougoslaves refusèrent de signer la « Déclaration Commune » des Partis Communistes rassemblés à Moscou en novembre 1957, cette tentative de compromis échoua. Et lorsqu'ils refusèrent de se soumettre aux « critiques » de mauvaise foi que le Kremlin dirigea contre leur Projet de programme, le nouveau conflit éclata ouvertement et brutalement.

On pourrait affirmer que la tension soviéto-yougoslave n'a pas atteint l'acuité qui la caractérisa pendant la période 1949-1952. Les relations diplomatiques entre l'URSS, la Chine populaire et les « démocraties populaires » d'une part, et la Yougoslavie de l'autre, n'ont pas été rompues. Les Etats ne se sont pas encore alignés sur les positions des partis. Le gouvernement yougoslave n'est pas encore appelé « fasciste ». Mais beaucoup de signes indiquent qu'il ne s'agit là que d'une phase transitoire entre le début et le point culminant de la campagne you-

goslave, de même qu'en 1948-49. Pour s'en rendre compte, il suffit de prendre connaissance des termes particulièrement choisis dans lesquels certains chefs staliens traitent déjà les communistes yougoslaves. Ainsi la Pravda du 10 juin, citant l'organe central du P.C. chinois, écrit :

« L'espoir des impérialistes d'utiliser les révisionnistes comme leurs espions (!), de désagréger avec leur aide les partis révolutionnaires de l'intérieur et d'affaiblir leur unité, a été détruit. »

Khrouchtchev ne s'est guère exprimé en termes moins élégants, lorsqu'il s'adressa au Congrès du P.C. roumain :

« Ceux-là sont particulièrement dangereux pour le mouvement révolutionnaire qui, tout en s'appelant eux-mêmes marxistes-léninistes, jouent en réalité, qu'ils le veuillent ou non, le rôle d'une agence de l'ennemi de classe dans le mouvement ouvrier. » (« Nouvelle Voie » de Bucarest, 5 juin 1958.)

Il n'y a qu'un pas de ces déclarations-là aux insultes de Khrouchtchev appelant les dirigeants yougoslaves des « bandits » au cours de son discours de Leningrad (3 juillet) ou aux attaques hystériques des dirigeants albanais contre les « traîtres yougoslaves ». Si en définitive le conflit n'atteignait pas le paroxysme des années 1949-52, cela serait dû à une nouvelle modification, toujours possible entre temps, dans les rapports de force entre les différentes couches de la société soviétique et les différentes tendances au sein de la bureaucratie.

LE SENS DE LA NOUVELLE CAMPAGNE ANTIYUGOSLAVE

Pourquoi la bureaucratie soviétique dirige-t-elle à nouveau cette grosse artillerie de mensonges, de calomnies et d'insultes contre les communistes yougoslaves ? Est-ce parce que ceux-ci maintiennent leur thèse sur « l'indépendance par rapport aux deux blocs qui se partagent le monde », c'est-à-dire maintiennent leur refus de se laisser purement et simplement incorporer par la diplomatie soviétique ? Cet aspect des accusations stalinienne est généralement mis en évidence par les différents Partis communistes d'Europe occidentale, du moins dans leurs commentaires publics et officiels. Le péché origi-

nel serait alors « la tentative criminelle de saper l'unité du camp socialiste ».

Cet article n'englobe pas l'examen des thèses yougoslaves en matière de politique étrangère, bien que cette analyse soit indispensable. Mais il nous paraît évident que le véritable secret de la nouvelle rupture entre Moscou et Belgrade ne peut être recherché sur ce terrain-là.

On ne peut en effet contester que les positions « révisionnistes » de la politique étrangère yougoslave ne sont nullement nouvelles. En fait, elles datent de la fin de 1950 et du début de 1951, c'est-à-dire

d'il y a au moins sept ans. Ces positions étaient pleinement connues de Khrouchtchev avant, pendant et après son voyage de réconciliation à Belgrade. Elles ne furent nullement mises au rancart du printemps 1955 à l'automne 1956, période pendant laquelle Khrouchtchev affichait une amitié plus que particulière à l'égard du camarade Tito. Et ce ne fut guère un effet du hasard ! En vérité, la ligne « souple » de Tito était favorablement accueillie par le Kremlin pour favoriser sa nouvelle « politique de détente », et sa grande manœuvre d'alliance avec la bourgeoisie des pays coloniaux et semi-coloniaux.

C'est Tito qui fut l'initiateur des rencontres avec Nasser, Nehru et Sukarno. C'est Tito qui inspira les fameux « principes du neutralisme actif » qui s'identifiaient avec les « principes de Bandung ». Toute la politique de « coexistence pacifique » qui fournit pendant trois ans les thèmes essentiels de la propagande soviétique, et qui est encore aujourd'hui ressassée par tous les « partisans de la paix », est nettement d'origine ttitiste. Si les partis stalinien étaient vraiment d'avis qu'une telle politique « sape l'unité du camp socialiste », ils devraient mettre

CAPITALISME D'ETAT

Parmi les critiques idéologiques que les stalinien dirigent contre le Programme des communistes yougoslaves, celles qui touchent le problème du « capitalisme d'Etat » occupent une place importante. Ces critiques sont d'autant moins justifiées, que les dernières éditions du « Manuel d'Economie Politique » publiées à Moscou contiennent un chapitre dans lequel des idées tout-à-fait analogues sont développées.

Lorsque les critiques stalinien reprochent au Programme yougoslave qu'il « idéalise » les phénomènes « capitalistes d'Etat » dans la société occidentale, qu'il les présente comme une « nouvelle phase progressive » dans le développement du capitalisme, ou qu'il y décèle même des « caractéristiques socialistes », il s'agit d'une calomnie pure et simple. Il y avait incontestablement des éléments d'une telle analyse révisionniste dans la littérature du PCY après 1949, surtout pendant l'époque où Djilas fut son théoricien attitré. Mais dans le Programme adopté au Congrès de Liubliana, surtout à la lumière des explications fournies par Kardelj au cours de ce Congrès, il n'y a pas de traces d'une telle interprétation. Kardelj a correctement analysé le caractère double, dialectique et contradictoire, de l'intervention croissante de l'Etat bourgeois dans l'économie des pays capitalistes avancés. D'une part, elle reflète la crise structurelle croissante de l'économie capitaliste, plus exactement l'incompatibilité croissante entre la propriété privée des moyens de production et un nouvel essor des forces productives ; d'autre part, elle représente un effort de la part de la bourgeoisie pour « résoudre » cette incompatibilité dans le cadre d'une économie capitaliste. Cette analyse est correcte et profonde du point de vue marxiste.

immédiatement en accusation Khrouchtchev lui-même pour complicité criminelle avec ces « entreprises traîtres ».

Il ne faut pas chercher le secret de la nouvelle campagne anti-yougoslave dans le domaine de la politique internationale, mais dans celui de la doctrine, ou plus exactement des idées doctrinales que le Programme yougoslave projette maintenant dans tout le mouvement communiste international. Les nouvelles attaques anti-yougoslaves constituent une tentative désespérée du Kremlin de briser ou du moins de réduire au silence les tendances critiques et centrifuges qui se développent depuis le 20^e Congrès du P.C. de l'URSS dans les Partis communistes, et particulièrement dans ceux des « démocraties populaires », du P.C. chinois et du P.C. de l'URSS lui-même. Dans ce sens, il y a un rapport direct entre la campagne anti-yougoslave et l'exécution criminelle d'Imre Nagy et de ses compagnons. Il s'agit de convaincre clairement les communistes que le temps des discussions est révolu ; il s'agit maintenant de faire preuve de fidélité ou de trahir. Et les traîtres n'échapperont pas à leur sort bien mérité...

Kardelj souligne d'ailleurs que cette intervention croissante de l'Etat dans l'économie capitaliste ne constitue pas une nouvelle étape — et encore moins une nouvelle étape « progressive » — dans le développement du capitalisme. Elle est plutôt le prix qu'il faut payer pour le retard dans la conquête du pouvoir par le prolétariat dans ces pays. Il rappelle la formule célèbre de Lénine, selon laquelle il « n'y a pas de situations absolument sans issue pour le capitalisme ». Comme la crise structurelle du capitalisme met la transformation socialiste à l'ordre du jour, mais que les forces conscientes ne se montrent pas encore à la hauteur de leur tâche, la bourgeoisie elle-même s'efforce de surmonter à sa façon la crise de la propriété privée.

Ces formules contiennent plus de science marxiste que les wagons de papier imprimé de variations sur la « crise générale du capitalisme » que Moscou continue à déverser sur les infortunés Partis communistes de par le monde. Mais elles contiennent également une thèse avec laquelle nous devons exprimer notre désaccord, parce qu'elle nous paraît à la fois contradictoire en elle-même, et en contradiction avec la réalité contemporaine. Kardelj parle de la

« bureaucratie capitaliste d'Etat, qui tend à se rendre de plus en plus autonome (sans défendre) avec moins de conscience les intérêts des monopoles et de la bourgeoisie — dont elle fait partie intégrante — que la bourgeoisie elle-même. Bien au contraire, la lutte menée par la bureaucratie capitaliste d'Etat pour renforcer son autonomie, n'est rien d'autre, de par ses stimulants directs, que l'une des formes de la lutte pour le monopole capitaliste. »

(Les Nouvelles Yougoslaves, n° 221, 9 mai 1958, page 28).

La bourgeoisie, chacun le sait, se caractérise par la propriété privée des moyens de production. Opposer la catégorie de la « bureaucratie » à celle de la « bourgeoisie » n'a de sens que si l'on considère comme bureaucrates les personnes qui exercent leur pouvoir de par les postes de commande qu'elles occupent dans l'appareil administratif des entreprises, de l'Etat ou de l'armée, sans être en même temps des propriétaires de grands paquets d'actions. Il est alors erroné de dire que la « bureaucratie capitaliste d'Etat » fait partie intégrante de la bourgeoisie, ou de sa couche dominante de monopoleurs ; tout au plus pourrait-on dire qu'elle se trouve à son service. Si, par contre, on parle de **propriétaires capitalistes** qui, grâce à l'intervention de l'Etat, s'approprient un pouvoir sans mesure commune avec leur propriété effective, il est faux de parler à leur sujet de « bureaucrates capitalistes d'Etat », puisqu'il s'agit alors du processus de concentration et de centralisation des **capitaux**, stimulé par l'intervention étatique.

En réalité, comme nous avons eu l'occasion de le rappeler lors de la critique de l'excellent ouvrage de Wright Mills « The Power Elite » (1), la tendance **dominante** dans les pays capitalistes avancés n'est pas celle d'une emprise grandissante d'une « bureaucratie d'Etat de plus en plus autonome » sur l'économie ; elle est au contraire celle d'une emprise grandissante des capitalistes les plus puissants, des chefs des monopoles, sur l'Etat. Dans des pays comme les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne occidentale, on assiste à une **union personnelle croissante** entre les chefs suprêmes de l'économie capitaliste, les dignitaires suprêmes de l'Etat et les chefs de l'armée. Il est vrai qu'à côté de cette tendance principale se manifeste également une tendance secondaire, qui est celle du **renforcement et de l'enrichissement rapide**

de hauts fonctionnaires de l'économie, de l'Etat et de l'armée, qui ne sont pas des grands bourgeois au début de leur carrière, mais qui le deviennent au cours de celle-ci, vu l'accumulation d'une fortune considérable que permet l'exercice de leur fonction. Il ne s'agit là que d'une variante contemporaine d'un processus historique caractéristique de toute l'histoire du Capital : celui de son renouvellement « biologique » périodique, celui de l'absence de continuité des familles bourgeoises dirigeantes sur de longues périodes. Mais, répétons-le, cette tendance reste absolument secondaire par rapport à la tendance principale, qui est celle de la **stabilisation** de la richesse et de la puissance exorbitante des grands monopoles.

Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, nous assistons en même temps à un autre processus, à savoir celui du pillage de la population à l'aide de l'appareil d'Etat, et du pillage de l'appareil d'Etat lui-même par une bande de « bureaucrates — entrepreneurs en puissance ». Ce n'est, là aussi, que la répétition d'un processus analogue qui s'est déroulé en Europe occidentale du XVI^e au XIX^e siècle, et aux Etats-Unis et au Japon pendant la seconde moitié du XIX^e siècle.

L'essentiel, c'est qu'aussi bien dans les pays capitalistes avancés que dans les pays retardataires, le « bureaucrate capitaliste d'Etat » qui a réussi sa carrière, c'est celui qui est devenu capitaliste tout court, celui qui a consolidé sa puissance et son pouvoir, et qui a acquis la « sécurité », **en acquérant la propriété**. Dans ce sens, le processus est typiquement capitaliste, et des formules ambiguës sur « l'autonomie » de cette « bureaucratie » devraient, de préférence, être évitées afin d'éviter de semer la confusion.

(1) Voir « Quatrième Internationale », avril 1958.

LA NATURE DE CLASSE DE L'UNION SOVIETIQUE

Nous avons déjà dit que les communistes yougoslaves ont eux-mêmes révisé certaines conceptions erronées qu'ils prônaient il y a quelques années au sujet de l'identité ou de la similitude entre des « tendances capitalistes d'Etat » dans la société capitaliste et des tendances équivalentes dans les pays « socialistes ». Ils ont opéré la même « révision du révisionnisme » dans leur appréciation de la nature de classe de l'Union soviétique. Il est utile de rappeler les étapes les plus importantes de l'évolution des conceptions du PCY à ce sujet, et d'expliquer les raisons de ces fluctuations idéologiques.

Après la première et même, pendant une brève période, après la seconde résolution du Kominform, les dirigeants du PCY ont entièrement conservé la conception stalinienne de l'URSS « grand pays du socialisme », ayant triomphalement achevé la construction du socialisme et avançant victorieusement sur la voie de la construction de la société communiste. Ils approuvaient de même l'ensemble de la

politique stalinienne, intérieure et extérieure, à la seule exception de son attitude envers la Yougoslavie. Cette position était manifestement intenable et, à partir de fin 1949, surtout après la publication de la brochure de Melentije Popovic « Sur les relations économiques entre Etats socialistes », et après le discours de Djilas du 19 mars 1950 devant les étudiants de Belgrade (« Sur les voies nouvelles du socialisme »), la nature « purement socialiste » de l'URSS fut mise en question, et le problème de la dégénérescence bureaucratique commença à être examiné. Djilas décrivit de façon exacte, marxiste, l'arrivée au pouvoir d'une bureaucratie privilégiée qui avait acquis le monopole de la puissance économique et politique, et qui devenait de plus en plus un frein au développement socialiste de la société.

Toute cette évolution progressive de la doctrine du PCY s'opéra cependant dans le cadre de préoccupations contradictoires. D'une part, elle fut encore essentiellement **pragmatique**, c'est-à-dire correspondant à

la nécessité de fournir une base doctrinale à la défense de la RFPY contre les attaques du Kremlin : dans ce sens elle maintint un caractère de justification a posteriori d'une tactique politique préalablement établie. D'autre part, elle constitua sans aucun doute un effort théorique sincère de comprendre « pourquoi le toit (théorique), venait de s'effondrer au-dessus de la tête des communistes yougoslaves », correspondant dans ce sens à la nouvelle phase montante de la révolution yougoslave qui aboutit à la remise des usines entre les mains des conseils ouvriers.

Après l'éclatement de la guerre de Corée, ces deux préoccupations entrèrent en conflit l'une avec l'autre. Sous la pression d'une peur justifiée devant une agression militaire possible du Kremlin ; sous la pression de l'« aide » fournie par l'impérialisme, l'effort théorique objectif se relâcha ; le pragmatisme pur ou, plus exactement, l'apologétique prit le dessus. Pendant toute cette phase, la terrible confusion idéologique dont souffrit Djilas joua un rôle incontestablement néfaste au sein de la direction du PCY. Celle-ci commença à élaborer une théorie sur le « capitalisme d'Etat soviétique », qui ne serait pas différent des « tendances capitalistes d'Etat » dans le capitalisme occidental, lesquelles renfermeraient d'ailleurs « de multiples éléments socialistes ». Dès les « Thèmes contemporains » que Djilas publia au début de 1951, cette nouvelle conception était pleinement développée. Nous l'avons soumise à une critique sévère dans notre article : « La théorie du Capitalisme d'Etat » (« Quatrième Internationale », mai-juillet 1951).

En fait, la confusion de cette théorie correspondait fidèlement à la confusion de la pratique internationale des dirigeants yougoslaves pendant cette époque, qui consistait en un effort pour effacer les lignes de démarcation entre les classes. L'attitude de la délégation yougoslave au cours des débats aux Nations Unies sur la guerre de Corée fut la manifestation la plus pernicieuse de cet opportunisme pragmatique. Mais tout ce processus rétrograde sur le plan de la doctrine restait en contradiction avec le développement et la consolidation des conseils ouvriers en Yougoslavie, avec le maintien et la consolidation de l'Etat ouvrier et de l'économie socialisée.

Après la mort de Staline et le début de « libéralisation » de la bureaucratie soviétique, l'évolution idéologique du PCY arriva à un deuxième tournant brusque. Il fut le résultat empirique de trois expériences différentes :

- 1) L'expérience de la pression croissante à laquelle l'impérialisme soumit la société et l'économie yougoslave, en échange de son « aide désintéressée », et qui effaça pas mal d'illusions sur la « démocratie » occidentale.
- 2) L'expérience du début de différenciation de la société et de la bureaucratie soviétiques, qui était inexplicable dans le cadre des théories du « capitalisme d'Etat ».

3) L'expérience des conséquences politiques du révisionnisme de Djilas, qui démontra clairement qu'en effaçant les différences de classe entre le « totalitarisme » de l'Est et de l'Ouest, on aboutissait à des conclusions objectivement contre-révolutionnaires (idéalisation de la société capitaliste et de la démocratie bourgeoise ; propositions de dissolution de la Ligue des Communistes de Yougoslavie ; théorie de la « nouvelle classe » qui serait « pire » que la classe bourgeoise, etc.).

Mais bientôt on exagéra dans le sens opposé. Après la visite de réconciliation de Khrouchtchev à Belgrade en 1955, on se remit à parler de la « grande puissance socialiste, l'Union soviétique » ; on n'aborda qu'avec la plus grande discrétion ou plus du tout le problème de la bureaucratie ; les notions de « capitalisme d'Etat » et de « dégénérescence bureaucratique » étaient rigoureusement bannies. Cette lune de miel ne dura cependant pas longtemps. Les révolutions polonaise et hongroise obligèrent les dirigeants communistes yougoslaves à se référer à nouveau au problème de la bureaucratie des Etats ouvriers, et à proposer cette fois la création de conseils ouvriers et la remise des entreprises entre leurs mains en tant que solution générale de ce problème pour tous les Etats ouvriers. Voilà un important pas en avant par rapport aux thèses les plus progressives du printemps 1950 ! Voilà le véritable secret de la nouvelle campagne anti-yougoslave du Kremlin.

Pendant la période 1950-53, et davantage encore pendant la période 1954-56, les communistes yougoslaves s'étaient contentés de présenter la gestion des usines par les conseils ouvriers comme la « voie yougoslave vers le socialisme ». Les « camarades soviétiques » en prenaient connaissance avec un petit sourire ironique, au cours de maints voyages touristiques : le 20^e Congrès n'avait-il pas proclamé qu'on pouvait arriver au socialisme par diverses voies ? L'expérience et le goût trancheraient entre ces marchandises différentes. Mais le grondement des canons à Budapest déchira cette idylle. Il obligea les dirigeants yougoslaves à proclamer leur voie comme la seule voie valable. Voilà pourquoi il était nécessaire de codifier cette voie dans un nouveau programme. Voilà ce qui explique la fureur impuissante du Kremlin contre ce programme qui relance la discussion de sujets aussi scabreux que la bureaucratie et les conseils ouvriers, au moment précis où Khrouchtchev fait l'impossible pour l'étouffer !

Il est curieux de rappeler ici les fluctuations dans l'attitude envers le trotskysme de la petite poignée de titistes dans le mouvement ouvrier international en dehors de la Yougoslavie. Ces fluctuations reflètent fidèlement les tournants successifs de l'attitude des dirigeants yougoslaves envers l'URSS.

De la première résolution du Kominform jusqu'à la fin de l'année 1949, les trotskystes continuent d'être considérés comme « des espions fascistes à la solde de l'im-

périalisme ». Mais, de la fin de 1949 jusqu'à l'automne 1950, on les catalogue plutôt dans la catégorie de « communistes honnêtes venus au secours de la Yougoslavie socialiste attaquée », qui cependant, de par les effets de leur long isolement, étaient devenus quelque peu « sectaires » et manquaient de compréhension pour la « réalité contemporaine nouvelle ». De la fin de 1950 et jusqu'en 1954, on les présentait par contre comme des « staliniens manqués » qui « agissent objectivement comme des agents du Kremlin » en défendant leurs « théories pernicieuses sur l'URSS, Etat ouvrier, et sur la défense inconditionnelle de l'Union soviétique ».

LA NATURE SOCIALE DE LA BUREAUCRATIE SOVIETIQUE

Comme nous l'avons déjà dit, les passages du nouveau programme yougoslave et des discours au Congrès de Liubliana qui concernent le problème général de la bureaucratie dans les Etats ouvriers constituent la partie idéologiquement la plus avancée et la plus progressive de la doctrine de la Ligue des Communistes yougoslaves, et en même temps la véritable raison des attaques du Kremlin. Cela vaut donc la peine d'analyser de plus près ces passages.

Le nouveau programme communiste yougoslave parle bien d'« Etats socialistes », mais en pratique les problèmes de l'URSS, de la Chine populaire et des « démocraties populaires » sont traités comme des problèmes de l'époque de transition entre le capitalisme et le socialisme. Ainsi, il abandonne tacitement la thèse stalinienne sur « l'achèvement de la construction du socialisme en URSS », et revient à la conception marxiste en la matière que n'ont cessé de défendre Léon Trotsky et la IV^e Internationale.

Kardelj traite assez longuement du problème de la bureaucratie dans son discours au Congrès de Ljubljana et déclare à ce propos notamment :

« Le programme indique qu'il ne s'agit pas uniquement des vestiges de la bourgeoisie et du capitalisme, mais que l'on voit surgir inévitablement, pendant la période de transition et par suite du développement insuffisant des forces de production, des tendances bureaucratiques qui aspirent, en tant que force sociale, à conserver des formes transitoires dans les rapports sociaux et même une certaine déformation étatique de ces rapports. » (Ibidem, page 29.)

Et plus loin :

« Si nous contestions de tels phénomènes, et si nous n'en découvrions pas les sources et les causes, nous serions incapables de lutter efficacement contre elles. Bien plus, nous pourrions nous-mêmes succomber, dans certains cas, à leur influence et cesser d'être ainsi la force sociale la plus progressiste. C'est justement pourquoi nous estimons que la lutte contre la bureaucratie constitue l'un des instruments idéologiques et politiques de principe dans l'édification du socialisme ».

A peine la réconciliation Tito-Khrouchtchev était-elle amorcée que les trotskystes devenaient « objectivement contre-révolutionnaires » puisqu'ils continuaient à « prêcher la nécessité d'une révolution politique en URSS », alors que l'expérience avait démontré (!) que la bureaucratie était en train de se réformer elle-même... Que diront aujourd'hui ces mêmes titistes ? « L'expérience » leur a-t-elle montré que le résultat d'une analyse marxiste scientifique est autrement solide pour résister à une époque aussi tourmentée que la nôtre que des justifications purement pragmatiques de tournants tactiques, masquées en « théories » ?

Et Tito déclare sans ambages que la lutte contre la bureaucratie ne peut être menée efficacement que si l'on assure « la création des conditions matérielles, politiques et juridiques nécessaires pour faire réellement des travailleurs de notre pays, des citoyens de la Yougoslavie socialiste, les gérants effectifs et directs des affaires sociales. » (Ibidem, page 11.)

Parmi ces conditions, il classe carrément « l'augmentation graduelle du niveau de vie proportionnellement à l'accroissement des forces productives et de la productivité du travail. » (Ibidem, page 9.)

Dans ces conditions, les dirigeants de la Ligue des Communistes de Yougoslavie ont reformulé les principaux éléments de la théorie marxiste, c'est-à-dire trotskyste, du problème de la bureaucratie :

1) Des déformations bureaucratiques de l'Etat ouvrier sont dans une certaine mesure inévitables, et du fait du passé et de l'entourage capitalistes, et du fait des nouvelles contradictions qui surgissent à l'époque de transition en conséquence du développement encore insuffisant des forces productives.

2) Ces déformations pourraient être limitées (ou du moins on pourrait en éviter le développement malin en dégénérescence de tout l'Etat) à condition que l'avant-garde soit pleinement consciente du danger et qu'elle comprenne les conditions objectives et subjectives d'une lutte contre lui. Le rôle du facteur subjectif est donc décisif à ce propos.

3) Des conditions subjectives favorables pour une lutte efficace contre ce danger de dégénérescence bureaucratique peuvent être créées par une politique correcte de l'avant-garde communiste, à la tête de l'Etat ouvrier. Il s'agit pour elle de favoriser une activité politique plus intense de la classe ouvrière, une participation plus active de celle-ci à la direction effective de l'économie et de l'Etat, notamment par le perfectionnement de la démocratie socialiste, le renforcement des conseils ouvriers, la multiplication des expériences d'auto-gestion, l'élevation progressive du niveau de vie, l'élimination radicale du chômage et de toute condition pesant sur la combativité ouvrière, l'extension internationale de la révolution qui permet de « remplacer » temporairement, à la tête

du processus révolutionnaire, un détachement « fatigué » par un détachement encore plus frais, etc.

4) Si l'avant-garde communiste ne comprend pas, ou comprend de façon insuffisante, les conditions de la dégénérescence bureaucratique et d'une lutte efficace contre elle, elle cesse d'être un instrument révolutionnaire, et risque d'être elle-même bureaucratisée (ce qui implique généralement le « renouvellement » complet des cadres par l'élimination physique ou morale des anciens cadres).

Il est vrai que Tito et Kardelj expriment toutes ces idées de façon fort prudente, et presque réticente ; qu'ils évitent soigneusement de « provoquer » le Kremlin, et qu'on ne retrouve pas trace dans le Programme d'allusions aux crimes passés ou présents, et même à l'intervention soviétique en Hongrie. Kardelj mentionne à ce sujet que

« la commission [des amendements] a rejeté les propositions tendant à une aggravation inutile (?) de certaines évaluations critiques, partant du point de vue qu'il est, en effet, nécessaire de faire une analyse critique de certains phénomènes, mais qu'il ne faut pas introduire dans le

Programme des polémiques politiques ayant un caractère d'actualité. »

(Ibidem, page 32).

et encore :

« Dans un grand nombre (sic) d'observations, on souligne que le Programme devrait contenir une évaluation plus détaillée du rôle de Staline, surtout par rapport au rôle du Kominform et à l'année 1948 et à son influence sur le mouvement ouvrier international. Bien que ces observations soient compréhensibles, la Commission a néanmoins considéré qu'il n'y a pas lieu de charger le Programme avec des analyses de phénomènes concrets qui appartiennent déjà à l'histoire... Pour les mêmes raisons, la Commission n'a pas été en mesure d'accepter les propositions tendant à donner une évaluation critique et concrète du développement actuel des autres pays socialistes. »

(Ibidem, page 33).

Néanmoins, en gros, le pas en avant théorique est considérable et mérite d'être salué. La doctrine actuelle des communistes yougoslaves constitue pour la bureaucratie soviétique une menace autrement sérieuse que les thèses incohérentes sur le « capitalisme d'Etat » ou la « nouvelle classe », qui s'avèrent à chaque pas irrécconciliables avec la dynamique historique.

LES CONSEILS OUVRIERS

ET L'AUTOGESTION OUVRIERE EN YOUGOSLAVIE

Ce pas en avant théorique correspond, nous l'avons déjà dit, à un nouveau renforcement du système des conseils ouvriers en Yougoslavie, et notamment à un accroissement de l'activité politique de la classe ouvrière yougoslave au moment des révolutions polonaise et hongroise. Du 25 au 27 juin 1957 se tint à Belgrade le premier Congrès des Conseils Ouvriers de Yougoslavie qui fournit un important matériel d'informations à ce sujet.

Il est significatif que les thèses de ce Congrès soulignent que toute l'histoire du mouvement ouvrier — « des socialistes utopiques en passant par Marx et Engels, la révolution de 1848, les préparatifs de la formation de la I^e Internationale, la Commune de Paris, et les phénomènes à l'époque de la première guerre mondiale, jusqu'à Lénine et la Révolution d'octobre, la résonance que celle-ci a eue dans toute une série de pays d'Europe, jusqu'à la guerre civile espagnole et aux « conseils mixtes » de la 2^e guerre mondiale — est traversée par une seule et même tradition de transfert des usines aux ouvriers et d'auto-gestion ouvrière. En renouant avec cette tradition, ce Congrès a en fait renoué avec une tradition de démocratie prolétarienne, soviétique, qui est aujourd'hui avant tout incarnée par notre Internationale. Il n'a d'ailleurs pas oublié de prolonger cette tradition jusqu'aux « transformations sociales qui viennent d'avoir lieu en Pologne et aux événements qui se sont produits en Hongrie » !

Au cours de ce Congrès, Tito déclara que depuis 1951, quelque 600.000 travail-

leurs, c'est-à-dire un tiers de toute la classe ouvrière yougoslave, avait participé au travail des conseils ouvriers en tant que membres de plein droit de ces conseils. 77 % des membres des conseils ouvriers de toutes les entreprises yougoslaves étaient des ouvriers qui continuaient à fournir du travail de producteurs manuels. Le Bulletin statistique qui fut remis aux participants à ce Congrès fournit également des données fort intéressantes. Il apparut ainsi qu'en 1956, 1.014 directeurs ou gérants d'entreprises avaient été démis de leurs fonctions, dont seulement 20 par intervention directe d'organismes politiques (le parti), 352 par intervention d'organes d'Etat et 501 par interventions de conseils ouvriers ou de collectifs d'ouvriers (assemblées générales dans les entreprises). Il ne faut certes pas faire dire à ces chiffres autre chose que ce qu'ils disent. Ils ne signifient pas que la bureaucratie a été « abolie » en Yougoslavie. Ils démontrent cependant que du côté ouvrier une pression croissante s'exerce contre cette bureaucratie. La grève réussie des mineurs de Slovénie avait déjà démontré la même chose. Même si l'on suppose que la plupart des conseils ouvriers sont en fait télécommandés par la Ligue des Communistes de Yougoslavie, dont les militants, membres du conseil, prennent les véritables décisions, il y a quelque chose de fondamental qui est changé par rapport au système encore en vigueur en URSS. Dans ce système stalinien, l'effort de « convaincre » le peuple (c'est-à-dire l'effort de propagande !) suit l'application de la décision ; dans le sys-

tème yougoslave, il doit maintenant la précéder. La différence est de taille, et elle transforme, même dans le pire des cas, les conseils ouvriers en une gigantesque école de la démocratie socialiste.

Il est d'ailleurs intéressant d'examiner dans quelle mesure se manifestent des contradictions entre les formules de démocratie socialiste du Programme de la Ligue des Communistes de Yougoslavie et la réalité quotidienne de ce pays. Les thèses du Congrès des Conseils Ouvriers ne nient point que le système des conseils ouvriers soit encore loin de fonctionner de façon parfaite. Elles constatent que la décentralisation économique a engendré des tendances au particularisme et à « l'égoïsme d'entreprise » (tendance anarcho-sindicaliste). Elles constatent qu'au sein même des conseils ouvriers de puissantes tendances bureaucratiques se sont développées, dont les racines plongeraient dans l'insuffisance du développement des forces productives dans le pays. Cette analyse est correcte mais incomplète. Des facteurs politiques y jouent également un rôle que nous aurons à examiner. De toute façon, Tito et les autres dirigeants de la Ligue des Communistes de Yougoslavie ont dû tirer d'importantes conclusions de ces faits, puisqu'ils ont attiré l'attention de tout le pays sur ces phénomènes dans leur fameuse Lettre Ouverte de février 1958 !

Soumis à la pression conjointe de Mos-

cou et de Washington, les dirigeants yougoslaves sont condamnés à s'appuyer sur une cohésion croissante des masses laborieuses de leur pays ; c'est la seule base solide qu'ils ont à leur disposition. C'est ce qui explique qu'ils ne purent passer sous silence la critique sociale provenant du peuple — et qu'ils durent même l'approuver. La déclaration de Tito selon laquelle la grève des mineurs de Slovénie était justifiée est extrêmement caractéristique : c'est la première fois depuis 1941 que Tito admet qu'une action des masses yougoslaves contre les cadres du PCY pouvait être justifiée.

Au Congrès de Liubliana, Tito a d'ailleurs déclaré ouvertement que « même dans la gestion décentralisée, un danger de bureaucratisme existe si les masses laborieuses ne sont pas suffisamment vigilantes et si les communistes sont insuffisamment actifs dans la lutte contre les tendances bureaucratiques. Non seulement des phénomènes pareils chez nous ne furent pas rares, mais ils ont pris une ampleur assez grande. » (Ibidem, page 8).

Mais comment se fait-il que, malgré les conseils ouvriers, malgré l'auto-gestion ouvrière, des tendances bureaucratiques aient pu prendre « une ampleur assez grande » ? C'est que les racines de la bureaucratie ne se trouvent pas seulement dans la « gestion centralisée des moyens de production » ; elles se trouvent également sur le terrain politique.

UN OU PLUSIEURS PARTIS OUVRIERS

Aussi bien le nouveau programme de la Ligue des Communistes de Yougoslavie que les discours de Tito, de Kardelj, de Rankovic et d'autres dirigeants au Congrès de Liubliana prennent position au sujet du système de plusieurs partis (présenté toujours comme le système bourgeois) et le rejettent catégoriquement. Tito déclare (ibidem, page 8) que Djilas visait la réintroduction de plusieurs partis ce qui impliquait la réintroduction du capitalisme (sic). Kardelj critique un certain « romantisme réactionnaire » qui vise la réapparition « des formes démocratiques-bourgeoises ». En d'autres termes — et cela apparaît clairement d'autres passages de leurs discours — les dirigeants yougoslaves se maintiennent strictement au dogme du parti unique.

Mais, en examinant leur position de plus près, il apparaît rapidement que ce faisant ils s'enferment dans des contradictions inextricables. Ils déclarent d'une part que le socialisme est aujourd'hui infiniment plus puissant et plus solide qu'à l'époque de Lénine, mais ils ne peuvent trouver d'autres justifications pour le système du parti unique que celles que Lénine cita pour interdire les fractions, c'est-à-dire les menaces extrêmement graves qui pesèrent au début de la NEP sur l'Etat ouvrier isolé ! Ils affirment d'une part que le socialisme a déjà triomphé matériellement et idéologiquement, même sur l'arène internationale, et ils se déclarent d'autre part... menacés par les élucubrations d'un Djilas dont ils affirment

eux-mêmes qu'il ne dispose d'aucun appui social ! (2) Ils affirment d'une part « qu'il n'existe pas et ne peut exister de juge idéologique infaillible qui évaluerait ce qui est ici juste et ce qui ne l'est pas. De même il n'existe aucun prêtre qui pourrait donner l'absolution pour les péchés commis... Les seuls juges définitifs sont l'expérience et l'histoire. »

(Discours Kardelj, ibidem, page 31) et encore que

« sans développer la lutte d'opinions et la liberté de la critique, on ne peut concevoir le développement juste d'une organisation, on ne peut concevoir le développement juste d'une organisation, on ne peut concevoir son activité créatrice. On verrait, par contre, s'implanter l'esprit de routine, le formalisme, la sécheresse qui détruit l'ardeur révolutionnaire des communistes, qui rendraient leur activité stérile. »

(Discours Rankovic, ibidem, page 23).

Ils affirment encore

« la nécessité de développer constamment la démocratie à l'intérieur du parti, qui se fonde précisément sur la liberté de la lutte d'opinion, sur la liberté de critique aussi bien vers la base que vers le som-

(2) Nous répétons que les conceptions fausses de Djilas ne justifient nullement la répression exercée contre lui par les dirigeants yougoslaves.

met. » (Discours Rankovic, ib., page 23).

Mais ils maintiennent en même temps l'interdiction de former des fractions (et donc aussi l'interdiction d'envisager la constitution d'un deuxième parti ouvrier), interdictions qui ne se justifient que si l'on part de l'hypothèse de l'omniscience du Comité Central en place, si l'on pense que celui-ci est *ex officio* incapable de commettre des erreurs telles que leur correction par une lutte de fraction serait un moindre mal pour l'Etat ouvrier !

Car, enfin, sans le droit de constituer des fractions, « la liberté de la lutte d'opinion » devient un leurre, la liberté de discussion elle-même est castrée. En effet, du moment que des communistes d'une entreprise ou d'une section, pour faire triompher un point de vue qu'ils considèrent juste, se mettraient en rapports avec des communistes d'autres entreprises, d'autres sections ou d'autres régions, ils seraient refoulés sous l'accusation de « fractionnisme » ; la menace d'expulsion pendrait au-dessus de leur tête. Et dans la plupart des cas cette menace suffit pour qu'ils ne formulent même pas leurs opinions justes, mais se taisent et « approuvent » à contre-cœur ce qu'ils considèrent faux...

Et sans le droit formellement reconnu de constituer un deuxième parti prolétarien, pas de possibilité d'accorder une véritable liberté de tendance ou de fraction aux communistes ! Car toute lutte de fraction se heurterait vite à l'accusation de « menace de scission » ou de « menées pour constituer un deuxième parti », ce qui l'étoufferait dans l'œuf. Sans le droit de constituer des fractions, sans le droit de constituer un deuxième parti prolétarien, donc pas de véritable lutte d'opinions sur les grands problèmes politiques, pas de véritable liberté de critique de la base envers le sommet, donc pas d'adaptation pratique de la vie du parti à l'excellente formule de Kardelj : il n'existe pas de juge idéologique infallible ! Dans ces conditions, pas moyen de remplacer les cadres du parti par un mouvement venant d'en bas ; les seuls remplacements sont effectués par des réflexes de la direction centrale elle-même. Et alors, **LE SYSTEME POLITIQUE ENTRE EN COLLISION AVEC LE SYSTEME D'AUTO-GESTION DEMOCRATIQUE DE L'ECONOMIE, ET DOIT TRANSFORMER CELUI-CI, DU MOINS PARTIELLEMENT, EN LETTRE MORTE, S'IL NE S'ADAPTE PAS A LUI.**

Voilà ce qui explique pourquoi tant de communistes yougoslaves commettent « des actes inhumains vis-à-vis des individus, étouffent la critique et la libre expression des opinions, frustrent les travailleurs des droits garantis par la loi, négligent la défense de leurs intérêts ». (Tito, ibidem, page 14).

Pourquoi peuvent-ils se permettre d'avoir un tel comportement, malgré l'existence d'organes d'auto-gouvernement ouvrier ? Parce qu'ils savent que leur position politique ne dépend pas des réactions d'en bas mais des décisions d'en haut. Parce qu'ils savent que dans un système de parti unique, l'appareil est forcément collectivement solidaire, et hésite

longtemps avant d'éliminer un fonctionnaire, même s'il est impopulaire.

Très souvent, la seule possibilité formellement reconnue de déclencher contre eux une action, empêcherait de tels bureaucrates d'agir contrairement aux intérêts des travailleurs, servirait de clause de sauvegarde puissante de la démocratie prolétarienne, leur permettrait de se corriger eux-mêmes avant qu'il ne soit trop tard. Mais, précisément pour cette raison, le droit à la constitution de fractions, le droit à la constitution d'autres partis prolétariens, la liberté de presse, de parole et de réunion pour le mouvement ouvrier constituent la seule garantie possible d'une véritable démocratie socialiste, le seul moyen pour éviter que les communistes ne succombent à « l'esprit de routine, au formalisme et à la sécheresse qui détruit l'ardeur révolutionnaire ».

Un système de plusieurs partis ouvriers ne pourrait-il devenir une menace pour la base socialiste de l'Etat ? Il pourrait le devenir si des forces sociales puissantes sont hostiles à cet Etat et si elles se fraient un chemin vers la surface par tous les moyens, que ce soit à l'intérieur d'un parti unique, ou que ce soit dans un système de plusieurs partis ouvriers. On pourrait facilement élaborer pour cette éventualité une série de sauvegardes institutionnelles protégeant la dictature du prolétariat : le contrôle constitutionnel ; une Cour constitutionnelle qui jugerait en débat contradictoire l'activité de certains partis accusés de prôner le renversement de l'Etat ouvrier ; le verdict des organes d'auto-gouvernement, et notamment des conseils ouvriers ; le contrôle par l'Assemblée Nationale ou le Congrès des Conseils, etc. Mais tout cela est en réalité à côté de la question. La véritable question, les communistes yougoslaves y ont déjà répondu par eux-mêmes. Elle consiste dans cette prise de conscience : c'est précisément lorsque l'Etat ouvrier est menacé qu'il a intérêt à préférer un système qui permet l'activité autonome la plus large des masses, ce qui lui confère en même temps une force de cohésion incomparable. C'est ce que Vladimir Bakaric n'a pas manqué de constater, lorsqu'il s'écria au Congrès de Liubliana :

« Et c'est justement à cette époque, où la pression contre notre pays fut la plus forte, qu'il devint évident que pour continuer le développement de sa cohésion, de son unité, de sa force défensive, et en vue d'un développement économique et social plus rapide... un appareil d'Etat fermement centralisé... n'était point adéquat pour réunir toutes les aspirations de la classe ouvrière et des masses populaires... Ne pas entamer le processus de la formation de formes nouvelles et propres de la participation des masses au règlement de leurs problèmes, ce serait freiner le processus de la marche révolutionnaire et susciter des problèmes sociaux difficiles. L'appareil d'Etat à quelque peu souffert en faveur de la consolidation de la société. Mais il s'ensuit un renforcement des éléments qui rendent notre communauté socialiste plus puissante et plus unie. » (Ibidem p. 35.)

Tout ce raisonnement ne s'applique-t-il pas textuellement au problème du droit de formation de fractions et d'autres partis ouvriers ? L'expérience n'a-t-elle pas montré que, sans ces droits politiques, les masses ne participent que de façon imparfaite au « règlement de leurs problèmes », les attitudes « inhumaines » envers les travailleurs se maintiennent et

le système même des conseils ouvriers ne peut fonctionner normalement ? Et pour quoi douter, après l'expérience exaltante des années 1950-52, que précisément une telle extension des droits politiques des travailleurs n'affaiblirait pas mais renforcerait considérablement la cohésion de la société socialisée ?

LE DEPERISSEMENT DE L'ETAT

Le problème du parti nous conduit droit au problème de l'Etat. A ce propos également, les communistes yougoslaves ont fait un pas en avant. Ils ont corrigé la théorie unilatérale et franchement hypocrite du « déperissement immédiat de l'Etat » qu'ils défendaient il y a quelques années. Ils sont retournés à la conception juste, marxiste-léniniste, du caractère dialectique double de l'Etat ouvrier. Kardelj a exprimé cela de façon remarquable dans son discours devant le Congrès de Liubliana, en se référant à « L'Etat et la Révolution » de Lénine. « Le programme, déclare-t-il, souligne aussi bien la nécessité de l'Etat en tant qu'instrument de la société socialiste dans la période de transition, et la nécessité de son déperissement simultané » :

« Le problème du déperissement n'est pas posé comme un problème de certaines étapes dans le temps ni comme un but immédiat ni comme un but qui ne se réaliserait que dans un lointain avenir. Ce processus est posé comme partie indivisible du processus du développement socialiste, c'est-à-dire comme son inévitabilité intérieure, et il se crée dans la mesure, et seulement dans la mesure où le socialisme devient une réalité et un système social stable. » (Ibidem p. 31.)

Cette thèse est en gros correcte, et se compare avantageusement aux thèses primitivement apologétiques de Staline et aux élucubrations anarchistes petites bourgeoises de Djilas. L'Etat est nécessaire pendant la période de transition ; mais l'Etat ouvrier est un Etat d'un genre particulier, un Etat qui commence à dépérir du jour même de sa naissance, du moins lorsque celle-ci est légitime. Voilà la thèse de Lénine, qui se réalise dans l'auto-gestion croissante de la société, dans l'exercice croissant de toutes les fonctions de direction économique, politique et sociale par tous les travailleurs, à tour de rôle.

Les communistes yougoslaves déclarent aujourd'hui ouvertement qu'il serait hypocrite de nier qu'ils estiment nécessaire de conserver une influence directe sur les postes-clés politiques de la société, pendant toute une période (Kardelj, ibidem, p. 32). Cette franchise aussi est un pas en avant, et nous sommes enclins à ne pas rejeter d'office cette prétention. Mais, en tant que marxistes-léninistes, nous devons y ajouter immédiatement : CETTE INFLUENCE NE SERA REELLE, et non pas mensongère, du point de vue du prolétariat, que DANS LA MESURE OU LES COMMUNISTES YOUGOSLAVES AURONT PREALABLEMENT CONVAINCU LES TRAVAILLEURS DE SA NE-

CESSITE, DANS UNE LUTTE D'OPINIONS REELLE ET OUVERTE, et qu'ils le feront de nouveau chaque fois qu'une question importante se pose devant la société. Ce n'est que dans un tel cadre de démocratie socialiste qu'ils seront des dirigeants et non des maîtres, qu'on les suivra au lieu de leur obéir, qu'ils auront vraiment éduqué et non pas commandé.

Quelle que soit la critique qu'on puisse ainsi émettre à l'égard des vestiges d'idéologie stalinienne qui subsistent dans le Programme de la Ligue des Communistes de Yougoslavie, vestiges qui correspondent aux vestiges d'une bureaucratie dans la société yougoslave, on comprend, après cette analyse, pourquoi les complices du Kremlin jettent feu et flamme à l'idée que ce Programme sera discuté dans tous les Partis Communistes. Car l'idée de la nature sociale d'une bureaucratie privilégiée et parasitaire ; l'idée des conseils ouvriers, de l'auto-gestion démocratique des travailleurs qui n'affaiblit pas mais renforce l'Etat ouvrier, ces idées-là sont aujourd'hui de la dynamique mortellement dangereuse non pour « l'unité du camp socialiste », ni pour la « pureté du marxisme-léninisme », mais pour la domination de la bureaucratie soviétique qui doit rétablir par tous les moyens le « caractère monolithique » des P.C.

Depuis 1954 on avait prudemment ouvert les portes à la critique, espérant ainsi introduire une soupape de sûreté indispensable au mécanisme social. On avait même proclamé que « cent fleurs pouvaient dorénavant fleurir ». Mais on n'avait fait que nourrir une critique sociale qui devait monter, sur les vagues de la rébellion contre l'exploitation, l'oppression, la terreur policière et la violence à l'égard des nationalités, vers la révolution politique inévitable. Aujourd'hui on s'efforce de refouler ces vagues à l'aide du balai d'acier de la « lutte contre le révisionnisme ». Tentative vaine et ridicule ! On ne peut dénoncer en février 1956 les crimes de Staline et appliquer les méthodes stalinienne en novembre 1956, sans semer le doute et la désolation dans des milliers de cerveaux communistes. On ne peut déclarer au printemps 1955 que la résolution du Kominform est une « falsification abjecte préparée par ces ennemis jurés du peuple, les espions impérialistes Béria et Abakoumov », et affirmer froidement trois ans plus tard que cette même résolution... était juste quant au fond, sans provoquer la zizanie et la division au sein de son propre parti.

La tentative de « libéraliser » le règne de la bureaucratie soviétique débuta par

la réconciliation avec Tito ; elle a — provisoirement — pris fin, du moins sur le plan politique et idéologique avec la révolution hongroise. La tentative de rétablir une forme nouvelle de monolithisme néo-stalinien dans le mouvement communiste échoua, au lendemain de la révolution hongroise, grâce à la résistance des communistes yougoslaves. Pour ce comportement courageux, ils ont une fois de plus bien mérité de l'histoire et du mouvement ouvrier international. Leurs idées stimuleront toutes les forces critiques et non conformistes dans les partis communistes. Malgré toutes ses contradictions et ses insuffisances, leur progrès idéologique correspond au progrès objectif de leur révolution. Pour ces deux raisons, ils méritent l'appui plein et entier de tous les marxistes révolutionnaires dans leur défense contre les attaques du Kremlin. Et leur exemple vérifie une fois de plus

Post-Scriptum : L'article du camarade Germain ne traite que l'aspect doctrinal du conflit Moscou-Yougoslavie. Un deuxième article, consacré aux incidences de ce conflit sur la situation internationale, a dû être reporté au prochain numéro de notre revue, la place nous faisant défaut.

la justesse de la célèbre prédiction de Marx :

« Les révolutions prolétariennes... se critiquent elles-mêmes constamment, interrompent à chaque instant leur propre cours, reviennent sur ce qui semble déjà être accompli pour le recommencer à nouveau, raillent impitoyablement les hésitations, les faiblesses et les misères de leurs premières tentatives, paraissent n'abattre leur adversaire que pour lui permettre de puiser de nouvelles forces de la terre et de se redresser à nouveau formidable en face d'elles, reculent constamment à nouveau devant l'immensité infinie de leurs propres buts, jusqu'à ce que soit créée enfin la situation qui rend impossible tout retour en arrière, et que les circonstances elles-mêmes crient : *Hic Rhodus, hic salta !* »

5 juillet 1958.

Nous aurons également l'occasion d'y revenir sur le texte définitif du Programme de la Ligue des Communistes de Yougoslavie, dont nous n'avons pas encore pu prendre connaissance au moment de la parution du numéro que voici.

Pierre FRANK

Les partis ouvriers français pendant la crise de mai 1958

L'histoire de France a connu quelques opérations bonapartistes avant celle de de Gaulle et les comparaisons entre elles présentent toujours quelque intérêt. Tant sous l'angle de la bourgeoisie que du prolétariat, l'opération de Gaulle offre un tableau extraordinaire.

C'est la guerre d'Algérie survenant après celle du Vietnam qui a amené l'armée française à effectuer son coup de force. Celle-ci l'a fait dans une atmosphère sans rapport avec cette opération politique. Il n'y a pas de crise économique comme en 1851 ; pas de débâcle militaire et d'exode comme en 1940. La guerre d'Algérie dure depuis plus de trois ans et demi, et pendant tout ce temps, dans la métropole, la bourgeoisie française n'a cessé de montrer une indifférence, une insouciance vraiment surprenante au sujet de cette guerre. Chacun vague à ses affaires qui sont prospères. Chacun songe à ses prochaines vacances. Le régime parlementaire était devenu le cadet des soucis des bourgeois.

Mais si vraiment quelque chose différencie l'opération de Gaulle des précédentes, c'est la situation de la classe ouvrière. Celle-ci n'était pas sous le coup d'une saignée comme

après juin 1848. Elle ne se trouvait pas, comme en 1940, mobilisée et avec le P.C. dans l'illégalité. Elle n'était pas à l'arrière-plan de la scène politique. Elle avait ses partis, elle avait ses syndicats, elle avait sa presse.

Mais, tout comme la bourgeoisie, elle fut peu préoccupée de la guerre d'Algérie dans les années qui venaient de s'écouler. Les années de bonne conjoncture économique lui assuraient une amélioration limitée, mais indiscutable, de ses conditions de vie ; elle avait obtenu les trois semaines de congé payé. Elle aussi regardait avec mépris les jeux parlementaires et les crises ministérielles interminables.

Cet état d'esprit dans la classe ouvrière, c'est aux directions traditionnelles — du Parti socialiste et du Parti communiste — qu'en revient la responsabilité. Si, pour la première fois dans l'histoire de France, une opération bonapartiste a pu réussir sans que la classe ouvrière et les masses populaires aient été préalablement battues, on le doit à ces directions et il n'est pas inutile de montrer comment elles ont préparé une telle défaite.

I - Le Parti Socialiste

La ligne globale de la direction Guy Mollet est bien connue, mais sa perfidie apparaît davantage dans l'examen détaillé de ses diverses démarches. Guy Mollet parvint à la direction du P.S. en 1946-1947 à la tête d'une tendance de gauche qui reprochait à la direction Daniel Mayer une politique trop timorée. Mais, rapidement, Guy Mollet virait vers la droite, l'anticommunisme devenant la constante de ses variations politiques. Il fabriqua aussi, pour la première fois dans l'histoire du P.S., un appareil qui lui assurait le contrôle de ce parti. La politique française évoluant vers la droite à partir de la Libération, le P.S. finit par se trouver dans l'opposition entre 1952 et 1955. Il revint au pouvoir au début de 1956, après la victoire électorale du « Front républicain », constitué essentiellement par une combinaison du P.S. et du Parti radical dirigé alors par Mendès-France.

Bien que ce dernier fut le leader reconnu du « Front républicain » au cours de la campagne électorale, Guy Mollet devint le chef du nouveau gouvernement, étant donné la place prépondérante du P.S. dans l'Assemblée Nationale — exception faite du P.C.F. dont, dès ce moment là, on faisait

abstraction dans le monde parlementaire. Dans la législature élue en 1956, tout dépendait du groupe socialiste ; on le vit en mai 1958.

Guy Mollet avait, au cours de la campagne électorale, fait une critique vigoureuse de la guerre d'Algérie : une guerre imbécile et sans issue, avait-il dit. La victoire du Front républicain, à côté du renforcement du groupe parlementaire communiste, signifiait que le pays attendait du nouveau Parlement une politique de paix en Algérie. Volontairement ou non, Guy Mollet tomba dans les pièges des ultras et des colons d'Alger. Son premier choix comme ministre de l'Algérie avait été le général Catroux, un « républicain » qui déclarait qu'il ne reculerait devant rien. Mais, quand Guy Mollet fut accueilli à Alger par des tomates, il obtint de Catroux sa démission et désigna à sa place Lacoste qui allait donner toute la mesure de son socialisme. En procédant à cette désignation, Guy Mollet qui reculait devant l'émeute fasciste du 6 février 1956 à Alger, voyait en celle-ci quelque chose de « sain ».

A partir de ce moment là, ce fut le recul incessant devant les colons et l'armée. Lacoste en Algérie même ne dirigeait rien ;

mais il couvrirait tout et était devenu le principal commis-voyageur pour faire accepter en France la guerre d'Algérie et les infamies qu'elle entraîna.

Le ministre Guy Mollet, ce furent les « pouvoirs spéciaux », ce fut la « pacification » par l'envoi d'environ un demi-million de soldats du contingent, ce fut l'affaire Ben Bella. Ce fut aussi la campagne de Suez. Ce fut le blanc-seing donné aux tortionnaires.

Cette politique (qui ne fut nullement contrecarrée par celle du P.C.F.) favorisa les progrès de la réaction dans la métropole. Dans le P.S. lui-même, on vit se développer une aile fascisante (interventions de Lacoste et Lejeune au Congrès du P.S. à Toulouse). Mais, à la différence de ce qui se passa en 1933-1934, où la direction Blum fut obligée d'exclure les néos (Déat...), la direction Guy Mollet fit bloc avec ce courant contre ceux qui préconisaient une autre politique algérienne, si modérée fut-elle. La direction prit des sanctions contre les opposants, allant jusqu'à l'exclusion (Philip) et surtout privant pratiquement presque toute la minorité du droit d'expression dans les congrès et conférences du parti.

Renversé comme Président du Conseil, Guy Mollet devint l'éminence grise des deux

GUY MOLLET ET LE GROUPE PARLEMENTAIRE SOCIALISTE

Dès que se produisit le coup d'Alger, on put remarquer des dissonances entre l'attitude de Guy Mollet et celle du groupe parlementaire socialiste. Le jour même du coup d'Alger, le 13 mai, Guy Mollet cherche à décourager Pflimlin de poursuivre sa demande d'investiture par l'Assemblée Nationale. Par contre, le groupe parlementaire socialiste, qui n'est pas au courant de cette intervention de Guy Mollet, pousse Pflimlin à demander ce vote à l'Assemblée Nationale, qui le lui accorde.

Le lendemain, 14 mai, le groupe socialiste et le comité directeur décident la participation au gouvernement Pflimlin. « *Lorsque la République apparaît menacée, le Parti socialiste est toujours présent* », déclare Guy Mollet qui devient vice-Président du Conseil, accompagné d'autres ministres socialistes, dont J. Moch, à l'Intérieur, où dix ans auparavant il s'était distingué par une féroce répression de la grève des mineurs.

Le 15 mai, appel commun du comité directeur et du groupe parlementaire :

« *La République est menacée. L'insurrection civile et militaire en Algérie et le manifeste du général de Gaulle témoignent que l'assaut contre le régime républicain est lancé... Pour faire face à ce péril, le Parti socialiste a décidé de participer au gouvernement... Mais la République ne se défend pas seulement au Parlement et au gouvernement...* »

Mais, face à une déclaration de de Gaulle, on notera deux attitudes différentes de Guy Mollet et du porte-parole du groupe parlementaire socialiste à l'Assemblée Nationale dans sa séance du 16 mai :

Guy Mollet demande à de Gaulle de faire un effort :

« *Il est vrai que le général de Gaulle a rendu la République à la patrie... Nous as-*

ministères suivants (Bourgès-Maunoury et Gaillard) qui conserveront Lacoste comme ministre de l'Algérie. Guy Mollet obligea aussi son parti à avaliser la formation de ces ministères et à les soutenir, bien que la résistance à cette politique commençait à se développer dans le parti.

Lorsque le ministre Gaillard fut renversé, Guy Mollet fit mine de se fâcher contre la droite (« la plus bête du monde », prétendait-il) et fit voter par le Conseil national des 2 et 3 mai que le P.S. ne participerait plus à aucun gouvernement, se contentant d'assurer son soutien. Ainsi il parvenait à renforcer son autorité sur le P.S., autorité qui avait été un peu endommagée. Lors de la formation du gouvernement Pflimlin, le P.S. se trouvait hors du gouvernement et, de ce fait, Lacoste n'était plus ministre de l'Algérie.

C'est alors que le complot d'Alger prit une forme ouverte. Lacoste qui était au courant de celui-ci laissa faire, espérant qu'il en serait le bénéficiaire. Il refusa de retourner à Alger alors qu'il devait encore, constitutionnellement, assurer les « affaires courantes », c'est-à-dire l'ordre (contre les fascistes) et, dans des discours, incitait les ultras à l'action.

sistons à la mise en cause de l'appartenance de l'Algérie à notre communauté nationale, et nous avons le grand regret de ne pas lire dans le message du général de Gaulle la moindre phrase de condamnation. Nous aurions besoin que le général complète sa déclaration, nettement insuffisante. »

Naegelen, au nom du groupe socialiste, prononce une condamnation :

« *Nous attendions du général de Gaulle tout autre chose. Sa déclaration n'est qu'une accusation ressassée par tous les candidats à la dictature dans tous les pays, contre le régime des partis... Par-dessus le Parlement élu par la nation, par-dessus le gouvernement légalement investi, par-dessus le chef de l'Etat, le général de Gaulle s'est adressé au pays pour dire qu'il était prêt à assumer les pouvoirs de la République : ce pluriel est bien une indication qu'il revendique la dictature. Contre cette orgueilleuse prétention, nous nous dressons.* »

Le 18 mai, J. Moch fait une déclaration tonitruante à la radio, faisant allusion à son rôle de briseur de grève :

« *Le sort de la République est en jeu... Fort d'une expérience ancienne, je puis donner l'assurance que le gouvernement ne les décevra pas ni ne manquera à son devoir.* »

A la suite d'une nouvelle déclaration de de Gaulle, qui répondait en partie à la sollicitation de Guy Mollet, le 19 mai, le groupe parlementaire socialiste et le comité directeur déclarent :

« *Le P.S. constate que le général de Gaulle a réclamé des pouvoirs qui lui seraient conférés à la suite d'une procédure exceptionnelle dont il fixerait lui-même les modalités, et a ainsi renié la Constitution de la République. Le P.S. fait confiance au gouvernement pour maintenir l'ordre et la*

légalité, résister à toutes les pressions et maintenir l'unité nationale dans le cadre de la République. »

Mais ce même jour, Pinay annonce qu'il a conseillé à Guy Mollet de prendre contact seul ou, mieux en même temps que Pflimlin, avec le général de Gaulle pour connaître ses intentions. Mais, ajoute-t-il, le vice-Président du Conseil s'est refusé à une telle initiative... Voire !

Le 23 mai, à l'issue d'une réunion du groupe socialiste, son président Deixonne déclare :

« *Le groupe socialiste ne se prêterait pas à un compromis dont pâtiraient nos libertés... Nous ne paierons pas la rentrée de l'Algérie dans la légalité de la perte de la République...* »

A ce moment encore, le groupe socialiste est unanime. Il est vrai que Lacoste n'y assiste pas. Mais le 24 un article de lui paraît dans « La Nouvelle République de Bordeaux » (gaulliste), dans lequel il écrit :

« *Je suis bouleversé et émerveillé* » (par ce qui se passe en Algérie).

Le 25 mai, à la suite du coup d'Ajaccio, le P.S. s'associe à une déclaration du « Comité national de défense républicaine » (radicaux, M.R.P., S.F.I.O., etc.), où on lit :

« *Appelle les membres des organisations signataires de ce message à se tenir prêts à toute éventualité et à se considérer comme mobilisés pour la sauvegarde de l'unité nationale et de nos libertés en péril.* »

Le 26 au soir, le groupe parlementaire socialiste vote une résolution appuyant la grève décidée par la C.G.T.

« *Le groupe a émis le vœu que soit favorisé au maximum le succès de la grève lancée par la C.G.T. Il souhaite au surplus que soit organisée demain à Paris une grande manifestation de masse. Le comité directeur du parti va se réunir afin de prendre une décision officielle et de prévoir les modalités.* »

Mais cela ne fait pas l'affaire de Guy Mollet et, plus tard, le 27, le comité directeur émet le communiqué suivant :

« *Le comité directeur du P.S. dément formellement l'information paraissant ce matin dans certains journaux et selon laquelle il aurait pris une décision en faveur de manifestations en accord avec le P.C. ou la C.G.T. Les militants du parti sont invités à se conformer strictement aux instructions qui ont été communiquées aux secrétaires fédéraux.* »

Mais pour la première fois il se produit une division dans le comité directeur, composé de 43 majoritaires molletistes sur 45 membres. Ce texte a été adopté par 17 contre 9.

Dans la nuit du 26 au 27 il se produit une entrevue Pflimlin-de Gaulle, et le 27 de Gaulle fait une déclaration selon laquelle il a entamé le processus de constitution de son gouvernement. Le même jour, le groupe parlementaire socialiste et le comité directeur adoptent, par 112 voix contre 3 et une abstention, un manifeste dans lequel il est dit :

« *Le général de Gaulle vient de faire connaître qu'il entame ce qu'il appelle le « processus régulier » en vue de constituer son gouvernement.*

« *Les parlementaires socialistes déclarent : 2° qu'ils ne se rallieront en aucun cas à la candidature du général de Gaulle qui, dans la forme même où elle est posée et par les considérants qui l'accompagnent, est et restera en toute hypothèse un défi à la légalité républicaine.* »

Ainsi, parlementairement, de Gaulle paraît ne pas avoir de chance. Le 28 a lieu la grande manifestation de la Nation à la République.

Mais, le même jour, on apprend que Guy Mollet avait entretenu des relations avec de Gaulle par l'intermédiaire d'un député socialiste, Piette, plus familier de certains services que de la lutte des classes, et qu'à la suite de ces relations, Guy Mollet (vice-Président du Conseil, ne l'oublions pas), avait écrit à de Gaulle une lettre, à l'insu du Président du Conseil et bien entendu à l'insu du comité directeur du P.S. Le texte de cette lettre n'a jamais été publié.

Le 29 mai sera la journée des suprêmes manœuvres. Coty enverra un message au Parlement. Dans le P.S., Guy Mollet — le bureaucrate — risquait de ne plus faire le poids tant auprès du comité directeur que du groupe parlementaire. Alors on vit intervenir l'ancien Président de la République, Vincent Auriol — le « démocrate » — qui, au cours des derniers mois, avait donné son appui à la minorité contre la direction Guy Mollet. L'échange de lettres Auriol-de Gaulle a été publié. C'est une manœuvre de grand style pour apaiser les « consciences » de quelques socialistes et républicains.

Le 30 mai, « le Populaire » tente encore de sauver les apparences :

« *Malgré tout et en ayant soupesé tous les risques et tous les dangers, le P.S. prendra une position conforme à ses traditions et à son passé : il ne se reniera pas.* »

Le même jour, Guy Mollet se rend chez de Gaulle à Colombey, accompagné du président du groupe parlementaire socialiste, Deixonne, lequel ne passe pas pour être un aigle, et qui revient converti. Guy Mollet a enfin obtenu la capitulation d'une partie des élus socialistes (parmi lesquels le fier-à-bras J. Moch), assez pour donner une pseudo-apparence de légalité à l'accession au pouvoir de de Gaulle.

La puissante manifestation du 28 mai exerçait une pression sur le comité directeur et sur le groupe parlementaire qui allait en sens opposé aux pressions et manœuvres des Guy Mollet, Auriol, Lejeune, etc., qui menaient campagne pour de Gaulle. Finalement, on aboutissait aux votes suivants : comité directeur et groupes parlementaires réunis : 77 pour de Gaulle, 74 contre. Mais les chiffres se décomposaient comme suit : comité directeur : 18 pour, 23 contre ; députés : 40 pour, 50 contre. Ce sont les sénateurs socialistes qui assuraient la majorité gaulliste.

Lors de l'investiture de de Gaulle à l'Assemblée Nationale, le groupe parlementaire se divisait : 42 pour de Gaulle, 49 contre, 3 absents. Certes, les élus qui avaient voté contre de Gaulle ne sortaient pas du cadre de la démocratie parlementaire, mais un tel vote constituait un coup des plus rudes à la direction Guy Mollet. Ce dernier avait

d'ailleurs donné un moment sa démission, il l'a reprise peu après. Depuis lors, le comité directeur a décidé de reculer le congrès du parti primitivement fixé pour la fin de juin, et de le remplacer par une conférence nationale.

Les minoritaires — qui espèrent devenir la majorité — s'organisent pour exiger ce congrès. Ils comptent sur l'appui de l'Internationale socialiste. Il est toutefois possible que les choses ne soient pas poussées jusqu'à la rupture avant que soit présenté le projet

LE SENS DE LA RUPTURE DANS LE PARTI SOCIALISTE

Guy Mollet n'a pas seulement trahi la classe ouvrière (c'était fait depuis longtemps), il a même trahi son propre parti, dont le milieu naturel est celui du parlementarisme bourgeois. Sans une telle trahison, de Gaulle n'aurait pu avoir la moindre apparence de légalité, il n'aurait pas eu de majorité parlementaire, et il aurait fallu pousser le coup d'Etat jusqu'à ce qu'il prenne pleinement l'aspect d'une intervention militaire contre l'Assemblée Nationale.

La situation qui en a résulté dans le P.S., l'état de scission qui a dressé contre Guy Mollet de farouches droitiers, a quelque chose de surprenant. Mais cette situation est parfaitement explicable.

Le P.S., à la Libération, se trouvait avec une base ouvrière réduite, surtout dans les couches les plus décisives de la classe ouvrière qui passaient au P.C.F. Mais la place qu'occupait le P.S. sur l'échiquier de la IV^e République lui assurait une position de choix dans les gouvernements de celle-ci (à l'exception d'une courte période) et fit converger des courants divers au sein de ce parti. Dans le sud de la France il remplaça par endroits le parti radical, avec une base électorale paysanne petite bourgeoise. En outre, si du temps de la III^e République, il avait une clientèle de petits fonctionnaires (instituteurs, postiers...), il vit après 1945 ses rangs se garnir de fonctionnaires hauts et moyens (préfets, gouverneurs de colonies, directeurs de cabinets ministériels...) qui y venaient avant tout pour faire carrière.

Dans cette situation, il allait de soi que les sommets du P.S. déjà loin de la base ouvrière, allaient être encore plus fortement embourgeoisés. Apparemment, le P.S. était parvenu à gagner des positions importantes dans l'Etat. La réalité, c'était l'Etat qui coiffait le P.S. et l'appareil créé par Guy Mollet était souvent très voisin de l'appareil de l'Etat.

La crise qui vient de se produire tend à

II - Le Parti Communiste

Depuis la Libération, la politique du P.C.F., parti majoritaire de la classe ouvrière, avait des constantes qui ont provoqué, au même titre que celle du P.S., la défaite récente.

Thorez revendique la priorité dans la conception des «voies nouvelles», parlementaires, vers le socialisme. Nous laisserons à ceux que cela peut intéresser le soin de vérifier la chose, mais il n'y a pas de

de Constitution élaboré par le gouvernement de Gaulle, et sur lequel l'équivoque sera d'autant moins possible qu'on ne pourra y répondre que par oui ou par non.

Ainsi l'opération de Gaulle a pu être effectuée avec l'appui complet, accompagné de toutes les roueries d'un vieux manœuvrier du Parlement et des congrès, de Guy Mollet. Le secrétaire général du P.S. siège dans le gouvernement de Gaulle, et s'efforce ainsi de lui donner une caution de républicanisme et de libéralisme.

dissocier ce qui était uni de façon factice socialement parlant. Malgré ce que les participations ministérielles y avaient amené, le P.S., par ses origines et par la place qu'il occupe dans la structure politique de la France, était resté le parti ouvrier réformiste traditionnel, celui dont l'existence est fondamentalement liée à celle de la démocratie parlementaire. Il serait faux de prétendre que les lignes de la division actuelle sont déjà immuables et qu'elles sont d'une pureté de classe impeccable. Mais la résistance à de Gaulle s'est manifestée là où le P.S. avait une base ou une clientèle ouvrière importante, tandis que les carriéristes se tournaient vers de Gaulle. Un exemple remarquable fut fourni au cours de la crise par la Fédération du Nord. C'est, avec celle du Pas-de-Calais, la plus nombreuse du P.S., une des plus droitière et des plus anticomuniste. Pendant des années, Guy Mollet était assuré de la majorité dans son parti rien que par l'addition d'un petit nombre de mandats à ceux de ces deux fédérations. La fédération du Nord fut de tout temps une des plus hostile à un quelconque front unique avec le P.C., même dans les courtes périodes de collaboration lors du Front populaire en 1935-1936 et à la Libération en 1944-1945. Or, le 27 mai, la Fédération socialiste du Nord appuya l'ordre de grève donné par le syndicat des mineurs C.G.T.

Nous assisterons certainement à des va-et-vient de députés et dirigeants socialistes dans les mois prochains ; mais sur le plan de l'organisation, la tendance qui se dégagera, c'est celle du P.S. apparaissant comme le parti ouvrier réformiste, luttant pour défendre ou rétablir le cadre parlementaire qui est son milieu naturel de travail.

Grâce à un tel changement, des questions essentielles comme celle du front unique communiste-socialiste se présenteront sous un aspect nouveau.

doute que toute la politique qu'il a suivie depuis la Libération était, même à travers quelques soubresauts gauchistes, fondamentalement parlementaire — et ne visait aucunement le passage à une société construisant le socialisme. En effet, durant toute cette période qui s'est écoulée depuis la Libération, la direction du P.C.F. n'a cessé de dire que l'alternative pour la France n'était pas : capitalisme ou socialisme, mais : démoc-

ratie ou fascisme. On pourrait aisément donner plusieurs pages de citations de rapporteurs du Bureau politique. Comme nous le verrons plus loin, la direction du P.C.F. persiste dans la même conception après l'arrivée de de Gaulle au pouvoir.

Cette politique s'explique avant tout par l'alignement sur Moscou, constamment à la recherche du maintien du *statu quo*. Celui-ci implique une France bourgeoise dans laquelle le P.C.F. cherche à favoriser une aile bourgeoise moins dépendante de Washington, anti-américaine si possible. En raison de cela, on peut dire sans exagération que, si la direction du P.C.F. a critiqué les conceptions autoritaires de de Gaulle, elle l'a cependant ménagé personnellement depuis longtemps en raison de certains espoirs qu'avait en lui le Kremlin. N'oublions pas que Thorez fut un ministre de de Gaulle, et qu'à cette époque — retour de Moscou — il fit dissoudre les milices ouvrières patriotiques, rendre les armes, afin qu'il y ait « une seule armée, une seule police, un seul Etat » (Thorez, discours d'Ivry, 1945).

Quand de Gaulle, après avoir quitté le pouvoir, fit une première incursion politique contre le « système », en 1947, le rédacteur en chef de « l'Humanité » de l'époque fut blâmé parce qu'il se permit envers de Gaulle simplement une plaisanterie irrévérencieuse. Même dans la dernière période de la crise, de Gaulle ne fut jamais mis sur le même pied que les Soustelle, Massu... Les consi-

gnes pour les manifestations du 28 mai et du 1^{er} juin étaient d'épargner les fortes épithètes pour de Gaulle. Enfin, chacun a pu remarquer l'attitude déferente et respectueuse des élus communistes à l'Assemblée Nationale lorsque de Gaulle s'y présenta pour l'investiture et, ensuite, pour le vote du projet lui donnant le pouvoir de préparer une nouvelle Constitution.

La recherche d'alliés bourgeois a conduit la direction du P.C.F. à la pire des trahisons, celle de la Révolution algérienne. Les variations du P.C.F. en la matière ont été nombreuses, mais il n'y a jamais eu une reconnaissance franche, conséquente quant à la politique suivie, de l'indépendance de l'Algérie. Nous renvoyons nos lecteurs au document écrit sur cette question par le F.L.N. lui-même et que nous avons publié dans le précédent numéro de notre revue. C'est le réquisitoire le plus accablant, montrant que la politique du P.C.F. ne fut jamais conforme aux principes que ce parti professe au nom du marxisme-léninisme dans la question des colonies. Depuis lors, on a vu — au cours même de la crise — les élus du P.C.F. voter à nouveau les « pleins pouvoirs » à Pflimlin qui entendait mener une action militaire plus intense en Algérie et qui remettait ces « pleins pouvoirs » au général Salan qui obéissait alors aux ordres du « comité de salut public » d'Alger et non à ceux du gouvernement Pflimlin.

« L'HUMANITE » AU JOUR LE JOUR

Voyons comment au cours des événements le P.C.F. apprécia ceux-ci et la politique qu'il suivit.

L'accent principal fut mis sur l'action parlementaire.

13 mai, coup de force à Alger. Le même jour, investiture de Pflimlin. Le groupe communiste s'abstient, en faisant la déclaration suivante :

« Le Président du Conseil désigné ayant affirmé la volonté de son gouvernement de poursuivre la guerre d'Algérie, source de tous les maux dont souffre le pays, le groupe communiste décide de ne pas lui accorder ses suffrages. Mais à l'heure où, face aux émeutes d'Alger et aux généraux entrés en rébellion contre la République, le Président désigné déclare qu'il ne cédera pas devant le coup de force factieux, les députés communistes décident à l'unanimité de s'abstenir volontairement, donnant ainsi la possibilité au gouvernement de se constituer. »

Ainsi c'est avant tout sur la « fermeté » du gouvernement et du Parlement que mise la direction du P.C.F.

Le meeting du Cirque d'Hiver prévu pour le 14 est interdit par ce « ferme » gouvernement républicain. La direction du P.C.F., acceptant cette interdiction, envoie des responsables pour disperser ceux qui étaient venus malgré l'interdiction :

« Le mot d'ordre était : « Rentrez dans vos localités, dispersez-vous, allez trouver les autres républicains pour préparer la riposte au coup de force fasciste. » (« Humanité », 15 mai.)

15 mai. Première déclaration de de Gaulle exploitant et encourageant le coup de force d'Alger. « L'Humanité » publie aussitôt une édition spéciale, dans laquelle on préconise, entre autre, des interventions auprès de Coty :

« Multipliez auprès du Président de la République les protestations par milliers et milliers pour la sauvegarde de la République. »

16 mai. Le gouvernement fait voter l'état d'urgence (avec les voix communistes) qui ne servira jamais contre Alger ou de Gaulle, mais à empêcher toutes les interventions des travailleurs.

« Humanité », 17 mai. Article de Fajon, membre du B.P., directeur du journal, qui présente ce vote comme une victoire de la démocratie :

« Dans le grand combat engagé pour barrer la route à de Gaulle et à la dictature militaire, la journée d'hier a été bonne... En déclenchant l'assaut contre la République, il y a quatre jours, de Gaulle et ses complices croyaient vaincre sans coup férir. Leur coup a manqué. C'est la démocratie qui a remporté une première et grande victoire. »

19 mai. Conférence de presse de de Gaulle qui fait un pas en avant vers le pouvoir. En réponse à cette conférence, une déclaration du B.P. du même jour affirme :

« Des victoires ont été remportées. Depuis cinq jours, le fascisme est tenu en échec. »

20 mai. L'Assemblée Nationale vote les pouvoirs spéciaux pour l'Algérie, pouvoirs confiés par Pflimlin à Salan. Les députés communistes votent pour.

« Humanité », 21 mai. Editorial de Pierre Courtade commentant ainsi ce vote :

« La journée a été bonne... La République s'affirme. Elle ne gagne pas seulement du temps — ce qui était il y a vingt-quatre heures seulement une dramatique nécessité — elle se renforce. ... Nous sommes aujourd'hui plus forts qu'hier. Et avec nous toute la gauche. Avec nous la République qui sortira meilleure de cette épreuve. »

« Humanité », 22 mai. Editorial de Waldeck-Rochet, membre du B.P., qui reprend l'argumentation de Courtade :

« L'Assemblée Nationale a condamné les hommes du complot en accordant des majorités massives au gouvernement légitime de la nation qui, en dépit de ses faiblesses, a déclaré vouloir lutter pour le respect de la légalité républicaine... Le vote de mardi dernier sur les pouvoirs spéciaux a permis au gouvernement de consolider sa position. »

« Humanité », 23 mai. Editorial de Fa-jon :

« Sur le plan parlementaire, (notre Parti) a donné au gouvernement Pflimlin la possibilité de se former, puis d'obtenir les moyens qu'il réclamait pour défendre la légalité républicaine, enfin de se consolider grâce à des votes massifs. Ainsi la menace a reculé. » (Souligné par nous.)

25 mai. La menace, loin de reculer, s'exprime dans le coup de force d'Ajaccio.

A partir de ce moment, la direction du P.C.F. élèvera de timides protestations envers le gouvernement Pflimlin : il n'est pas assez énergique, il ne se tourne pas vers le pays...

« Humanité », 26 mai. « Le gouvernement s'en tient à ses timides décisions de la veille. »

« Humanité », 27 mai. Compte rendu du discours de Duclos la veille au Parlement : « Le gouvernement est en retard sur l'état d'esprit du pays républicain... »

Mais, ce même 27 mai, de Gaulle fait une nouvelle déclaration qui annonce ouvertement qu'il a pris des contacts officiels avec des membres du gouvernement, qu'il a mis en route le processus qui le conduira au pouvoir.

A l'Assemblée Nationale, Duclos intervient pour dire à Pflimlin : vous voulez partir et céder la place à de Gaulle. Mais

VERS LES SOMMETS BOURGEOIS

Toute cette politique avec ce qu'elle avait d'opposé au développement réel de la classe trouva son expression dans la manifestation monstre du 28 mai.

Le coup d'Alger datait du 13 mai. Des manifestations avaient eu lieu dans diverses villes de province, mais Paris ouvrier ne se manifestait pas avec puissance. Que se passait-il ? La direction du P.C.F. n'osait pas lancer seule un appel à une grande démonstration de rue ; elle savait qu'un appel — d'elle seule — n'aurait pas reçu un écho considérable. Formellement il n'y eut aucun appel commun, il n'y eut pas de front unique, les dirigeants des organisations bourgeoises de gauche et du Parti socialiste, de Force Ouvrière et de la C.F.T.C. se refusant à tout accord avec les dirigeants stalinien. Certes, il y eut des accords tacites,

la conclusion d'une telle affirmation correcte est tout simplement : nous allons voter votre projet de révision réactionnaire de la Constitution.

28 mai. Quand Coty se tourne officiellement vers de Gaulle, le B.P., dans une déclaration, fait encore le décompte des voix parlementaires :

« Hier il n'y a eu que 165 partisans de de Gaulle à l'Assemblée, alors que 408 voix se sont exprimées pour la défense de la République. »

L'accent était donc mis sur la fermeté à donner aux autorités officielles de la République pour mettre en échec le complot des factieux. Et qui plus est on annonce jour après jour que cette politique parlementaire remporte des succès.

A partir du 13 mai, à en croire « l'Humanité », directement inspirée par le Bureau politique du P.C.F., nous serions allés de succès en succès contre le fascisme, le gouvernement Pflimlin et le Parlement se renforceraient dans leur volonté de défense républicaine, et soudainement, au moment même où plusieurs centaines de milliers de travailleurs manifestaient dans les rues de Paris, un accident se produit : le gouvernement s'effondre, le Parlement capitule et le gaullisme l'emporte !

Pendant que les députés menaient le combat « pour la République » en soutenant un gouvernement qui, dans l'ombre, tramait la venue au pouvoir de de Gaulle, que demandait-on aux ouvriers ?

Le terme le plus courant, « la vigilance », signifiait pratiquement l'immobilisme dans les permanences pour la plus grande partie du temps.

Les manifestations de rue furent réduites, décommandées quand les autorités les interdisaient.

Il y eut des arrêts de travail, des grèves, mais cela fut fait de façon sporadique, sans coordination, et jamais dans la perspective d'une grève générale active, devant entraîner un conflit avec les forces de l'Etat qui portaient de Gaulle au pouvoir.

Dans l'ensemble, les actions ouvrières furent subordonnées soit à la tactique parlementaire, légaliste envers le gouvernement Pflimlin, soit aux intentions et décisions des autres groupes « républicains ».

et les dirigeants radicaux et socialistes savaient bien, en lançant l'appel à la manifestation du 28 mai, que le P.C.F. et la C.G.T. s'y joindraient.

Les masses répondirent le 28 mai parce que, pour elles, il s'agissait en fait d'une manifestation commune communiste-socialiste. Tandis que tous les dirigeants, des bourgeois aux stalinien, étaient encore d'accord pour qu'il n'y ait aucun cri, aucune banderole, autre que : « Vive la République », les travailleurs parisiens spontanément criaient : Front populaire, Unité d'action, La gauche au pouvoir, La paix en Algérie. Pour les travailleurs, Front populaire a un sens autre que pour les dirigeants. Pour les travailleurs, Front populaire c'est en fait l'unité d'action communiste-socialiste, car à la base ils voient quelques bou-

tiqiers radicaux auxquels ils n'attachent pas d'importance et ils ne saisissent pas le rôle des dirigeants bourgeois au sommet du Front populaire.

La direction du P.C.F. s'était donc alignée sur des sommets parlementaires incertains et se trouvait en-deça des aspirations des masses.

Elle ne chercha pas à se redresser le len-

COMME LES BOURBONS

Peu après la fin de la crise, les 9 et 10 mai se tint une session du C.C. du P.C.F. dans laquelle la direction montra que, comme les Bourbons, elle n'avait rien appris et rien oublié. Les champions de l'autocritique trouvent que tout a été très bien, que la direction a été clairvoyante, que le parti s'est montré un « beau parti », et qu'il n'y a plus qu'à continuer comme par le passé.

Quand Thorez dit qu'il a un « beau parti », il précise aussitôt ce qu'il entend par là : l'appareil n'a pas connu des ruptures comme en 1939-1940. Thorez a peut-être parlé trop tôt.

Il y a de la part des dirigeants du P.C.F. deux explications de ce qui vient de se passer. Dans le discours de clôture à ce C.C., Thorez dit :

« Une crise de régime s'est ouverte et elle a abouti à la formation d'un gouvernement de dictature personnelle qui ouvre la voie au fascisme. »

« L'armée, dans sa composition actuelle, a pris de plus en plus l'aspect d'une troupe prétorienne, elle a été de plus en plus portée à se placer au-dessus de la nation. »

« Le complot gaulliste est le signe non de la force de la bourgeoisie, mais de sa faiblesse. En recourant au pouvoir personnel, à la dictature, elle se reconnaît incapable d'assurer plus longtemps sa domination par les moyens traditionnels. Elle fait l'aveu de son impuissance à régler les problèmes qui l'assaillent, de sa propre décadence. »

Dans un article paru dans « l'Humanité » du 21 juin, consacré à l'Algérie, il reprend la même explication :

« Le mauvais fonctionnement des institutions ne fut pas la cause profonde de la crise que traverse la France. Il en fut plutôt l'expression et le signe. La réalité dominante était et demeure... l'incapacité des classes dirigeantes de résoudre les problèmes posés par notre époque. Il faut souligner en premier lieu leur impuissance devant les questions soulevées par la crise générale du colonialisme... »

Ainsi la cause profonde, c'est le capitalisme incapable de résoudre les problèmes de l'époque, et que sa faiblesse oblige à se jeter dans les mesures désespérées de la dictature. Tout à fait juste.

Mais, voici une autre explication dans la résolution adoptée par le même C.C. :

« La cause des maux dont souffre la France, ce n'est pas la démocratie ni le régime parlementaire, mais au contraire la violation permanente, par anticommunisme, des volontés du suffrage universel et des principes du régime représentatif. »

demain ni les jours suivants. Mais, quand la venue de de Gaulle au pouvoir fut devenue certaine pour le 1^{er} juin, elle résolut de couvrir toute sa politique opportuniste par une opération à allure pseudo gauchiste, une manifestation de rue dans laquelle ne devaient participer pratiquement que des membres du parti, pour pouvoir dire que seul le Parti avait combattu jusqu'au bout et que la défaite était due aux autres.

Ce n'est plus l'incapacité de la bourgeoisie, mais la mauvaise application du parlementarisme. Mais par qui, si ce n'est par les représentants de la bourgeoisie, et précisément parce que le Parlement n'est plus un bon instrument de domination capitaliste ?

Aussi, au lieu d'appeler le prolétariat à résoudre les problèmes par la prise du pouvoir et la construction du socialisme, Thorez déclare au C.C. :

« Ce qui s'impose, c'est de corriger la mauvaise application qui a été faite des institutions et d'en assurer enfin le fonctionnement normal. »

Et la résolution du C.C. précise :

« Le remède au désordre et à l'impuissance gouvernementale ne consiste pas à jeter par-dessus bord la démocratie, mais au contraire à en assurer le fonctionnement normal en rétablissant l'indépendance du pays et en donnant à la classe ouvrière et à son Parti, aux côtés des autres, la place qui lui revient au Parlement et dans le gouvernement. Rien que leur place, mais toute leur place... »

« Le choix n'est pas entre le fascisme et le communisme. Il est entre une dictature personnelle appuyée sur la réaction et le militarisme conduisant au fascisme, et un régime de démocratie pour faire la politique voulue par la majorité des Français. »

Quel raisonnement impeccable ! La bourgeoisie est incapable de résoudre les problèmes par le régime parlementaire. Il faut donc revenir à ce régime, en demandant seulement à la bourgeoisie de donner à la classe ouvrière — entendez la direction du P.C.F. — la place qui lui revient dans le Parlement bourgeois et aussi quelques sièges au gouvernement.

Dans un C.C. qui s'est tenu quelques semaines avant la crise, le rapporteur Servin expliquait qu'il ne pouvait être question de lutter pour le socialisme parce que le rapport de force n'était pas en faveur de la classe ouvrière qui était faible. Maintenant la direction du P.C.F. explique le coup de force réactionnaire par la faiblesse de la bourgeoisie. Mais, de toute façon, que le rapport des forces entre le prolétariat et la bourgeoisie soit dans un sens ou dans l'autre, pour la direction du P.C.F., ce n'est jamais le moment de mettre à l'ordre du jour la question de la lutte pour le pouvoir. En fait, la situation en France a montré que le régime parlementaire est à bout de souffle, que — comme l'Internationale Communiste l'avait déclaré dans ses premières années — ou bien la classe ouvrière passe-

rait à l'assaut du régime ou bien le capitalisme, défendant férocement sa domination sur la société, n'hésiterait pas à passer outre aux formes parlementaires pour instaurer des régimes de dictature ouverte.

L'évolution des staliniens sur la question du pouvoir ouvrier est vraiment significative. Au début de la lutte contre l'Opposition de gauche, dans les années 1923-1929, la révolution prolétarienne était selon eux à l'ordre du jour des pays économiquement avancés, mais pas dans les pays sous-développés comme la Chine. Trente ans plus tard, quand le capitalisme a été brisé comme système social sur un tiers du globe, y compris en Chine, le socialisme n'est plus à l'ordre du jour même dans les pays capitalistes avancés de l'Europe occidentale !

Voyons maintenant comment la direction du P.C.F. prétend mener la lutte contre la dictature montante.

« Tous les travailleurs, tous les démocrates, tous les adversaires du pouvoir personnel se doivent, dès maintenant, de préparer le NON massif de notre peuple lors de la consultation d'octobre. L'organisation de cette grande campagne domine désormais toute notre activité. » (Thorez.)

« Ils lutteront de toute leur énergie à la fois pour la paix en Algérie, et pour que, lors du référendum, le suffrage universel dise non à la dictature personnelle et militaire, qui ouvrirait la voie au fascisme. » (Thorez.)

À la violence des parachutistes, à la force armée de l'Etat bourgeois, la direction du P.C.F. oppose... le suffrage universel, en l'occurrence répondre non à un plébiscite, c'est-à-dire une dérision du suffrage universel lui-même.

La direction du P.C.F. avait porté aux nues la conception des « voies nouvelles », c'est-à-dire l'utilisation du Parlement pour construire le socialisme. Mais il n'y a en fait plus de Parlement. Comment, même si on se place sur la perspective du rétablis-

ment du parlementarisme bourgeois — perspective illusoire — comment y parvenir sans le recours à la violence ? La direction est prisonnière de sa conception parlementariste, légaliste, au moment où son instrument de prédilection a cessé de fonctionner.

La direction du P.C.F. non seulement n'a pas porté la moindre critique à sa conception des « voies nouvelles », elle n'a même pas retenu une certaine réserve qu'elle avait introduite dans sa conception, à savoir que l'on devrait recourir à la violence si la bourgeoisie y aurait elle-même recours. En omettant, après le coup d'Alger, cette partie de sa conception des « voies nouvelles », la direction du P.C.F. montre qu'il ne s'agissait pour elle que d'une clause de style, sans valeur réelle, et qu'elle était purement et simplement installée dans le parlementarisme bourgeois, et qu'elle n'était, pas plus que la direction du P.S., préoccupée de la lutte pour le socialisme.

La direction du P.C.F. a cru pouvoir profiter de cette période de crise et des jours qui l'ont immédiatement suivie pour porter des coups à des opposants, se livrant notamment à des exclusions dans les milieux intellectuels où elle voulait frapper depuis si longtemps. Toutefois, cette offensive bureaucratique s'est trouvée coiffée par l'offensive bureaucratique du Kremlin marquée par l'assassinat de Imre Nagy et de ses compagnons. L'intervention soviétique en Hongrie avait largement coupé le P.C.F. des autres formations ouvrières et socialistes de toutes nuances. Les événements de France — la guerre d'Algérie, la menace réactionnaire et enfin l'arrivée de de Gaulle au pouvoir — n'avaient pas permis de surmonter cette situation, mais du moins des ouvertures avaient été créées. Cette fois-ci la coupure risque d'être irrémédiable : avec vous, mais ça sera pire qu'avec de Gaulle, tel est le sentiment de larges couches de travailleurs. Vraiment Khroutchev a travaillé pour de Gaulle comme personne n'aurait pu mieux le faire.

UNE NOUVELLE ETAPE

Une étape de l'histoire du mouvement ouvrier français ouverte à la Libération s'est achevée.

Après avoir eu la possibilité d'établir à ce moment presque sans coup férir, un gouvernement socialiste-communiste qui aurait ouvert la voie de la révolution socialiste européenne, il a été amené par ces deux directions de malheur à voir s'instaurer la dictature de de Gaulle par la voie froide.

La pente à remonter sera dure à gravir. Le capitalisme français a occupé des positions dominantes d'où il ne pourra être délogé que par l'action de la classe ouvrière portée au plus haut niveau. Toutes les vieilles formations politiques installées dans la III^e et la IV^e Républiques vont subir des ébranlements, des bouleversements et des disparitions. Il faut y ajouter les vieilles directions ouvrières qui — issues à des époques différentes de la lutte des classes —

se sont, sous des formes différentes, installées dans le monde politique parlementaire de la société française. Nous entrons dans une ère de luttes, de scissions et de regroupements dans ces vieilles formations. L'arrière-fond de la défaite qui existe actuellement engendrera des difficultés pendant toute une période pour le courant marxiste révolutionnaire et pour ceux qui s'efforceront de retrouver une ligne de conduite révolutionnaire. Mais, à une étape ultérieure qui ne peut pas être lointaine, les exigences de la situation objective agiront au contraire dans le sens d'une élimination impitoyable des demi-mesures, des idées inachevées, des pensées timorées et stimuleront la création d'une nouvelle direction susceptible de diriger la lutte révolutionnaire pour la prise du pouvoir.

Le 21 juin 1958.

M. K. - J. A.

L'Unité de l'Orient arabe

Le développement réel de l'Orient arabe durant les dernières années, et particulièrement au cours de sa phase la plus récente, prouve à l'évidence que l'unification de la nation arabe, sa libération de la domination étrangère directe ou indirecte et l'élévation du niveau économique et social ne constituent pas des étapes distinctes l'une de l'autre, mais sont des parties entrelacées l'une dans l'autre d'un seul et même processus de développement. Il ne peut être question d'achever préalablement la libération, pour aller ensuite à l'unité. Tout mouvement national bourgeois met au premier rang la question de l'unification étatique des parties de la nation, pour pouvoir se développer.

Nous ne nous proposons pas de traiter dans cet article de l'état des peuples qui vivaient au Proche-Orient avant les VI^e et VII^e siècles, pas plus que de l'extension de la nation arabe au Moyen-Age, à partir du Hedjaz vers le Nord, jusqu'à l'actuelle frontière turque, plus à l'Est en Irak et enfin dans toute l'Afrique du Nord. À cette époque, l'existence d'une nation arabe — et non de nations arabes — du Golfe Persique à l'Atlantique et d'Aden à la frontière turque et à l'Euphrate devint une réalité historique, qui n'a pu être détruite malgré le morcellement étatique dans les temps modernes. Lorsque nous assistons de nos jours à l'enthousiasme inouï des masses dans tous les pays arabes pour Nasser, il ne s'agit pas de l'« amour » pour une personnalité mystique. Il s'agit d'une personnalité qui exprime la volonté du peuple arabe de s'unifier.

LE MOUVEMENT NATIONAL ARABE

Lors du déclin de l'empire arabe, le peuple tomba sous la domination horriblement oppressive et inculte des Turcs. L'ancien empire arabe se vit diviser selon des besoins administratifs en provinces et sandjaks. Il s'agit souvent aussi de régions et même de pays dominés par des suzerains féodaux, lesquels étaient soumis au pouvoir central de Constantinople et lui payaient l'impôt.

Ce n'est que le repartage du monde entre les puissances occidentales à l'issue de la première guerre mondiale qui morcela l'Orient arabe en Etats par un tracé de frontières artificielles : des Etats séparés virent le jour sous les noms de Syrie, Liban, Irak, Transjordanie, Palestine, Egypte, Arabie Séoudite, Yémen et les différentes petites principautés contrôlées par l'Angleterre le long du Golfe Persique sur la péninsule arabe. Ces désignations de pays sont sans rapport avec l'appartenance nationale de leurs habitants ; il s'agit de noms exclusivement géographiques : Liban est le nom d'une montagne ; le nom de Syrie est resté en souvenir du peuple assyrien disparu de-

Demandez à un habitant européenisé du Liban ou à un demi-barbare du Hedjaz (sur la péninsule arabe) à quel peuple il appartient ; il ne répondra pas Libanais ou Hedjazi, mais fièrement il proclamera sa qualité d'Arabe. La conscience nationale arabe est profondément ancrée dans les masses.

On ne peut traiter la question nationale selon un schéma pédant. L'histoire montre que des peuples se sont fondus, que d'autres se sont divisés ; les grandes migrations ont détruit des peuples et en ont créé de nouveaux ; les frontières étatiques d'aujourd'hui, de création artificielle, donnent moins que jamais une image fidèle des limites nationales. Aux Etats-Unis s'est formée, et se forme encore de nos jours, une nouvelle nation qui procède du mélange de toutes les nationalités de la terre. Il y a des peuples dont les parties constitutives ne sont pas homogènes ; il y a des différences dans l'économie, la mentalité, etc.

Dans son explication du concept « nation », Staline déclare que quatre points caractérisent une nation : la langue, le territoire, l'économie, la formation psychique qui se traduit dans la communauté de culture. L'usage schématique et pédant de cette définition permet tant aux « spécialistes » du Kremlin qu'aux dirigeants des Partis communistes dans les pays arabes de parler de peuples arabes et non pas du peuple arabe. Ils n'ont pas saisi qu'un peuple est le résultat d'un certain développement historique, de facteurs historiques, qui ramènent des masses humaines à un dénominateur national commun.

puis des millénaires ; Transjordanie signifie de l'autre côté (au-delà) du Jourdain, etc.

Dans ce domaine, ce sont les Français qui ont poussé le plus loin. Ils créèrent dans le cadre de l'actuelle Syrie deux Etats nains — les Allaouites et le Djebel Druze — pour pouvoir enfoncer ainsi un coin dans le mouvement national arabe. Cependant, cela ne leur réussit pas, vu qu'il était absurde de parler d'un peuple Allaouite ou Druze, de même qu'il est absurde de parler d'un peuple copte, maronite ou ismaélien. Ce sont là des minorités religieuses, qui se sont constituées au sein du peuple arabe. Chez ces minorités, il n'y a d'ailleurs aucun mouvement séparatiste, comme voudraient le faire croire maintes personnes intéressées dans le monde.

Déjà bien avant la première guerre mondiale, proprement avec l'invasion de l'Egypte par Napoléon, l'impérialisme occidental commença à s'installer dans l'Orient arabe. En fait, dès les dernières décades du siècle passé, les Anglais dominaient déjà en Egypte, même si celle-ci était formellement

rattachée à l'Empire turc et ne devint une colonie britannique qu'après la première guerre mondiale. Le mouvement national avait donc à se battre non seulement contre les Turcs, mais aussi contre l'influence politique, économique et financière croissante des Anglais en Egypte. Ces batailles prirent à l'occasion la forme de combats sanglants. Le soulèvement le plus important fut celui des paysans égyptiens en 1881 sous la conduite de l'intelligentsia et de l'officier d'armée Ahmed Arabi, soulèvement que l'armée britannique écrasa dans le sang.

En Turquie naquit le mouvement démocratique-bourgeois, généralement connu sous le nom de « Jeune-Turc » ; la jeune intelligentsia arabe prit une part active à ce mouvement. Mais après avoir renversé le sanglant Sultan Abd-ul-Hamid, les maîtres « démocratiques » du pouvoir se retournèrent avec encore plus de violence contre leurs anciens collaborateurs arabes. Non seulement avec la victoire de la Révolution bourgeoise « jeune-turque » les Arabes n'acquiescèrent pas leur liberté, mais l'oppression nationale allait encore s'intensifier.

Les dirigeants arabes espèrent durant la première guerre mondiale en la « libération » par les impérialismes démocratiques d'Occident et certains d'entre eux établirent des contacts avec l'Angleterre et la France. Beaucoup parmi eux furent arrêtés et pendus par le commandant turc de la Syrie, Djamal Pacha.

A la même époque, l'Angleterre négociait avec l'Emir de La Mecque, le futur roi et fondateur de la dynastie hachémite, Hussein. Cet homme ne songeait à aucun moment à la libération nationale. Bien au contraire, il s'allia avec les Anglais pour se venger des minimes réformes des « Jeunes Turcs ». Pour lui, les Jeunes Turcs étaient des « révolutionnaires » ; que les dirigeants arabes aient été traqués par eux, l'intéressait fort peu. Il espérait créer avec l'alliance des Anglais un pouvoir réactionnaire suffisamment fort contre les buts nationaux-révolutionnaires du mouvement ; de plus, les Anglais payaient bien. En 1916, commença la soi-disant « grande révolte arabe » et avec elle l'alliance toujours existante de la dynastie hachémite avec l'impérialisme britannique.

La domination d'un royaume arabe indépendant, promise à Hussein, ne se réalisa jamais. L'impérialisme britannique commit une imposture. Au même moment, en effet, il signait le fameux accord Sykes-Picot, qui fixait le partage entre l'impérialisme anglais et l'impérialisme français. Bien plus. La sécurité de leur zone de domination contre l'impétueux mouvement national arabe n'était pas suffisamment garantie par les féodaux et conservateurs hachémites. C'est pourquoi le ministre britannique des Affaires étrangères, Balfour, transmit en novembre 1917 au futur Président de l'Etat d'Israël, le Dr Weizman, la « Délégation Balfour », devenue célèbre. Celle-ci promit à l'Organisation sioniste la création d'un « Foyer national juif » en Palestine ; c'est-à-dire, la création d'un instrument utile à l'impérialisme contre l'indépendance arabe.

Quand, par la publication des archives après la Révolution d'Octobre, le traité secret Sykes-Picot fut divulgué, ce fut la fin

de l'amitié du mouvement national arabe avec l'Angleterre et la France. La haine devint terrible. Mais entre temps eut lieu le partage de l'Orient arabe. Après que Feyçal, le fils d'Hussein, eût été chassé de Syrie par les Français, il se vit, par la grâce de l'impérialisme britannique, couronné comme roi en Irak, de même que son frère Abdallah le fut dans la Transjordanie, presque exclusivement habitée par des Bédouins.

Avec la dislocation du monde arabe en Etats naquit une nouvelle situation pour le mouvement national. D'abord il ne se trouvait plus en face d'un grand adversaire, mais pour partie en face des Anglais et pour partie face aux Français. A cela s'ajoutait que les deux puissances impérialistes créèrent, respectivement dans leur zone de domination, de petites entités étatiques qui à leur tour causèrent un morcellement supplémentaire du mouvement ; ensuite, grands propriétaires fonciers féodaux arabes, compradors et politiques réactionnaires arabes qui étaient intéressés au maintien de la domination étrangère, commençaient aussi à se cramponner au maintien du particularisme, celui-ci leur conférant davantage de jouissance et garantissant leur situation sociale, économique et politique.

Ce nouvel état de choses, quelque handicap qu'il put être pour le développement du mouvement national disloqué, ne pouvait cependant l'empêcher. A un rythme différencié, il se fraya un chemin dans tous les pays arabes, avec plus de puissance encore que sous la domination turque. L'industrialisation limitée tolérée par l'impérialisme créa un prolétariat qui commençait à imprimer son sceau au mouvement national. Tandis qu'à ses débuts le mouvement avait été représenté par un cercle de riches « éclairés », il devenait de plus en plus un mouvement de masses.

Le facteur entravant de l'Eglise et de l'état d'esprit fortement religieux passa toujours plus à l'arrière-plan. Le fondateur du parti égyptien Wafd, Sa'id Zaglul, qui joua au début des années 1920 un rôle révolutionnaire important, lança la devise : « Addin l'Allah, w'al-utan l'djamie » (« La religion pour Dieu et la Patrie pour tous »). Une série d'érudits commença à exiger la séparation de l'Eglise et de l'Etat. L'audace d'exprimer une telle aspiration dans un Etat islamique signifiait à elle seule une véritable révolution.

Pendant, et après la deuxième guerre mondiale apparurent pour la première fois des organisations de gauche légales. Partout se créèrent des associations syndicales. Des forces culturelles neuves et des publications progressives se développaient. L'idée se développa que le bas niveau matériel est une conséquence de l'oppression nationale. En 1946 éclata une vague de manifestations et de grèves en Egypte, ayant pour objectif le départ des Anglais. Au Caire et à Alexandrie, *ouvriers et étudiants formèrent des comités communs* qui dirigèrent ce mouvement. A côté de mots d'ordre de caractère anti-impérialiste, en apparence également d'autres contre les gros propriétaires fonciers et les capitalistes indigènes.

Les dirigeants arabes cherchèrent les moyens pour maîtriser ce mouvement de plus en plus impétueux. Les rois et les présidents se rencontrèrent et se concentrèrent. Des Anglais, « spécialistes de la lutte contre le communisme », jouèrent un rôle important à cet égard. Toutefois, même les représailles sanglantes ne purent venir à bout de la poussée. Seul le déclenchement de la guerre israélo-arabe en 1948 eut des conséquences tragiques, de ce point de vue également. Les couches dirigeantes purent exploiter l'état de guerre et la forte vague de chauvinisme en résultant pour ramener provisoirement les masses au silence. *L'Union soviétique qui avait été l'un des principaux instigateurs du partage de la Palestine et de la création de l'Etat d'Israël, avait apporté en cela une aide aux dirigeants réactionnaires.*

Cette répression ne put cependant résoudre les problèmes de la domination impérialiste et du bas niveau de la situation sociale et économique. Mais, étant donné que les masses n'étaient pas encore suffisamment organisées, ne s'étaient pas encore relevées de leur défaite — et en conséquence du manque d'une direction marxiste révolutionnaire et du comportement exécrable des directions des partis ouvriers traditionnels de par le monde, une nouvelle force apparut : les jeunes officiers révoltés contre les conditions sociales et politiques inhumaines, ce que les journalistes désignent aujourd'hui par « Nasserisme ».

Lorsqu'en 1952 la jeune caste des officiers égyptiens chassa le roi et détruisit à jamais le pouvoir des féodaux par une réforme agraire, non seulement la construction pourrie de l'édifice social arabe en vint à chanceler, ce fut le commencement de la liquidation de la domination étrangère, le début de la conscience nationale encore bien plus vigoureuse et de la base concrète de l'unification de l'Orient arabe. Tel est, comme nous l'avons déjà dit, le fondement réel de l'indescriptible enthousiasme des masses de tous les pays arabes pour Nasser.

Le régime Nasser n'a rien à voir avec le socialisme. Le régime Nasser, régime de la bourgeoisie nationale luttant pour l'indépendance et le développement de son économie, est empirique dans ses démarches et réprime le mouvement indépendant de la classe ou-

rière. S'il est vrai que les conquêtes du régime Nasser, par la réforme agraire, l'industrialisation, l'élévation du niveau culturel, la laïcisation des écoles, universités et tribunaux, la construction de logements pour les pauvres, etc., sont beaucoup trop minces pour être à même de résoudre les problèmes fondamentaux de la société égyptienne, elles n'en représentent pas moins un facteur révolutionnaire. Le triomphe définitif sur le retard par l'utilisation complète des ressources potentielles de l'économie ne peut être le fait que d'un Orient arabe *socialiste*.

Les histoires qui circulent, selon lesquelles l'Egypte et la Syrie seraient des satellites de l'Union soviétique, exactement comme les « démocraties populaires », sont des naïvetés. Tandis qu'en U.R.S.S. et dans les « démocraties populaires » la domination capitaliste et le mode de production capitaliste ont été abolis, la bourgeoisie nationale indigène règne ici avec l'objectif de développer et de renforcer, précisément à l'aide de l'industrialisation, le capitalisme.

Dans les rapports entre Egypte-Syrie et l'U.R.S.S., il y a un aspect qui n'existait pas autrefois. Jusqu'ici, la bourgeoisie des pays coloniaux et arriérés devenus « indépendants » recherchait l'aide des pays capitalistes les plus forts pour renforcer sa position économique par un partage des profits ; tandis que la bourgeoisie nationale arabe recherche cette aide auprès de l'U.R.S.S. L'U.R.S.S. est aujourd'hui en état d'aider économiquement les pays arriérés, de contribuer au développement de leur industrie et elle ne demande nullement en contrepartie une révolution sociale, pas même la légalité pour les partis communistes et le mouvement ouvrier indépendant. Tandis qu'elle se met au service de la bourgeoisie nationale, elle assiste tranquillement à l'oppression et à l'incarcération de communistes et d'autres éléments de gauche par cette même bourgeoisie. Pour la bureaucratie du Kremlin, le critère de ses relations avec chaque pays — c'est la question de l'attitude momentanée du pays considéré à l'égard de l'impérialisme américain. Pour la bourgeoisie nationale, tant du point de vue de la lutte contre l'impérialisme que de celui de la lutte contre la menace venant du côté des masses travailleuses, cette aide est plus avantageuse que celle des puissances occidentales.

LES FACTEURS ECONOMIQUES DE LA TENDANCE A L'UNIFICATION

Aussi bien les politiciens et publicistes impérialistes que leurs alliés dans les pays arabes et les sionistes se plaisent à représenter l'idée de l'unité des pays arabes et l'unité déjà faite entre l'Egypte et la Syrie comme un désir de conquête du régime égyptien. Toute bourgeoisie ascendante prend le chemin de l'unification nationale. Lorsqu'un réactionnaire comme Bismarck unifia les pays allemands, cette unité en tant que telle — malgré le début simultané du développement de l'impérialisme allemand — était un

fait progressif du point de vue économique et social. Ceci est encore mille fois plus vrai pour l'Orient arabe, alors que le processus d'unité se déroule dans le combat le plus rude contre l'impérialisme. L'unité est une pré-condition indispensable à toute tentative de surmonter le retard — non seulement le retard politique, mais aussi le retard économique.

La réforme agraire du régime Nasser n'est que très limitée, puisque seuls quelque 10 % des paysans sans terre ou pauvres en

obtiennent par elle. Mais cette réforme fut-elle beaucoup plus vaste — et un régime socialiste devrait aller beaucoup plus loin dans ce domaine — à elle seule elle ne pourrait résoudre le problème agraire. Seule combinée avec une industrialisation poussée elle pourrait atteindre le but. Mais toute industrialisation nécessite un vaste marché, d'où la nécessité de l'unité.

On pourrait ici élever l'objection : donc Nasser veut conquérir des marchés pour son pays, il a donc des « visées » impérialistes. C'est là un argument très naïf, sinon consciemment hostile. Il n'y a pas ici de pays qui en constituent un autre, mais des pays peuplés d'une même nation qui s'unissent. De plus l'industrie s'était développée en Syrie avant l'unification à un rythme inconnu autrefois et, comme nous le montrerons plus loin, la bourgeoisie syrienne fut précisément l'un des promoteurs les plus actifs de la fusion syro-égyptienne. Quiconque a l'esprit normalement tourné ne peut imaginer qu'une bourgeoisie en plein développement prie la bourgeoisie d'un autre pays de prendre en charge sa situation.

Au cours des 40 à 50 dernières années, les fellahs égyptiens se sont appauvris dans une mesure incroyable. L'une des causes importantes en est le rapide accroissement de la population — quelque 1,5 million annuellement — sans que l'on puisse suffisamment agrandir la surface cultivable, tandis que l'industrialisation n'est pas assez importante pour pouvoir absorber ce « surplus de population ». Par contre, il y a en Syrie et en Irak d'énormes surfaces de terre arable réclamant avec désespoir de la main-d'œuvre ; et même, des ouvrages commencés en Syrie, avec des réseaux d'irrigation, ne peuvent être réalisés par manque de bras. L'Irak et la Syrie, contrairement à l'Égypte, sont des pays « sous-peuplés » ou plus exactement, des pays manquant de forces de travail par rapport aux possibilités existantes.

Les richesses naturelles de l'Orient arabe ne sont pas encore tout à fait connues. Mais, même si l'on prend pour base ce qui est déjà connu, non seulement la répartition disproportionnée de la population entre les pays arabes apparaît absurde, mais on se rend compte quelles ressources économiques restent inutilisées.

C'est dans le domaine du pétrole que le mal est le pire. Les maîtres de l'Arabie séoudite et des petites principautés où il y a des ressources pétrolières fantastiques, nagent dans l'or qu'ils perçoivent sous la forme de « royalties » des monopoles pétroliers américains et anglais. Ces fortunes sont dilapidées, ne sont consacrées à aucune branche productive et une très petite partie seulement en est dépensée pour des besoins publics.

Il n'est pas vrai que les pays arabes ne soient riches qu'en pétrole. En fait, la recherche des richesses minérales est encore limitée. De grandes richesses n'en sont pas moins connues. Dans le Nord de l'Irak il y a du lignite, et récemment on y découvrit des minerais de cuivre et de fer et du soufre ; dans le Sud, il y a du plâtre et du sable pour la production de verre. En Syrie : du bitume naturel, des cristaux de sel, du soufre, du manganèse, de l'amiante, du

chrome. Au Liban : du lignite, des minerais de fer, du sable particulièrement précieux pour la production de verre qu'utilisèrent déjà les anciens Phéniciens. En Jordanie : des phosphates de haute qualité en quantités considérables, des quantités inestimables de produits chimiques de différentes sortes dans la Mer Morte, dont l'extraction par distillation est économique (la Mer Morte borde tant la Jordanie qu'Israël), des minerais de manganèse dans la région de Patra, de fer, de cuivre, peut-être aussi du pétrole. En Arabie séoudite : en plus du pétrole, de l'or. Yémen : en dehors d'un sol de qualité pour l'agriculture, il y a du fer, du cuivre, de l'or, de l'argent. En Égypte : des mines de fer riches, très proches de la surface ; à l'Est des minerais de manganèse, à l'Ouest du Nil : du chrome, du nickel, du tungstène ; ensuite du zinc, du plomb et un peu d'or, de grandes quantités de soude, des sels, des sulfates, de l'amiante, du charbon et du pétrole dans le désert du Sinaï.

Toutes ces richesses sont à peine exploitées. Lorsqu'on connaît ce potentiel économique à côté des riches sources de pétrole déjà mises en valeur, l'excellent coton d'Égypte et aussi, depuis quelques années, de Syrie ; les plantations d'agrumes de Palestine, les immenses possibilités agricoles en Syrie, Irak et au Yémen — alors l'aspiration à l'unité devient une chose qui va de soi. Pour l'exploitation de ses richesses et de son potentiel économique, chacun de ces pays pris à part est limité et en dépendance à l'égard du capital étranger. C'est l'unité de tous ces pays et leur indépendance des intérêts économiques du capital financier international qui permet la pleine mise en valeur de ce potentiel économique. L'unité et l'indépendance ne sont pas seulement un besoin fondamental des larges masses et du mouvement socialiste révolutionnaire, mais un objectif premier des tâches démocratiques bourgeoises.

Un autre facteur important : la masse des intellectuels. Le nombre des étudiants universitaires croît depuis la fin de la guerre mondiale et, après formation, beaucoup ne trouvent pas d'emploi ; certains d'entre eux se rendent dans les contrées les plus arriérées de l'Orient arabe pour y trouver des moyens d'existence et portent ainsi l'idée de l'unité jusque dans ces contrées.

Rien qu'à Beyrouth, capitale du Liban, il existe trois universités, dont le niveau est relativement élevé, alors que toute la structure étatique artificielle a une population de moins d'un million et demi. Si l'on ajoute à cela la production fort développée d'intellectuels de l'Égypte, on peut se faire une idée de la pression qu'exerce cet élément dans le sens d'une plus grande unité étatique, de l'indépendance à l'égard des forces intellectuelles étrangères et du développement de la base économique.

Par ailleurs, il faut mentionner dans ce contexte la grande masse de forces, professionnellement qualifiées de la partie occidentale de la Jordanie, à qui a été enlevée leur base d'existence dans la Palestine plus développée et qui se trouvent maintenant dans une Jordanie plus arriérée, semi-patriarcale, semi-féodale et qui ne possède d'ailleurs aucune base d'existence au point de vue économique.

L'UNIFICATION DE L'EGYPTE ET DE LA SYRIE

Dans le discours public par lequel il annonça officiellement la réalisation de l'unité syro-égyptienne, Nasser dit que l'unité pan-arabe étant, il est vrai, le but principal, il était cependant surpris par la réalisation rapide de cette unification même partielle. Si nous considérons la situation actuelle, nous ne pouvons qu'admettre ces paroles.

Notre exposé a démontré la nécessité urgente de l'unité pour le développement progressif de l'Orient arabe, du développement capitaliste, de l'industrialisation. Tel est le but de Nasser. Mais le chemin vers ce but est hérissé d'embûches pour Nasser, y compris du point de vue du mouvement des masses. Il est vrai que le mouvement ouvrier organisé est durement traqué et réprimé en Égypte ; cependant, n'importe quel observateur peut constater que le processus de développement voulu précisément par Nasser et ses hommes a provoqué — et cela dans tout l'Orient arabe — un mouvement de masse inconnu auparavant, qui menace de lui passer par-dessus la tête. Nasser a besoin des masses pour ses tâches démocratiques-bourgeoises, mais un mouvement de masse est une base pour une Révolution socialiste ; c'est pourquoi, en même temps, il réprime dans le sang toute manifestation de mouvement ouvrier indépendant. Pour cette raison aussi, il n'a pu accepter avec tant de rapidité et de légèreté l'unité avec la Syrie où le mouvement ouvrier indépendant est fortement organisé. Aussi peut-on admettre que l'initiative de l'unification dans le moment présent n'était pas son fait et qu'il n'était prêt à l'accepter qu'à certaines conditions bien précises.

Pour comprendre les origines immédiates de la fusion intervenue et aussi les conditions de Nasser, considérons l'autre face, la situation politique de la Syrie.

Les trois principaux partis de Syrie — en dehors du P.C. — étaient « Hiseb as-ch'ab » (Parti Populaire), « Hiseb al-watani » (Parti National) et « Hiseb el-ba'ath el ichtirakki » (Parti de la Renaissance socialiste arabe).

Les deux premiers proviennent du « Bloc National » ayant existé avant et pendant la guerre, et qui était la direction du mouvement national en Syrie. Quelques-uns de leurs leaders dirigèrent dans le milieu des années 1920 le fameux soulèvement syrien contre la domination française et certains furent déjà des militants du mouvement national arabe sous la domination turque. Pendant et après la chute du dictateur Chichakli, les oppositions se cristallisèrent plus nettement que dans la période précédente.

Il est vrai que, dans les directions des deux partis, se trouvent des éléments capitalistes et même féodaux ; mais le Parti Populaire s'est avéré comme étant le représentant typique des féodaux et de la bourgeoisie compradore, a fait campagne pour l'union avec l'Irak réactionnaire et a tenté de saboter et de réprimer tout mouvement progressiste. Cependant, le développement de la Syrie l'a finalement contraint au silence et pendant l'unification syro-égyptienne ce parti n'osa pas relever la tête.

Le Parti National, dont le dirigeant, Sabri

el-Assali, était président du Conseil pendant les dernières années, s'est avéré, à l'encontre du Parti Populaire, comme le représentant de la bourgeoisie nationale de Syrie, partisan de la collaboration avec l'Égypte et de rapports économiques avec l'U.R.S.S., pour pouvoir développer l'industrie syrienne et être plus indépendant politiquement de l'Ouest.

Le troisième Parti, connu sous le raccourci d'El-Ba'ath, résulta en 1953 de la fusion du Parti arabe de la Renaissance (surtout des intellectuels sous la direction de Michel Aflak et d'El Bittar) avec le Parti socialiste arabe sous la direction d'Akram Haurani qui s'est acquis une réputation par sa défense des pauvres fellahs contre les grands propriétaires fonciers. Le programme du Parti est d'une confusion petite-bourgeoise, ce qui n'empêche pas ses deux points essentiels d'être typiques d'une aile gauche de la bourgeoisie nationale, encore qu'ils soient révolutionnaires par leur contenu :

1° Unité étatique de tous les pays de l'Orient ; 2° Réforme agraire. Les autres points sont : élévation du niveau de vie des masses ; entente entre ouvriers et entrepreneurs dans l'industrie ; neutralité entre les deux blocs de puissances ; « socialisme arabe et non marxiste ». Ce parti avait gagné une influence très considérable tant dans les masses que dans l'appareil d'Etat et dans l'armée et fut, de concert avec le Parti National, la principale force qui provoqua la fusion avec l'Égypte.

Dans une certaine mesure, quoique dans des conditions très différentes, le Parti National et le El-Ba'ath se trouvaient dans une situation analogue à celle de Nasser. Comme ce dernier, ils avaient besoin des masses dans la lutte contre la réaction interne et l'impérialisme. Mais, de même que lui, comme représentants de la bourgeoisie nationale, ils sont conscients du danger du mouvement des masses. Tandis qu'en Égypte les masses n'ont aucun droit à l'organisation, en Syrie ce droit était le plus développé de tout l'Orient arabe et les travailleurs y étaient organisés de façon indépendante. Contre l'impérialisme, les couches dirigeantes devaient accepter l'aide de l'U.R.S.S., et l'influence du P.C. syrien se développa. Pour leur domination, elles ne craignaient pas tant l'U.R.S.S. ni tellement ce P.C., dont le programme n'atteignait même pas la partie progressive de celui du Ba'ath, mais que le développement fougueux des masses ne leur passe par-dessus la tête. Dans les conditions de la Syrie, elles ne pouvaient tenir seules contre la menace potentielle du mouvement des masses et furent donc les instigatrices pressées de la fusion avec l'Égypte, alors que Nasser l'accepta volontiers à la condition, toutefois, que soient dissous tous les partis politiques syriens. Nasser a déclaré qu'il agissait de la sorte pour empêcher la réaction de se développer ; en réalité, il a peur de l'existence des partis devant ce flux spontané des masses.

Cette analyse ne doit pas minimiser le facteur essentiel de la fusion : renforcement contre l'impérialisme agressif des Etats-Unis

et contre la réaction indigène. Il importe ici de connaître exactement les raisons de classe de la forme de l'unification. La bourgeoisie nationale syrienne se sentit trop faible pour pouvoir affronter les divers dangers. Il est intéressant qu'elle n'ait

LA FEDERATION IRAKO-JORDANIENNE

La presse bourgeoisie voit dans cette union une contre-mesure, inspirée par les puissances occidentales, contre l'Union syro-égyptienne. Le journalisme occidental se plait à ne considérer les événements des pays arriérés que du point de vue des intérêts et de la politique des grandes puissances.

Que dans la politique intérieure et extérieure de tout pays, particulièrement de petits pays et d'autant plus qu'ils sont faibles économiquement et socialement arriérés, les grandes puissances exercent une forte pression, est hors de discussion. Mais il est erroné de ne considérer la politique intérieure des deux pays de la couronne hachémite que du point de vue des intérêts impérialistes des Etats-Unis et de l'Angleterre. La formation de la Fédération irako-jordanienne est la conséquence d'une nécessité historique et économique immédiate. Bien sûr, la pression de l'Union syro-égyptienne a constitué sur le champ le facteur essentiel pour la formation de la Fédération irako-jordanienne ; celle-ci a pour tâche de servir d'antidote au Front anti-impérialiste. Mais, même sans cette situation conjoncturelle, la pression objective et subjective l'eût en fin de compte contrainte à l'unité.

La revue « International Affairs » paraissant à Moscou, et qui exprime toujours le point de vue momentané du Kremlin, dit tout à fait justement, dans son numéro de mars 1958, qu'en dernière analyse cette Fédération aussi est une expression de la poussée à l'unité venant d'en bas. Par ailleurs, elle expose le problème ainsi : « L'attitude de la Fédération irako-jordanienne à l'égard du Pacte colonialiste de Bagdad et de la Doctrine Eisenhower sera sans nul doute l'un des principaux critères de sa nature ». Elle ne déclare pas que les critères décisifs énoncés par elle posent la question de la nature sociale du pouvoir dans les deux pays et que le critère le plus important du développement ultérieur de cette Fédération est la question du maintien ou de la modification de leur nature sociale. L'attitude anti-impérialiste de l'Egypte-Syrie repose sur le fait qu'en Egypte a déjà été entièrement extirpée l'influence des vestiges féodaux et des compradores et qu'en Syrie elle est en voie rapide de l'être. Le pouvoir irako-jordanien, par contre, repré-

CONCLUSIONS

Afin de ne laisser planer nul malentendu, nous tenons à affirmer nettement au terme de notre exposé, que nous ne voyons point dans l'unité de l'Orient arabe un idéal, aucun ersatz de la Révolution socialiste. De même la théorie de la marche au socialisme par étapes nous est étrangère, vu que la bourgeoisie nationale, si elle est progressive jusqu'à un certain point et peut agir

même pas osé jusqu'ici accomplir le pas le plus élémentaire des tâches démocratiques-bourgeoises : une réforme agraire. Maintenant seulement, avec l'aide de sa sœur égyptienne, le plan d'une telle réforme est en élaboration.

sente les grands propriétaires terriens et la bourgeoisie compradore.

Les Partis communistes de l'Orient arabe se trouvent encore en retrait sur « International Affairs » dans la question de la Fédération irako-jordanienne. Jusqu'au début de la fusion égypto-syrienne, ils étaient contre l'unité complète. Lorsque toutefois cette fusion devint réalité, ils tombèrent dans l'autre extrême pour la reconnaître *sans critique*. Par contre ils voient dans la Fédération irako-jordanienne exclusivement une intrigue impérialiste et appellent les Irakiens et les Jordaniens à rompre l'unité qui vient de se constituer.

Il est intéressant de noter que Nasser, dans le discours qu'il a prononcé, juste après la naissance de la Fédération irako-jordanienne et dans lequel il a attaqué avec véhémence ses dirigeants, n'a pas prononcé le moindre mot pour réclamer la dissolution de la Fédération. Il dit sans fard aux masses de ces deux pays que l'unité est positive, mais qu'elles doivent chasser les agents de l'impérialisme. Cela se situe sur le même plan que la déclaration de l'ancien Président syrien, Kouatli, lors de sa discussion avec le roi de Jordanie, Abdallah, assassiné depuis : Union de la Syrie avec la Jordanie ? Oui, mais à la condition que la Constitution soit républicaine ! En d'autres termes : Unité de l'Orient arabe avec expulsion des rois hachémites et de leurs acolytes qui représentent les féodaux et les compradores.

Même la création de la Ligue arabe après la guerre mondiale, que les Anglais cherchèrent à exploiter comme instrument impérialiste et qui était un lien très lâche entre les Etats arabes, les engageant à peu, fut une concession à la tendance et à la nécessité politico-économique de l'unité. On ne doit pas voir le seul côté négatif. De même que dans l'Union syro-égyptienne on ne doit pas voir un événement ne constituant qu'un merveilleux progrès — vu qu'il s'agit d'un régime de la bourgeoisie nationale qui opprime le mouvement indépendant des masses — de même on ne peut voir dans la Fédération irako-jordanienne que les intrigues de la réaction intérieure et de l'impérialisme. Celle-ci aussi est un résultat de l'aspiration des masses à l'unité, à son importance économique et renferme socialement et politiquement un potentiel de renversement de la réaction indigène.

contre l'impérialisme, est cependant incapable d'accomplir pleinement même les tâches démocratiques.

C'est pourquoi les thèses du 5^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale déclarent : « La IV^e Internationale lutte pour la création de partis ouvriers de masse, indépendants des formations politiques de la bour-

geoisie, de la petite-bourgeoisie et du stalinisme ». La tâche du parti ouvrier dans les colonies n'est pas la création du pouvoir bourgeois, mais du gouvernement ouvrier et paysan qui, sur le chemin de la construction du socialisme, accomplit les tâches démocratiques ; cela veut dire qu'il mène à bien la réforme agraire, l'industrialisation et l'unification nationale, cependant que, simultanément, il nationalise les principaux moyens de production et s'appuie politiquement sur les Conseils des classes laborieuses.

La situation présente est toutefois telle, en conséquence de la politique opportuniste des dirigeants des partis ouvriers traditionnels et du Kremlin, que de par le monde les partis ouvriers de masse à qui incombent ces tâches n'existent qu'embryonnairement. Ces organisations embryonnaires, pour se développer, doivent œuvrer au sein de la réalité ; c'est-à-dire agir dans le cadre du mouvement progressif effectivement existant, sans renoncer à leur indépendance politique et organisationnelle. Tel est le sens des termes suivants des thèses ci-dessus mentionnées : « La IV^e Internationale... soutient inconditionnellement toutes les luttes des peuples contre l'impérialisme, indépendamment de leur direction momentanée ».

Tel est également le sens de notre position dans la question de l'unité de l'Orient arabe, éventuellement de l'unité de l'Orient arabe et du Maghreb, laquelle toutefois dépend de l'évolution ultérieure. Encore une fois : cette unité n'est pas un but indépendant (en soi) pour des socialistes révolutionnaires, mais une partie intégrante du combat mondial pour le socialisme. C'est pourquoi nous soutenons tout acte anti-impérialiste, même de la direction bourgeoise dans l'Orient arabe et chacune de ses mesures économiques qui contribue à l'élévation du niveau social des masses. En même temps nous stigmatisons sa politique de répression du mouvement des masses indépendant et travaillons à la création d'organisations ouvrières de masse et à la formation du Parti marxiste révolutionnaire.

Opposons à cela la position du stalinisme international. Léon Feix, l'un des dirigeants du P.C. français, a écrit dans l'organe théorique de celui-ci, les « Cahiers du Communisme » : « Certains dirigeants nationalistes préconisent la fusion des trois pays (Tunisie-Algérie-Maroc) au sein d'un Maghreb arabe ou musulman, lié à tous les pays arabes ou musulmans, depuis le Maroc jusqu'au Pakistan. C'est là une vieille idée de la Ligue arabe, reprise et impulsée par les milieux bourgeois dirigeants du Caire et de Karachi... Voilà longtemps que Lénine et Staline ont montré le caractère forcément réactionnaire des courants nationalistes basés sur la race ou la religion... ».

Cette façon de présenter les choses est absolument fautive et calomnieuse. Qui Lénine visait-il ? Quels étaient ces « panislamistes » ?

Pendant la guerre civile en Union soviétique après la Révolution d'Octobre, Enver Pacha, le maître sanglant de la Turquie à cette époque et l'un des pires oppresseurs des Arabes, fit une énorme propagande antibolchevique parmi les Musulmans du Caucase et de l'intérieur de l'Union. Pour attirer les masses, il joua sur leur état d'esprit

religieux et propagea le « panislamisme ». Cette propagande, basée sur des sentiments religieux, fut qualifiée par Lénine de réactionnaire et cela était mille fois justifié. Mais contre qui donc polémique le « communiste » Léon Feix ?

Les « milieux bourgeois dirigeants » ne parlent d'aucun « panislamisme », mais de l'unité de la nation arabe. Ils ne parlent pas non plus, comme le prétend Feix, en commun avec Karachi, qui n'est point arabe, mais en commun avec Damas, Bagdad, Amman, etc., c'est-à-dire au nom de la nation arabe. Cette aspiration à l'unité et à l'indépendance nationales est d'un caractère hautement progressif, et non « réactionnaire ».

Bien plus. Lors de la controverse entre le Congrès Pan-Indien et la Ligue Musulmane avant le partage de l'Inde, le mouvement national arabe prit nettement position en faveur du Congrès et accusa la Ligue d'être pro-impérialiste. Peut-il y avoir une meilleure preuve de l'inconsistance de ce Léon Feix ? Les staliniens commettent un crime contre la lutte des peuples coloniaux et arriérés en dénaturant et en calomniant de la sorte les mouvements nationaux. Le comble, c'est que ces « communistes » parlent « d'intérêts historiques communs de la France et de l'Algérie ». Là nous avons déjà une phraséologie exactement semblable à celle des impérialistes.

Voyons maintenant le dirigeant du Parti communiste syrien, Khaled Bagdache. Celui-ci, comme son éminent maître Staline, ne reconnaît qu'un développement par étapes rigoureusement respectées. Il était contre l'entière unité étatique de l'Orient arabe. D'abord, disait-il, chaque pays séparément doit être libéré. Ce « communiste » n'a pas la moindre notion de l'interaction dialectique de divers facteurs. Il ne voulait pas comprendre que l'unification et la libération de l'Orient arabe sont deux facteurs inséparables l'un de l'autre.

Les mêmes « communistes » de l'Orient arabe qui, il y a encore si peu de temps, étaient contre l'union syro-égyptienne, la défient aujourd'hui sans esprit critique — cependant que ces gens disent aux Irakiens et aux Jordaniens qu'ils doivent détruire la Fédération irako-jordanienne, au lieu d'exiger l'union de la Fédération et de la République et l'expulsion des Hachémites et de leurs politiciens.

Dans leur récent enthousiasme pour les efforts d'unification de Nasser, les staliniens oublient aussi bien l'action prolétarienne indépendante que les communistes et tous les éléments de gauche qui languissent dans les cachots de Nasser ; ils ont déjà oublié que Nasser a interdit le P.C. syrien, le plus grand de tout le Proche-Orient.

NOUS, TROTSKYSTES, SOUTENONS LE « NASSERISME » DANS LA MESURE OU IL EST PROGRESSIF. MAIS NOUS LUTTONS CONTRE LA REPRESSION DU MOUVEMENT OUVRIER INDEPENDANT, POUR LA CREATION D'UN PARTI OUVRIER MARXISTE REVOLUTIONNAIRE ET LA FORMATION D'UN GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN DE L'ORIENT ARABE.

1^{er} juin 1958.

Francisco CANAS**« A la porte NIXON! »****Cri de guerre antiimpérialiste**

Les journaux capitalistes ont présenté les attaques dont Nixon a été l'objet en Amérique latine comme le résultat de la politique de l'impérialisme américain dans les domaines commercial et douanier, politique qui serait contraire aux intérêts des bourgeoisies latino-américaines. Ils présentent l'attitude des masses envers Nixon comme ayant été inspirée par la défense de ces intérêts. Quand la presse capitaliste fait le bilan des crachats, des coups de pierres et de bâtons encaissés par Nixon et sa femme, leur suite et leurs voitures, elle tire la conclusion que tout cela est dû au fait que l'impérialisme américain a imposé la baisse des prix des matières premières, en même temps qu'il achète moins et vend plus cher. En somme, on serait devant une action des masses faite au nom et pour les intérêts des bourgeoisies latino-américaines.

C'est une falsification délibérée des faits. Certes, ces bourgeoisies tâchent de capitaliser la haine anti-impérialiste des masses en vue d'arracher des concessions à l'impérialisme, mais les masses n'ont pas été impulsées par les déficits commerciaux ou la baisse des prix des matières premières. Il est vrai que ces questions ont contribué à créer un climat plus hostile envers l'impérialisme, mais les masses n'ont nullement crié — comme les bourgeoisies et les directions petites bourgeoisies latino-américaines l'auraient bien voulu — « Nous voulons le relèvement des prix des matières premières », ou « Echec aux ventes des surplus », ou encore « Nous voulons des prêts ». Ce sont là des revendications des bourgeoisies à l'impérialisme sur la base d'offres et de concessions de toute sorte.

Les masses ont crié « A la porte le chien yankee ! », « Assassins du Guatemala ! ».

LES MASSES N'ONT PAS PEUR

Nixon représentait la puissance économique et militaire de l'impérialisme yankee. Il représentait la bombe atomique. L'impérialisme envoie partout sa flotte et ses avions et menace de lâcher à tout moment ses bombes atomiques sur les Etats ouvriers et les masses coloniales ou semi-coloniales en lutte pour leur indépendance et leur libération nationale et sociale. Une des vues les plus pressantes de l'impérialisme, c'est de faire peur aux masses pour paralyser leur esprit de lutte et leur vigueur combattive.

Cependant, la puissance économique et militaire de l'impérialisme et ses bombes atomiques n'ont produit aucun effet parmi

« Faiseurs de dictateurs ! ». Elles ont crié à la femme de Nixon « Rappelez-vous Little Rock ! ». Elles ont ainsi exprimé leur désir de voir l'impérialisme chassé de ces pays ; elles ont ainsi exprimé la haine profonde et consciente des peuples de l'Amérique latine envers l'impérialisme.

La bourgeoisie tâche de canaliser en sa faveur ces mobilisations des masses contre l'impérialisme. Elle traque et emprisonne les militants anti-impérialistes tandis qu'elle chuchote à l'oreille des impérialistes : « Donnez-nous quelque chose pour contenter le peuple ». C'est ainsi que s'est conduit, entre autres, le Président de l'Equateur, Prado.

La bourgeoisie, ses agents et la presse impérialiste qualifient les masses d'incultes, de gens abandonnés ou sauvages. Les crachats et les coups de pierres qu'elles lancent sont pour eux des expressions de sauvagerie. Quant à nous, nous les considérons comme l'expression d'un désir de progrès économique et culturel. Ces masses n'ont pas pu trouver un autre moyen d'exprimer rageusement ce qu'elles sentent au fond de leur âme. Leurs crachats, c'est l'expression du mépris qu'elles ont étalé envers l'impérialisme. C'est ainsi qu'elles ont exprimé leur aspiration au bien-être et à l'élimination de l'impérialisme pour qu'elles puissent progresser.

La lutte contre l'impérialisme, c'est une des plus grandes expressions du progrès culturel et social. En poursuivant cette lutte, les peuples ont montré leur profond sens historique, culturel et révolutionnaire. A défaut d'armes, ils ont recours aux crachats et aux coups de pierres. Cependant, ils savent combiner les crachats avec les armes.

les masses. Dans les rangs de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, cela se passe autrement, mais les crachats des masses ont prouvé que celles-ci possèdent plus de force et de courage que ne possède l'impérialisme, car elles ont exprimé leur volonté de le détruire.

Les attaques contre Nixon ont eu, en raison de leur signification et de leur extension, un caractère de véritable lutte de classe. Elles ont montré que la petite bourgeoisie — qui constituait la majorité de ces manifestations publiques, auxquelles participaient des milliers d'ouvriers — est plus mûre politiquement et plus radicalisée qu'on ne le croit.

Les attaques contre Nixon s'inscrivent dans tout un processus comprenant la lutte de guérillas à Cuba, les luttes des masses colombiennes, les luttes des masses du Venezuela contre Pérez Jiménez, celles du Pérou qui ont occupé Cuzco durant deux jours avec des milices ouvrières, les luttes des mineurs boliviens qui, un mois avant la visite de Nixon, avaient établi une dualité de pouvoir dans les contrées minières, de l'industrie du textile et paysannes, et qui s'étaient opposés, en criant « A la porte Nixon, A mort l'impérialisme yankee », à la venue de Nixon, tandis qu'elles empêchaient Siles Suazo d'organiser une manifestation d'hommage à Nixon.

Indépendamment des origines et des coïncidences des manifestations contre Nixon, celles-ci, au fond, ont donné aux masses la possibilité d'agir en porte-parole du désir de tous les peuples latino-américains. Ces attaques en chaîne contre Nixon expriment le sentiment général et la conscience de la haine envers l'impérialisme, le désir de le chasser de l'Amérique latine et de le détruire. Ces masses sont mûres pour cette tâche et disposées à la réaliser.

*

Il y a eu dans ces manifestations contre Nixon plus de classes moyennes et d'universitaires que d'ouvriers. Certains veulent insister sur ce fait, c'est-à-dire insister sur la classe sociale qui prit l'initiative de ces manifestations et qui les dirigea, pour diminuer l'importance historique de celles-ci. Cependant, rien ne change leur importance historique. Les masses ouvrières ne furent pas appelées à se mobiliser ; on voulait les ignorer. Les partis ouvriers — socialistes et communistes — et les partis nationalistes petits bourgeois ne bougèrent point, n'organiserent rien.

Voulant se présenter en grand démocrate, en conférencier aimant la discussion, Nixon avait choisi la scène universitaire. Rien d'étonnant donc à ce que l'initiative vienne des étudiants et des professeurs pour accueillir Nixon à coups de crachats et de pierres. Cependant, au Pérou et en Colombie, des centaines d'ouvriers s'étaient mobilisés spontanément.

Mais ce fut au Venezuela que la masse des étudiants se vit soutenue par la participation active des ouvriers et des paysans de Caracas et des alentours. C'est là que l'aspiration nationale anti-impérialiste fut exprimée le plus nettement. Ouvriers, étudiants, petits bourgeois pauvres, toute la population opprimée nationalement et socia-

LES REPERCUSSIONS CHEZ LES IMPERIALISTES

L'action des masses latino-américaines n'est pas conjoncturelle, pas plus que le produit d'un mauvais esprit ressenti envers l'impérialisme — comme le ressent la bourgeoisie — parce que celui-ci paie à bas prix les matières premières. Par contre, leur action anti-impérialiste est impulsée par une haine consciente, par un état de conscience clair.

lement fit dans l'action un front unique contre l'arrivée de l'agent de l'impérialisme : « Va-t-en, chien yankee ! ».

Les masses latino-américaines sont mûres pour chasser l'impérialisme. Telle est la conclusion qu'on doit tirer et qui doit guider les cadres moyens, les militants ouvriers, les paysans et les étudiants afin de prendre l'initiative d'organiser un front unique latino-américain pour chasser l'impérialisme.

Le Parti Ouvrier Révolutionnaire péruvien (trotskyste) fut l'organisateur et se mit à la tête de la manifestation contre Nixon au Pérou. Pour avoir appelé les masses à manifester contre la visite de Nixon et pour l'expulser du pays, la majorité des dirigeants du P.O.R. péruvien ont été emprisonnés et risquent, selon les nouvelles de presse et de la radio, de passer devant un tribunal. Mais ce ne fut pas la décision, le courage, l'audace du petit parti trotskyste péruvien qui impulsa une telle mobilisation de masses. En réalité, le P.O.R. péruvien a su interpréter l'état d'esprit, de conscience, de volonté des masses, disposées à se mobiliser, et il a trouvé la voie pour que cette volonté se manifeste contre l'impérialisme. Le petit parti trotskyste péruvien avait auparavant tenu des réunions publiques pour appeler les masses à manifester contre Nixon ; s'il a trouvé une grande audience, ce fut parce qu'il exprimait un désir général. Si le parti apriste avait organisé cette mobilisation, la ville de Lima aurait été pleine de monde manifestant contre Nixon. Mais l'A.P.R.A. n'aurait fait aucun appel.

En Uruguay comme en Argentine, Nixon fut accueilli par des manifestations de haine. Bien que sa visite dans ces pays fut moins voyante que partout ailleurs, il y entendit crier « A la porte Nixon ! ». Les péronistes et les frondizistes se disent anti-impérialistes. C'était donc une occasion qui se présentait à eux pour le prouver et organiser des manifestations comme celles du Venezuela et du Pérou. Mais les directions péronistes et frondizistes sont attachées à la bourgeoisie nationale argentine, et tâchent de ne pas créer de difficultés au gouvernement dans ses rapports avec l'impérialisme ; elles expriment les préoccupations du gouvernement en cette matière et nullement celles des masses. C'est ainsi que le vice-président Gomez, ayant appris que Nixon avait été malmené par la foule, s'écria : « La paix, s'il vous plaît ! ». Cependant, avant les élections, ce monsieur avait déclaré avec insistance qu'aucun des traités qui « nous lie à l'impérialisme » ne serait reconnu.

Au Liban, les masses sont engagées dans une mobilisation révolutionnaire pour jeter bas le gouvernement Chamoun au service de l'impérialisme yankee. Elles ont donné l'assaut aux consulats et autres locaux de l'impérialisme et les ont saccagés. Bien qu'elles se trouvent dans de mauvaises conditions et sans armes en face d'une armée libanaise approvisionnée par l'impérialisme,

les masses libanaises résistent toujours et donnent un grand exemple de combativité révolutionnaire et de désir de vaincre.

En Arabie Séoudite, où régnait une monarchie féodale, et où on continue à couper les mains aux voleurs, même s'ils ont volé un morceau de pain, on a décidé d'instaurer une monarchie constitutionnelle sur la base du budget de l'Etat et de la recette des impôts. Sous des formes défigurées et éloignées, la révolution coloniale se fait sentir même dans les pays à monarchie féodale.

L'influence de la révolution coloniale, la révolution bolivienne, les mobilisations au Venezuela, la lutte de Fidel Castro à Cuba, les luttes des masses de l'Algérie, ont influencé et déclenché les actions des masses qui ont couvert de crachats et lapidé Nixon et ont déchiré les drapeaux américains.

Par contre, l'impérialisme montra qu'il ne s'attendait pas à une réaction telle de la part des masses. Il pensait que tout le monde s'inclinerait au passage de Nixon. Il avait mis dans le même sac l'attitude des masses et celle des bourgeoisies et des directions petites bourgeoisies.

MESURES IMPERIALISTES

L'impérialisme discute sur la tournée de Nixon qui a eu des énormes répercussions et aura des implications profondes. Une aile de l'impérialisme a pris conscience que l'Amérique latine est perdue pour lui. Ainsi, on tâche de la retenir pour ne pas recourir à l'armée. Mais ils songent toujours fondamentalement à la bourgeoisie. Dans un certain sens, cette aile de l'impérialisme a la même attitude que les bourgeoisies arabes du Moyen-Orient qui essaient de conserver de bons rapports et d'avoir un bon accueil de la part des peuples. Mais il n'est pas facile d'y parvenir, et elle n'y parviendra pas. La petite bourgeoisie a été la base sociale du soutien populaire pour l'impérialisme. Or, cette base se radicalise de plus en plus. Sur elle agissent des forces et les influences révolutionnaires du Moyen-Orient, des Etats ouvriers, de l'Algérie et la perte de confiance dans les bourgeoisies ; elle voit que l'impérialisme s'affaiblit en même temps que progressent les Etats ouvriers et les révolutions politiques.

L'autre terme de l'alternative pour l'impérialisme, c'est d'améliorer ses rapports avec les gouvernements et les bourgeoisies latino-américains. Mais il n'y a pas beaucoup de marge. Il est possible que l'impérialisme trouve en Amérique latine un terrain d'investissement de quelques centaines de millions de dollars. Mais il ne pourra pas y investir beaucoup. La récession aux U.S.A., la baisse de leurs achats dans des pays aussi importants pour eux que le Venezuela, montrent les difficultés économiques et financières énormes ainsi que le poids de la récession et sa grande portée. En même temps, le processus révolutionnaire latino-américain (triomphe de Frondizi, événements en Bolivie, au Venezuela, au Chili, lutte de Fidel Castro à Cuba) met les masses à l'ordre du jour. Soulignons encore

Quand, au Venezuela, on vit que la haine contre Nixon allait croissant, l'impérialisme américain ne recourut pas aux dollars pour la calmer. En réalité ces dollars n'auraient servi à rien. Il choisit, pour intimider les masses, l'envoi des parachutistes et la présence de la flotte au large. Une intervention de ces troupes aurait déclenché la guerre anti-impérialiste.

Cette attitude militaire de l'impérialisme révèle quels sont les moyens auxquels il aura recours chaque fois que les peuples se soulèveront, et comment il viendrait en aide aux gouvernements amis si ceux-ci ne parvenaient pas à tenir en échec les masses révolutionnaires. Une telle attitude propre aux pirates montre à quoi serviront les pactes militaires avec l'impérialisme, à quoi serviront sa flotte, ses bases et ses troupes en Amérique latine.

La conclusion à tirer pour les peuples latino-américains est claire ! Pas de bases et pas d'accords militaires avec l'impérialisme ! Front latino-américain des peuples pour la défense de leurs intérêts et de leurs droits !

L'influence et la pression qu'exerce l'intervention économique de l'U.R.S.S. et des autres Etats ouvriers.

Alors que Nixon a été lapidé et couvert de crachats, les délégués soviétiques n'ont pas subi ces affronts. Non parce que la bureaucratie attire des sympathies, mais celles-ci vont aux Etats ouvriers par opposition à l'impérialisme.

L'impérialisme cherche à enrayer le processus révolutionnaire en Amérique latine au moyen d'antidotes. Un sénateur a critiqué Nixon pour avoir visité l'Amérique latine avec le sourire d'un commerçant ; un autre l'a critiqué pour avoir ignoré la véritable physionomie des peuples latino-américains. Mais, à la fin, tous ces gens se demandent combien de dollars ils pourront investir dans ce continent, quels profits ils pourront en tirer et s'ils pourront diminuer les tarifs douaniers, acheter plus de matières premières et à meilleur marché, et quoi faire avec les surplus agricoles. Mais, en fin de compte, le problème pour eux n'a pas de solution car il ne s'agit pas d'une question de matières premières. Il s'agit de la rébellion et de la maturité de l'Amérique latine.

Tous les gouvernements latino-américains tâchent de tirer profit de l'action et de la mobilisation anti-impérialiste des masses. Mais aucun d'eux n'appelle les masses pour qu'elles manifestent contre l'impérialisme. Ils ont l'usufruit de l'énorme énergie et de la vigueur combative anti-impérialiste des masses contre lesquelles cependant ils déclinent la répression.

Frondizi, qui au cours des élections, se présentait en « anti-impérialiste », a envoyé un message à Eisenhower pour lui déclarer que la visite de Nixon avait « renforcé les liens fraternels des Etats-Unis avec le peuple argentin ».

LE PROGRAMME D'EXPULSION DE L'IMPERIALISME

Il faut organiser la lutte anti-impérialiste à l'échelle latino-américaine. Il faut constituer le front unique anti-impérialiste groupant les organisations politiques et syndicales du prolétariat, des paysans et de toutes les couches sociales exploitées, ainsi que les organisations culturelles, progressistes, scientifiques, professionnelles. Ce front unique doit se doter d'un programme revendiquant : l'expulsion et l'expropriation de l'impérialisme, la constitution d'un pool latino-américain des matières premières, l'établissement de relations diplomatiques et commerciales avec les Etats ouvriers. Pour l'expulsion des missions militaires de l'impérialisme et la disparition de ses bases militaires en Amérique latine ! Pour l'arrêt des expériences nucléaires et la destruction de tout armement atomique ! Pour l'application pacifique de l'énergie nucléaire au profit des peuples et sous contrôle populaire et ouvrier ! Pour un front unique des hommes de science contre l'utilisation de l'énergie nucléaire dans des buts militaires ! Pour le refus de servir comme savant, comme homme de science, comme militaire et même comme simple citoyen aux plans contre-révolutionnaires de guerre atomique que prépare l'impérialisme yankee et mondial !

En même temps, les organisations ouvrières et syndicales, prolétariennes et paysannes, doivent constituer leur propre front unique de classe, soutenant le front unique anti-impérialiste mais lui-même luttant pour : la libération nationale et sociale ; l'expulsion de l'impérialisme, la destruction du capitalisme, l'instauration du gouvernement ouvrier et paysan ; l'unification socialiste de l'Amérique latine, ou même celle, au début, de deux pays. Pour l'expulsion de l'impérialisme ! Echec aux bases militaires ! A la porte l'impérialisme qui s'est établi en Amérique latine ! Pour l'expropriation de toutes les entreprises impérialistes et des entreprises nationales d'intérêt public, sans indemnisation !

Pour le contrôle ouvrier à l'échelle nationale et à l'échelle latino-américaine ! Pour la Centrale syndicale unique ouvrière et paysanne latino-américaine ! Pour des partis ouvriers de classe indépendants par rapport à la bourgeoisie et à l'Etat capitaliste ! Pour des partis ouvriers basés sur les syndicats ! Pour l'unification de l'Amérique latine, seule voie possible menant à la Fédération des Etats-Unis Socialistes Soviétiques d'Amérique latine !

17 mai 1958.

Emilio PRATTI

La candidature Allende ouvre la voie pour imposer un gouvernement PS-PC au Chili

A l'approche des élections présidentielles, la polarisation des forces se fait autour de deux candidatures : d'un côté, la candidature de Salvador Allende présentée par le F.R.A.P. (Front d'Action Populaire), soutenue par de larges masses de la classe ouvrière, des paysans et de la petite bourgeoisie pauvre. Basée sur le front unique P.C.-P.S., la candidature Allende s'inscrit dans le processus d'unification du mouvement ouvrier chilien, celui-ci ayant trouvé dans cette candidature un canal pour exprimer son esprit de combativité anti-impérialiste et anti-capitaliste.

La candidature de classe qu'Allende présente et le front unique communiste-socialiste constituent les deux faits les plus importants dans le développement de la politisation des masses chiliennes bien qu'elles n'aient pas de programme ou de vues politiques claires. Il n'en reste pas moins que l'orientation de gauche adoptée par le congrès d'unité socialiste a exercé une grande influence sur l'évolution du mouvement ouvrier et des masses du pays. Le soutien des masses dont jouit la candidature Allende a déjà été prouvé par le nombre des voix que des candidats représentant la même politique que lui ont obtenu à de récentes élections, à Coquimbo et dans le 3^e district de Santiago.

D'autre part, il y a la candidature Alessandri, autour de laquelle tend à se polariser la bourgeoisie dans son ensemble. Alessandri représente les intérêts des secteurs financiers liés à l'oligarchie et à l'impérialisme et il a réussi à se faire soutenir par des couches bourgeoises qui soutenaient jusqu'ici soit Frei, soit Bossay et qui préconisent une politique d'industrialisation pour le pays. Devant l'écho croissant que la candidature Allende trouve dans des masses stimulées par les luttes révolutionnaires en Amérique latine et partout dans le monde, la candidature Alessandri apparaît à l'ensemble de la bourgeoisie comme le meilleur rempart pour défendre les intérêts du régime capitaliste. Aussi les candidatures Frei et Bossay ont ces derniers temps perdu du terrain devant celle d'Alessandri.

Quant aux radicaux, qui avaient eu un succès aux élections de mars 1957 et étaient considérés jusqu'ici comme les vainqueurs

probables aux élections présidentielles, ils connaissent actuellement une dispersion de leurs forces, témoin le nombre de voix qu'ils ont recueillies dernièrement dans le 3^e district de Santiago. Leur recul est dû au processus de polarisation des forces et tout particulièrement à la radicalisation des classes moyennes attirées par la candidature Allende. Une expression de ce phénomène est constituée par la formation d'un groupe dit d'*Intransigeance radicale anti-impérialiste*, autour d'un noyau de personnalités universitaires expulsées du parti radical et qui représentent un courant anti-impérialiste et socialisant du radicalisme.

Ce groupe s'est déjà prononcé pour la candidature Allende ; il a tenu une importante réunion publique et se montre reflétant l'influence du frondisme. Ce n'est pas par hasard s'il se nomme groupe d'*Intransigeance radicale anti-impérialiste*, s'il s'est constitué formellement après l'arrivée de Frondizi au pouvoir, et si un délégué officiel de l'Union Civique Radicale Intransigeante argentine a assisté à une réunion publique de ce groupe chilien qui se déclare anti-impérialiste et socialisant. La présence de ce groupe est un signe clair de l'orientation que suit la petite bourgeoisie, notamment ses couches les plus exploitées et d'intellectuels. Il tâche de se lier au prolétariat dans la recherche d'une issue révolutionnaire.

Les démocrates-chrétiens, avec Frei en tête, se présentent en défenseurs du capitalisme dont ils dénoncent les traits « brutaux », et ils veulent faire échec aux radicaux en gagnant la petite bourgeoisie à un programme « néocapitaliste », « progressiste », « libéral ». Cependant, les démocrates chrétiens n'ont pu jusqu'ici gagner à leur politique que les éléments petits bourgeois les plus aisés économiquement, les catholiques et les partisans de l'ordre capitaliste, les autres couches de la classe moyenne s'orientant vers la candidature Allende. Le programme de Frei est même loin de ressembler au programme des radicaux. Celui-ci, tout en exprimant les intérêts de la bourgeoisie industrielle nationale, avait réussi dans le passé, par certaines formulations gauchistes, à influencer de grands secteurs populaires.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT ET LE BLOC MAJORITAIRE

Les derniers actes du gouvernement Ibanez — tels l'annulation du voyage du Président aux Etats-Unis, l'accueil chaleureux fait à Frondizi, le projet d'abrogation de la loi dite de Défense de la République, avec retour à la légalité du Parti Communiste — montrent à quel point le gouvernement subit, certes d'une façon déformée, l'énorme pression des masses. La haine de celles-ci envers l'impérialisme américain (notons que Nixon ne s'est pas aventuré à visiter le Chili) se voit encore favorisée par le malaise de la bourgeoisie nationale, dû aux mesures prises par le gouvernement des U.S.A. en matière de prix du cuivre, dont la production constitue la base de l'économie chilienne. Il est vrai que les concessions du gouvernement aux masses, tout comme ses relations commerciales avec l'U.R.S.S., sont pour lui des moyens pour exercer une pression sur l'impérialisme américain. En ce qui concerne l'abrogation de la loi de Défense de la République, tout en permettant le retour du P.C. à la légalité, elle préserve cependant des mesures pouvant à n'importe quel moment interdire à nouveau le P.C. et pourchasser les autres partis révolutionnaires.

Le bloc majoritaire parlementaire constitué par le F.R.A.P., les radicaux, les démocrates-chrétiens, les paysans-travailleurs et autres petits groupes, a pour but de rendre effective l'abrogation de la loi de Défense et l'établissement d'une nouvelle loi électorale permettant le recensement de milliers de citoyens privés jusqu'ici du droit électoral parce que considérés comme communistes. Les partis ouvriers qui entrent dans ce bloc parlementaire y ont certes adhéré pour des buts précis, concrets, intéressant les masses, mais ils l'ont fait avec un esprit conciliateur, assez opportuniste. En effet, aussi bien le P.S. que le P.C. cachent que ce front de lutte pour l'abrogation de la loi de Défense de la République s'est constitué sur la base de reprise de l'ancienne loi dite de Sécurité Intérieure pour l'opposer au projet de loi réactionnaire qu'Ibanez présente à la place de la première desdites lois. Or, le projet de loi présenté par le bloc parlementaire n'est pas trop différent des autres, car lui aussi prévoit la répression contre les partis et mouvements révolutionnaires.

L'attitude des partis du F.R.A.P. sur cette question révèle toute l'incapacité des

directions communiste et socialiste à sortir des ornières parlementaires. Pour elles, il n'y a moyen d'obtenir l'abrogation de la loi de défense de la République que dans le cadre parlementaire, en acceptant une nouvelle loi qui attaquera également les droits démocratiques des masses, en dépit du retour à la légalité du P.C., comme le veulent ceux des partis bourgeois qui ont voté les pouvoirs spéciaux lors des événements du 2 avril de l'an dernier et qui visent à « adoucir » le projet de loi présenté par Ibanez.

Cependant, les conditions étaient et sont toujours favorables pour combiner l'action parlementaire avec la mobilisation des masses et arracher ainsi l'abrogation pure et simple de la loi de Défense de la République, sans substituer à celle-ci une autre qui, en fin de compte n'assurera pas aux masses leurs droits démocratiques mais par contre s'attaquera, pour la défense de l'Etat bourgeois et du régime capitaliste, au mouvement ouvrier révolutionnaire. En vue d'une telle mobilisation, le F.R.A.P. comptait déjà avec le front unique du P.C.-P.S. qui s'est établi de fait dans le mouvement ouvrier, à travers des centaines de comités du F.R.A.P. et de plus de 2.000 comités pour la candidature Allende constitués un peu partout dans le pays.

Or, au lieu d'utiliser cette force organisationnelle représentée par des comités d'usines, de quartier, etc., dans une mobilisation de masses pour arracher leurs revendications, on fait de ces comités de simples instruments à buts électoraux sans aucun rapport avec les revendications économiques et politiques des masses. Les directions de ces partis ouvriers misent surtout sur leurs manœuvres et leurs alliances parlementaires avec d'autres partis, tactique qui n'étant pas épaulée par une action extraparlamentaire ou une mobilisation des masses, perd tout sens et aboutit à s'incliner devant les partis bourgeois et le gouvernement lui-même.

L'échec de cette pratique purement parlementaire a été fourni lors de la revendication de la C.U.T. d'un rajustement des salaires. La centrale syndicale, soutenue par les partis ouvriers, avait en effet voulu arracher une augmentation de salaires de 100 % à travers une action parlementaire, sans aucune mobilisation de la classe ouvrière. D'où son échec.

LA C. U. T. ET LA CANDIDATURE ALLENDE

Devant sa carence à mobiliser la classe ouvrière contre la montée des prix et le chômage, la C.U.T. (Centrale Unique des Travailleurs), a vu diminuer davantage son autorité et son influence auprès de l'ensemble du prolétariat et des masses exploitées en général. Une preuve en est donnée par le fait que des éléments scissionnistes, agents de la O.R.I.T., organisés dans un comité dit de Récupération, ont pu développer leurs agissements malgré le peu d'écho qu'ils rencontrent dans le mouvement ouvrier. Cepen-

dant, ces éléments tâchent d'exploiter les échecs essayés par la direction de la C.U.T., son incapacité à organiser les luttes ouvrières, pour semer ainsi la confusion au sein du mouvement ouvrier.

Cependant, la classe ouvrière a montré et montre toujours qu'elle est disposée à lutter contre la détérioration de son niveau de vie et pour d'autres revendications. Cela a été prouvé par les luttes actuelles des ouvriers du cuivre et du ciment, et même par

les récentes grèves d'étudiants, expressions du grand esprit combatif des travailleurs. Or, la direction de la C.U.T. s'est révélée incapable de partir de ces mouvements grévistes pour organiser une mobilisation générale de la classe ouvrière pour ses revendications et contre la cherté de la vie et le chômage.

La lutte pour le salaire minimum vital et l'échelle mobile de salaires, dont il fut question lors du dernier congrès de la C.U.T., ainsi que la lutte pour que l'Etat rouvre les usines qui ont cessé leur activité, et pour obtenir l'échelle mobile des heures de travail afin de combattre le fléau du chômage, ce sont les revendications les plus pressantes des travailleurs chiliens. Elles ne peuvent pas être obtenues sans une mobilisation massive des travailleurs. C'est en organisant une telle mobilisation, qui embrasserait non seulement les syndicats mais encore les comités de base du F.R.A.P. et ceux qui ont été formés pour soutenir la candidature Allende, que la C.U.T. pourrait devenir une véritable direction des travailleurs. Le fait que ses dirigeants actuels n'aient pas su orienter la C.U.T. dans ce sens, mais au contraire persistent dans une politique conciliatrice et bureaucratique, a affaibli la

LA LUTTE POUR LE PARTI MARXISTE REVOLUTIONNAIRE DE MASSE

Le front des Partis Communiste et Socialiste réalisé à travers la candidature Allende est un produit de la maturité politique de l'avant-garde ouvrière organisée et influencée par ces partis. C'est en même temps un facteur d'énorme progrès politique pour les masses, car il les pousse sur la voie de la compréhension politique, de l'élévation de leur conscience politique, pour la construction du parti marxiste révolutionnaire de masses, capable de diriger la classe dans la construction du socialisme en Chili, but étroitement lié à la révolution socialiste mondiale.

Ce front des P.C. et P.S. témoigne des conditions favorables pour cette grande tâche que les marxistes révolutionnaires se sont imposée, conditions qui découlent des défaites subies par l'impérialisme mondial, des acquis des révolutions coloniales, des progrès des luttes de masses en Amérique latine, des succès scientifiques de l'U.R.S.S. et du renforcement des Etats ouvriers. Comme les résolutions adoptées par le congrès d'unité socialiste et celles de la Convention Populaire qui a choisi Allende comme candidat de la classe travailleuse l'avaient déjà souligné, derrière ce front P.S.-P.C. bouillonnent au sein de l'avant-garde ouvrière les idées les plus avancées qui, pour la première fois, prennent corps dans de larges couches de cette avant-garde. En même temps s'est manifestée la crise profonde des directions stalinienne, socialiste et centriste, dont les vues opportunistes cherchent à se préserver des critiques chaque fois plus poussées de l'avant-garde prolétarienne. La mobilisation populaire soulevée

C.U.T. aux yeux des masses en tant que centrale ouvrière.

Cependant, il y a des conditions pour doter la C.U.T. d'une nouvelle direction et d'une nouvelle politique afin qu'elle puisse organiser une grande lutte générale pour imposer de telles revendications. Il faut donc dès maintenant exiger la convocation d'un congrès extraordinaire de la C.U.T. dont la discussion servira à la faire sortir de la crise qu'elle connaît.

Le soutien large et résolu de la candidature Allende de la part des travailleurs prouve que les masses, instinctivement, veulent aller au-delà des limites étroites fixées par l'actuelle direction de la C.U.T. ; elles veulent des changements radicaux, une attaque à fond contre le capitalisme et l'impérialisme. Mais la C.U.T. ne pourra parvenir à jouer le rôle de véritable organisateur de l'ensemble des masses travailleuses que si la base de la C.U.T. réussit à chasser de ses rangs les Bletat et Cie — qui représentent tout un passé rempli de capitulations — et à se débarrasser également des dirigeants imbus d'idées bourgeoises, qu'ils soient radicaux ou démocrates chrétiens, qui pèsent encore sur la direction de la C.U.T. et avec lesquels pactisent les dirigeants ouvriers.

par la candidature Allende et le front P.S.-P.C., loin de renforcer les actuelles directions de ces partis, provoqueront au sein de ceux-ci une crise qui favorisera les courants qui s'orientent vers le marxisme révolutionnaire et préconisent une politique et une méthode de classe.

Une expression de ce processus est constituée par les déclarations publiques qu'a faites Luis Reinoso, leader du M.R.A. (Mouvement de Résistance anti-impérialiste), groupe de militants communistes expulsés du P.C. en 1951 et qui, toujours fidèles au communisme, luttent pour se faire réintégrer dans le parti avec droit d'y défendre leurs points de vue. Reinoso condamne la politique et les méthodes bureaucratiques de l'actuelle direction du P.C., et appelle à lutter pour un congrès extraordinaire du parti, où doivent être réintégrés tous les militants qui ont été expulsés pour leurs vues tout autres que celles des dirigeants. Il se prononce pour le droit de tendance à l'intérieur du parti et continue à défendre le programme qu'il défendit en 1949, comportant la nationalisation, sans indemnisation, des mines tenues par l'impérialisme, l'expropriation, dans les mêmes conditions, des grands propriétaires fonciers et le partage des terres entre les paysans. Il condamne le caractère opportuniste du programme du P.C. et soutient les résolutions progressives adoptées par le congrès d'unité socialiste qui ont, a-t-il dit, ouvert la voie non seulement à la réalisation du front communiste-socialiste, mais aussi à la construction du parti marxiste-léniniste de masses.

Le front P.S.-P.C., tout en ayant un caractère nettement progressif comme la

candidature Allende, n'a pas un programme clair capable d'impulser la lutte pour trouver une *issue ouvrière* à la crise économique du pays, c'est-à-dire un programme de mesures anti-capitalistes et anti-impérialistes qui aillent dans la direction d'une solution de cette crise en faveur des intérêts réels des masses. La direction du P.C. comme celle du P.S. est surtout soucieuse de rassurer la bourgeoisie et l'impérialisme par des déclarations affirmant qu'Allende ne formera pas un gouvernement socialiste, mais un gouvernement « démocratique » comportant des ministres bourgeois. Corvalan, secrétaire général du P.C., s'est empressé de dire à la radio qu'on ne portera pas atteinte à l'ordre existant (c'est-à-dire au régime capitaliste) et qu'on se maintiendra dans les cadres démocratiques (autrement dit l'ordre bourgeois). De son côté, Allende n'exige pas la nationalisation des entreprises des impérialistes américains, mais préconise des solutions réformistes, dont la révision du « Nouveau traité », des gros impôts sur les entreprises, etc., mesures qui ne s'attaquent nullement au cœur de la question et qui rassureront l'impérialisme.

Les marxistes révolutionnaires sont et luttent pour que le mouvement allendiste et le front communiste-socialiste poussent à l'instauration d'un gouvernement P.C.-P.S. soutenu par les milliers de comités du F.R.A.P. qui luttent pour la victoire de la candidature Allende. Il faut développer et impulser ces comités populaires pour qu'ils deviennent de véritables organes de double pouvoir, constituer des milices ouvrières et populaires comme en Bolivie et maintenant au Pérou, milices qui doivent être à la base de la défense d'un tel gouvernement.

Seul un clair programme révolutionnaire sera capable d'impulser l'unité de toutes les couches exploitées sous la direction de la classe ouvrière et de rendre possible la victoire des masses. Ce programme doit apporter des solutions ouvrières à la catastrophe économique capitaliste du pays. Il doit comporter la nationalisation, sans indemnisation, des entreprises impérialistes et leur gestion ouvrière ; la nationalisation de la banque et du commerce extérieur ; la destruction des barrières douanières avec les pays voisins et l'intégration économique du Chili avec ceux-ci ; l'établissement d'un pool latino-américain des matières premières ; le libre commerce avec les Etats ou-

vriers, l'U.R.S.S. et la Chine y compris. Tous ces points du programme doivent être rattachés à la perspective du gouvernement ouvrier et paysan.

Pour cette issue révolutionnaire, les conditions sont plus favorables que jamais, vu l'affaiblissement croissant de l'impérialisme américain, comme cela a été révélé par la récente tournée de Nixon. La haine des masses chiliennes envers l'impérialisme américain est si enracinée, que si Nixon était venu au Chili il aurait eu des mésaventures plus grandes qu'il n'en a eues à Lima et à Caracas.

Au Chili, tout comme en Bolivie, en Argentine, au Pérou, au Venezuela, etc., des combats décisifs se préparent qui impulseront la révolution latino-américaine.

Toutes les conditions poussent à une issue de gauche, ouvrière, que les masses et l'avant-garde ouvrière veulent plus que jamais et qu'elles considèrent comme la seule solution possible à leurs problèmes. Les masses s'organisent et se regroupent derrière la candidature Allende pour livrer à fond bataille contre l'impérialisme et le capitalisme. Cette bataille, par son contenu et son amplification, sera de loin plus grande que celle qui porta Ibanez au pouvoir. La bourgeoisie et l'impérialisme en sont conscients, et c'est pourquoi ils se préparent à affronter cette bataille. Aussi les conditions sont meilleures que jamais pour une fusion plus grande du programme et des cadres trotskystes avec le mouvement révolutionnaire des masses, et pour avancer avec audace et décision sur la voie de la construction du Parti marxiste révolutionnaire de masses.

Le 15 mai 1958.

P.S. — Le 29 mai eut lieu place Bulnes à Santiago un meeting public de soutien de la candidature Allende qui réunit environ 80.000 personnes. Cette manifestation gigantesque dans laquelle prédominaient les ouvriers et les jeunes fut une preuve nouvelle de la combativité montante des masses chiliennes et de l'enthousiasme que suscite la candidature Allende, en tant qu'expression du Front unique ouvrier.

Allende lui-même a été amené au cours de cette manifestation à prononcer un discours particulièrement militant qui, sous une forme certes déformée, reflète le dynamisme prolétarien qui propulse sa candidature.

Vingt ans de la IV^e Internationale

1938 - 1958

(Histoire de ses idées et de ses luttes)

par Michel PABLO

III

De l'éclatement de la 2^e guerre (septembre 1939) à l'assassinat de Léon Trotsky (août 1940)

Au problème de la nature de classe de l'U.R.S.S. est évidemment lié celui de la nature de classe de la bureaucratie soviétique qui assume en U.R.S.S. le pouvoir politique. Nouvelle classe sociale ou caste sociale parasitaire et transitoire ? C'est là toute la question, et non seulement d'un point de vue purement terminologique.

Léon Trotsky s'est efforcé, lors de la lutte au sein du S.W.P., de la clarifier, d'un point de vue scientifique et politique. De nouveau il analysa la formation de la bureaucratie soviétique historiquement, constatant qu'il s'agit d'une couche sociale en évolution, n'ayant pas encore atteint des formes stables. Il posa la question en ces termes : « La bureaucratie représente-t-elle une excroissance temporaire d'un organisme social, ou cette excroissance s'est-elle déjà transformée en organe historiquement indispensable ? » (1).

Les convulsions, la crise permanente dans laquelle la bureaucratie soviétique maintient la société soviétique démontrent que cet organe, avant de se stabiliser et de devenir historiquement nécessaire, est entré en réalité en contradiction profonde avec les intérêts, les aspirations, les besoins de cette société. De ce point de vue, elle apparaît plutôt comme une excroissance parasitaire temporaire que comme une classe stable ayant une fonction historique à remplir.

Pour la nature de classe de l'U.R.S.S. en tant qu'Etat, comme pour la nature de classe de la bureaucratie soviétique, la réponse définitive ne peut venir qu'en se plaçant dans une perspective historique. Si le prolétariat se montrait à la longue incapable de reprendre dans ses mains le pouvoir politique en U.R.S.S. et si, dans les pays avancés, la révolution aboutissait également à l'abdication du pouvoir prolétarien au profit de celui de la bureaucratie, il faudrait conclure qu'au capitalisme succéderait internationalement un nouveau régime social d'exploitation, assumé par la classe (et non plus la caste) bureaucratique, telle qu'elle se forme actuellement en U.R.S.S. Cependant quelques dizaines d'années ne constituent pas une expérience historiquement concluante. D'autant plus qu'il n'y a toujours aucune raison valable de supposer que le prolétariat international a épuisé ses capacités révolutionnaires ou que le régime de la bureaucratie soviétique a pu atteindre une stabilisation durable.

Toute l'expérience de l'après-guerre est là pour démontrer le contraire, le monde dans son ensemble étant entré dans une phase de profondes transformations révolutionnaires les plus dynamiques et les plus radicales de toute l'histoire de l'humanité.

Comment, dans ces conditions, conclure déjà sur des processus en plein développement ?

Le point le plus controversé de cette analyse de classe de l'U.R.S.S. et de la bureaucratie soviétique fut en réalité — et dans un sens reste toujours — la défense inconditionnelle de l'U.R.S.S., c'est-à-dire la défense des structures sociales et économiques fondamentales de l'U.R.S.S. contre l'impérialisme et la réaction intérieure, indépendamment de telle ou telle politique du Kremlin, de la direction politique de la bureaucratie soviétique.

C'est là une position capitale de notre mouvement, qui nous a distingués de tous les autres courants du mouvement communiste et que nous avons maintenue inflexiblement à travers les pires difficultés.

(1) L. Trotsky, « L'U.R.S.S. dans la guerre ».

La défense inconditionnelle de l'U.R.S.S. n'est pas un mot d'ordre, mais une ligne politique subordonnée à la défense des intérêts de la révolution mondiale. La confusion qui existe sur cette question provient de la confusion sur les méthodes et les moyens de cette « défense ». Celle-ci ne signifie pas du tout un embellissement quelconque de la bureaucratie du Kremlin, ou un rapprochement avec elle, une acceptation de sa politique, ou une conciliation avec la politique de ses alliés bourgeois ou autres. Pour nous, « la défense de l'U.R.S.S. coïncide avec la préparation de la révolution mondiale. Sont permises seulement les méthodes qui n'entrent pas en conflit avec les intérêts de la révolution. La défense de l'U.R.S.S. est reliée à la révolution socialiste mondiale comme une tâche tactique est reliée à un but stratégique » (2).

La défense de l'U.R.S.S. — ainsi que celle actuellement des autres Etats ouvriers — prend un sens en cas d'attaque de la part de l'impérialisme ou des forces indigènes réactionnaires, ou de guerre impliquant des Etats ouvriers et des Etats capitalistes. Dans de tels cas, notre mouvement, indépendamment de telle ou telle politique du Kremlin, préconiserait et pratiquerait le défaitisme révolutionnaire dans le camp capitaliste, et serait pour une sorte de front unique avec la direction de l'Etat ouvrier contre l'impérialisme. En aucun cas nous ne saurions mettre un signe d'égalité entre un Etat capitaliste et un Etat ouvrier, ni adopter également une ligne « neutre » par rapport aux uns et aux autres, ni laisser à l'impérialisme la tâche de renverser la bureaucratie.

Naturellement, même dans un tel cas extrême, notre mouvement n'abandonnerait pas sa propagande révolutionnaire contre le régime politique de la bureaucratie, préparant son renversement, mais pour « l'étape prochaine » subordonnée aux intérêts de la lutte militaire commune immédiate contre l'impérialisme.

La complexité d'une telle ligne, qui reste à être définie concrètement dans chaque cas, provient de la nature complexe, contradictoire, dialectique de l'U.R.S.S. et de la bureaucratie. On ne saurait résoudre avec des formules simplistes des questions que l'histoire a rendue complexes, sans tomber du même coup dans le pragmatisme qui emporte insensiblement loin d'une ligne de classe correcte. L'expérience, aussi bien des « neutralistes » par rapport aux deux « camps » que des adeptes du « troisième camp », a clairement démontré, depuis, leur glissement pratique, objectif, dans un seul « camp », celui de l'impérialisme.

COMMENT TRAITER LES DIVERGENCES AU SEIN DU PARTI PROLETARIEN ?

La lutte que Léon Trotsky a menée contre la tendance révisionniste au sein du S.W.P. et de l'Internationale possède encore maintenant pour nous un autre aspect important : celui relatif à la manière de traiter les divergences surgissant au sein d'une section ou de l'Internationale. Il y a tout d'abord la nécessité de laisser aux tendances éventuelles la possibilité d'exprimer clairement, librement, par écrit, dans des documents, leurs positions politiques précises, sans caractéristiques hâtives de leur nature de classe éventuelle, sans restrictions ni menaces organisationnelles.

La lutte idéologique, si implacablement qu'elle doit être menée sur le plan strictement théorique et politique, doit en même temps aller parallèlement avec une « très prudente et très sage tactique organisationnelle » (3). Majorité et minorité doivent accepter la libre discussion politique et le verdict d'une organisation centraliste-démocratique.

Après plusieurs mois de discussion, Trotsky était arrivé à la conclusion que la tendance révisionniste au sein du S.W.P. avait de forts traits petits bourgeois. Mais il s'est empressé d'ajouter que ces traits n'étaient pas les uniques traits de cette tendance, ni qu'ils étaient définitivement cristallisés. Dans une autre conjoncture, cette tendance pourrait mettre en avant éventuellement d'autres traits. Il n'y a pas de prédestination fatale dans les luttes politiques qui se déroulent dans un contexte social et politique mouvant, et où l'intervention du facteur subjectif, la maturité, l'effort, le tact de la tendance réellement marxiste révolutionnaire peuvent beaucoup influencer sur le résultat final.

L. Trotsky s'est posé la question de savoir si le caractère petit bourgeois dominant à l'époque de la tendance révisionniste excluait la cohabitation dans la même organisation avec la tendance prolétarienne. Il a répondu à cette question par la négative, et il a même envisagé la possibilité que la tendance prolétarienne soit minoritaire et qu'elle reste disciplinée au sein d'une organisation dirigée par la tendance révisionniste. Il prévoyait naturellement qu'une telle éventualité n'aurait de toute façon qu'un caractère provisoire, qui permettrait une meilleure clarification politique.

Afin d'éviter la scission, L. Trotsky est même allé jusqu'à accepter que soient édités des documents de la discussion intérieure, pour le public en général. La souplesse organisationnelle de L. Trotsky n'a pas cependant suffi à contrebalancer les forces centrifuges qui précipitaient la tendance révisionniste en dehors de la IV^e Internationale.

La conférence nationale du S.W.P. du 5 au 9 avril 1940, après une discussion intérieure

(2) Ib.

(3) Lettre de L. Trotsky à John G. Wright, du 19-12-1939.

ample et démocratique de plusieurs mois et la parution de 13 Bulletins intérieurs, s'est terminée par la scission effective, la tendance révisionniste rejetant catégoriquement le fonctionnement centraliste-démocratique de l'organisation.

L. Trotsky a tiré les conclusions politiques finales de la scission intervenue dans le S.W.P., dans son article du 23 avril 1940 intitulé «Moralistes petits bourgeois et parti prolétarien». Il y constatait que la minorité révisionniste, malgré les concessions organisationnelles importantes que lui accorda la majorité, voulait faire éclater le cadre centraliste-démocratique qui caractérise toute organisation prolétarienne révolutionnaire. La minorité, «aristocratie» intellectuelle, se sentait infériorisée dans une organisation prolétarienne qu'elle ne dirigerait pas. Mais le fond de cette attitude capricieuse, indisciplinée, irresponsable, se trouvait évidemment ailleurs.

«La minorité petite bourgeoise du S.W.P., écrivait L. Trotsky, s'est séparée de la majorité prolétarienne sur la base d'une lutte contre le marxisme révolutionnaire». Burnham proclamait que le matérialisme dialectique était incompatible avec sa «science» rongée des mites.

Shachtman proclamait que le marxisme révolutionnaire était inactuel du point de vue des «tâches pratiques». La minorité s'était groupée sous le drapeau du «troisième camp».

«Qu'est-ce que cet animal?», demandait avec ironie L. Trotsky. «Il y a le camp du capitalisme; il y a le camp du prolétariat. Mais peut-être il y a un «troisième camp» sanctuaire petit bourgeois?». «Ouvriers d'avant-garde, concluait L. Trotsky, n'ayez pas un centime de confiance au «troisième front» de la petite bourgeoisie!»

Un mois à peine après la scission, James Burnham, co-leader avec Max Shachtman de la tendance révisionniste, abandonnait également celle-ci, ses idées ayant déjà évolué vers celles contenues dans son livre bien connu *The Managerial Revolution* qui paraissait quelques mois plus tard.

Shachtman à son tour adoptait bientôt la thèse de J. Burnham sur l'U.R.S.S. en tant qu'Etat «collectiviste-bureaucratique», ni capitaliste, ni prolétarien, et abandonnait naturellement la défense inconditionnelle de cet Etat, déjà entré en guerre.

La scission dans le S.W.P. fut suivie d'une scission, quoique très restreinte, au sein de l'Internationale, où une série d'éléments comme Lebrun, Johnson, Trent et Anton, qui s'égeaient au Comité Exécutif International, avaient en réalité entériné les positions politiques et organisationnelles de Shachtman.

L'ASSASSINAT DE LEON TROTSKY.

La lutte à peine close au sein du S.W.P. et de l'Internationale, une date fatidique s'approchait: celle de l'assassinat de L. Trotsky par les agents de Staline. «A partir des procès de Moscou, comme l'a écrit avec justesse Victor Serge, l'assassinat de L. Trotsky devient et une nécessité politique et une nécessité logique. Il ne sert à rien de fusiller des dizaines de milliers d'hommes si la tête la plus haute de la génération révolutionnaire, celle qu'il sera impossible de radier de l'histoire, survit en liberté. Et il est évident que contre Trotsky, dénoncé comme le personnage le plus diabolique de l'histoire, tout est permis aux yeux du monde russe intoxiqué par les procès d'imposture.»

C'est cependant à partir de la déclaration de la 2^e guerre mondiale et de la perspective d'implication de l'U.R.S.S. dans le conflit, que l'organisation de l'assassinat de L. Trotsky s'accéléra. La campagne forcenée du Parti communiste mexicain contre la présence de Trotsky au Mexique prépare le terrain. En mars 1940, la direction du P.C. mexicain conduite par Hernan Laborde est épurée par le Guépéou, accusée d'être «protrotskyiste», et la campagne contre le droit d'asile et contre Lazare Cardenas, président du Mexique, «protecteur» de L. Trotsky, redouble de violence.

Au mois de mai 1940, la maison fortifiée de Trotsky, à Cooacan, dans la banlieue de la capitale, reçoit l'assaut de vingt staliniens armés de mitraillettes, qui avaient réussi à ligoter les policiers gardiens de la maison et à enlever le garde de corps de Trotsky, le camarade Robert Sheldon Harte, jeune militant américain du S.W.P. (4).

«On avait tiré sur nous, raconte la camarade Natalie Trotsky, dans la chambre à coucher, soixante balles en un feu croisé dirigé de quatre directions différentes. Cet excès de mitraillade, précisément nous sauva. Les tueurs ne doutaient pas de nous atteindre par ces saives combinées, et ils craignaient de s'entretuer» (5).

La police mexicaine mettait bientôt la main sur plusieurs des organisateurs et exécutants de l'attentat, tous membres et sympathisants du Parti communiste mexicain. Mais les principaux responsables, agents étrangers du Guépéou, restaient dans l'ombre.

L. Trotsky développa une grande activité pour dénoncer le rôle de Staline dans l'attentat

(4) Soupçonné d'avoir trahi Trotsky, Sheldon Harte fut trouvé mort le 25 juin 1940, tué pendant son sommeil, et enterré dans une maisonnette isolée dans la montagne, à Talmincalco, au Desierto de los Leones, louée par les beaux-frères du peintre David Alfaro Siqueiros, Leopoldo et Luis Arsenal.

(5) «Vie et mort de L. Trotsky», par Victor Serge.

et pour démasquer devant l'opinion publique internationale la manière dont le Guépéou fonctionnait au sein de chaque Parti communiste, préparait et présentait ses crimes. Il était d'autre part persuadé qu'il y aurait bientôt une nouvelle tentative pour l'assassiner, Staline ayant décidé sa mort.

Dans son article du 8 juin 1940 intitulé *Staline recherche ma mort*, il écrivait avec une froide lucidité: «L'échec accidentel de l'attaque (du 24 mai) préparé avec tant de soin et de capacité est un coup sérieux à Staline. Le Guépéou doit se réhabiliter auprès de Staline. Staline doit démontrer sa puissance. Une répétition de la tentative est inévitable».

Son extermination physique était en réalité devenue depuis très longtemps déjà une nécessité impérieuse pour Staline. Trotsky se savait condamné et destiné à mourir d'un jour à l'autre, les moyens immenses dont disposait Staline devant s'avérer en définitive plus puissants que n'importe quelle mesure de protection prise par lui et ses amis. Raisonnant avec sa sérénité habituelle, il concluait dans ce même article: «Je puis dire par conséquent que je vis sur cette terre non pas conformément à la règle, mais comme exception à la règle».

Le nouvel attentat, cette fois-ci fatal, se produisit dans la journée du 20 août 1940. Léon Trotsky se leva ce jour là d'excellente humeur, raconte Natalie Trotsky. «Une double dose de barbiturique lui avait assuré un sommeil bienfaisant. Depuis de longs jours il ne s'était pas senti si alerte. «Ah, je vais bien travailler», dit-il.»

Vers 5 heures de l'après-midi, il recevait dans son cabinet de travail le nommé Jacson Mornard, soi-disant un Belge, fils d'un diplomate, qui avait été introduit dans le milieu de quelques amis intimes de Trotsky par Sylvia Agelov, membre de l'organisation trotskyste américaine. Jacson Mornard, qui avait su gagner l'attachement d'Agelov et les sympathies unanimes d'autres familiers de Trotsky, venait soi-disant lui présenter un article. Natalie Trotsky raconte ainsi ce qui s'est passé ensuite:

«Trois ou quatre minutes s'écoulèrent. J'étais dans la chambre voisine (du bureau de L. Trotsky). Un cri terrible monta... Léon Davidovitch apparut, s'appuyant au chambranle de la porte, le visage ensanglanté, sans ses lorgnons, les yeux très bleus, les mains tombées. «Qu'y a-t-il? Qu'y a-t-il?, je le serrai dans mes bras sans comprendre. Il me répondit calmement «Jacson», comme il eut proféré «Tout est accompli.»

Jacson Mornard l'avait frappé sur la tête à l'aide d'un piolet de montagne dissimulé sous sa gabardine. L'assassin avait tenté de frapper une seconde fois, mais Léon Davidovitch s'était jeté sur lui. Entre temps les gardes de corps de Trotsky, les camarades Charlie Cornell, Joe Hansen et Harold Robins, accourus, avaient rudement maîtrisé l'assassin qui criait: «Ils m'ont obligé à frapper!... Ils tiennent ma mère!... Ils ont emprisonné ma mère!...»

Malgré l'intervention rapide des médecins et la résistance extraordinaire de son organisme, Léon Trotsky mourut calmement le 21 août 1940, à 7 h. 25 du soir. Il avait soixante ans. Avant de subir la trépanation, il appela près de lui Joe Hansen et lui dicta quelques mots en guise de testament politique. Les voici: «Dites, je vous prie, à mes amis que je ne doute pas de la victoire de la IV^e Internationale. Allez de l'avant!».

Le gouvernement mexicain prit les obsèques à sa charge. Pendant cinq jours le corps, veillé par des militants, fut exposé au public dans un hall de la rue de Tacuba; cent mille personnes environ, simples ouvriers et paysans mexicains pour la plupart, rendirent un hommage silencieux à la vie héroïque et exaltante du révolutionnaire.

«Jacson Mornard» fut vite identifié comme un faux nom cachant un authentique agent du Guépéou. On connaît encore mal tous les détails de l'organisation de l'attentat, les personnages internationaux qui y ont contribué, même l'identité exacte de l'assassin. D'après les révélations du général Sanchez Salazar, ancien chef du Service secret mexicain, qui mena l'enquête sur l'assassinat, «Jacson Mornard» s'appellerait en réalité Mercader, serait d'origine catalane, sa mère ayant vécu en France et en Belgique, étant passée au service du Guépéou durant la guerre civile espagnole.

La mort de Léon Trotsky est intervenue dans un moment où la situation internationale était dominée par les victoires retentissantes d'Hitler en Europe. La campagne de France venait de se terminer victorieusement pour les Nazis, et on s'attendait au tour de l'Angleterre. L'Italie, spéculant sur la fin éventuelle proche de la guerre, se décidait à participer dans le conflit. Hitler paraissait à l'apogée de sa puissance.

Dans ces conditions, le crime de Staline ne fut pas relevé avec force ni dans les pays à régime fasciste, qui ménageaient encore Staline, ni dans les pays «démocratiques», qui spéculaient sur l'éventuelle rupture entre Staline et Hitler.

Seuls les militants révolutionnaires d'avant-garde avaient douloureusement ressenti le coup terrible. La tête la plus puissante de la révolution mondiale venait d'être fracassée par la réaction thermidorienne. La pensée contemporaine marxiste la plus riche, la plus vivante, le caractère révolutionnaire le plus indomptable, stimulant exemple pour tous, venait de disparaître. Désormais il nous fallait trouver le chemin seuls, il fallait poursuivre la lutte en forgeant dans l'action les intelligences et les caractères qui maintiendraient haut le drapeau de la IV^e Internationale.

En dépit de tout, il fallait effectivement aller de l'avant!

(à suivre)

P. RICHARDS

La troisième exécution de la Commune Hongroise

Ce n'était pas par hasard que, après la victoire de la Révolution d'Octobre en Russie, la Commune triompha dans le premier pays européen en Hongrie. Les Soviets à Budapest qui se créèrent à peine plus d'un an après la Révolution russe n'en étaient pas seulement un écho, mais en même temps l'annonce d'une grande vague révolutionnaire en Europe. Le mérite en revenait avant tout à la classe ouvrière hongroise qui s'était déjà éduquée autrefois dans de puissants mouvements de grève, et en jouant le rôle dirigeant dans de grands soulèvements populaires pour la liberté nationale de la Hongrie, dans la lutte contre les magnats et les capitalistes. L'énorme volonté de libération du prolétariat hongrois se montra déjà, il y a près de 40 ans, dans la victoire de la révolution prolétarienne en Hongrie.

Ce succès était à attribuer dans une mesure pas du tout minime aux merveilleux cadres du Parti socialiste (puis communiste) hongrois. Lénine et les dirigeants du Parti bolchevik parlaient de ces mérites avec une grande admiration.

Lorsque la Révolution hongroise fut écrasée par l'intervention des armées des pays voisins (avant toute la Roumanie et la Tchécoslovaquie), l'Union soviétique ouvrit ses portes aux réfugiés de la révolution qui réussirent à échapper à la sauvage terreur blanche. Au cours des années 1920 on pouvait voir à Moscou et dans d'autres villes de l'Union soviétique beaucoup d'émigrés politiques hongrois qui, en commun avec le prolétariat russe, se sacrifiaient totalement pour consolider le pouvoir ouvrier et participer aux débuts de la construction socialiste. Ils étaient exceptionnellement actifs et occupaient des positions importantes, entre autre aussi dans l'Armée rouge. La construction d'un véritable, d'un beau socialisme en Union soviétique — tel était l'idéal qui les animait et qui, pour eux, ne signifiait pas seulement le prolongement de leur activité révolutionnaire en Hongrie mais aussi une importante préparation à la lutte pour le socialisme dans leur propre pays.

Jamais un révolutionnaire, un communiste hongrois n'aurait pu penser que dans l'Union soviétique — qui était pour lui la substance de la solidarité ouvrière et d'une véritable camaraderie — quelque chose de mauvais pouvait lui arriver comme réfugié politique.

Et cependant il en advint autrement.

Déjà aux premières étapes des luttes dans le parti, qui commencèrent dans les années 1920, les lois élémentaires de l'hospitalité et du droit d'asile furent violées grossièrement. La clique dirigée par Staline, et stimulée par l'égoïsme et le désir de pouvoir, trouva que parmi les émigrés politiques hongrois (ainsi d'ailleurs que surtout chez les Polonais et les Italiens) il y avait trop de trotskystes — et plus tard de partisans de l'opposition de Lénine.

Déjà dans les années 1920 commencèrent les chicanes et les représailles contre les Hongrois en Union soviétique : ces prolétaires de la « vieille école » voulaient la démocratie ouvrière, ils voulaient la liberté de pensée — avant tout dans le parti, ils protestaient contre l'abaissement continu du niveau de vie des masses ouvrières d'une part, contre la corruption et l'arbitraire d'autre part.

Les tentatives de Staline pour stimuler le ton chauvin grand-russe et pour pousser la politique étrangère de l'Union soviétique vers des canaux impérialistes provoquèrent l'indignation parmi les communistes hongrois, et notamment parmi les meilleurs d'entre eux.

Déjà au début des années 1930 un grand nombre des émigrés politiques hongrois actifs s'étaient vus relevés de leurs postes, envoyés dans des régions lointaines ; les arrestations et les condamnations secrètes du collège du Guépéou qui existait encore commencèrent ; ni les camarades en question ni les parents les plus proches de ceux qui étaient arrêtés ne savaient pourquoi et à quelles peines ils étaient condamnés, et pas même ce dont ils étaient accusés.

Au milieu des années 1930, lorsque les représailles contre la vieille garde bolchevique prirent un caractère de masse, la persécution des émigrés politiques, notamment des Polonais et des Hongrois, devint générale. Puisque les vétérans de la Révolution d'Octobre eux-mêmes étaient sacrifiés à un régime devenant de plus en plus cruel, pourquoi prendrait-on en considération les survivants de la Commune hongroise ? Ce qui était vraiment le plus tragique à ce sujet, c'était qu'à cette époque le régime fasciste en Europe, notamment Hitler, développait complètement son activité oppressive : le prolétariat européen et pour ainsi dire les meilleurs, les plus formés de ses représentants, ne pouvaient pas croire que Staline utilisait précisément ce moment pour liquider de manière sanglante les victimes de la réaction et du fascisme qui se trouvaient dans les limites de l'Union soviétique.

Et un blocage de frontière raffiné, calculé pour ne pas permettre qu'un mot sur les crimes commis soit connu à l'étranger, acheva de désorienter les masses dans le monde entier.

Lorsque, en 1937-1938, les mesures de police pour assurer ce que dans les documents officiels d'aujourd'hui on appelle le culte de la personnalité de Staline, mais qui était en fait l'autocratie de celui-ci, atteignit son stade le plus élevé, la série des poursuites contre les émigrés politiques fut couronnée par deux crimes énormes : l'un fut la dissolution du Parti communiste polonais et l'exécution de ses dirigeants, le second l'arrestation et la liquidation physique des communistes hongrois, avec à leur tête le Président du premier gouvernement soviétique, Bela Kun.

Tout cela eut lieu sur ordre personnel de J.V. Staline et fut réalisé — bien avant que Beria n'apparut à Moscou — par N. Jezov, une personne tout à fait insignifiante qui exécutait effectivement les ordres donnés par Staline au nom du C.C. du P.C. de l'U.R.S.S.

Dans la presse ne paraissaient que des rapports contenant des injures et des calomnies. Sur Bela Kun, il était dit que « ses mains étaient tachées de sang ouvrier ». Lui-même essaya jusqu'au dernier moment, au siège du Comité exécutif de l'Internationale communiste, dont il était membre jusqu'au moment de son arrestation, d'en appeler à Staline — car cela était le seul et, comme il s'avéra, le vain espoir de l'homme pourchassé littéralement depuis des mois par tous les chiens. C'est seulement dans sa cellule de prison, où il était malade et impuissant, dans la saleté et la puanteur, au milieu d'un public toujours changeant de prisonniers, attendant sa dernière minute, que Bela Kun exprima l'opinion que s'il était tombé dans les mains de Horthy ou de Goemboes, ils l'auraient certainement également tué, mais bien moins cruellement que ne le fit Staline.

Aujourd'hui, il est établi par les autorités judiciaires soviétiques, déclaré solennellement par les autorités du parti et publié officiellement dans toute la presse soviétique que, dans les cas du Parti polonais, et de nombreux milliers d'émigrés politiques, de Bela Kun et des autres dirigeants de la première Commune hongroise, il s'agissait de provocation, de banditisme, de terreur (blanche, contre-révolutionnaire) qui ne fut pas exercée par eux, mais contre eux par Staline et ses sbires !

Il fallut plus de 20 ans pour que la vérité sur le crime commis contre Bela Kun et les communistes hongrois de la « première » génération vint au jour. Mais, entre temps, Staline avait poursuivi son œuvre de destruction contre les communistes hongrois : il fit envoyer Laszlo Rajk et avec lui, avant et après lui, beaucoup d'autres communistes hongrois, à la potence. Quel qu'ait été le rôle de Rakosi et de son groupe dans ces procès et exécutions honteuses, ils étaient — comme cela a été établi — ainsi que Jezov autrefois, seulement des instruments du moment dans la réalisation des ordres de J.V. Staline.

Les autorités de l'Etat et du parti, la presse officielle de l'Union soviétique et des démocraties populaires ont entre temps déclaré que, là encore, il s'agissait de provocations contre-révolutionnaires. Ce fut la deuxième exécution de la Commune hongroise.

Il est logique et cela montre l'inexorabilité des lois historiques que, plus de 5 ans après la mort de Staline, ait lieu pour la troisième fois l'exécution de la Commune hongroise en la personne d'Imre Nagy et de ses camarades. Comme la mémoire de Staline n'a pas été stigmatisée par la publication de la vérité sur ses tristes crimes, que les gens de sa suite et ses séides, ses élèves et ses policiers sont restés comme autrefois à leurs postes, ils poursuivent dans des conditions semblables la même pratique.

Et seule une véritable renaissance du mouvement ouvrier dans le monde entier peut mettre un terme à leur œuvre.

Léon TROTSKY

Les notes de Friedrich ENGELS sur la guerre de 1870-1871

Nous publions ci-dessous la préface écrite par Léon Trotsky pour la première édition en russe des articles de F. Engels sur la guerre franco-allemande de 1870-1871 (qui ont été publiés en France par l'éditeur Costes).

Ce texte de Trotsky paraît en français pour la première fois.

Le livre de Frédéric Engels est constitué dans sa majeure partie par une chronique analytique de la guerre franco-allemande de 1870-1871. Ce sont des articles qui furent publiés dans le journal anglais « Pall Mall » pendant le déroulement de la guerre. Il s'ensuit déjà que le lecteur ne doit pas s'attendre à trouver dans ces notes une sorte de monographie sur la guerre ou un quelconque exposé systématique de la théorie de l'art militaire. Non, la tâche d'Engels consistait à partir de l'estimation générale des forces et des moyens des deux adversaires et à suivre au jour le jour le mode d'emploi de ces forces et moyens, afin d'aider le lecteur à s'orienter dans le déroulement des opérations militaires et même de soulever un peu, de temps à autre, ce qu'on appelle le voile de l'avenir. Les articles militaires de cette sorte emplissent au moins les deux tiers du livre. Le dernier tiers consiste en notes consacrées aux divers domaines spécialisés du métier de la guerre, toujours en rapport étroit avec le déroulement de la guerre franco-allemande : « Comment combattre les Prussiens », « Analyse raisonnée du système de l'armée prussienne », « Saragosse-Paris », « L'apologie de l'Empereur », entre autres. Il est évident que l'on ne peut lire et étudier un livre de ce genre comme les autres œuvres purement théoriques d'Engels. Pour comprendre entièrement les idées et estimations de caractère concret, positif, contenues dans ce livre, il faut suivre pas à pas toutes les opérations de la guerre franco-allemande sur la carte et avec cela, tenir compte aussi des considérations de la littérature d'histoire militaire la plus récente. Un tel travail de critique scientifique ne peut évidemment être la tâche du lecteur moyen : il exige des notions militaires préliminaires, beaucoup de temps et un intérêt particulier pour ce domaine. Mais un tel intérêt serait-il justifié ? Nous sommes d'avis que si. Il se justifie avant tout du point de vue de l'appréciation correcte du niveau militaire et de la perspicacité militaire d'Engels lui-même. Une étude approfondie du texte extrêmement mince d'Engels, la comparaison de ses jugements et pronostics avec les jugements et pronostics contemporains des auteurs militaires de l'époque serait certainement très intéressante. Ce serait non seulement une contribution importante à la biographie d'Engels — encore que sa biographie soit un chapitre important dans l'histoire du socialisme — mais aussi une illustration particulièrement frappante du problème des rapports réciproques entre le marxisme et le métier de la guerre.

De marxisme ou de dialectique, Engels ne souffle mot dans tous ces articles ; cela n'a rien d'étonnant, vu qu'il écrivait anonymement pour un journal archi-bourgeois et cela à une époque où le nom de Marx était encore peu connu. Mais ces causes extérieures n'amenèrent pas seules Engels à s'abstenir de toute argumentation de théorie générale. Nous pouvons être persuadés que même si Engels avait eu alors la possibilité de traiter des péripéties de la guerre dans un journal marxiste-révolutionnaire — avec une liberté largement plus grande dans l'expression de ses sympathies et antipathies politiques — il aurait cependant abordé à peine différemment l'analyse et l'appréciation du déroulement de la guerre qu'il ne l'a fait dans la « Pall Mall Gazette ». Engels n'introduisit pas de l'extérieur une doctrine abstraite dans le domaine de la science militaire et n'érigea point des recettes tactiques par lui découvertes en critères universels. En dépit de toute la brièveté de l'exposé nous voyons tout

de même avec quel soin l'auteur examine tous les éléments du métier militaire, depuis l'étendue du territoire et le chiffre de population des pays concernés jusqu'à des recherches biographiques sur le passé du général Trochu dans le but de mieux connaître les méthodes et les habitudes de celui-ci. On sent derrière ces notes un travail énorme, passé et en cours. Engels, qui était non seulement un profond penseur mais aussi un excellent écrivain, ne servait pas au lecteur des matériaux bruts. Cela pourrait donner l'impression de superficiel pour certaines de ses remarques et généralisations. En réalité, il n'en est rien. L'élaboration critique à laquelle il a soumis les matériaux empiriques est extrêmement poussée. Cela ressort déjà du fait que le développement ultérieur des péripéties de la guerre a confirmé de façon répétée les pronostics d'Engels. Il n'y a pas lieu de douter qu'une étude approfondie dans le sens indiqué de ce travail d'Engels de la part de nos jeunes théoriciens de la guerre montrerait encore davantage avec quel sérieux Engels traitait la conduite de la guerre en tant que telle.

Mais aussi chez ceux qui précisément liront et n'étudieront pas le livre — et ce sera la majorité, y compris chez les militaires — l'œuvre d'Engels suscitera un grand intérêt, non pas à cause de son exposé analytique des diverses opérations militaires, mais par l'appréciation générale du déroulement de la guerre et par les jugements dans divers domaines militaires, abordés de façon éparse en beaucoup d'endroits de sa chronique de guerre et en partie, comme nous l'avons déjà dit, aussi dans des articles entiers. La vieille idée des Pythagoriciens, que le monde serait régi par le nombre — au sens réaliste et non mystique de ce terme — peut être particulièrement bien appliquée à la guerre. Avant tout — le nombre des bataillons. Ensuite le nombre de fusils, le nombre de canons s'exprime quantitativement par la portée des armes à feu, par leur précision. Les qualités morales des soldats s'expriment dans la capacité d'endurer de longues marches, de tenir un temps prolongé sous le feu ennemi, etc. Cependant, plus on va dans ce domaine, plus le problème se complique. Le nombre et le caractère de l'équipement dépendent de l'état des forces productives du pays. La composition de l'armée et de son commandement est conditionnée par la structure sociale de la société. Le service administratif d'intendance dépend de l'appareil étatique général qui est déterminé par la nature de la classe dominante. Le moral de l'armée dépend du rapport réciproque des classes, de la capacité de la classe dirigeante de faire des tâches de la guerre des buts subjectifs de l'armée. Le degré de capacité et de talent du commandement dépend, pour sa part, du rôle historique de la classe dirigeante, de sa capacité de concentrer sur ses objectifs les meilleures forces créatrices du pays, ce qui, à nouveau, différera, selon que la classe dominante joue un rôle historique progressif ou qu'elle se survit et lutte simplement pour son existence. Seuls les rapports fondamentaux ont été évoqués ici, et encore schématiquement. En réalité, la dépendance des différents domaines de la conduite de la guerre entre eux et de tous ces domaines dans leur ensemble à l'égard des divers aspects de l'ordre social est bien plus complexe et plus ramifiée. Sur le champ de bataille tout cela se résume, en fin de compte, dans le nombre des simples soldats, des commandants, des morts et blessés, prisonniers et déserteurs, dans les dimensions du territoire conquis et dans le nombre des trophées. Mais comment peut-on prévoir le résultat final ? S'il était possible de relever et de déterminer à l'avance tous les éléments d'une bataille et d'une guerre avec précision, alors il n'y aurait même pas de guerre, car personne n'aurait l'idée d'aller au-devant d'une défaite établie d'avance. Mais il ne peut être question d'une telle prévision exacte de tous les facteurs. Seuls les éléments matériels les plus immédiats de la guerre sont susceptibles d'une expression chiffrée. Pour autant qu'il s'agit, cependant, de la dépendance des éléments matériels de l'armée à l'égard de l'économie du pays dans son ensemble, une évaluation et, par conséquent, les prévisions également, auront une valeur déjà bien plus limitée. Cela s'applique particulièrement à ce que l'on appelle les facteurs moraux : de l'équilibre politique dans le pays, de l'endurance de l'armée, de l'attitude des arrières, du travail coordonné de l'appareil d'Etat, du talent des commandants, etc. La place dit qu'un cerveau qui serait en état d'embrasser tous les processus se déroulant dans l'univers, pourrait infailliblement prédire tout ce qui se produira à l'avenir. Cela découle incontestablement du principe du déterminisme : point de phénomène sans cause. Mais, comme l'on sait, il n'y a pas de pareil cerveau, ni individuel ni collectif. C'est pourquoi il est possible que même les hommes les mieux informés et les plus géniaux se trompent très souvent dans leurs prévisions. Mais il est clair que l'on approche d'autant plus la précision juste, que l'on connaît mieux les éléments du processus, que la capacité est plus grande de les articuler, de les évaluer et de les combiner, que l'expérience scientifique créatrice est plus grande, l'horizon plus vaste.

Dans sa chronique militaire, si modeste dans son objet, Engels reste toujours lui-même : il apporte dans son travail le regard pénétrant d'un homme capable de combiner analyse et synthèse dans l'art militaire et qui a passé par la grande école de théorie sociale de Marx-Engels et l'école pratique de la Révolution de 1848 et de la Première Internationale.

« Comparons les forces, dit Engels, que les deux parties peuvent mettre en ligne pour leur extermination réciproque et, pour simplifier les choses, ne nous occupons que de

l'infanterie, car c'est elle qui décide de l'issue de la bataille; des différences sans importance dans la force numérique de la cavalerie et de l'artillerie, y compris les mitrailleuses et tous autres engins faisant des merveilles, ne compteront pas beaucoup.»

Ceci, qui était grosso modo juste pour la France et l'Allemagne en 1870, ne le serait incontestablement plus pour notre époque. A présent, il est impossible de ne déterminer le rapport des forces militaires que d'après le nombre des bataillons. Sans doute, aujourd'hui encore l'infanterie reste le facteur principal dans les batailles. Mais le rôle du coefficient technique dans l'infanterie a crû considérablement, et cela dans une mesure inégale suivant les armées: nous n'avons pas seulement en vue les mitrailleuses, qui étaient encore des «miracle working» en 1870; pas seulement l'artillerie, fortement accrue en nombre et en importance, mais aussi des ressources tout à fait nouvelles: l'automobile, tant pour des fins militaires que pour les transports en général, l'aviation et la chimie de guerre. Sans tenir compte de ces «coefficients», une statistique qui ne concernerait que le nombre des bataillons, serait aujourd'hui complètement irréaliste.

Sur la base de ses calculs, Engels aboutit à la conclusion: l'Allemagne dispose d'un nombre de loin plus grand de soldats formés que la France, et la supériorité des Allemands apparaîtra de plus en plus avec le temps — à moins que dès le début Louis Napoléon ne devance l'ennemi et ne lui inflige des coups décisifs, avant que ce dernier ne puisse utiliser sa supériorité potentielle.

Ainsi Engels aboutit déjà à la stratégie, à ce domaine indépendant le plus élevé de l'art militaire, qui est cependant en rapport, à travers un système compliqué de leviers et de courroies de transmission, avec la politique, l'économie, la culture et l'administration. Concernant la stratégie, Engels tient pour indispensable de faire dès le début les réserves réalistes inévitables.

«Il faut garder à l'esprit qu'on ne peut atteindre un succès décisif d'un plan stratégique à lui seul. Tels ou tels empêchements inattendus peuvent toujours intervenir: un contingent de troupes n'arrive pas à temps, au moment où l'on en a le plus besoin; ou bien l'adversaire fait une manœuvre imprévue, ou encore il prend des mesures de sécurité imprévues; et enfin inversement: une résistance tenace des troupes ou l'initiative heureuse d'un général peuvent, le cas échéant, préserver une armée vaincue des pires conséquences de sa défaite — c'est-à-dire de la perte de la liaison avec sa base.»

Cela est indubitablement exact. Contre une telle conception réaliste de la stratégie, tout au plus feu Pfuël ou l'un de ses admirateurs attardés pourraient trouver des objections: prise en considération de l'essentiel dans tout le plan de guerre, et cela de la façon la plus complète que les circonstances permettent; considération des éléments qui ne peuvent être déterminés à l'avance; formulation des ordres d'une façon suffisamment souple pour qu'ils puissent s'adapter à chaque situation et à ses variantes imprévues; et le principal — détermination à temps de toute modification fondamentale dans la situation et modification correspondante du plan, voire sa refonte totale — c'est précisément en cela que réside le véritable art de la conduite de la guerre. Si l'on pouvait conférer au plan stratégique un caractère définitif, tenir compte à l'avance de l'état du temps, des estomacs et des jambes des soldats et des intentions de l'adversaire, alors un automate connaissant les quatre opérations pourrait être un capitaine victorieux. Par bonheur ou par malheur, il n'en est rien. Le plan de guerre n'a nullement un caractère absolu, et l'existence du plan le meilleur est encore loin, comme Engels l'indique à juste titre, de garantir la victoire. Par contre, toute faillite du plan rend la perte inéluctable. Tout commandant méritant passablement d'être pris au sérieux, qui pour cette raison rejeterait tout plan, devrait être soit utilisé, soit interné dans une maison d'aliénés.

Qu'en est-il donc du plan stratégique de Napoléon III? Nous savons déjà que l'énorme supériorité potentielle de l'Allemagne résidait dans sa prépondérance en quantité de matériel humain formé. Comme le relève Engels, la tâche de Bonaparte consistait à rendre impossible à l'ennemi, grâce à des opérations rapides et décidées, de tirer profit de cette supériorité. On pourrait croire que la tradition napoléonienne aurait dû précisément jouer en faveur d'une telle démarche. Mais malheureusement, la réalisation de plans de guerre aussi audacieux dépend aussi, toutes choses égales par ailleurs, du travail exact de l'intendance; or, tout le régime du Second Empire, avec sa bureaucratie effrénée et incapable, n'était en aucune manière apte à assurer les soins et l'entretien des troupes. D'où les frictions et les pertes de temps dès les tout premiers jours de la guerre, l'abandon général, l'impossibilité d'appliquer un plan quelconque et, en conséquence de cela, l'effondrement.

En certains endroits, Engels évoque en passant l'effet néfaste que peut avoir l'irruption de la «politique» dans le déroulement des opérations militaires. A première vue, cette remarque semble en opposition avec la conception selon laquelle la guerre n'est tout compte fait rien d'autre qu'une continuation de la politique. En réalité, il n'y a pas ici de contradiction. La guerre prolonge la politique, mais avec des moyens et des méthodes

propres. Lorsque la politique, pour la solution de ses tâches fondamentales, est contrainte de recourir à l'aide de la guerre, cette même politique ne doit pas déranger le déroulement des opérations de guerre pour ses tâches secondaires. Si Bonaparte effectua des actions manifestement inopportunes du point de vue militaire pour, selon l'avis d'Engels, influencer favorablement l'«opinion publique» avec des succès éphémères, il fallait voir là incontestablement une irruption inadmissible de la politique dans la conduite de la guerre, rendant celle-ci incapable de dominer les tâches fondamentales posées par la politique. Dans la mesure où dans la lutte pour la conservation de son régime, Bonaparte se vit obligé d'admettre une telle intervention de la politique, la condamnation manifeste du régime par lui-même était déjà impliquée, qui devait rendre inéluctable le prochain effondrement.

Quand le pays vaincu, après la défaite et la capture totales de ses forces armées, fente sous la direction de Gambetta de construire une nouvelle armée, Engels suit ce travail avec une compréhension étonnante pour les affaires de l'organisation militaire. Il caractérise parfaitement les jeunes troupes indisciplinées qui se constituent de manière improvisée. «De telles troupes, dit-il, sont très rapidement disposées à crier à la trahison si l'on ne les mène pas immédiatement contre l'ennemi, et sont aussi rapidement disposées à prendre une fuite éperdue, lorsque la présence de ce dernier se fait sentir sérieusement.» Il est impossible ici de ne pas penser à nos premiers contingents et régiments dans les années 1917-1918. Engels sait parfaitement où résident, une fois toutes les autres conditions remplies, les principales difficultés de la transformation d'un amas humain en une compagnie ou un bataillon. «Qui a jamais eu l'occasion, dit-il, de voir des armées populaires improvisées sur un terrain d'entraînement ou au feu — qu'il s'agisse de corps francs badois, de «Bull-Rum Yankees», de «mobiles» français, ou de volontaires anglais — aura immédiatement noté que la cause principale du manque de savoir-faire et de résistance de ces troupes réside dans le fait que leurs officiers ne connaissent pas leur devoir.»

Il est instructif au plus haut point de voir avec quel sérieux Engels traite des troupes de carrière d'une armée. Combien ce grand révolutionnaire est éloigné de tout bavardage pseudo-révolutionnaire, qui précisément à l'époque en France était très populaire — sur la vertu salvatrice d'une levée en masse, d'une nation armée (en toute hâte), etc. Engels sait très bien quelle importance les officiers et les sous-officiers ont dans un bataillon. Il procède à des calculs rigoureux sur les ressources en officiers qui sont restées à la République après la défaite des forces régulières de l'Empire. Il suit avec une attention extrême la naissance dans la nouvelle armée, dite de la Loire, de tels traits qui la distinguent d'une foule armée. Ainsi, par exemple, il constate avec satisfaction que la nouvelle armée non seulement s'applique à marcher avec unité et à obéir aux ordres, mais qu'en outre elle «a compris une chose très importante, que l'armée de Louis Napoléon avait totalement oubliée: les services de sécurité, l'art de garantir les ailes et les arrières contre des attaques subites, de détecter l'ennemi, d'attaquer par surprise certaines de ses sections, pour obtenir des informations et des prisonniers.»

Ainsi Engels apparaît-il partout dans ces articles «de journal»: audacieux dans sa largesse d'esprit, réaliste dans la méthode, perspicace dans les grandes et les petites choses et toujours consciencieux dans l'élaboration des matériaux. Il compte la quantité de canons de fusils rayés et lisses chez les Français, examine de façon répétée l'artillerie allemande, pense aux propriétés du cheval de la cavalerie prussienne et ne perd jamais de vue les qualités du sous-officier prussien. Placé par la marche des événements devant le problème du siège et de la défense de Paris, il explore la qualité de ses fortifications, la puissance de l'artillerie chez les Allemands et les Français et examine de façon très critique la question de savoir s'il y a dans l'enceinte de Paris des troupes régulières que l'on pourrait qualifier d'aptées au combat. Quel dommage que nous n'eussions pas ce travail d'Engels en 1918: il nous eût certes aidé à surmonter plus rapidement et plus facilement le préjugé alors largement répandu, avec lequel on tentait d'opposer l'«enthousiasme révolutionnaire» et l'«esprit prolétarien» à une organisation établie par des professionnels, à la discipline impeccable et au commandement de formation.

La méthode de critique militaire d'Engels s'exprime très clairement, par exemple, dans la 13^e lettre, qui s'occupe de la rumeur lancée de Berlin concernant «une marche résolue sur Paris». L'article sur le camp retranché de Paris (lettre 16) suscite l'approbation enthousiaste de Marx. Un bon exemple de la manière d'Engels de traiter les problèmes militaires nous est offert par la 24^e lettre, traitant du siège de Paris. D'emblée, Engels pose deux données: «La première est que Paris ne peut pas espérer être secouru, en cas de nécessité, par une armée française venant du dehors... Le second point est que la garnison de Paris est inapte à des opérations offensives de grand style». Tous les autres éléments de son analyse s'appuient sur ces deux points. Fort intéressants sont deux jugements sur la guerre de francs-tireurs et ses possibilités d'application, une question qui même à l'avenir ne perdra pas de son importance pour nous. Le ton d'Engels gagne en assurance à chaque lettre. Cette assurance est justifiée dans la mesure où elle est confirmée par une double épreuve: d'une part par la comparaison réelle avec ce que de «véritables» militaires ont écrit sur

ces questions et d'autre part par une épreuve encore plus effective — par les événements eux-mêmes.

Proscrivant sans scrupule de son analyse toute abstraction, considérant la guerre comme une chaîne matérielle d'opérations, considérant chaque opération du point de vue des forces et moyens réellement existants et de leurs possibilités de combinaison, ce grand révolutionnaire procède comme... un spécialiste de la guerre, c'est-à-dire comme un homme qui, ne serait-ce qu'en vertu de sa profession ou de sa vocation, raisonne avec les facteurs internes de la conduite de la guerre. Il n'est pas étonnant que les articles d'Engels aient été attribués aux célébrités militaires de l'époque, ce qui fit que dans le cercle de ses amis on donnait à Engels le surnom de « général ». Oui, c'est comme un « général » qu'il traitait les questions militaires, peut-être non sans d'importantes faiblesses dans certains domaines militaires ni sans l'indispensable expérience pratique, mais en revanche à l'aide d'une tête, comme il n'est pas donné à n'importe quel général d'en porter une sur ses épaules.

Mais, pourrait-on demander, que devient finalement là-dedans le marxisme ? A cela, il y aurait lieu de répondre que, jusqu'à un certain degré, c'est précisément ici qu'il trouve son expression. L'une des prémisses philosophiques fondamentales du marxisme veut que la vérité soit toujours concrète. Cela signifie que l'on ne doit pas dissoudre le métier de la guerre et ses problèmes en catégories sociales et politiques. La guerre est la guerre, et le marxiste qui veut porter des jugements dans ce domaine, doit se souvenir que la vérité de la guerre aussi est concrète. C'est ce que le livre d'Engels enseigne au premier chef. Mais pas seulement cela.

Si l'on n'a pas le droit de dissoudre des problèmes militaires dans des problèmes politiques généraux, il est tout aussi inadmissible de séparer les premiers des derniers. Comme nous l'avons déjà mentionné, la guerre est une continuation de la politique par des moyens particuliers. Cette pensée dialectique profonde a été formulée par Clausewitz. La guerre est une continuation de la politique : qui veut saisir le « prolongement », doit connaître ce qui le précède. Mais la continuation « par d'autres moyens » signifie : il ne suffit d'être bien orienté politiquement, pour pouvoir aussi par là-même apprécier correctement les « autres moyens » de la guerre. Le plus grand et incomparable avantage d'Engels résidait en ceci, qu'en même temps qu'il saisissait profondément le caractère propre de la guerre — avec sa technique interne, ses méthodes, traditions et préjugés — il était aussi le plus grand connaisseur de cette politique à laquelle, en dernière instance, la guerre est subordonnée.

Inutile de dire que cet avantage énorme ne pouvait pas épargner à Engels des erreurs dans ses jugements et pronostics militaires concrets. Durant la guerre civile des Etats-Unis, Engels avait surestimé les avantages purement militaires manifestés par les Sudistes dans la première période et inclinait, pour cela, à croire en leur victoire. Pendant la guerre austro-allemande de 1866, peu de temps avant la bataille décisive de Koeniggratz, qui posa la première pierre de la prépondérance prussienne, Engels escomptait une mutinerie dans le Landwehr (armée territoriale) prussienne. De même dans la chronique de la guerre franco-allemande on pourra sans doute trouver des erreurs dans des questions de détail, quoique le pronostic d'ensemble d'Engels était incomparablement plus juste dans ce cas que dans les deux exemples cités. Seuls des gens très naïfs peuvent penser que la grandeur d'un Marx, Engels ou Lénine réside dans une infaillibilité automatique. Non, eux aussi se sont trompés. Mais dans les jugements qu'ils portent sur les questions les plus importantes et les plus compliquées ils commettent habituellement moins d'erreurs que tous les autres. Et c'est en cela que se manifeste la grandeur de leur pensée. Et aussi en ceci, que leurs erreurs, quand on en examine sérieusement les motifs, s'avèrent souvent bien plus profondes et instructives que l'opinion de ceux qui, fortuitement ou non, ont eu raison contre eux dans tel ou tel cas.

Des abstractions dans le genre de celle que chaque classe doit posséder une tactique et une stratégie propres, ne trouvent pas de soutien chez Engels. Il sait trop bien que le fondement de tous les fondements d'une organisation militaire et d'une guerre est déterminée par le niveau de développement des forces productives et non par la volonté de classe toute nue. Naturellement, on peut dire que l'époque féodale avait sa tactique propre, et même une série de tactiques connexes, que l'époque bourgeoise de même connaît non pas une, mais plusieurs tactiques, et le socialisme lui aussi conduira certainement à l'élaboration d'une nouvelle tactique de guerre, s'il connaît le sort pénible de devoir exister pendant une période prolongée à côté du capitalisme. Dans cette formulation générale, cela est exact, dans la mesure où le niveau des forces productives de la société capitaliste est supérieur à celui de la société féodale et où celui de la société socialiste sera encore plus élevé. Mais rien de plus. Car il n'en découle nullement que le prolétariat, arrivé au pouvoir, ne disposant que d'un niveau de production très bas, puisse forger immédiatement une nouvelle tactique qui — par principe — ne peut résulter que du développement accru des forces productives de la future société socialiste.

Autrefois, nous avons très souvent comparé des processus et des phénomènes économiques avec des processus et phénomènes militaires. A présent, peut-être ne sera-t-il pas sans profit pour nous d'opposer quelques problèmes militaires aux problèmes économiques, car nous avons déjà acquis dans ce dernier domaine une assez grande expérience. La part la plus importante de l'industrie travaille chez nous dans les conditions de l'économie socialiste, en étant la propriété de l'Etat ouvrier et en travaillant pour le compte, et sous la direction de ce dernier. En vertu de cette circonstance, la structure socio-juridique de notre industrie se distingue profondément de celle de l'industrie capitaliste. Ceci se manifeste dans le système de gestion de l'industrie, dans l'élection du personnel de direction, dans les rapports entre l'administration de l'entreprise et les ouvriers, etc. Mais dans le processus de production lui-même ? Aurions-nous donc créé nos propres méthodes de production socialistes, opposées aux méthodes capitalistes ? Nous en sommes encore très loin. Les méthodes de production dépendent de la technique matérielle et du niveau culturel et productif des ouvriers. Avec l'usure de l'équipement et l'insuffisante occupation de nos entreprises, le processus de production se trouve maintenant à un niveau incomparablement plus bas qu'avant la guerre. Dans ce domaine non seulement nous n'avons créé rien de nouveau, mais nous n'avons qu'à espérer nous assimiler au bout d'une série d'années les méthodes actuellement introduites dans les pays capitalistes les plus avancés et qui leur assurent une productivité du travail bien plus élevée. Mais s'il en est ainsi dans le domaine de l'économie, comment saurait-il, par principe, en être autrement dans celui de l'armée ? La tactique dépend de la technique de guerre existante et du niveau militaire et culturel du soldat. Bien sûr, la structure politique et socio-juridique de notre armée est radicalement différente de celle des armées bourgeoises. Cela se manifeste dans la composition du commandement, dans les rapports entre celui-ci et la masse des soldats et avant tout dans les objectifs politiques qui enthousiasment notre armée. Mais de là il ne découle nullement que nous puissions créer dès à présent, dans notre bas niveau technique et culturel, une tactique nouvelle dans ses principes et plus parfaite que celle qu'ont atteinte les bêtes de proie les plus civilisées de l'Occident. Il ne faut pas confondre — comme l'enseigne le même Engels — les premiers pas du prolétariat qui a conquis le pouvoir — et ces premiers pas se mesurent après des années — avec la société socialiste, qui se trouve déjà à un degré élevé de développement. Dans la mesure de la croissance des forces productives sur la base de la propriété socialiste notre processus de production lui-même prendra forcément un autre caractère que sous le capitalisme. Pour transformer qualitativement le caractère de la production, nous n'avons pas besoin d'un renversement de la propriété, etc. : il nous faut seulement un développement des forces productives sur la base déjà établie. La même chose s'applique à l'armée. Dans l'Etat soviétique sur la base d'une communauté de travail entre ouvriers et paysans, sous la conduite d'ouvriers avancés, nous créerons certainement une tactique nouvelle. Mais quand ? Lorsque nos forces productives dépasseront ou au moins atteindront approximativement celles du capitalisme.

Il va de soi que pour le cas de collisions militaires avec des Etats capitalistes nous disposons d'un avantage, tout petit il est vrai, mais un avantage tout de même, qu'il peut en coûter la tête à nos éventuels ennemis. Cet avantage réside en ceci que nous n'avons pas d'antagonisme entre la classe qui gouverne et celle dont se compose la masse des soldats. Nous sommes l'Etat des ouvriers et des paysans, et l'armée des ouvriers et des paysans tout à la fois. Mais ceci est une supériorité non pas militaire, mais politique. Il serait parfaitement injustifié de tirer de cet avantage politique des conclusions menant à l'orgueil et à la présomption militaires. Au contraire, mieux nous reconnaitrons notre retard, plus nous nous abstenons de toute fanfaronnade, plus assidûment nous apprendrons de la technique et de la tactique des pays capitalistes avancés, d'autant plus fondé sera notre espoir dans le cas d'un conflit militaire, de nous enfoncer, pareils à un coin tranchant, de nature pas simplement militaire mais aussi révolutionnaire, entre la bourgeoisie et les masses de soldats de ses armées.

Je me demande s'il est à propos d'évoquer ici la fameuse découverte du non moins fameux Tchernov sur le « nationalisme » de Marx et d'Engels. Le présent livre donne une réponse claire à cette question aussi, ne modifiant nullement notre jugement antérieur, mais le renforçant au contraire de façon tout à fait concluante. Les intérêts de la Révolution étaient pour Engels le critère suprême. Il soutenait les intérêts nationaux de l'Allemagne contre l'Empire de Bonaparte, parce que les intérêts de l'unification de la nation allemande dans les conditions historiques concrètes d'alors représentaient une force progressive, potentiellement révolutionnaire. Nous sommes guidés par la même méthode, lorsqu'aujourd'hui nous soutenons les intérêts nationaux des peuples coloniaux contre l'impérialisme. Cette prise de position d'Engels a trouvé son expression, d'ailleurs très réservée, dans les notes de la première période de la guerre. Et comment aurait-il pu en être autrement : il était tout de même impossible à Engels, pour faire plaisir à Louis Napoléon et à Tchernov, d'apprécier la guerre franco-allemande autrement, en contradiction avec son sens historique, uniquement parce qu'il était lui-même allemand. Mais sitôt atteinte la tâche historique progressive de la guerre, l'unité nationale allemande assurée et, encore, de surcroît, le Second Empire

renversé — Engels modifie radicalement ses « sympathies » — si nous voulons exprimer ses penchants politiques à l'aide de ce mot sentimental. Pourquoi cela ? Du fait qu'au-delà de l'acquis il s'agissait déjà de garantir la prépondérance des Junkers prussiens en Allemagne et de l'Allemagne prussifiée en Europe. Dans ces circonstances la défense de la France démembrée devint ou pouvait devenir un facteur révolutionnaire. Engels se place ici entièrement du côté de la guerre de défense française. Mais de même que dans la première moitié de la guerre, il ne permet pas à ses « sympathies » — ou du moins il s'efforce de ne pas le leur permettre — d'influencer l'appréciation objective de la situation militaire. Dans les deux périodes de la guerre il part de l'examen des facteurs matériels et moraux de la guerre et recherche une base objective solide pour ses prévisions.

Il ne sera pas superflu de signaler au moins rapidement, comment, dans son article sur la fortification et le renforcement de la capitale française, le « patriote » et « nationaliste » Engels pèse avec sympathie les chances d'une intervention anglaise, italienne, autrichienne et scandinave en faveur de la France. Ses spéculations développées dans les colonnes d'un journal anglais ne sont rien d'autre qu'une tentative de provoquer l'immixtion d'une puissance étrangère dans la guerre contre la patrie chérie des Hohenzollern. Ceci pèse assurément plus lourd qu'un wagon plombé même !

L'intérêt d'Engels pour les questions militaires avait des sources non pas nationales, mais purement révolutionnaires. Sorti des événements de 1848 en révolutionnaire mûri, ayant derrière lui le « Manifeste Communiste » et des combats révolutionnaires, Engels considérait la question de la conquête du pouvoir par le prolétariat comme une question tout à fait pratique, dont la solution ne dépend pas en dernier lieu des problèmes militaires. Dans les mouvements nationaux et les événements militaires des années 1859, 1864, 1866, 1870-1871, Engels est à la recherche des leviers immédiats pour une action révolutionnaire. Il examine chaque nouvelle guerre, découvre ses rapports possibles avec la Révolution et cherche des voies pour assurer par la force des armes la Révolution à venir. C'est là que se trouve l'explication de la façon vivante et active, nullement académique et pas seulement agitative de traiter les problèmes de l'armée et de la guerre, que nous trouvons chez Engels. Chez Marx la position de principe était la même. Mais Marx ne s'occupait pas spécialement des questions militaires ; pour cela, il faisait entièrement confiance à son « deuxième violon ».

A l'époque de la Deuxième Internationale, cet intérêt révolutionnaire pour les questions militaires, comme du reste pour bien d'autres questions, se perdit presque entièrement. Mais l'opportunisme trouvait peut-être son expression la plus nette dans l'attitude superficielle et hautaine à l'égard du militarisme, comme d'une institution barbare, indigne de l'attention social-démocrate éclairée. La guerre impérialiste de 1914-1918 remit en mémoire — et avec un manque d'égards combien inexorable — que le militarisme n'est pas qu'un objet d'agitation et de discours parlementaires routiniers. La guerre surprit les partis socialistes et transforma leur attitude d'opposition toute formelle à l'égard du militarisme en attitude d'humble agenouillement. C'est seulement à la Révolution d'Octobre qu'il échut, non seulement de rétablir l'attitude révolutionnaire active à l'égard des problèmes de la guerre, dans les principes, mais aussi de retourner dans les faits la pointe du militarisme contre les classes dirigeantes. La Révolution mondiale mènera cette tâche à son terme.

19 mars 1924.

LES LIVRES

A propos du 200^e anniversaire de ROBESPIERRE

Il était inévitable que la bourgeoisie se garde de donner trop de relief au 200^e anniversaire de Robespierre, elle n'était pas prête à faire trop de cérémonies ; mais, maintenant, après la venue au pouvoir de de Gaulle, c'est plutôt le 18 Brumaire qui se trouve à l'ordre du jour.

Les historiens, élèves de Mathiez, ont naturellement en cette occasion rappelé les enseignements de celui qui — contre Aulard, apologiste de Danton — rétablit Robespierre à la place qu'il tint effectivement dans la Révolution française.

D'une façon générale, les stalinien ont, à l'égard de Robespierre, une attitude d'approbation sans limite, pour la simple raison qu'il leur apparaît comme la représentation passée la meilleure de cette politique du « compromis à gauche » qu'ils voudraient voir se réaliser. Ils se gardent bien d'étudier sa place réelle envers les sans-culottes.

Toutefois, la préface que Jean Poperen vient d'écrire au tome trois des « Textes choisis » de Robespierre, publié par « Les Editions Sociales », sort de cette apologétique insipide. A vrai dire, on assiste chez lui à ce qui s'est fait et sans doute se produira encore plus d'une fois dans l'avenir : les générations successives d'historiens reprennent l'étude de la Révolution française, non pas tant à la lumière de nouvelles découvertes dans les archives, qu'à la lumière de nouvelles expériences historiques. Ainsi on avait vu Daniel Guérin le faire en se servant de la théorie de la révolution permanente. Jean Poperen ne part pas exactement de considérations générales, il semble cependant à la lecture de son avant-propos qu'il n'a pas été indifférent aux révélations du 20^e Congrès du P.C. de l'Union soviétique, et qu'il cherche — sans le dire explicitement — à réexaminer Robespierre en tenant compte de ce que lui ont enseigné la Révolution russe et sa phase stalinienne telle qu'il la conçoit maintenant.

Il y a d'ailleurs dans cette préface une critique très modérée de Guérin, exploitant le fait que Guérin, comme quiconque aborde un problème sous un aspect nouveau (correct d'ailleurs), tend parfois à être trop rigide, à forcer la démonstration. Mais, à la différence de Guérin, parce qu'il manque d'une conception générale, il est hésitant devant certains problèmes comme celui de la distinction entre Robespierre et la Commune. « Les sans-culottes (dont la réalité sociale nous échappe encore) », écrit-il en observant, ce qui est évident, qu'ils ne sont pas le prolétariat. Il insiste sur la tendance des Jacobins à faire des Sociétés populaires un « réseau », un « appareil », et il conclut que le jacobinisme « n'est pas l'expression d'une classe », mais plutôt « la méthode politique née de circonstances historiques

déterminées et passagères ». C'est là, pensons-nous, une distinction qui voudrait appliquer la notion marxiste léniniste du parti révolutionnaire du prolétariat aux autres partis, et notamment aux partis de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie. C'est au cours de la Révolution française que la notion de parti (de la bourgeoisie) a commencé à prendre une substance plus compacte, et les partis bourgeois ou petits bourgeois ne se caractérisent pas par une conception historique, mais par des buts et des moyens passagers, pour une période donnée.

A ce propos, on ne peut trouver démonstration plus concise de cet aspect transitoire des méthodes des Jacobins, de leur utilisation des masses plébéiennes au cours de la Révolution et du rôle spécifique de la Terreur que dans les lignes suivantes que F. Engels écrit, dans une lettre à Kautsky le 20 février 1889, au sujet d'un article que celui-ci avait publié dans la « Neue Zeit » sur « les contradictions de classe en 1789 », à l'occasion du premier centenaire de la Grande Révolution :

« ... (A la page ...) il aurait fallu dans une certaine mesure mentionner comment ces plébéiens, se trouvant en dehors de l'organisation des états, par conséquent relativement sans droits et libres comme des oiseaux, en arrivèrent peu à peu dans la révolution à ce que tu appelles « sans-culottisme »... quel rôle ils jouèrent. Alors tu surmonterais les difficultés qu'à la page ... tu bombardes de considérations imprécises et d'allusions mystérieuses sur de nouveaux modes de production. Or, il s'avère simplement que les bourgeois la comme toujours étaient trop lâches pour agir dans leurs propres intérêts, qu'à partir de la Bastille la plèbe a dû faire tout le travail pour eux, que sans l'intervention de cette plèbe le 14 juillet, les 5 et 6 octobre, y compris le 10 août et le 2 septembre, etc., la bourgeoisie chaque fois aurait été battue par l'ancien régime, la coalition avec la cour aurait étranglé la révolution, et ainsi que seuls ces plébéiens réalisèrent la révolution : mais que ceci ne se produisit pas sans que ces plébéiens appliquèrent aux revendications révolutionnaires de la bourgeoisie un sens qu'elles n'avaient pas, qu'ils poussèrent l'égalité et la fraternité à des conséquences extrêmes, qui mirent totalement sans dessus dessous le sens bourgeois de ces devises, parce que ce sens poussé à son extrême se transformait précisément en son contraire : que cette égalité et cette fraternité plébéiennes devaient être un rêve pur à une époque où il s'agissait d'établir l'exact contraire, et que comme toujours — ironie de l'histoire — cette conception plébéienne des devises révolutionnaires fut le plus puis-

sant levier pour accomplir ce contraire — l'égalité bourgeoise — devant la loi — et la fraternité — dans l'exploitation.

J'aurais beaucoup moins parlé du nouveau mode de production. Il est chaque fois séparé par une distance excessive des faits dont tu parles, et ainsi, directement, il apparaît comme une pure abstraction qui ne rend pas la question plus claire mais plutôt plus obscure.

En ce qui concerne la terreur, c'était essentiellement une mesure de guerre aussi longtemps qu'elle eut un sens. La classe ou le groupe de la fraction de classe qui seul pouvait assurer la victoire de la révolution, non seulement se tint par elle au gouvernement... mais s'assura la liberté de mouvement, le *elbow-room*, la possibilité de concentrer les forces sur le point décisif, la frontière. Celle-ci était à peu près assurée à la fin de 1793. L'année 1794 commença bien, les armées françaises faisaient presque partout des progrès. La Commune avec son orientation extrême devint superflue ; sa propagande pour la révolution devint un obstacle pour Robespierre comme pour Danton qui,

L'Afrique révoltée

d'Albert TEVOEDJRE (1)

L'auteur de ce petit livre mérite toute notre sympathie. C'est un Noir d'une trentaine d'années, qui est un des représentants de cette intelligentsia africaine qui combat pour la libération de ce continent. Il était, en 1956-1957, rédacteur en chef de « l'Étudiant d'Afrique Noire », organe de la Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France, et à ce titre, fut inculpé d'atteinte à la sûreté extérieure de l'État.

Son livre apporte un témoignage s'ajoutant à ceux qui commencent à faire nombre sur la situation des masses africaines et sur leurs aspirations.

Un point très intéressant du livre, c'est l'insistance avec laquelle l'auteur revient sur la question de l'indépendance, montrant que toutes les réformes que l'impérialisme français s'efforce d'introduire, au moyen de la loi Defferre, ne peuvent remplacer ou faire disparaître cette exigence profonde de chaque peuple à se diriger lui-même.

Son insistance est d'autant plus intéressante qu'il n'est pas marxiste, qu'il ne part pas du tout de considérations proches du marxisme, mais qu'il est catholique et qu'il part de considérations relatives à « l'hom-

me », et qu'il invoque le caractère « catholique », c'est-à-dire universel de l'Église romaine à l'appui de sa lutte contre le colonialisme.

Nous n'avons pas l'intention de traiter ici des raisons politiques qui ont déterminé l'Église catholique à adopter en face du problème colonial une position qui n'est pas celle des ultras ni de ses objectifs qu'on ne peut qualifier d'humanitaires. Il y a sans aucun doute un catholicisme des prélats de la Curie romaine et un autre catholicisme chez un jeune intellectuel africain, même quand ils emploient les mêmes mots.

De toute façon, indépendamment des idéologies qui se partagent actuellement l'intelligentsia et les masses africaines, la revendication de l'indépendance — qui a une signification sociale, économique et politique — est vraiment universelle et donne une force irrésistible au mouvement.

Ajoutons que l'auteur prend également parti pour l'indépendance de l'Algérie.

(1) Éditions Présence Africaine, Paris.

Un homme de trop

de J. P. CHABROL (1)

L'auteur de ce roman était un membre ou un compagnon de route du P.C.F. qui recevait généralement les louanges de la presse stalinienne pour ses œuvres. Ce dernier livre lui a valu une critique non élogieuse de la part de « l'Humanité ».

Il s'agit de six jours d'existence d'un groupe de maquisards en 1943 quelque part dans le centre de la France, après avoir réussi l'exploit de délivrer d'une prison les

condamnés à mort. Mais, dans la précipitation de l'opération, ils en ont enlevé douze au lieu des onze prévus. Avec eux se trouve donc une sorte de simple, qui n'avait jamais connu ses parents et qui se trouvait condamné à mort pour un crime de droit commun.

La présence d'un tel homme, incapable de comprendre la lutte qui se mène, susceptible de rendre service à l'ennemi sans le

savoir, pose un problème grave aux trois dirigeants du maquis : Paulo, le chef ; Jean, le commissaire aux effectifs, commissaire politique ; Thomas, le commissaire technique. Les deux premiers sont des membres du P.C.F., le troisième un intellectuel sympathisant.

Nous voici donc amenés à des discussions où surgissent des questions qui tourmentent presque tous ceux que révolte la « morale » stalinienne. Le commissaire politique, c'est un vrai bureaucrate stalinien, il a toujours des formules, il invoque des principes (de faux principes marxistes), mais ce qui compte en fin de compte avant tout pour lui, c'est l'appareil. Le chef de camp, c'est le militant du parti dévoué, qui ne se détermine pas par ces arguties bureaucratiques, mais par son bon sens et avec la force qui en fait un chef, mais tout de même emprisonné dans de vieilles habitudes de réagir acquises dans le Parti. Tous deux, par des voies différentes, sont pour tuer cet « homme de trop ». Le commissaire technique, moralement inquiet, soulève la question de la fin et des moyens.

L'auteur se place non pas sur le plan de la politique mais de la psychologie des personnages ; et il réussit à bien rendre ces divers types que l'on rencontre dans les organisations. Ce qui a touché « l'Humanité », c'est que le bureaucrate est particulièrement bien mis en relief, et que ce n'est pas très reluisant ; les deux autres personnages ont un caractère humain sensible à leurs camarades de maquis, tandis que le bureaucrate a auprès de ceux-ci une autorité importée de l'extérieur.

L'auteur déclare au début de son livre qu'il est purement imaginaire, et que toute

La révolte du 13 mai

de A. de SERIGNY (1)

C'est une brochure hâtivement écrite par le directeur de « l'Écho d'Alger », qui n'est pas seulement un journaliste réactionnaire, mais le véritable porte-parole des potentats de la colonisation : il a lui-même de très gros intérêts en Algérie. Depuis de nombreuses années, il jouait un rôle décisif auprès des gouverneurs généraux, puis des ministres que le gouvernement de Paris déléguait en Algérie.

Pourquoi cette brochure si rapidement publiée ? On y trouve quelques-uns des secrets — de ces démarches et entretiens — qui ont abouti d'abord au coup d'Alger, puis à l'arrivée de de Gaulle au pouvoir. Et, de ce que l'on y lit, il apparaît qu'il s'agit de la part de Sérigny de coups ou d'avertissements donnés à quelques personnages.

En premier lieu, il y a un règlement de comptes avec Lacoste, averti du coup, qui avait contribué à sa préparation en faisant des déclarations largement exploitées auprès des Français d'Algérie et qui a refusé de s'engager avant le coup, par une déclaration à la radio disant qu'il restait à Alger quoi que décide Paris. Lacoste, en bon politicien, voulait jouer sur les deux tableaux.

Mais de Sérigny paraît avoir voulu viser bien plus haut. Son homme, celui avec lequel il est le plus lié, c'est Soustelle, et il espé-

resemblance avec des personnes ou des faits réels serait fortuite. Nous n'avons aucune raison de mettre cette déclaration en doute ; mais, comme tout écrivain, l'imagination a tout de même quelque part une source. Bientôt quinze ans ont passé et, officiellement, l'affaire est close. Mais nous n'oublions pas le cas de notre camarade Blasco (Tresso), un des dirigeants du P.C. italien d'avant 1930, réfugié en France, ainsi que ceux de quelques autres camarades trotskystes qui furent libérés par le maquis avec tous les autres condamnés politiques se trouvant à la prison du Puy, dont on n'a plus jamais entendu parler au bout d'un certain temps et dont on n'a jamais retrouvé les corps. Ce n'étaient d'ailleurs pas les seuls cas de disparition de militants révolutionnaires non staliens tombés entre les mains des staliens. Et là, il s'agit de la fin et des moyens dans le domaine bien précis des rapports au sein du mouvement ouvrier.

Le romancier n'aborde pas cette question directement dans son livre, bien que le commissaire politique montre à divers endroits que lui la résoudre à la manière de Staline.

Le livre est évidemment celui d'un intellectuel communiste ou sympathisant que la connaissance des crimes staliens a révolté, mais qui ne sort pas d'un débat de conscience personnelle. Néanmoins, il n'est pas mauvais qu'après tant d'années, les staliens voient se dresser devant eux, même sous une forme littéraire, les spectres de tant de leurs victimes, frappées au nom de principes et d'une morale qui n'avaient rien de socialiste.

(1) Gallimard, Editeur, Paris.

rait que celui-ci deviendrait le ministre de l'Algérie. C'était plus ou moins ce qui était prévu dans le complot. Mais de Gaulle n'a pas aussitôt nommé Soustelle. De Sérigny parle d'un « malaise sur Alger », et ajoute « confiance ». Mais pour un Sérigny, la confiance s'accompagne d'une pointe contre de Gaulle. En effet, il révèle — pour la première fois — que de Gaulle était aussi informé du coup en préparation et qu'il s'était engagé, auprès de Soustelle, à intervenir publiquement quand ce coup serait effectué. Ainsi la déclaration du 15 mai fut loin d'être une improvisation. Il raconte qu'il en avait informé Lacoste, que celui-ci en était enthousiasmé, qu'il se déclara aussitôt prêt à faire une déclaration l'engageant avant le coup, puis qu'après réflexion et entretiens avec certains membres du P.S. (on serait curieux de savoir lesquels) il se refusa à le faire.

On a le sentiment, en lisant ce livre, que de Sérigny dit à de Gaulle et à d'autres : je pourrais en dire plus, cela dépend de vous. Devant les tribunaux, cela s'appelle du chantage ; mais nous sommes en présence d'un milieu où on parle honneur, patrie, drapeau, etc. Depuis lors, Soustelle est devenu ministre.

(1) Éditions Plon, Paris.

Demain la République

de M. DUVERGER (1)

Ce petit livre vaut d'être lu pour son actualité. Sa première partie met à nu le mécanisme de la démocratie parlementaire bourgeoise, et plus particulièrement la manière dont celle-ci a fonctionné en France jusqu'à la fin de la IV^e République. Il s'agit là d'une critique lucide et radicale qui rejoint à plusieurs reprises celle que les marxistes révolutionnaires font de ce régime politique. Cependant, M. Duverger qui se place à un point de vue bourgeois libéral et qui ne veut rien savoir d'une Assemblée populaire souveraine détenant tout le pouvoir, propose des réformes constitutionnelles capables d'assurer la stabilité et l'efficacité du pouvoir bourgeois : président du conseil désigné directement par les électeurs, etc. C'est un Etat fort qu'il réclame à son tour, mais qui ne soit pas une dictature militaire ou fasciste.

Sa solution de compromis, il la considère plutôt à la fois comme une nécessité historique qui s'impose par l'évolution du régime parlementaire et de la société capitaliste évoluée, que comme la seule alternative au danger d'une dictature militaire ou fasciste.

A ce propos, les derniers chapitres du livre contiennent des remarques pertinentes sur l'arrivée de de Gaulle au pouvoir, sa signification, son dynamisme, ainsi que sur le rôle de l'armée.

M. Duverger est cependant victime de sa position de classe qui le prive de perspective et qui vide de tout contenu réaliste son républicanisme. Pour cette rai-

son, sa pensée est un mélange constant d'analyse objective, perspicace, réaliste, et d'aspirations idéalistes qui ne tiennent pas compte des réalités de classe.

Juste au moment où la bourgeoisie passe outre au légalisme parlementaire et instaure en France un Etat fort, M. Duverger incrimine les « illusions » révolutionnaires des marxistes et prêche à leur adresse l'évolution réformiste qui serait, selon lui, seule capable de déboucher sur de véritables transformations révolutionnaires et le socialisme.

Le seul inconvénient de ce raisonnement, c'est qu'en attendant de Gaulle et les colonels des paras ont hérisé les voies « parlementaires » et « évolutionnistes » au socialisme de barricades armées qu'on sera bien forcé d'enlever un jour de haute lutte, par la mobilisation révolutionnaire des masses, si l'on veut aller plus loin.

La révolution, l'action extraparlamentaire des masses n'est pas une aspiration anarchiste, mais la réponse imposée par la réalité de la réaction et de la contre-révolution. Ceci est valable non seulement pour le Liban ou l'Irak, mais aussi pour la France des colonels d'Alger et des Soustelle. Il n'y a pas de question sérieuse dans notre temps qui n'ait été définitivement résolue que par la force et les armes.

(1) Julliard éditeur, Paris.

DOCUMENTS

Déclarations du Secrétariat International de la IV^e INTERNATIONALE

I

CONTRE LA DICTATURE IMMINENTE EN FRANCE

La IV^e République en France agonise. Le régime de la démocratie bourgeoise dans ce pays vit actuellement ses derniers moments. Attaqué de front par les généraux rebelles et les colons fascistes d'Algérie, miné par les intrigues et les complots de leurs alliés réactionnaires dans la métropole, ce régime est devenu une farce, une pure fiction, à laquelle s'accroche encore désespérément la cohorte hétéroclite des « républicains » allant de quelques formations parlementaires bourgeoises au Parti Socialiste, et au Parti Communiste. Rarement le crétinisme parlementaire des directions traditionnelles ouvrières a revêtu une forme aussi grotesque que criminelle ! Le réel pouvoir est déjà entre les mains de forces extraparlémentaires, qui décident de l'évolution.

Et tandis que ces forces imposent au Parlement croupion le déroulement d'un scénario destiné à provoquer la passation à froid des pouvoirs à de Gaulle, dictateur plébiscité déjà par l'armée, les colons et toute l'extrême-droite de la métropole, les directions socialiste et communiste multiplient les actes de confiance au gouvernement fantoche qui compose cyniquement avec la rébellion, poursuit la guerre d'Algérie, ligote la classe ouvrière et étrangle la République !

Que des « démocrates » de « gauche » apeurés, ou incurablement intoxiqués par un fond de chauvinisme petit bourgeois, rêvent à une solution providentielle qui redonnerait à la France bourgeoise et impérialiste sa « grandeur », ternie par tant de défaites et de déboires, et se prosternent devant de Gaulle, c'est encore explicable. Que des dirigeants dits ouvriers feignent de vouloir réellement combattre l'arrivée du dictateur, de défendre la « République », en accordant leur confiance et les pleins pouvoirs au gouvernement qui les délègue au général Salan et immobilise la classe ouvrière, c'est le comble de la trahison pour ceux d'entre eux qui sont conscients, le comble du crétinisme réformiste pour les autres.

A quoi bon a pu servir à ces directions l'expérience extrêmement amère de Hitler arrivant au pouvoir à travers la suite de gouvernements bonapartistes parlementaires, de Brüning à Papen, devant une classe ouvrière divisée et désorientée, ou encore l'expérience de l'Autriche en 1934, ou celle de l'Espagne de 1936-1938, ou celle de la France dans la même période ? Dans chacun de ces cas où le régime de la démocratie parlementaire devenait incapable de résoudre les problèmes de la bourgeoisie et s'appropriait à céder la place à un gouvernement « fort », il n'a jamais été possible d'arrêter cette marche fatale en soutenant des gouvernements bourgeois bonapartistes de transition. Il n'y avait d'autre voie de salut que la mobilisation révolutionnaire autonome de la classe, portée au plus haut degré !

L'agonie du régime de la démocratie parlementaire en France est la conséquence de l'impasse militaire, politique, économique, internationale, à laquelle a abouti la nouvelle guerre coloniale contre l'Algérie, devant l'incapacité de fait de la classe ouvrière métropolitaine à lui donner une issue révolutionnaire.

Aussi bien pour poursuivre cette guerre, dont dépend maintenant le sort de tout ce qui reste de l'empire colonial français, que pour contrôler la situation dans le cas d'une défaite en Algérie et en faire retomber les dégâts sur les masses métropolitaines, la bourgeoisie française a inexorablement besoin d'un gouvernement « fort ».

Le régime démocratique parlementaire depuis longtemps déjà lui était incommode dans les nouvelles conditions où les guerres et les défaites coloniales l'ont placée. Les mesures et les discussions pour le renforcement de l'exécutif et la réforme de la Constitution étaient l'expression d'une évolution bonapartiste dictatorial de plus en plus nécessaire du régime. Le pouvoir réel échappait progressivement au Parlement pour se concentrer entre les mains des forces extra-parlementaires, en premier lieu l'armée et le régime en Algérie.

Indépendamment des formes que revêtira l'instauration d'un gouvernement « fort », celui-ci évoluera rapidement vers une dictature bonapartiste militaire, dans laquelle vont se coaliser comme base « populaire » toutes les forces réactionnaires, fascistes et fascistes.

D'autre part, aucune illusion n'est possible sur un régime dirigé par de Gaulle. Par son passé, sa formation, ses conceptions, les forces qui le portent actuellement, les conditions qui l'entourent, les problèmes qu'il a à résoudre, l'homme sera inexorablement porté à asseoir son régime sur une base réactionnaire, de dictature militaire appuyée par les forces de l'extrême-droite qui plébiscitent déjà le général.

Seule la mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière pourrait contrecarrer une telle évolution. Mais la classe a été en réalité éduquée et dirigée des années durant par des directions opportunistes qui ont systématiquement émoussé sa combativité, obscurci ses perspectives et affaibli ses réactions de classe.

En cultivant le ferment chauvin sous des formes multiples, en pratiquant une collaboration de classe, en préconisant les voies « nouvelles », « pacifiques » et parlementaires au socialisme, en discréditant les formes de lutte de classe révolutionnaires, ces directions ont empêché la jonction active du prolétariat métropolitain avec la Révolution coloniale, maintenu les illusions réformistes et paralysé la mobilisation de la classe.

Elles récoltent maintenant les fruits d'une aussi longue pratique.

Certains excusent leur attitude actuelle d'un appui révoltant au gouvernement de l'état d'urgence, des pleins pouvoirs pour la poursuite aggravée de la guerre d'Algérie délégués à Salan, et de réforme dictatorial de la Constitution, en arguant de l'incapacité de la classe à se mobiliser.

Certes la politique systématique, des années durant, chauvine, opportuniste et de collaboration de classe, des directions socialiste et communiste a créé un état de fait dans les masses. Mais maintenir et aggraver cette politique signifie **courir inexorablement à la défaite sans même tenter de livrer une seule bataille importante avec des forces qui existent toujours, et hypothéquer tout l'avenir par un exemple néfaste.**

Il n'est pas vrai qu'un appel commun du Parti Socialiste, du Parti Communiste et des syndicats, encore maintenant ne puisse mobiliser de vastes couches sur un programme qui définit la véritable voie pour faire échec à l'arrivée de la dictature :

Fin de la guerre en Algérie et proclamation de son indépendance, coupant la base aux factieux ! Démobilisation immédiate de tous les soldats d'Algérie ! Tribunaux populaires pour les factieux ! Comités d'action dans la métropole, fraternisant avec les travailleurs algériens en France, décidés à lutter, y compris par la grève générale et la lutte armée, contre les factieux, contre l'arrivée de la dictature, pour la défense des libertés, pour le Gouvernement des partis et des organisations ouvrières, appuyé sur les comités !

MILITANTS SOCIALISTES, COMMUNISTES, PROLETAIRES DE FRANCE !

Il est encore temps pour un sursaut suprême sur ce programme afin de sauver l'honneur du mouvement ouvrier français, de tendre une main fraternelle agissante à la Révolution algérienne qui se bat glorieusement encore seule, de défendre les libertés démocratiques, d'ouvrir la perspective socialiste en France et en Europe, seule voie de salut et de grandeur véritables !

Milan, le 24 mai 1958.

II

SUR L'ARRIVEE DE DE GAULLE AU POUVOIR

Le règne de la IV^e République française a pris fin. Il a sombré dans un décor extraordinaire de confusion, de décomposition, de lâcheté, fait de la capitulation sans précédent des forces démocratiques parlementaires du centre et de la gauche, y compris d'une bonne partie des socialistes, de l'impuissance criante du Parti Communiste à mobiliser les masses, passant de l'appui scandaleux et criminel au gouvernement Pflimlin, qui a ouvert à froid la voie à de Gaulle, à des agissements « gauchistes » spasmodiques de dernière heure. Tandis que retentissaient des cris de triomphe, pour une victoire après tout inespérée, de la racaille réactionnaire — jeunesse dorée parisienne, hordes fascistes, paras, gendarmes, militaires, colons — manifestant des Champs-Élysées au Forum d'Alger, les immenses masses populaires étaient désorientées, trahies, prises de vitesse par les événements et la démission de leurs « élites ».

Le scénario, monté dans les coulisses depuis l'éclatement du « coup d'Alger » pour porter de Gaulle au pouvoir, s'est déroulé en réalité sans entrave. Pflimlin a utilisé les pleins pouvoirs et l'état d'urgence, que socialistes et communistes lui ont accordés, pour ligoter la classe ouvrière et préparer à froid, dans la « légalité » et avec le moins de frais possibles, la passation des pouvoirs à de Gaulle. Dans cette tâche il a été activement secondé non seulement par les appareils politiques de la bourgeoisie, y compris le Président fantoche de la République, non seulement par la bureaucratie administrative de l'Etat bourgeois, mais également par les dirigeants traîtres du Parti Socialiste à la Guy Mollet et l'attitude plus subtile mais non moins traîtresse du Parti Communiste.

Passant outre à la majorité constitutionnelle que le vote du Parti Communiste lui assura largement, Pflimlin a imposé sa chute au moment voulu, afin de provoquer la « crise » dans laquelle l'appel à de Gaulle, « l'homme providentiel », devenait quasi inévitable.

Le Président de la République, secondé, à très rares exceptions près, par l'état-major des dirigeants politiques de la droite, du centre et de la gauche, s'est chargé de parachever le reste.

Ainsi, tout l'appui scandaleux donné dès le début de la crise par le Parti Communiste au « gouvernement de la République », à « son armée », à « sa police », à « son administration », n'a joué au fond que pour ouvrir à froid, par les voies parlementaires, le chemin du pouvoir bonapartiste, dictatorial, de de Gaulle !

La solution de Gaulle exprime clairement l'impossibilité dans laquelle se trouve la très grande majorité de la bourgeoisie française de gouverner par les moyens parlementaires classiques. La démocratie, la République ne sont pas des institutions de principe pour la bourgeoisie mais de simples moyens, valables seulement dans certaines circonstances. Que ces circonstances changent, que la nécessité d'un pouvoir exécutif fort exercé sans entraves se fasse sentir, et on voit immédiatement la machine de l'Etat bourgeois s'élever au-dessus du parlement impuissant, pour se confier entre les mains « fortes » d'un Bonaparte quelconque à base militaire ou carrément fasciste.

C'est par un tel processus que la République de Weimar s'est laissée étrangler par Hitler, que la République autrichienne a sombré dans le régime sanglant de Dollfus, que l'Espagne républicaine fut écrasée par Franco, que la France du Front Populaire a débouché sur le régime de réaction et de guerre de Daladier.

Le naufrage actuel de la IV^e République française est la conséquence de la crise du régime de la démocratie bourgeoise, à laquelle le prolétariat n'a pas su donner une issue révolutionnaire. Il exprime l'impasse militaire, économique, politique, internationale, dans laquelle le régime capitaliste s'est engagé en France, à la suite des désastres que ce dernier a connus pendant la guerre et lors des guerres coloniales qu'il n'a cessé de mener depuis lors.

La cause la plus directe de la chute de la République en France se trouve dans la force de la Révolution algérienne qui mène l'Algérie à son indépendance et qui sonne le glas de tout ce qui reste de l'empire colonial français.

De Gaulle est l'ultime espoir de la bourgeoisie française pour que la liquidation de l'empire se fasse dans des conditions préservant au moins quelques-uns des intérêts économiques vitaux de cette bourgeoisie, tout en maintenant et en consolidant son régime dans la métropole.

Il n'est même pas exclu que le bilan définitif de l'expérience de Gaulle ne soit pas tellement une politique coloniale plus « dure » que celle par exemple du « socialiste » Lacoste, mais une dictature ferme en France, capable d'imposer les concessions inévitables à la révolution coloniale, et de les compenser en quelque sorte par une exploitation accrue des masses métropolitaines.

QUI A « TRAHI » LA REPUBLIQUE ?

La bourgeoisie, en enterrant de ses propres mains la République moribonde, n'a pas exactement « trahi » : elle n'a pas trahi ses intérêts de classe.

Pressée par ses éléments les plus dynamiques qui ont brutalement bousculé les accesseurs d'un décor démocratique désormais périmé, elle a fait entrer en scène le pouvoir bonapartiste « fort » — appuyé sur la véritable force qu'exige à l'heure actuelle la sauvegarde de ses intérêts : l'armée.

L'armée, secondée par la masse des colons d'Algérie, n'a fait en réalité que précipiter la seule solution à laquelle conduisait inexorablement la politique coloniale de l'ensemble de la bourgeoisie, y compris de ces couches petites bourgeoises qui se trouvent représentées dans le Parti Socialiste.

Tant pour mener la guerre contre la révolution coloniale montante que pour faire face dans la métropole aux conséquences économiques, politiques et sociales d'une telle entreprise vouée à l'échec, il fallait un gouvernement « fort ».

Ainsi le vrai prix de la guerre qui se prolongeait en Algérie était en quelque sorte fatalement la dictature en France même.

Les prolétaires de ce pays et du monde entier auront à méditer sur cette leçon amère : la guerre d'oppression contre la Révolution coloniale ne peut dans les conditions actuelles se solder que par le renforcement de la réaction dans les métropoles.

Laisser la bourgeoisie conduire une lutte historiquement condamnée contre les peuples coloniaux, c'est, loin de maintenir le niveau de vie et les libertés des masses métropolitaines, aboutir inexorablement à la surexploitation des masses et à la perte des libertés.

Depuis la deuxième guerre mondiale, les peuples coloniaux n'ont cessé de lutter pour leur indépendance et de remporter des victoires, en dépit de leur isolement pratique et de l'absence presque totale d'appui agissant du prolétariat métropolitain.

Cette coupure grave entre la révolution coloniale et le mouvement prolétarien dans les métropoles ne saurait se prolonger sans coûter cher aux prolétaires des pays capitalistes.

L'exemple de la France est maintenant là pour en témoigner. Face à la perte, inévitable, en dépit de tout, des colonies, la bourgeoisie impérialiste essaiera de compenser ces pertes au détriment de ses propres masses métropolitaines.

L'inaction grave que les masses métropolitaines ont jusqu'ici montrée à l'égard du combat de leurs frères des colonies est due avant tout à l'éducation et à la politique chauvine, opportuniste, de collaboration de classe de leurs directions socialiste et communiste traditionnelles.

La social-démocratie européenne et mondiale, à de très rares exceptions près, se montre pratiquement comme ayant partie liée jusqu'à la mort avec la bourgeoisie impérialiste. Elle n'a pas su lever le petit doigt pour assister la révolution coloniale, et elle s'est solidarisée pratiquement avec les bourreaux et les traîtres à la Lacoste et Guy Mollet qui, des mois durant, ont mené la guerre contre la Révolution algérienne, ouvert la voie à de Gaulle, et qui font cependant toujours partie de l'Internationale socialiste !

Les tendances centristes de gauche qui existent dans divers Partis socialistes ont pour tâche de tirer toutes les conclusions qui s'imposent de l'expérience française, en retrouvant la voie du marxisme révolutionnaire.

Sans révision réfléchie profonde de la politique chauvine et opportuniste ; sans soutien inconditionnel et efficace de la Révolution coloniale ; sans abandon sincère des pratiques de collaboration de classe ; sans recours à l'organisation et à l'action extra-parlementaire révolutionnaire des masses ; sans volonté et perspectives claires d'établir en front unique avec toutes les autres formations ouvrières un véritable gouvernement ouvrier et paysan, les Partis socialistes au sein desquels ces tendances agissent seront irrémédiablement condamnés, comme en France, à servir de fossoyeurs non seulement du socialisme mais aussi de la démocratie bourgeoise.

Quant aux Partis Communistes, champions tardifs des voies « nouvelles » — « pacifiques » et « parlementaires » — au « socialisme », ils auront maintenant amplement l'occasion de méditer sur la validité de ces voies et sur l'exemple que leur offre l'expérience du Parti Communiste français. Les « voies nouvelles » en France, terre de prédilection des jeux « démocratiques parlementaires », ont servi à amener à froid au gouvernement, non le socialisme mais la pire réaction !

Ceci avec l'appui et la caution pratiques du Parti Communiste français qui a voté les pleins pouvoirs, l'état d'urgence et la réforme constitutionnelle dictatoriale, demandée et préparée par le gouvernement Pflimlin. Et si le P.C.F., après avoir été humilié de la manière la plus méprisante par la bourgeoisie qui refusa ses voix, a fait semblant à la dernière minute de « gauchir » sa politique, de dénoncer la « trahison » (?) de Pflimlin, d'appeler les

masses à la « vigilance » et à « l'action » — l'une et l'autre aussi vague — ceci ne doit pas cacher la réalité de sa politique : à aucun moment ce parti n'a cru à la possibilité de barrer la route à la dictature par l'action révolutionnaire des masses, et à aucun moment ce parti ne fut réellement capable de mobiliser la classe dans ce sens. La pratique le démontre clairement. Le « gauchissement » tardif de la politique du P.C.F. n'avait d'autre signification que de camoufler devant ses propres membres et devant la classe sa politique de retraite et d'impuissance.

Pour combattre réellement la dictature appuyée sur l'armée, il aurait fallu de toute évidence une mobilisation de la classe portée au plus haut degré, à savoir une grève générale insurrectionnelle, avec la levée en masse des ouvriers armés, l'occupation des usines, des gares, des aérodromes, de la rue et des places.

En réalité, il s'agissait, dans un tel cas, du début de la Révolution. Telle était en effet l'alternative historique posée devant la classe ouvrière française et devant ses directions : faire face à la contre-révolution commencée et la combattre par la Révolution.

La direction du P.C.F., amas de petits bourgeois bornés, corrompus jusqu'à la moelle dans l'opportunisme le plus vulgaire — cette soi-disant « tête de la Révolution » — n'était naturellement pas préparée, idéologiquement ou matériellement, à une telle éventualité. L'attitude du Kremlin envers de Gaulle donne d'autre part à penser que des ordres furent transmis pour que le P.C.F. aille doucement avec « le général », le Kremlin misant sur l'éventuel « anti-américanisme » (!) de ce dernier.

De toute manière, la direction du P.C.F., enfoncée jusqu'au cou dans la marée des « voies nouvelles », ne pouvait dans le meilleur des cas, quand elle vit surgir au bout de son nez le spectre de la contre-révolution en marche, que bluffer au moyen d'actions aussi spasmodiques qu'impuissantes. D'autre part, sa longue pratique de politique chauvine, opportuniste et de collaboration de classe l'avait réellement isolée des masses, elles-mêmes affectées par cette politique.

On ne pratique pas impunément des années durant une ligne cultivant les ferments chauvins et les illusions réformistes, discréditant systématiquement les forces et les moyens révolutionnaires de la classe ouvrière, et penser pouvoir ensuite, à un moment donné, faire appel à l'action révolutionnaire de la classe et y rencontrer un écho.

L'expérience du Parti Communiste français démontre à quel point ces partis, jadis révolutionnaires, ont en réalité dégénéré en formations parlementaires vulgaires, pour lesquelles les masses votent encore mais se mobilisent rarement.

LES CONSEQUENCES DE LA VICTOIRE DE DE GAULLE
ET LES TACHES DU PROLETARIAT

De Gaulle n'est pas exactement et ne pourra pas être un nouveau Hitler. Ni par sa base nationale ni par le contexte international qui entoure son expérience, son régime ne peut souffrir une telle comparaison. Cependant il serait également erroné de sous-estimer les conséquences de sa victoire.

Celle-ci constitue de toute évidence la première défaite importante de l'après-guerre en Europe, dont les conséquences défavorables vont se faire sentir dans l'évolution de la situation en Espagne, en Allemagne, en Italie, en Europe en général.

D'autre part, la Révolution algérienne, isolée jusqu'à maintenant de l'appui actif du mouvement ouvrier français, risque d'en souffrir davantage.

Ceci ne manquerait pas de peser dans une différenciation politique au sein du F.L.N., en favorisant une aile nationaliste droite au détriment d'une tendance de gauche plus sensible aux aspects sociaux de la Révolution, et plus irréductible dans son opposition à l'impérialisme.

L'essence de la dictature gaulliste, son appui principal, reste à l'heure actuelle l'armée. En dehors de l'Algérie, où les colons fournissent une véritable base de masse fasciste, ses assises « populaires » sont dans la métropole même encore minces.

D'autre part, le contexte international est toujours marqué par l'avance de la révolution coloniale, le renforcement des Etats ouvriers, les difficultés — y compris maintenant les difficultés économiques — de l'impérialisme, c'est-à-dire par un rapport de forces toujours défavorable à ce dernier.

Les forces sociales disparates qui veulent s'abriter derrière le symbole de la dictature, le caractère complexe et contradictoire des problèmes à résoudre, feront vite apparaître les véritables difficultés auxquelles la dictature aura à faire face. Dans le cas où elle se verrait obligée de se montrer « libérale » envers la révolution coloniale et de procéder à des concessions envers celle-ci, elle risquerait d'affronter dès le début l'opposition agissante des colons et autres ultras irréductibles de la « Grande France ». Dans le cas où au contraire

elle s'alignerait sur les positions des colons, elle risquerait de s'enfoncer davantage dans la guerre et l'impasse.

Sa sévérité économique et politique éventuelle envers les masses travailleuses en France risque d'autre part de dégeler définitivement l'apathie relative de celles-ci en faveur d'un regroupement militant.

Les difficultés financières provenant de la poursuite de la guerre d'Algérie et de la détérioration de la balance commerciale se surajoutant à celles de la politique extérieure de la dictature envers ses alliés et les institutions européennes, peuvent également miner la stabilisation du régime.

Mais ce qui avant tout décidera de la stabilisation ou non de la dictature, de sa forme, de sa puissance, c'est la capacité du prolétariat à se réorganiser en vue d'une résistance tenace culminant dans une offensive révolutionnaire pour le gouvernement ouvrier et paysan en France.

L'alternative devant laquelle se trouve la France n'est pas République ou dictature, mais révolution ou contre-révolution. La bourgeoisie, dans sa très grande majorité, a enterré de ses propres mains la République qui ne lui convenait plus en tant que système politique de gouvernement. Face à cette solution de classe, à la dictature bonapartiste militaire, le prolétariat ne saurait opposer que le pouvoir des ouvriers et des paysans. Les solutions intermédiaires auxquelles s'accrochent les idéologues petits bourgeois et les opportunistes incurables ont fait leur temps en France, et pour toute une période. Il n'est plus possible de revenir en arrière sans s'installer ainsi de fait dans la dictature de la bourgeoisie.

La dictature est venue par manque d'une mobilisation des masses portée au plus haut degré. Seule une telle mobilisation à l'avenir fera crouler la dictature en ouvrant la perspective de la République socialiste démocratique en France.

Avec patience et ténacité, il faut se préparer pour une nouvelle Résistance éclairée par cette perspective. Il faut reconstruire le front unique dans des comités de résistance. Il faut étendre la collaboration dans l'action aux travailleurs algériens en France, frères de combat, avant-garde de la lutte contre l'impérialisme français.

Il faut chasser du Parti Socialiste et du Parti Communiste les directions traîtresses ou faillies, des Mollet et des Thorez ! Il faut renforcer la tendance marxiste révolutionnaire afin de doter les masses d'une direction capable d'assurer demain la victoire.

Il faut lutter pas à pas contre l'extinction des libertés, pour la fin de la guerre et l'indépendance de l'Algérie, contre tout abaissement du niveau de vie.

Il faut éclairer les combats partiels, quotidiens, par la perspective du soulèvement armé qui mettra bas la dictature et instaurera le GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN en France !

Milan, 1^{er} juin 1958.

III

SUR LA VOIE DE STALINE

(L'exécution d'Imre Nagy)

Le Kremlin vient d'exécuter Imre Nagy et ses compagnons, membres du Parti Communiste hongrois. A l'improviste, dans un procès, disent-ils à huis clos, sans audience publique, et même sans « aveux », le Kremlin vient de commettre ce crime.

Il s'agit d'un assassinat qui a pu se passer de tout « procès », perpétré froidement, à un moment donné, pour des buts donnés.

Le Kremlin cherche ainsi à terroriser, en U.R.S.S. même, dans les « démocraties populaires » et dans les Partis communistes, les opposants à sa politique et au règne de sa direction actuelle.

L'assassinat d'Imre Nagy est un avertissement sanglant pour les « révisionnistes » qui ne s'alignent pas complètement sur les positions de la direction politique de la bureaucratie soviétique.

Au moment où la campagne contre la Yougoslavie redouble de violence, le Kremlin n'hésite pas à montrer qu'il est décidé à pousser la lutte jusqu'à l'extermination physique, comme au temps de Staline.

Mais, loin de démontrer la force, la cohésion et la stabilité de la direction actuelle du Kremlin, cet acte abominable prouve au contraire que nous assistons à nouveau à une lutte furieuse, exaspérée, entre tendances opposées au sein du stalinisme international. Il est difficile de dire si, dans cette lutte, Khrouchtchev lui-même est l'inspirateur ou le prisonnier d'une tendance néo-stalinienne plus « dure » qui cherche à consolider sa position contre les courants adverses. Par contre, ce qui est clair, c'est que la lutte au sein de la bureaucratie connaît actuellement un nouveau paroxysme.

Les difficultés propres en U.R.S.S. même, provenant des réformes « révolutionnaires » de Khrouchtchev en matière d'industrie et d'agriculture, qui ont bouleversé les structures sociales bureaucratiques, jointes à celles qui existent dans les « démocraties populaires », où règne de nouveau une rigueur toute stalinienne, ainsi qu'à celles provenant de la situation internationale, à nouveau aggravée, sont à la base d'une nouvelle lutte de tendance au sein de la direction politique de la bureaucratie soviétique et du stalinisme international.

La politique hésitante, contradictoire, spasmodique de Khrouchtchev au cours des derniers temps est caractéristique de cette crise. Son retournement, plus particulièrement dans l'affaire yougoslave, malgré le tort que cela porte à la politique du Kremlin à l'égard des pays non engagés et de l'opinion publique internationale, est le signe de l'ascendant que prennent dans sa tendance les éléments staliniens en U.R.S.S. même et ailleurs, décidés à mener la lutte contre les opposants, y compris par les moyens de l'extermination physique.

Par le fait que la déstalinisation s'est trouvée vite bloquée en U.R.S.S., dans les « démocraties populaires » et en Chine, les contradictions non résolues à l'intérieur de ces pays ont acquis au contraire une acuité redoublée.

En même temps, loin d'évoluer vers la détente, la situation internationale a au contraire connu une aggravation explosive, particulièrement dans le Moyen-Orient.

La politique de Khrouchtchev aussi bien en U.R.S.S. que dans les « démocraties populaires » et internationalement est loin d'avoir à montrer un bilan de victoires.

Dans ces conditions, des forces néo-staliniennes plus « dures » essaient actuellement de reprendre complètement le dessus afin de faire face, par l'extrême rigueur bureaucratique et même par la terreur, aux difficultés de toute sorte qui sont amoncelées.

Khrouchtchev manœuvrerait pour ne pas se trouver à contre-courant.

On connaît, peut-être avant longtemps, le dénouement de cette nouvelle crise qui gronde dans les sommets de la bureaucratie stalinienne internationale. Entre temps, c'est le mouvement ouvrier international qui subit les contre-coups néfastes de cette politique et de cette pratique néo-stalinienne.

Tandis que celles-ci dressent d'immenses masses mécontentes contre le régime politique et même contre le régime social de l'U.R.S.S., des « démocraties populaires » et de la Chine, et préparent de nouvelles explosions comme en Pologne et en Hongrie, elles démoralisent le prolétariat des pays capitalistes, l'amenant à se soumettre sans combat devant des coups de force réactionnaires, à l'exemple de celui de de Gaulle en France.

La politique actuelle du Kremlin, mélange de l'opportunisme le plus vulgaire et de procédés bureaucratiques et policiers tout staliniens, est pratiquement une politique de liquidation des Partis communistes en tant qu'organisations liées aux masses et capables de les mobiliser. L'exemple de la France est immensément significatif. Cette politique sert directement la réaction et favorise les plans de guerre de l'impérialisme.

La IV^e INTERNATIONALE appelle les membres des Partis communistes à opposer une résistance résolue à la reprise par le Kremlin d'un cours terroriste à la Staline. N'oubliez pas le passé, les infâmes procès de Moscou, de Rajk, de Kostov et leur désaveu par Khrouchtchev lui-même ! Ne cautionnez pas à nouveau sans esprit critique les mêmes ignominies et les mêmes crimes !

Elle les appelle à protester contre l'exécution sans procès public et sans la libre assistance ouvrière internationale de Nagy et de ses compagnons.

Elle les appelle à se débarrasser des directions staliniennes actuelles qui, inféodées comme elles le sont au Kremlin, complices de ses crimes passés et présents, bloquent absolument la voie à un renouveau du mouvement communiste, rendent impossible la collaboration pratique avec les autres forces politiques de la classe ouvrière, discréditent le communisme, liquident pratiquement leurs propres organisations, et ouvrent la voie à la réaction et à la guerre.

Milan, le 17 juin 1958.

De la Crise actuelle vers le Gouvernement Ouvrier et Paysan

(Résolution de la 15^e Conférence Nationale
du Parti Ouvrier Révolutionnaire de Bolivie)

I. — La deuxième révolution est commencée.

Les derniers développements ont ouvert une nouvelle étape dans le processus révolutionnaire : celle dans laquelle les deux camps en présence se feront clairement distincts, les forces révolutionnaires des masses se regrouperont, et une épreuve de force décisive se produira. Déjà les premiers combats de la 2^e révolution ont été engagés, opposant dans une lutte à mort le pouvoir capitaliste en crise, mais qui avait survécu à la première révolution, et le pouvoir des ouvriers et paysans, dont les premiers embryons apparurent lors de la révolution d'avril, et qui doivent nécessairement se développer objectivement pour qu'ils puissent tenir.

Les masses ont fait échec à Siles.

Poussé par l'impérialisme et par les besoins généraux du capitalisme en Bolivie, le gouvernement Siles s'était lancé dans une lutte pour détruire les organisations syndicales des mineurs et des ouvriers du textile, dont il voulait ignorer les principales conquêtes, et briser l'action des partis ouvriers. La réponse rapide des travailleurs du textile à La Paz ; l'ampleur et la force de la grève des mineurs ; la cassure à la base du « bloc restructeur », qui menaçait d'effondrement tout cet appareil bureaucratique, révélèrent la puissance révolutionnaire des masses et leur capacité à organiser d'en bas et à développer leurs propres luttes. Les ouvriers en lutte ont montré qu'ils sont capables de promouvoir, en peu de jours, le regroupement révolutionnaire de grandes masses et de jeter par terre le travail entrepris des années durant par la direction du M.N.R. et la bureaucratie de la C.O.B.

Le complot anticommuniste de la fin janvier et l'accentuation des heurts qui s'étaient produits à l'annonce d'un retour éventuel de Paz Estensoro et de la démission de Siles, ont montré combien sont profonds les déchirements et les contradictions à l'intérieur des secteurs capitalistes dirigeants. Surtout la démission annoncée de Siles révéla la grande division en tendances tant dans les milieux gouvernementaux que dans ceux de l'opposition de la *rosca*. La crise gouvernementale ne put être surmontée que provisoirement,

avec l'intervention de l'impérialisme américain et l'engagement de s'attaquer aux organisations ouvrières — politiques et syndicales — qui centralisaient déjà leur résistance à la politique gouvernementale. Aussi la « ligne dure » de Cuadros Quiroga l'emporta, et les luttes à l'intérieur des milieux dirigeants furent apaisées, certes pour le moment.

Cependant la réponse vigoureuse des ouvriers du textile et des mineurs et l'écho qu'elle eut dans le reste du mouvement ouvrier, firent échec à ces plans. Les « hommes forts » qui étaient apparus au début de l'attaque réactionnaire tombèrent au cours des deux semaines suivantes, ou sont en train de tomber. Quant à ceux qui annoncèrent l'immédiate application des recommandations faites dans le rapport Ford, Bacon et Davis, avec la fermeture des mines « marginales » et le licenciement de personnel dans les autres, et avaient tenu à terminer le contrôle ouvrier, ils ont soit échoué dans une telle entreprise, soit reculé. Le gouvernement, qui était parti à l'attaque avec comme programme la réorganisation générale du mouvement syndical, de la **Comibol** (*) et du pays, s'est trouvé à la fin confronté avec une crise gouvernementale, une crise dans la direction de la **Comibol**, et une crise dans le « bloc restructeur ». Pour que sa défaite soit plus éclatante, il a dû consentir à la réintégration dans la **Comibol** des directeurs ouvriers, comme ce fut auparavant le cas dans la C.N.S.S.

Le gouvernement Siles a subi la plus grande défaite politique infligée par le mouvement ouvrier. Jusqu'alors il avait réussi à neutraliser la C.O.B., s'était débarrassé de sa collaboration gouvernementale, avait organisé une équipe de bureaucrates syndicaux qui servaient ses plans visant à détruire les conquêtes ouvrières au moyen d'une dictature syndicale arrogante. Lechin avait capitulé à chacune de ces entreprises en arguant que « les ouvriers ne voulaient pas lutter ». Cependant, quand Siles et l'impérialisme se lancèrent pour briser les organisations ou-

(*) Office des mines boliviennes.

vrières et les syndicats d'avant-garde au moyen de la répression et de la provocation, la résistance des masses surgit, suivie d'une contre-offensive qui a, du moins pour le moment, désorganisé à nouveau les forces de la réaction.

La lutte s'était organisée d'en bas.

Lechin et Torres, dans un esprit défaitiste, s'étaient contentés d'une grève échelonnée. Quelques dirigeants de leur tendance, tels Lima et Saavedra, en proie aux attaques des silistes, préférèrent quitter leurs postes. Ce fut des usines (dont Said, Formo, Brasseries, et plusieurs autres), c'est-à-dire de la base ouvrière que surgit la lutte contre le complot siliste, et elle infligea une défaite complète aux « restructeurs », les obligeant à se conduire autrement.

Chez les mineurs, ce furent ceux-ci et leurs syndicats qui organisèrent la lutte avec leurs propres méthodes et leurs propres buts. La grève, déclenchée sans limitation de temps et épaulée par la grève de la faim, passa outre aux directives lechinistes. Les interventions des mineurs par la radio, saisie par les travailleurs, mirent en pièces les mensonges de la propagande officielle. Les milices des mineurs et des paysans, qui s'étaient concentrées à San José, freinèrent la provocation de l'armée contre la grève. Le Comité de grève formé à Oruro et représentait les travailleurs de dix mines, a constitué un très grand pas en avant des mineurs qui tendent à se donner une direction propre, combative, capable d'organiser et de centraliser la lutte. La grève de la faim, la participation des femmes dans la lutte, le soutien des populations des régions minières ont fait reculer les gens les plus coriaces du gouvernement, comme ce fut le cas de Cuadros Quiroga à Potosi.

Un des aspects de la lutte, qui obligea le gouvernement à reculer plus rapidement, ce fut le grand pouvoir d'attraction qu'elle exerça sur des organisations contrôlées par les silistes. En effet, dans les mines qui sont tenues par une dictature de ceux-ci (à Huancuni, Colquiri, Milluni), un véritable soulè-

vement des ouvriers qui voulaient participer à la grève menaçait de se produire. Quant aux ouvriers de Pulacayo, San José et Potosi, ils réalisèrent en un seul jour ce que le lechinisme n'avait pas pu faire au cours de quelques années, à savoir briser le contrôle bureaucratique de Sanjinés sur les cheminots, attirer la solidarité agissante de ceux-ci ainsi que celle des ouvriers du bâtiment, du textile et — comme à Araca — celle des paysans.

Après une longue période, les ouvriers ont à cette occasion montré non seulement leur volonté de lutte, leur grande combativité, mais aussi leur maturité politique, leur esprit d'initiative et leur tendance naturelle à organiser la lutte, à se donner une direction puisée dans leurs propres rangs, à s'unir et à se centraliser d'en bas, enfin à revigorer les milices pour soutenir leurs mobilisations. Les conquêtes d'avril non seulement vivent toujours dans la conscience des masses, mais encore celles-ci les développent au niveau des nouveaux besoins de la lutte.

Ce ne fut pas une bataille isolée, mais le début d'une guerre.

La tentative de porter un coup direct aux organisations ouvrières n'a pas décollé de la prédominance éventuelle d'une aile « dure » au sein du gouvernement. Si le gouvernement se décida à frapper aussi bien les organisations qui ont bâti le mouvement ouvrier bolivien que les forces principales qui firent la Révolution d'avril (mineurs et ouvriers du textile) et l'avant-garde politique, ce n'était pas parce qu'il disposait d'assez de force pour gagner la guerre qu'il déclençait ; c'est parce que la direction capitaliste du pays était arrivée à la limite de ses possibilités. La crise économique, sociale et politique est arrivée à un point où le pouvoir capitaliste ne peut coexister avec les conquêtes et les organismes des masses.

D'autre part, la survie des conquêtes des masses et des organismes qu'elles ont créés pendant et après la Révolution d'avril, ne peut non plus se poursuivre sous une direction capitaliste.

II. — La banqueroute de l'administration capitaliste.

La crise dans l'étain et autres minéraux.

Le capitalisme n'a aucune possibilité d'amortir les contradictions économiques dont souffre l'économie bolivienne. Celle-ci subit le coup très dur de la chute des prix sur le marché international dominé par l'impérialisme américain, en ce qui concerne l'étain, le plomb, le cuivre, le zinc, le tungstène et autres minéraux. Elle souffre aussi de la restriction brutale représentée par le quota d'étain imposé par le Comité International siégeant à Londres. Aux termes d'une loi des U.S.A., la Bolivie ne peut pas

vendre des produits « stratégiques » à l'U.R.S.S., à la Chine, aux « Démocraties populaires ». Or, la Bolivie ne peut pas non plus vendre tous ses minéraux sur le marché impérialiste, mais doit subir les limitations imposées par celui-ci aussi bien en ce qui concerne le volume d'achats que les prix.

La récession aux Etats-Unis a encore aggravé la situation de la Bolivie dans ces derniers temps. Elle menace de l'empirer avec les nouveaux tarifs douaniers que les U.S.A. envisagent d'établir contre les importations de plomb et de zinc. Aux Etats-Unis et sur le marché international, ce sont les

grandes compagnies minières expulsées de Bolivie par la révolution d'avril qui sont présentes et dominent le Comité international de l'étain, le Buffer Stock. Ce sont elles qui, par l'entremise de tels organismes, continuent à disposer des mines boliviennes et imposent des conditions, des quotas, des prix, à ceux qui achètent, traitent et vendent l'étain et autres minéraux boliviens.

Le but de ces grandes compagnies, dont le jeu est servi par le gouvernement Siles, c'est de mener les mines nationalisées à la faillite. On cherche à étrangler le **Comibol** par les difficultés venant du marché international et par les siennes propres découlant de l'échec de l'administration capitaliste, et de l'épuisement des puits. A travers le plan Ford, Bacon et Davis, les grands trusts cherchent à imposer leur administration et leurs vues aux mines nationalisées. Alors que les richesses de la Bolivie en matières minérales sont énormes, des mines nouvelles ne sont pas exploitées, tandis que des mines nationalisées parmi les plus riches, telle la mine Matilde, sont données « en location » aux grandes firmes impérialistes. L'impérialisme, en alliance étroite avec le gouvernement Siles, tâche de « libérer » les mines du contrôle ouvrier, des syndicats mineurs, et des milices armées.

La guerre du pétrole en Bolivie.

Les grandes richesses pétrolières que renferme le sous-sol bolivien ont fait du pays un champ de bataille dans la guerre mondiale pour le pétrole. Les grands trusts qui avaient été expulsés des mines se ruent sur les concessions pétrolières comme s'il s'agissait de colonies ouvertes. L'impérialisme américain, en accord avec le gouvernement petit bourgeois M.N.R. — alors présidé par Paz Estensoro — avait réussi à obtenir, comme contre-partie des mines nationalisées, une loi dite Code du Pétrole, de type colonialiste.

D'autre part, les grandes compagnies ont, dans le domaine des concessions pétrolières, déployé leurs classiques méthodes de piraterie pour les avoir aux meilleures conditions. La Y.P.F.B. (*) a été frappée de boycott en matière de finances, de technique et de transport, et on a fait pression pour arracher à la Y.P.F.B. les nappes les plus riches (tel Madrejonas). Le traité avec le Brésil, avec la « récupération » d'une grande partie du terrain fixé par les accords de 1938 fut précédé d'une large campagne « nationaliste » dont les porte-parole étaient les agences de presse de l'impérialisme américain. Cependant, les choses furent présentées comme un triomphe de la diplomatie du gouvernement Siles. Or, l'étendue de terrain dont il est question fut, au lendemain de la signature du traité, livrée à des compagnies américaines. Ce fut vraiment un triomphe de la diplomatie de la Standard Oil...

Tandis que les grands trusts impérialistes obtiennent ces concessions, la production

réelle du pétrole reste toujours aux mains de la Y.P.F.B. La propagande du gouvernement selon laquelle ces concessions dans les pétroles serviront à diversifier l'économie du pays, est réfutée par les faits. Les grandes compagnies pétrolières, comme jadis celles de l'étain, exigent des « garanties » avant de commencer la production. Elles exigent que le « pouvoir syndical » soit terrassé, que l'on retourne à la libre entreprise et que soit établie une dictature contre les masses pour rétablir le libre fonctionnement du capitalisme dans le pays.

La faillite du plan de stabilisation.

A peine un an après avoir commencé à être appliqué, le plan de stabilisation dit **Plan Eder** s'est soldé par un échec. Loin d'avoir obtenu la stabilisation et le développement de l'économie du pays, celle-ci voit sa crise aggravée. Ceci est prouvé par les décrets gouvernementaux du début de l'année, aux moyens desquels le gouvernement visait à bloquer les salaires pour un an encore, à rétablir une liberté déguisée de l'embauche, et à liquider par la voie froide la C.N.S.S. Mais la stabilisation capitaliste est incompatible avec les conquêtes des masses et l'amélioration de leur niveau de vie, et aussi avec leurs organisations. D'autre part, la corruption de l'administration capitaliste, ses trafics de tous les jours montrent la décomposition d'une telle administration.

L'« aide américaine » ne fait que prolonger la vie de cette administration, mais elle ne résout aucun des problèmes posés. Le chantage dont cette aide est accompagnée a forcé les secteurs les plus réticents de la direction du M.N.R. à suivre les directives politiques du Département d'Etat, en même temps qu'il a accentué l'instabilité et la crise du gouvernement. L'impérialisme américain emploie son « aide » pour soutirer aux secteurs capitalistes boliviens les mesures les plus réactionnaires.

Donc, la nationalisation des mines, la réforme agraire, le plein emploi, les augmentations de salaires, les assurances sociales, les organes de contrôle et de pouvoir servant aux ouvriers et aux paysans à défendre leurs conquêtes, c'est-à-dire les milices, les comités de contrôle ouvrier, les organisations syndicales, ne s'accordent pas avec l'organisation capitaliste de l'économie. C'est pourquoi la stabilisation capitaliste du pays exige la destruction des conquêtes et des organisations des masses, la restauration du pouvoir de coercition de l'armée et des carabiniers, l'établissement d'une dictature capitalo-impérialiste.

D'autre part, comme la grève des mineurs l'a montré, les masses empêchent l'impérialisme d'aller plus loin. Mais, pour que leurs conquêtes puissent être maintenues et pour que les conséquences néfastes de l'économie en état de banqueroute ne retombent

(*) Monopole d'Etat des pétroles.

pas sur les masses, celles-ci sont poussées à transformer le caractère défensif de leurs luttes en un caractère offensif visant à une transformation progressive de l'économie et à la destruction des forces qui s'opposent aux masses.

Les offres soviétiques et roumaines.

Dans une telle crise capitaliste, les offres de l'U.R.S.S. et de la Roumanie à la Bolivie (prêts et investissements à très bas taux d'intérêt et à longue échéance, installations pour le traitement des minéraux boliviens et la production des pétroles, achats sans limi-

III. — Les masses se refusent à supporter les frais de la crise.

Les derniers combats sont le produit d'un processus de mécontentement et d'opposition croissante qui embrasse l'ensemble des masses ouvrières, paysannes et petites bourgeoises citadines.

L'opposition ouvrière.

Les assemblées plénières des mineurs de Potosi et d'Oruro n'ont pas été les seules à montrer la rupture des travailleurs des mines avec le gouvernement capitaliste M.N.R. Un processus plus profond se dessinait partout ces derniers temps dans les mines, où les travailleurs, devant les menaces de chômage et l'arbitraire de l'administration, occupaient les installations, en chassaient les fonctionnaires et prenaient en mains l'administration. En même temps, ils s'adressaient à la F.S.T.M.B. pour qu'elle vienne soutenir leur action.

Les mineurs ont rejeté le plan de stabilisation et ont fait de leur revendication d'augmentation de salaires le pivot de leurs résolutions. Mais une des questions les plus explosives dans les milieux mineurs, c'est la menace de la fermeture des mines marginales et du licenciement massif dans les autres. Ceci a été clair lors de la dernière grève. En effet, ce sont les mines les plus affectées par ces menaces (à San José, Pulacayo, Kami, Unificada et ailleurs) qui ont le plus poussé en avant la lutte. Ce ne fut pas seulement l'arrestation du dirigeant Cabrera qui mobilisa les mineurs, mais plus encore les menaces directes que les mesures du gouvernement faisaient planer sur leur niveau de vie, leur emploi, leurs organisations.

Le haut niveau de compréhension des mineurs en ce qui concerne la portée réelle de la lutte s'est exprimé dans le texte de résolutions comme celle qui fut adoptée en janvier par l'assemblée tenue à Catavi et qui rejetait les mesures du gouvernement en matière de libre emploi et de blocage de salaires, appelait à la mobilisation des milices et s'adressait à d'autres syndicats pour centraliser l'action. L'alarme provoquée au

tation de plomb et de cuivre, installation d'usines pour l'exploitation des matières premières) ne font qu'attiser les contradictions capitalistes.

Car ce n'est pas le capitalisme qui peut envisager un tel développement industriel pour la Bolivie. Aussi les perspectives ouvertes par les offres de l'U.R.S.S. et de la Roumanie comporteraient le renforcement des conquêtes ouvrières et mineraient davantage le capitalisme. Celui-ci ne peut profiter de telles offres qui le désintégreraient plus profondément, et c'est pourquoi Siles les rejette, armé des arguments du F.B.I.

sein du gouvernement et chez l'impérialisme américain par les décisions prises à Catavi fut telle que le gouvernement fit de cette ville le point de départ de sa provocation qui visait à déclencher la répression.

Chez les ouvriers du textile, l'opposition aux « trois décrets » ne fut pas moins vigoureuse. La menace du chômage dans cette branche est aussi réelle que dans les mines. Aux menaces de fermeture d'usines, de cessation de paiement des salaires et des autres conquêtes sociales, les ouvriers du textile ont répondu, comme dans le cas de l'Usine Verrière et de Manaco, à Cochabamba, par des actions décidées qui ont fait reculer le patronat et le gouvernement. La autres conquêtes sociales, les ouvriers du textile de La Paz, et la défaite qu'ils ont fait essuyer aux silistes qui voulaient détruire leur organisation syndicale, montrent que ces travailleurs ne sont nullement disposés à s'incliner devant les attaques des capitalistes. Quant à la conférence d'ouvriers du textile tenue à Tarija, elle s'est prononcée contre le blocage des salaires, passant outre aux manœuvres des agents du gouvernement et des « restructurateurs ».

La masse des organisations qui ont été « restructurées » a parfois exprimé une opposition plus grande encore envers la politique du gouvernement. A La Paz les ouvriers du bâtiment ont rompu publiquement avec lui. Plus que personne, ils subissent les méfaits du chômage. Les cheminots se sont opposés ouvertement au gouvernement, d'abord lors de leur grève à Uyuni (début janvier) puis en se solidarisant avec les mineurs d'Uyuni, Oruro, Potosi, et ils n'ont pas suivi les directives de Sanjinés et Cie. La conférence de la Fédération des cheminots de La Paz, fédération qui constituait une base pour la bureaucratie, a été une défaite pour le gouvernement car l'assemblée a déclaré se solidariser avec les mineurs et a demandé que les salaires des mineurs correspondant aux jours de grève soient payés à 100 %.

Les typographes de La Paz, les ouvriers du textile d'Oruro et ceux du bâtiment de

Potosi ont également montré leur opposition à la politique du gouvernement et leur volonté combative. Soulignons encore que l'esprit insurrectionnel qui couvait chez les mineurs de Huanuni, Colquiri, Milluni et qui ébranla l'appareil syndical siliste, a révélé toute la faiblesse du gouvernement, mais aussi les grandes possibilités d'une mobilisation générale des masses, unifiée à l'échelle nationale.

L'insurrection paysanne est toujours vive.

Le Plan Eder de stabilisation, l'impérialisme américain, la rosca et le gouvernement Siles ont pour la campagne un programme assez clair : arrêter la réforme agraire. C'est Eder qui l'a dit, et c'est Siles qui l'a répété : pour augmenter la production agricole il faut assurer aux « hommes d'entreprise » que leurs propriétés ne leur seront pas arrachées. Autrement dit, le relèvement de la production agricole n'est pas envisagé comme une question technique et en fonction du relèvement social, économique et culturel du paysan, mais plutôt en fonction des garanties à donner aux entrepreneurs capitalistes, aux « investisseurs », ainsi qu'aux grands propriétaires terriens qui ont réussi à ne pas être expropriés.

La stratégie de l'impérialisme américain et du gouvernement Siles est simple. Elle se propose de séparer les paysans des ouvriers ; de neutraliser l'action des paysans tandis qu'on s'emploie à détruire le mouvement ouvrier pour ensuite s'attaquer aux conquêtes des paysans. Quand la rosca s'attaque aux paysans et s'oppose au suffrage universel, elle fait étalage de la haine et de l'esprit revancharde qu'elle ressent envers ceux qui l'ont expropriée de ses terres et mis fin à son pouvoir féodal.

Apparemment les paysans ne sont pas intervenus dans les récentes luttes. Exception faite du soutien apporté par les milices paysannes d'Araca qui étaient venues à San José pour défendre les mines, il n'y a pas eu une intervention massive des paysans. Cependant, ceux-ci s'inquiètent grandement d'une crise sociale et politique qui menace toutes leurs conquêtes. Cette inquiétude s'exprime depuis un certain temps déjà dans une hostilité envers les fonctionnaires chargés de la réforme agraire, et du ministère des Affaires paysannes, dans lesquels ils voient directement représentés les entraves et attermoiements qu'on veut imposer à la réforme agraire.

Malgré les Barrientos Mamani et tous les autres bureaucrates dans le pays, la crise affectant les rapports entre le gouvernement et les paysans se développe. Les chocs actuels entre des fédérations rivales sur la question de se prononcer pour ou contre le ministre des Affaires paysannes, sont l'expression déformée d'une lutte qui couve à la base. Jusqu'ici les organisations paysannes, tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle régio-

nale, sont dirigées par des individus de la petite bourgeoisie citadine (docteurs, fonctionnaires, agents du ministère).

La tendance des paysans, c'est de s'opposer au gouvernement, de résister aux agents silistes. Mais ils ne disposent pas de la direction nécessaire. La direction de la C.O.B., de Nuflo Chavez, s'inclina sans livrer combat. Les paysans cherchent instinctivement une nouvelle direction, mais ne la trouvent pas. Cependant, leur pression a opéré une différenciation au sein du silisme lui-même. Ainsi, la conférence paysanne tenue à La Paz avait certes pris la décision de renouveler l'attachement des paysans à Siles, mais aussi de défendre la réforme agraire en danger, et pour cela d'aller vers la constitution d'une armée, chaque famille paysanne devant envoyer un de ses membres dans les rangs de cette armée.

La désertion de la direction lechiniste maintient la crise chez les paysans dans une certaine confusion. On ne voit pas comment en sortir ; il manque un noyau dirigeant. A Choroma, dont le syndicat paysan est armé et s'est maintenu en guerre contre des villageois (tel San Pedro de Buena Vista) où les exploités des paysans ont cherché refuge, l'esprit insurrectionnel des paysans est toujours vif. Malgré l'assassinat d'un de leurs leaders, Narciso Torrico, 30.000 paysans maintiennent vive la flamme de la révolution agraire et obligent, par la pression des masses, les bureaucrates d'Ucurene et d'ailleurs à se montrer solidaires d'elles. Les soulèvements isolés des paysans dans l'altiplano, à Chuquisaca, à Cochabamba expriment la volonté combative des paysans, qui s'épanouira dans les grandes luttes qui approchent.

Les luttes ouvrières, comme celles des mineurs ces derniers temps, offriront le centre pour le regroupement des paysans, le canal pour le développement de la révolution agraire jusqu'ici bloquée, isolée. Il faudra une action consciente de la part des organisations ouvrières, des noyaux dirigeants ouvriers que la lutte fera surgir, à l'exemple de l'influence exercée par les mineurs de Viloco sur les paysans d'Araca, pour parvenir à libérer et à canaliser les forces révolutionnaires énormes des paysans, contenues jusqu'ici par la bureaucratie, par leur isolement par rapport aux luttes ouvrières, et par la paralysie et la capitulation de la direction Lechin-Nuflo. C'est ainsi que les ouvriers chasseront la direction petite bourgeoise des paysans constituée par les dirigeants de la C.O.B. et dont Siles se sert.

La crise de la petite bourgeoisie.

La petite bourgeoisie citadine est elle aussi secouée par les contradictions qui ébranlent le régime tout entier. C'est sur elle que l'on comptait pour réussir le Plan Eder de stabilisation. Elle fut mobilisée par le gouvernement pour enrayer la mobilisation ouvrière

en juin-juillet 1957. Cependant, elle a ressenti également les conséquences du Plan Eder. C'est ainsi que ses conditions matérielles de vie loin de s'améliorer se sont empirées.

Pendant toute la récente période, les grèves ont été plus nombreuses dans la classe moyenne que dans le camp ouvrier. Des mouvements grévistes se sont succédé chez les fonctionnaires des Services inter-américains, les employés de banque et de l'administration dans divers points du pays, les instituteurs. Il s'agit de ces couches sociales qui ont apparemment soutenu Siles, et qui — du moins leurs dirigeants — ont, le 6 mars, « juré » de « ne plus déclencher des grèves ».

Les mobilisations pour soutenir Siles, tout comme les voix électorales recueillies par

la Phalange, sont plutôt le résultat du manque d'une direction et d'une action ouvrière capables d'ouvrir objectivement à la petite bourgeoisie une voie pour l'amélioration de sa situation. Objectivement, de larges secteurs de la petite bourgeoisie sont opposés à la politique du gouvernement et disposés à mener la lutte ; il est donc possible que ces secteurs soutiennent le prolétariat en lutte.

Les inquiétudes et la volonté de recherche que connaissent les milieux intellectuels — notamment les universitaires — en ce qui concerne des questions telles que la production pétrolière, les concessions forestières, les affaires économiques et la libre entreprise, et l'esprit critique de ces milieux (exception faite des éléments appartenant à la rosca) prouvent l'effervescence et les soucis de la petite bourgeoisie en général.

IV. — La crise des forces politiques.

La politique du gouvernement Siles, de la direction du M.N.R., de l'impérialisme américain, de la rosca et ses partis, enfin des sommets de l'armée et des carabiniers, s'est fixé pour but de mettre un terme à la révolution bolivienne, que ce soit par la voie froide ou la voie chaude, de libérer le capitalisme de toutes les limitations et contrôles que la Révolution d'Avril lui imposa. Mais ils sont arrivés à un point au-delà duquel ils ne peuvent plus avancer.

Depuis le début de l'application du plan de stabilisation, et plus particulièrement depuis le 2^e congrès de la C.O.B., le gouvernement Siles avait réussi à prendre l'initiative contre le mouvement ouvrier grâce à la faillite politique et à la paralysie de la direction de la C.O.B., à la capitulation ouverte d'une partie de cette direction, et au soutien que lui accordaient la rosca et une petite bourgeoisie citadine irritée qui n'entrevoit aucune perspective.

Cependant, dans le processus de la révolution, aucune de ces forces ni de ces capitulations n'a changé le rapport de forces. Pendant toute cette dernière période, la petite bourgeoisie citadine n'a pas pu être entraînée à affronter violemment, ouvertement, le prolétariat et les paysans. Siles ne pouvant plus avancer sur la voie froide, l'alliance avec la rosca fut rompue. Les penchants aux coups de force se réveillèrent à nouveau, y compris dans le gouvernement. Le complot de janvier ouvrit ainsi une nouvelle étape dans la situation.

Forté du soutien de l'impérialisme américain et de la faiblesse du gouvernement, la rosca a repris une action politique des plus agressives à travers la Phalange et autres groupes. Favorisés par les inquiétudes qui agitent la petite bourgeoisie et par l'absence

d'un canal la reliant à nouveau au prolétariat, nombre de partis tués par la révolution d'avril ont ressuscité et cherchent à tirer le meilleur profit de la situation en faveur de la rosca.

Le M.N.R. est cassé.

Tous ces développements ont fini par dévoiler la cassure complète du M.N.R. Jusqu'à l'assemblée élargie d'Oruro, Lechin tâcha de maintenir la fiction de l'unité du M.N.R. Ainsi il attela le mouvement ouvrier à la direction politique du gouvernement qui pourtant frappait sur lui.

Le retour annoncé de Paz Estensoro — que certains attendaient — fut présenté comme la seule alternative à la solution de la crise économique et à la réunification du M.N.R. L'annonce de ce retour fit exploser des divergences jusqu'alors contenues. Cependant, Paz Estensoro ne rentra pas. La crise que connaît la Bolivie n'est pas due au gouvernement Siles mais au capitalisme. La politique de Paz Estensoro n'est pas distincte de celle de Siles ; dans des conditions économiques plus stables, elle correspond à l'objectif commun de stabiliser le capitalisme sur le dos de la révolution et des masses. Si le « guérisseur » Eder n'a pas pu trouver une solution à la crise bolivienne, le « guérisseur » Paz Estensoro ne l'apportera pas non plus.

Le plan de stabilisation ayant échoué aux yeux de la petite bourgeoisie, qui lui avait cependant accordé son soutien, le groupe représenté par Siles s'est scindé en plusieurs tronçons dont les deux principaux — le « dur » dirigé par Cuadros Quiroga et Ocamp, et un autre lié aux ministres des Affaires paysannes et qui résiste à « brûler » sa base de masse — servent en quelque

sorte de champ de manœuvres à Siles et à ses partisans pour ne pas devenir les prisonniers politiques de la rosca.

Quant au secteur paz-estensoriste, il ne se retrouve plus dans la forêt de la crise politique. Il n'a pas une base propre, agissante, ni une orientation dans tous ces développements. Derrière tous ces groupes, c'est l'impérialisme américain qui agit dans sa tentative de les unir afin de constituer une force politique capitaliste quelque peu solide. Cependant, cette intervention de l'impérialisme et son impuissance à imposer une solution dans l'immédiat, ne font qu'aggraver les contradictions. Certes, comme en janvier, comme le 6 mars à l'occasion de la crise produite par la démission annoncée de Siles, des fronts ont été transitoirement formés pour s'attaquer à la classe ouvrière, mais ils ont été freinés par la résistance des masses et se sont vus à nouveau en proie à leurs propres contradictions.

L'armée elle-même et le corps des carabiniers n'échappent pas à ce processus. Leurs crises intérieures se succèdent, et le cadre des officiers se brise à chaque crise. Les soldats n'ont aucune hostilité envers le mouvement ouvrier et paysan car ils appartiennent à ces classes sociales; donc le capitalisme ne peut pas compter sur leur décision pour se battre. La tradition du 9 avril est encore très vivante chez les soldats, et le gouvernement n'est pas assez fort pour imposer une certaine cohésion et une conviction à la masse de l'armée. Quant aux milices du M.N.R., dont les membres ont été recrutés parmi les chômeurs, elles ne sont que le gagne-pain de leurs composants. Dans une bataille réelle, le mouvement ouvrier exercera sur ces milices une véritable attraction.

La gauche lechiniste a fait ses preuves.

Qui a ressenti le plus les effets du choc frontal survenu entre le mouvement ouvrier et le gouvernement M.N.R., c'est la soi-disant gauche, dans tous ses secteurs, exception faite du P.O.R. La polarisation des forces et leur confrontation ouverte ont jeté par terre tous les pronostics et l'orientation politique de cette gauche, et révélé son impuissance.

La gauche fut saisie de panique lors de la crise ouverte à l'annonce de la démission de Siles. Alors que des changements politiques très importants se produisaient et exigeaient qu'on prenne position devant eux; alors que la démission annoncée de Siles était l'objet de discussions dans les usines et dans les mines, l'attitude de Lechin fut de ne pas intervenir, de « ne pas prêter le flanc à la provocation ». C'était la même attitude qui l'avait conduit, de reculer en reculant, à consentir à la neutralisation de la C.O.B. devant les événements. Dans la crise ouverte par la démission de Siles intervinrent l'impérialisme américain, la Phalange,

l'Action de Défense, le haut commandement de l'armée et des carabiniers, les chefs du M.N.R., les bureaucrates « restructurateurs ». Mais le mouvement ouvrier vit son intervention freinée. Le résultat en fut que, à l'ombre de cette « paix » que Lechin lui offrait, la réaction parvint à surmonter — certes pour le moment — ses propres difficultés et à s'allier au gouvernement dans la répression. Le mouvement ouvrier eut ainsi, déjà sous le feu d'un ennemi qui s'était uni, à intervenir avec retard pour la défense de ses conquêtes.

Le lechinisme « intransigeant » et tous les autres courants gauche du M.N.R. ont fait faillite. Leur soumission idéologique au M.N.R., à Paz Estensoro, les paralyse politiquement au milieu du processus le plus dynamique que les masses aient jamais vécu. Alors que les camps se profilent clairement, que les syndicats luttent contre le gouvernement du M.N.R., et que les locaux des syndicats et l'unité des ouvriers sont l'objet de coups des commandos au service du gouvernement que Lechin veut maintenir, celui-ci tient à l'unité — illusoire — du M.N.R.

Le Parti Communiste.

Devant la démission de Siles, la direction du P.C. s'était prononcée pour la constitution d'un front pour soutenir Siles contre le coup réactionnaire. Les premières victimes de cette erreur du P.C. de considérer Siles comme l'objet et non pas le sujet d'un coup réactionnaire, ce furent les dirigeants du parti qui ont été envoyés en prison ou en déportation. La politique conciliatrice de la direction du P.C. a elle aussi été condamnée par les événements.

Le refus de la base de suivre les directives du « Bloc restructurateur », ainsi que l'action des cheminots d'Uyuni, d'Oruro, de Potosi, et des ouvriers du textile de La Paz, ont poussé les militants du P.C. au-delà des directives qu'ils avaient reçues de leur Parti.

Nécessité objective du Parti révolutionnaire.

La crise du M.N.R. et celle des forces de gauche qui ont eu jusqu'ici une grande influence dans la direction du mouvement ouvrier, sont sans cesse accrues par la décision combative du prolétariat et des paysans et par leurs progrès en matière de méthodes de combat. Loin de s'apaiser, la lutte révolutionnaire rebondit.

La voie est ouverte pour le développement du Parti marxiste révolutionnaire capable d'orienter la révolution bolivienne dans sa nouvelle étape. Une lutte politique est devant nous, des nécessités politiques se développent. Tout comme les autres courants du mouvement ouvrier, le P.O.R. a fait ses preuves. Son orientation a été confirmée par les événements.

V. — L'étape de la décision.

Les deux camps en présence profilent leurs traits, les forces se polarisent et tâchent de s'évincer l'une l'autre. Ce premier combat est le début d'une guerre qui sera dure. Le gouvernement et l'impérialisme n'ont pas la force de l'emporter. Cependant, les masses n'ont pas une unité de vues sur leurs objectifs ni la conscience claire de la voie de la victoire. Or, la situation actuelle est telle qu'elle n'accorde pas de délais pour une évolution politique en toute tranquillité, c'est-à-dire pour que les forces se préparent au combat. Même sans préparation, l'une et l'autre des deux forces qui s'affrontent seront poussées à des chocs et à des luttes comme celles qui se sont produites ces derniers temps.

Perspectives de guerre civile.

Les contradictions se développent sans qu'en même temps se développe une force capable de maîtriser le processus. La détérioration de la situation avait poussé le gouvernement et l'impérialisme américain à déclencher une attaque sans qu'ils aient la force nécessaire pour s'imposer. Poussés par une situation pareille, les chefs militaires et la Phalange peuvent à tout moment se lancer dans une offensive et l'emporter peut-être sur le faible gouvernement Siles, mais ils rencontreront la résistance acharnée des masses qui défendront leurs conquêtes. Des secteurs de la rosca, des commandos locaux silistes peuvent, devant le développement des luttes ouvrières et l'impuissance des secteurs petits bourgeois ou rosqueros, être saisis par le désespoir et se lancer dans des coups et des provocations entraînant des luttes armées comme celles qui ont eu lieu à San Pedro de Buena Vista, à Uncia, à Santa Cruz.

Cependant, les masses réagiront vigoureusement, y compris par la lutte armée, devant toute attaque à leurs conquêtes et contre les provocations, les coups d'Etat, etc. La réponse des ouvriers de Catavi et Siglo XX à la provocation intervenue à Uncia, la concentration de milices à San José pour faire face aux provocations d'un régiment de l'armée et aux commandos du gouvernement, ont été des indices d'une telle tendance de la part des masses. Il y a des prémisses d'une guerre civile qui peut éclater à tout moment. Elle aurait déjà pu se déclencher lors de la récente grève des mineurs si le gouvernement n'avait pas reculé à temps dans l'affaire de la marche du commando d'Huanuni sur Catavi et de l'armée sur San José.

Mais cette situation renferme un danger. En l'absence d'une direction et d'un objectif central qui canalise la lutte des masses, la guerre civile peut s'atomiser dans des guérillas dispersées. Tous les pas en avant que le mouvement ouvrier devra faire pour donner à la lutte des masses un objectif central

et pour que les secteurs les plus avancés du prolétariat développent auprès des masses une action en vue de centrer la lutte sur la prise du pouvoir, serviront à élever à un niveau supérieur et à centraliser la guerre des guérillas.

Grève générale et grèves partielles.

D'autre part, dans la présente situation explosive, de nouvelles attaques et provocations du gouvernement, des coups militaires mettant en danger l'ensemble des conquêtes des masses, ou un autre fait du genre, peuvent mettre à l'ordre du jour la grève générale. Des grèves partielles avec tendance à se généraliser ne sont pas non plus exclues.

C'est dans ces actions de masses, auxquelles celles-ci peuvent être amenées par la situation objective, que le combat central, offensif, doit être orienté contre le pouvoir impérialiste et capitaliste et pour que les masses apportent leur propre solution à la question du pouvoir. La force révolutionnaire des masses s'exprime non seulement dans leur capacité de mener de grandes luttes, mais aussi dans le fait qu'elles peuvent apporter leurs propres solutions à la crise du pays. Sinon leur force s'épuisera et le capitalisme parviendra à imposer sa solution à lui.

Le développement des éléments du pouvoir ouvrier et paysan.

D'éventuels coups militaires ou des tentatives dictatoriales de Siles attiseront, comme on l'a vu lors de la dernière grève, la tendance des masses à renforcer leurs organes de pouvoir, leurs syndicats, leurs milices, et à centraliser d'en bas ces organes.

Le développement du double pouvoir ouvrier est à l'ordre du jour dans cette nouvelle étape de la lutte révolutionnaire des masses.

Les élections.

Ayant échoué dans son épreuve de force, le gouvernement Siles se tourne du côté d'une consultation électorale qui, cependant, ne l'intéresse pas et qu'il tâchera d'éviter. Mais l'impérialisme américain cherche par cette voie la réintégration politique de la rosca dans la vie du pays, afin qu'il puisse élargir sa base et réaliser quelques-uns de ses plans.

L'épreuve électorale servira à provoquer une rupture ouverte des syndicats avec le M.N.R. et renforcera les syndicats en tant que canal des aspirations des masses. Mais, en même temps, au fur et à mesure que ce processus se développe, les agissements de la réaction seront des plus désespérés, et le point culminant de la mobilisation des masses derrière leurs syndicats ne sera pas la réunion d'un parlement bourgeois, mais celle d'un Congrès ouvrier et paysan.

VI. — Pour un congrès extraordinaire de la C.O.B. qui décidera la formation du gouvernement ouvrier et paysan.

Pour arrêter le dernier coup réactionnaire, les masses n'ont mis en jeu qu'une partie très limitée de leur capacité d'action révolutionnaire. Comme nous l'avons vu, la lutte des masses se heurte à une difficulté qui les empêche de déployer pleinement leurs forces, c'est le manque d'objectifs centraux capables d'entraîner la classe dans son ensemble et d'élever sa capacité de lutte. Le gouvernement a provisoirement pour lui comme avantage la confusion régnant dans de larges secteurs de la classe. La lutte défensive, le manque d'un objectif central, ne favoriseront pas le développement de toutes les énergies révolutionnaires des masses.

La crise économique et politique ne peut pas continuer indéfiniment. Elle doit trouver une issue soit capitaliste, soit ouvrière. Les masses travailleuses ne peuvent pas lutter constamment contre le chômage alors que l'économie du pays est en pleine banqueroute. Elles ne parviendront pas à élever, pas même à maintenir, leur niveau de vie au milieu d'une crise générale. La crise dans les mines, l'agriculture et l'industrie exige des solutions que le capitalisme ne peut pas apporter. Tout ce qu'il peut apporter dans ce domaine, c'est la misère et le chômage pour les travailleurs. Ce sont donc ceux-ci qui doivent trouver la solution.

On ne peut pas, à l'instar de Lechin, attendre ou demander au régime capitaliste de sortir de l'impasse. Les solutions venant du capitalisme représentent du sang pour les masses. Les travailleurs des villes et des campagnes ont besoin de leurs propres solutions tant économiques que politiques. Ils doivent chasser le gouvernement capitaliste et instaurer leur propre gouvernement désigné par leurs propres organisations et responsable devant elles ; un gouvernement qui exprime et réalise la volonté des travailleurs groupés dans les syndicats, fédérations ouvrières, C.O.B., milices ouvrières et armées paysannes.

La réaction veut, au moyen d'une dictature, arracher aux ouvriers et paysans leurs conquêtes, mater la capacité qu'ils ont d'envisager et de résoudre les questions qui les intéressent. Il faut ouvrir la voie pour que les masses puissent décider elles-mêmes de leurs problèmes. Cette voie, par laquelle les ouvriers, les paysans et la petite bourgeoisie pauvre auront à exprimer leur volonté, c'est un congrès extraordinaire des travailleurs dont la convocation est nécessaire. C'est à travers des organismes qu'elles ont déjà créés, et qu'elles doivent tenir toujours en mains, que les masses discuteront et désigneront directement leurs délégués dans les assemblées de syndicats, des mineurs, des ouvriers dans les usines, des paysans, etc. De nouvelles formes d'organisation (comités

et autres) surgiront au cours de la lutte qui représenteront aussi la volonté des masses.

Le gouvernement ouvrier et paysan.

C'est un tel congrès extraordinaire, en tant que forum suprême des travailleurs des villes et des campagnes qui aura autorité pour apporter une solution à tous les problèmes économiques et politiques qui se posent, à commencer par la question principale, à savoir doter la révolution bolivienne du régime qui assure ses conquêtes, les amplifie, chasse définitivement les forces ennemies capitalistes, établit et réalise un plan qui assure un développement économique et social réel de la Bolivie. C'est-à-dire qui instaure le gouvernement ouvrier et paysan.

Ce gouvernement ne doit pas être une autre expression du régime actuel. Il devra représenter un régime nouveau, organisé en fonction des besoins des masses et des possibilités réelles de l'économie du pays. La formation et le maintien de ce gouvernement doivent venir d'une mobilisation des masses capable de contrecarrer et de détruire la résistance des ennemis. Ainsi il s'attirera les sympathies et le soutien des masses latino-américaines, pour lesquelles la formation d'un gouvernement ouvrier et paysan en Bolivie constituera un stimulant dans leur lutte actuelle contre le capitalisme et l'impérialisme. La formation de ce gouvernement devra être décidée par le Congrès extraordinaire de la C.O.B. et composé d'hommes jouissant de la confiance des masses en lutte. Il ne sera pas un gouvernement majoritaire du P.O.R., pas plus que d'un autre parti, dans la mesure où aucun de ces partis n'a gagné jusqu'ici la confiance de la grande majorité des masses. Pour faire progresser leurs luttes, les masses doivent employer le canal des syndicats, de la C.O.B., des comités qui se créeront au cours des combats, afin d'aboutir à l'instauration du gouvernement ouvrier et paysan.

Mobilisation centralisée des forces armées de la Révolution.

Dans les conditions actuelles, le gouvernement, l'impérialisme, la rosca, mettront tout en œuvre pour empêcher un congrès où les masses auraient à décider du sort de la Révolution. Pour que les travailleurs puissent dans ce congrès discuter à l'abri de toute répression, et pour que la mobilisation des masses partout dans le pays puisse se développer, celle-ci doit être accompagnée de la mobilisation centralisée des milices ouvrières et paysannes, comme cela a été fait sur une échelle locale lors de la formation du Comité de grève à Oruro.

La menace de l'armée et des commandos gouvernementaux doit trouver une réplique dans les forces armées des masses, comme ce fut le cas à San José et Uncia, et comme le font continuellement les syndicats paysans.

Dans le cas d'une guerre de guérillas, la tâche des marxistes révolutionnaires sera d'orienter les guérillas, de se mettre à leur tête, d'œuvrer à la constitution d'un commandement unique, d'appeler les masses pour qu'elles se mobilisent, armées ou non, et assurent la tenue du congrès extraordinaire de la C.O.B.

Pour un Comité de salut public qui dirige les luttes, centralise les milices, convoque le congrès extraordinaire de la C.O.B.

Dans les mains des « restructurateurs », la C.O.B. se trouve paralysée. De même, les confédérations syndicales sous la direction des bureaucrates sont des obstacles et des oppositions à toute mobilisation de masse. La dernière grève des mineurs a, par contre, montré la tendance des travailleurs à se donner leurs propres organes de lutte en dépit des Lechin et des Torres. De tels organes doivent devenir permanents et participer à l'instauration d'un Comité de salut public qui prenne et organise le congrès extraordinaire de la C.O.B. La tendance des ouvriers organisés dans les syndicats « restructurés » est, comme ils l'ont déjà prouvé, de rejoindre les luttes. Ces syndicats et leurs fédérations doivent eux aussi se lier au comité de salut public. Là où la bureaucratie maintient d'une façon ou d'une autre son contrôle, des comités pour le congrès extraordinaire de la C.O.B. doivent être constitués qui se substitueront aux directions officielles et, au besoin, prendront la direction et représenteront leurs secteurs à un certain moment de la mobilisation de masses.

Le congrès de la C.O.B. sera le point culminant de la mobilisation des masses.

Le congrès extraordinaire de la C.O.B., qui aura à décider la constitution du gouvernement ouvrier et paysan, doit être le point culminant de la mobilisation des masses. Le processus, comme nous l'avons déjà dit, se développera. Les actuelles luttes seront suivies de luttes plus grandes et décisives. Les chocs armés, la guerre civile, la grève générale sont possibles dans le cadre d'un processus de mobilisation croissante qui gagnera des secteurs plus larges aussi bien des ouvriers que des paysans.

Pour éviter la dispersion de ce processus et l'épuisement de forces révolutionnaires dans des batailles partielles, il faut donner une perspective centrale. La lutte pour le congrès extraordinaire de la C.O.B. servira de levier pour mobiliser les secteurs les plus hésitants ou confus ; elle servira d'autre part

à éviter des grèves et des mouvements partiels susceptibles de favoriser les plans répressifs du capitalisme et, d'autre part, à impulser les masses à la lutte générale.

Ce congrès ne doit pas être un congrès de bureaucrates, comme ce fut dans le passé. Les bureaucrates, comme le montre l'expérience chez les cheminots, ne sont pas en mesure d'affronter un congrès de masse, même pas ceux qu'ils « contrôlent ». Dans ces conditions de lutte et de mobilisation, le congrès extraordinaire sera vu par les masses comme la voie la plus directe pour mettre fin au contrôle des bureaucrates et des ministères sur les organisations ouvrières centrales, comme la voie la plus directe pour récupérer la C.O.B.

Les grèves, les milices, les guérillas, la grève générale constitueront un terrain où l'idée du congrès, posée dès maintenant avec toute vigueur, pourra rayonner et s'attirer le soutien des grandes masses.

Au cours des derniers événements, les **radios des mineurs** se sont révélées être une arme de grande importance. C'est une arme pour contrecarrer la propagande de l'ennemi et diffuser les objectifs des ouvriers et des paysans. La lutte pour le congrès extraordinaire de la C.O.B., pour l'organisation des milices, pour aider à la dispersion des forces ennemies, y compris celles de l'armée, doit désormais se servir de cet instrument fondamental : la radio. Si le 2^e congrès de la C.O.B. fut émasculé par la propagande officielle, le congrès extraordinaire à venir pourra se servir de cette nouvelle conquête des masses.

Les bases du Plan économique pour le gouvernement ouvrier et paysan.

Le congrès extraordinaire de la C.O.B. et, par la suite, le gouvernement ouvrier et paysan qu'il décidera de constituer, devront envisager les mesures économiques et politiques nécessaires pour détruire le pouvoir des capitalistes et organiser l'économie du pays en fonction des intérêts des travailleurs. La stagnation de la production dans les mines, les usines et à la campagne, le bas niveau de vie des travailleurs et le manque de denrées alimentaires devront être combattus avec un Plan ouvrier.

Le premier pas dans ce domaine, ce sera l'expropriation des banques, de la rosca et des capitalistes, ainsi que des grandes entreprises qui pourront être exploitées sans un besoin immédiat d'investissements impérialistes. En ce qui concerne d'autres exploitations industrielles comme celle du pétrole, leurs statuts devront être révisés et soumis au contrôle ouvrier.

La réforme agraire devra être parachevée ; les occupations des terres, légalisées ; la répartition d'autres terres parmi les paysans, effectuée. Un plan devra être élaboré pour la mécanisation de l'agriculture, avec l'utili-

sation rationnelle des tracteurs et des machines dont on peut se servir déjà, et l'achat d'autres que l'U.R.S.S. ou à d'autres pays susceptibles de les vendre à des conditions favorables.

Les offres de l'U.R.S.S. et de la Roumanie à la Bolivie (installations de hauts-fourneaux, outillage pour l'industrie pétrolière et l'industrie en général, envoi d'équipes techniques, établissement de relations commerciales) seront, si elles étaient acceptées par le gouvernement ouvrier et paysan, une base importante pour le développement de l'économie du pays. L'alliance de la révolution bolivienne avec les Etats ouvriers donnera à

la Bolivie la possibilité de profiter des avantages de la science et de la technique moderne que l'impérialisme américain lui refuse toujours.

La collaboration avec les Etats ouvriers et les ressources matérielles des expropriations serviront de base pour une planification destinée au développement économique du pays. Celle-ci doit établir sans tarder la statistique des denrées alimentaires et organiser leur distribution équitable parmi les consommateurs. Le plan doit ensuite relancer la production des biens de consommation immédiate de façon à élever le niveau de vie des masses le plus rapidement possible.

VII. — Comment développer et centraliser dans l'immédiat les forces de la révolution ?

Comme il a été dit plus haut, la rupture ouverte entre le mouvement ouvrier et le gouvernement a créé une nouvelle dynamique et accroît au maximum les nécessités politiques du mouvement des masses. Tous les courants — qu'ils soient lechiniste, « intransigeant », stalinien, « massiste » (*) — sont soit entrés dans une crise, soit ont vu celle-ci se développer. Quant au P.O.R., il a vu sa ligne politique confirmée par les événements. Il a devant lui les conditions objectives pour devenir le centre animateur de la lutte et pour l'impulser, mais il devra développer grandement ses forces au rythme du développement des forces de la révolution s'il veut être à la hauteur des nécessités.

Développer un centre pour la lutte des masses.

Tout l'effort immédiat doit tendre à créer un centre qui oriente et donne une impulsion à la lutte des masses. Dans la situation actuelle, étant donné l'impuissance de la direction syndicale, il existe le danger — comme nous l'avons déjà souligné — que cette lutte s'atomise dans des combats partiels sans résultats majeurs. Il faut donc que l'avant-garde marxiste révolutionnaire s'emploie de toute sa force à éviter des actions partielles qui gaspilleraient le potentiel révolutionnaire des masses et favoriseraient les possibilités des capitalistes. Un centre révolutionnaire est nécessaire pour concentrer les forces des masses et les employer dans une lutte pour la tenue dans le plus bref délai du congrès extraordinaire de la C.O.B. et la constitution du gouvernement ouvrier et paysan.

Comme nous l'avons dit, les masses des mineurs ont tenu du cours de leur grève vers un centre directeur, et ils ont avancé sur cette voie. Ainsi les directives étaient attendues du comité de grève d'Oruro et de la radio de San José plutôt que des « leaders » siégeant à La Paz. Des milices ouvrières et des syndicats paysans se trou-

verent ainsi sous la direction de ce comité de grève.

En même temps que seront concentrés les efforts dans une lutte pour le congrès extraordinaire des travailleurs qui décidera la formation du gouvernement ouvrier et paysan, et seront données aux masses des possibilités réelles pour qu'elles puissent organiser et tenir ce congrès, il faut développer les éléments d'une nouvelle direction qui sont apparus dans les dernières luttes. Les tentatives de la réaction pour empêcher par n'importe quel moyen la tenue du congrès ne rencontreront certes pas la résistance de la direction Lechin. Ce sera le centre qui se constituera d'en bas, comme ce fut le cas à Oruro, qui saura répondre aux provocations de la réaction et stimuler chez les ouvriers et les paysans la confiance en leur propre force.

On doit constituer un centre directeur à Catavi et un autre à San José, le premier devant se rattacher Siglo XX, le second devant organiser autour de lui les mineurs des puits des alentours qui participèrent à la grève. A ce centre on doit rattacher Pulacayo avec les mines du Consejo Central Sur et Potosí. Ce centre peut se développer rapidement en reprenant la ligne de la résolution de Catavi adoptée en janvier et l'expérience d'Oruro et de Pulacayo dans la récente grève. C'est-à-dire développer les éléments de la dualité de pouvoir surgis à Catavi, dans le sens où ils avaient pris de l'ampleur à Oruro. Que ces organismes développent et consolident leur pouvoir ; qu'ils épaulent ce pouvoir d'une organisation militaire, en alliance avec les principaux centres paysans et des ouvriers de la ville ; qu'ils centrent la perspective dans l'organisation d'un congrès extraordinaire de la C.O.B. qui décidera de la constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan ; que ce centre prenne en

(*) Il s'agit du groupe Lora, dont le journal s'intitule « Masas ».

mais la direction et l'organisation des luttes armées si ces luttes éclataient.

Ces syndicats, qui doivent consolider leur action dans une réunion où un comité chargé de réaliser ces tâches devra être désigné, doivent être dirigés par des commissions et faire appel aux ouvriers du textile de La Paz et d'autres villes, aux cheminots des principaux centres, aux ouvriers du bâtiment et de la minoterie, aux paysans d'Ucureña, Chuquisaca, de l'altiplano, aux paysans soulevés de Coroma, pour la constitution d'un comité de solut public qui centralise les forces ouvrières et paysannes et organise le congrès extraordinaire. Le plus pressant, c'est de regrouper les centres miniers et du textile les plus disposés à la lutte.

Toute cette action doit être accompagnée d'une campagne systématique desservie par la radio, des publications, des tournées partout dans le pays, des réunions et assemblées, dirigée par ce même centre, campagne qui aura à souligner la faillite de la direction capitaliste et mettra en avant la nécessité de la solution ouvrière pour en finir avec la crise économique et politique. Ce sont les syndicats qui ont le plus avancé dans la lutte qui doivent prendre l'initiative de cette campagne.

Un autre centre fondamental, c'est La Paz, centre politique où en dernière analyse se dénouent toutes les grandes actions. Les ouvriers du textile qui résident dans le même lieu que ce centre de pression qu'est le gouvernement Siles, ont infligé à celui-ci, bien avant la victoire des mineurs en grève, une défaite de grande portée politique. Un centre agissant siégeant à La Paz et soutenu par les travailleurs des principales usines, donnera à l'action des mineurs une grande impulsion, et aura une répercussion dans toutes les couches de la population exploitées.

Le Front Unique.

La lutte ouverte déjà commencée, la polarisation des forces, mettent d'une part en échec la politique de la vieille gauche et, d'autre part, libèrent des forces susceptibles de se développer révolutionnairement sous l'impulsion et la pression des masses. Les marxistes révolutionnaires, dont certes la force est petite par rapport aux besoins de la situation, doivent agir sans relâche pour aider les secteurs révolutionnaires à se développer, à les impulser, pour les mettre à la tête de la lutte révolutionnaire et à les aider à mûrir politiquement à travers leur expérience.

Une telle action de notre part auprès de ces secteurs mettra fin aux traditions conciliatrices et manœuvrières dans lesquelles la plupart d'eux ont été éduqués.

Des dirigeants chez les ouvriers du textile, des mineurs de San José, de Siglo XX, d'Unificada, de Pulacayo et de dizaines de puits, ont montré qu'ils peuvent aller de

l'avant sous la pression des événements. Des pactes et des accords avec ces dirigeants et des dirigeants paysans sont possibles et nécessaires pour constituer un centre, donner une certaine cohésion aux objectifs et orienter ces secteurs révolutionnaires dont l'orientation de leurs directions a fait faillite au même moment où ils se voient lancés dans une lutte plus vive que jamais. Des accords et des pactes pour des objectifs centraux ou même partiels, mais ayant toujours en vue de ne pas gaspiller des forces, aideront ces secteurs révolutionnaires à rélier leur expérience et stimuleront leur audace consciente. Evidemment il s'agira d'une étape de rapides expériences. Donc l'avant-garde marxiste révolutionnaire doit conserver toute sa liberté d'action, ne pas estomper sa physionomie, ne pas se lier à des secteurs hésitants.

Avec la banqueroute des « restructurateurs », la faillite de la ligne politique de la direction du Parti Communiste rend possible le développement des secteurs les plus valables de ce parti qui se sont le plus liés à la lutte de la classe. Les expériences d'Uyuni, Siglo XX et Potosí et d'ailleurs en témoignent. Les ouvriers du textile de La Paz peuvent dans leur action développer des secteurs liés au P.C. Une action de front unique qui élève les objectifs de ce parti et de ces secteurs à la hauteur des tâches centrales intéressant les masses — telle que ces tâches ont été définies par nous — aidera le développement de ces secteurs révolutionnaires si importants pour les luttes à venir.

Quant au groupe « Masas », il a été lui aussi secoué par les événements. A Potosí et à Siglo XX, c'est-à-dire là où ce groupe s'était lié au mouvement ouvrier, il a été délogé de son monde d'abstractions. La lutte pour le congrès extraordinaire de la C.O.B. peut réintégrer ce secteur dans l'action de l'avant-garde marxiste révolutionnaire.

La base pour le développement de ces courants et de plusieurs autres qui surgiront de la crise des « intransigeants » et du lechinisme dans le mouvement ouvrier et paysan, c'est le développement d'une alternative concrète. Tous ces courants seront bien davantage sensibles aux actes politiques de l'avant-garde marxiste révolutionnaire agissant au milieu des conditions extrêmement favorables qu'aux raisonnements d'ordre politique. La preuve de la justesse de l'action politique sera faite par l'action, et l'action gagnera plus d'adeptes et d'alliés que ne gagneraient les meilleures argumentations.

La femme.

Les dernières luttes ont à nouveau enregistré un fait qui a une longue tradition dans la révolution bolivienne ; c'est la présence de la femme ouvrière aux premiers rangs de l'action combative et de la décision.

La soumission sociale — et même raciale — de la femme travailleuse avait emmagasiné chez elle des forces explosives seulement comparables à celles des paysans. Cependant, même dans le mouvement ouvrier, la femme n'occupe pas une place correspondant à sa réelle participation dans la lutte et à sa combativité.

Dans le développement des forces révolu-

VIII. — Le Parti Ouvrier Révolutionnaire.

Dans une telle situation si riche, mais qui renferme des éléments tendant à éparpiller la lutte, l'action du parti marxiste révolutionnaire est décisive. Il existe diverses possibilités, diverses alternatives dans le développement de la situation. Mais il faut centrer et élever les objectifs au maximum. Le parti signale la perspective la plus possible et la plus correcte, et il intervient dans le processus pour que celui-ci trouve l'issue dans cette perspective. Les guérillas, les grèves, la grève générale constitueront la tendance des masses en lutte, mais celles-ci ne sont pas encore capables de se fixer l'objectif qui concentre cette lutte dans la lutte pour le pouvoir. Le niveau le plus haut de leur combativité ne se suffit pas à résoudre cette question. Sa solution relève du parti révolutionnaire — en l'occurrence et à cette étape de la révolution bolivienne, du P.O.R.

Les pronostics faits par le P.O.R. et le cours des événements qu'il avait prévu se sont vus confirmés. Le P.O.R. est sorti renforcé de la même épreuve qui a démoli d'autres courants ouvriers. Mais la nouvelle étape de la révolution bolivienne exige plus

tionnaires, le développement conscient de l'énorme force que représente la femme travailleuse en Bolivie a une importance fondamentale. L'avant-garde marxiste devra poser cette question devant le mouvement ouvrier et paysan pour qu'il trouve une solution consciente qui accroîtra énormément le potentiel révolutionnaire et la conscience des masses révolutionnaires envers les problèmes sociaux.

qu'une compréhension claire. Elle exige une action vigoureuse, centrée, décidée, s'amplifiant constamment jusqu'à se mettre à la hauteur de la dynamique révolutionnaire de la situation.

La voie pour la Révolution, pour la 2^e révolution bolivienne, est ouverte. Cette révolution n'est pas isolée ; elle jouit du soutien des forces révolutionnaires qui se développent en Amérique latine. C'est Siles lui-même qui, parlant aux délégués de la conférence des cheminots à La Paz, a dit : « Si les extrémistes prenaient le pouvoir en Bolivie, un incendie pire que celui de l'Asie enflammerait l'Amérique latine, et personne ne l'arrêterait ».

Ceci explique pourquoi l'impérialisme s'acharne pour mater la Révolution bolivienne mais aussi pourquoi nous abordons avec le plus grand optimisme révolutionnaire les tâches de notre Révolution.

11 avril 1958.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

JAPON

Après les élections générales

Les élections générales du 22 mai ont donné les résultats suivants :

Partis	Votes	%	Nombre de sièges
Libéral démocratique	22.976.830	57,8	287
Socialiste	13.093.984	32,9	166
Communiste	1.012.036	2,6	1
Indépendants	2.380.796	6,0	12
Divers	287.990	0,7	1
Total	39.751.636		467

Par comparaison avec les élections précédentes de février 1955, le P.S. a augmenté ses voix de 1,9 million et le nombre de ses élus de 6. Le parti libéral démocratique a perdu 400.000 voix et 10 sièges. Mais comme on s'attend à ce que 10 indépendants le rejoignent dans les votes au Parlement, il a pratiquement maintenu ses positions. Le P.C. a perdu un siège. Il a gagné 280.000 voix ; mais comme il avait présenté 114 candidats, au lieu de 60 en 1955, son poids relatif a diminué.

Les informations de presse indiquent qu'au sein du P.S. le rapport de force s'est déplacé en faveur de la gauche. Cela peut induire en erreur. Les 99 membres de l'aile gauche comportent en fait de nombreux éléments centristes ; le bloc formant l'aile gauche est composé de cinq fractions rivales. La plus grande, celle qui est dirigée par le leader du P.S., Suzuki, se trouve en vif conflit avec les autres ; et Suzuki lui-même est le prisonnier du groupe centriste de droite dirigé par Kawakami et Asanuma.

On prévoyait largement que le P.S. aurait plus de 200 élus ; c'était une prédiction faite avec confiance par les dirigeants du P.S. Pour obtenir un appui dans la petite bourgeoisie, la direction eut une politique électorale de droite. Mais là comme ailleurs cette manœuvre n'a pas réussi. Dans les villes la croissance du P.S. a cessé. Et dans quelques villes le parti libéral démocratique a même augmenté le nombre de ses élus aux dépens du P.S. Dans les régions rurales, le P.S. continue à croître lentement, par suite du rythme inégal des développements urbain et rural.

Sur la base des résultats électoraux, l'aile droite du P.S. et la presse bourgeoise ont

engagé une grande campagne insistant que le P.S. doit être un parti non de la classe ouvrière mais de toute la nation, sinon il ne remportera jamais une majorité parlementaire. La centrale syndicale SOHYO contre-attaque en insistant que le P.S. doit devenir davantage un parti de classe.

Après les élections, le gouvernement Kishi a accentué l'offensive contre les ouvriers, notamment contre le SOHYO. Les syndicats qui ont le plus souffert de cette offensive sont ceux des instituteurs (Nikyoso) et des postiers (Zentei). Nombre de dirigeants syndicaux ont été licenciés et arrêtés pour avoir fait grève pour leurs revendications. La majorité de la direction du SOHYO ne peut pas mobiliser les ouvriers dans des batailles défensives de grande envergure, de sorte que les syndicats des instituteurs et des postiers ont été isolés et dans le syndicat des instituteurs une scission importante est même possible.

Mais il reste encore une capacité de lutte considérable parmi les militants de base, et un courant centriste de gauche grandit dans le SOHYO. Bien qu'il comporte des militants du P.C., ce courant n'est pas absorbé par le P.C. Si cette tendance parvient à gagner la direction du SOHYO, il y aura à nouveau une grande possibilité pour une aile gauche militante dans le P.S. La nécessité urgente d'une défensive organisée est devenue si grande que le rôle traître des directions du P.S. et du P.C. apparaît avec évidence à des ouvriers capables de penser sérieusement. Nombre d'entre eux commencent à demander un véritable programme révolutionnaire pour le pouvoir.

Dans le mouvement étudiant, le conflit entre les étudiants communistes et la direc-

tion du P.C. a éclaté au grand jour. Le 1^{er} juin, une assemblée des étudiants communistes a, à une majorité écrasante, demandé l'élimination de tous les membres du C.C. du P.C. L'organe central du P.C., *Akahata*, annonça ouvertement ce fait dans son numéro du 5 juin, accusant les étudiants communistes d'être des provocateurs anti-parti. Puis, dans ses numéros des 10, 11 et 12 juin, *Akahata* publia de longs articles sur l'activité et l'influence trotskyste dans le mouvement étudiant, accusant les cellules communistes de l'Université de Tokyo et la Ligue des étudiants socialistes de se trouver sous une influence trotskyste, et appelant les membres du parti à être vigilants et à commencer une lutte sévère contre le trotskysme. C'est la première attaque ouverte contre un mouvement trotskyste de la part du P.C. japonais depuis sa fondation en 1922.

Cette attaque vise moins les étudiants eux-mêmes qu'à empêcher l'influence trotskyste de se propager, des étudiants communistes chez les ouvriers communistes. Au début les mises en garde pourront réussir à retarder l'influence trotskyste, car les ouvriers ont pour le moment peu de chance d'entendre le message révolutionnaire du trotskysme. Mais un nombre de plus en plus grand de membres du parti et de militants ouvriers entendent parler de l'activité et du programme du trotskysme ; ayant des doutes croissants sur leur propre direction, quelques-uns deviennent intéressés sur l'assistance des trotskystes au sujet de la Révo-

lution prolétarienne mondiale au lieu de la « coexistence pacifique ».

Le premier congrès de la Ligue des étudiants socialistes, une organisation groupant tous les militants étudiants et constituant la force motrice du Zengakuren (une organisation étudiante de 300.000 membres) a pris une position résolue en faveur de la révolution prolétarienne mondiale et a montré un intérêt pour le programme trotskyste. Mais, le 11^e Congrès du Zengakuren lui-même, tout en se détachant de la conception stalinienne, s'est arrêté à mi-chemin sur une position centriste, insistant que pour avoir la « paix » il faut attaquer fortement l'impérialisme mondial, mais omettant de dire ouvertement que sans la chute de l'impérialisme il n'y aura pas de tout de garantie de « paix ». Il y a eu de violents conflits entre la majorité centre-gauche (90 à 95 % des délégués) et la minorité de droite, soutenue par le C.C. du P.C., en ce qui concerne les méthodes d'une campagne de paix. L'aile droite voulait limiter l'action à des appels aux impérialistes à conclure un large compromis avec l'U.R.S.S. et la Chine ; la majorité rejeta décidément cette conception. Mais l'attitude défensive de la majorité face à l'attaque de droite empêcha les véritables éléments marxistes au Congrès de développer déjà une différenciation et la clarification parmi les membres de la majorité, laquelle était composée d'une petite gauche révolutionnaire et d'une masse d'éléments centristes. Il reste encore beaucoup de travail à faire.

CEYLAN

Les émeutes communalistes

Discrédités par leur tactique de briseurs de grève contre les grèves victorieuses menées par la Fédération du Travail de Ceylan dirigée par les trotskystes (voir notre précédent numéro) et craignant de perdre leurs positions syndicales parmi les employés gouvernementaux et les ouvriers d'emballage du thé et du caoutchouc, les staliniens ceylanais essayèrent de regagner du prestige en appelant à la grève les travailleurs de l'emballage et les employés des services publics.

Le L.S.S.P. (section ceylanaise de la IV^e Internationale) était en désaccord avec les revendications initiales et ne put persuader les staliniens à en discuter. En vérité, les staliniens donnèrent comme consigne aux comités d'entreprise que si les syndiqués L.S.S.P. se joignaient à la grève dans une entreprise, la grève devait être aussitôt arrêtée parce qu'ils ne voulaient pas « la collaboration de forces « antigouvernementales », les staliniens soutenant le gouvernement bourgeois du M.E.P.

Mais, tout en ne pouvant approuver les revendications incorrectes, le L.S.S.P. intervint rapidement pour protéger la grève lorsque le gouvernement tenta de la briser par

l'emploi de jaunes sous une protection militaire. Devant la menace d'action directe du L.S.S.P. et des syndicats qu'il dirige, les troupes furent retirées. Une action ultérieure était prévue par le L.S.S.P. et les autres organisations ouvrières pour aider la grève, lorsqu'elle fut soudainement arrêtée par la direction stalinienne sans que rien n'ait été obtenu. Il en résulta que pratiquement presque toutes les sections du syndicat des employés gouvernementaux demandèrent au syndicat de se désaffilier de la centrale contrôlée par les staliniens.

Dans le secteur privé, la grève dura un peu plus longtemps, mais sa direction stalinienne abandonna toutes les revendications et accepta le retour au travail à condition qu'il n'y ait pas de victimisation. Mais les patrons, encouragés par le gouvernement, s'y refusèrent ; c'est seulement lorsque le gouvernement se trouva pleinement occupé par les émeutes raciales que les ouvriers purent rentrer sans pénalisation, mais aussi sans avoir rien gagné.

Ces expériences ont révélé plus clairement que par le passé aux ouvriers ceylanais non seulement l'incompétence et le

manque de militantisme des dirigeants syndicaux staliniens, mais aussi la vraie nature du gouvernement M.E.P. que les staliniens tentent encore de présenter comme « progressif ».

Les 26, 27 et 28 mai ont été des journées d'émeutes communalistes et de violence sans précédent dans le pays. Le gouvernement du M.E.P. ne fut pas maître de la situation pendant les deux premiers jours et ne le devint qu'en déclarant l'état d'urgence et en recourant à l'armée.

Les deux principales communautés — les Cinghalais et les Tamils — ont vécu côte à côte pendant des années. Jusqu'en 1952 il était accepté en principe par tous les partis politiques ceylanais que lorsque l'anglais serait éliminé comme langue officielle, sa place serait occupée par les langues cinghalaise et tamile. Mais à la veille des élections de 1956, l'U.N.P. qui était alors le parti gouvernemental adopta à son congrès une résolution en faveur du cinghalais *seulement*, en vue de s'assurer un avantage électoral. Le M.E.P., formé de groupements communalistes et racialisés, sous la direction de l'actuel Premier ministre, Bandaranaike, en vue de combattre l'U.N.P. aux élections, rivalisa avec celui-ci en matière de langue. Il était tout à fait évident que la minorité tamile, qui occupe tous les territoires du nord et de l'est de l'île, ne s'inclinerait pas et que ce serait le point de départ de frictions. Aussi le L.S.S.P. adopta une position de parité de statut pour les deux langues. Il expliqua que si la communauté majoritaire adoptait une attitude intolérante envers les Tamils, cela conduirait à la séparation du Nord et de l'Est du reste du pays, et qu'étant incapables de former par eux-mêmes un Etat viable, ils devraient s'appuyer sur une des grandes puissances.

Aux élections d'avril 1956, le M.E.P. fut porté au pouvoir à une grande majorité. Mais la question de la langue, bien qu'elle constituait un des points importants de son programme, n'avait pas joué un grand rôle dans ces élections. Ce qui avait compté, c'était la haine profonde des masses envers l'U.N.P. qui avait été jusqu'alors le parti capitaliste dirigeant. Bandaranaike forma le nouveau gouvernement. Le L.S.S.P. devint le principal parti de l'opposition.

Le gouvernement M.E.P., dominé par des intérêts capitalistes, mit de côté les points progressifs de son programme électoral (nationalisation des plantations...) et fit adopter une loi pour le Cinghalais seule langue, loi qui est à la base de la lutte actuelle.

Le communalisme, dont l'histoire de Ceylan avait été remarquablement dépourvue, a une racine principale économique. L'insuffisance de terres dans les régions du nord et de l'est a amené les Tamils à se rendre dans le sud pour trouver un emploi ou faire du commerce.

Dans la situation actuelle, avec plus de 100.000 chômeurs enregistrés et environ 1,5 million de chômeurs ou de sous-employés sur une population de 9 millions d'êtres, on a un terrain fertile pour semer la haine des

Tamils, particulièrement de ceux qui ont trouvé un travail dans le sud. Dans les plantations, des éléments cinghalais extrémistes ont fait miroiter au paysan sans terre le faux espoir d'obtenir du travail sur les plantations si les ouvriers tamils, importés dans la dernière partie du siècle dernier, comme main-d'œuvre contractuelle, de l'Inde, étaient expulsés du pays.

C'est sous la pression de la classe moyenne éduquée cinghalaise qui tend à former l'opinion au village et qui sert de base au M.E.P. que le gouvernement passa la loi pour le cinghalais. Il s'agissait de supprimer la concurrence tamile pour les quelques emplois disponibles aux classes moyennes et de créer de nouveaux emplois de fonctionnaires pour les Cinghalais.

Après quelques mois, le Premier ministre comprit que cette politique n'obtiendrait pas la coopération des sections tamiles et il accepta de donner une « place raisonnable », selon ses termes, à la langue tamile. Le tamile étant accepté aussi dans le travail administratif, on s'approchait de la parité. Mais le Premier ministre ne pouvait ouvertement défendre sa politique parce qu'il était brisonnier de l'Eksath Bikkhu Peramuna, une organisation communaliste de moines, et d'autres groupes raciaux. Il tenta de parvenir à ses fins par un pacte secret avec l'organisation communaliste tamile, le Parti fédéral. Ce pacte donna au gouvernement une période de paix durant laquelle il devint clair au M.E.P. et au Parti fédéral que l'apaisement en matière communaliste réduisait au minimum leur influence dans les masses. Aussi se lancèrent-ils dans une vague de démagogie communaliste à la campagne qui culmina dans une orgie de meurtre, de pillage, d'incendie, de mutilation et de viol à la fin de mai. La preuve a été faite en ce qui concerne les émeutes que l'U.N.P. joua le principal rôle dans leur organisation, afin de créer une situation critique. La police qui se trouve sous les ordres du Premier ministre, avait des instructions spécifiques de ne pas tirer sur les communalistes, en contraste avec les ordres donnés à celle-ci pendant les grèves.

Le C.C. du L.S.S.P. prévint le Premier ministre que s'il n'assurait pas la sécurité des citoyens contre l'phoologanisme qui régna, le parti prendrait sur lui d'organiser les ouvriers et les masses pour assurer leur auto-défense.

Le gouvernement déclara l'état d'urgence et les troupes occupent tout le pays tamile.

Lorsque le Parlement fut convoqué à une session secrète, le camarade N.M. Perera, du L.S.S.P., formula les accusations suivantes contre le gouvernement :

1° Le Premier ministre a manqué à son devoir d'assurer la sécurité des citoyens et n'a agi qu'avec 24 heures de retard.

2° Pendant toute l'année écoulée, les ministres eux-mêmes avaient parcouru le pays en prêchant la haine communaliste (il cita deux discours de ministres).

3° L'Opposition n'a jamais été consultée sur les mesures prises par le gouvernement.

4° Par la déclaration de l'état d'urgence, le gouverneur général a concentré tout le pouvoir dans ses mains et n'accorde aucune considération même au Premier ministre. Cela risque même de mener à un coup réactionnaire.

5° Le gouvernement a agi non démocratiquement en interdisant le Parti fédéral et le Jathika Vimukthi Peramuna. Cette action non démocratique n'était pas nécessaire. Ces partis auraient pu antérieurement

être déferés devant les tribunaux pour avoir incité à des violences communalistes.

Les députés du Parti fédéral ont été arrêtés en violation de l'immunité parlementaire.

Le gouvernement interdit à tous les journaux de publier d'autres nouvelles que celles fournies par le gouverneur général.

L'état d'urgence subsiste et tout le pays est sous le contrôle de l'armée.

BOLIVIE

Vers de nouvelles luttes révolutionnaires

En mars dernier, une épreuve de force s'était produite entre le gouvernement Siles et les travailleurs du bassin minier (1). Depuis lors, à la suite de la retraite que Siles se vit forcé d'opérer devant la combativité des mineurs, la tension politique n'a cessé de s'accroître dans le pays. Elle présage de nouvelles luttes qui, en raison de l'ampleur qu'elles prendront sans doute et des questions centrales qu'elles auront à trancher, seront peut-être décisives pour le sort de la révolution bolivienne commencée en avril 1952.

Déjà le 1^{er} mai n'a pas été cette année la journée « joyeuse » qui, depuis 1952, rassemblait les grandes masses boliviennes autour du gouvernement M.N.R. tenu pour le conducteur de la révolution. A La Paz, deux défilés se sont déroulés au même moment, l'un organisé par le gouvernement et les « reconstituteurs » de la C.O.B., l'autre par Lechin, dirigeant de la Fédération des mineurs et représentant l'aile « gauche » des sommités syndicales.

Le défilé officiel n'a guère d'histoire, et n'enregistre aucun discours du président Siles. Un grand nombre d'ouvriers qui y participèrent se sont, après la cérémonie devant le palais gouvernemental, rendus dans le quartier où se tenait la réunion convoquée par Lechin. Ils voulaient ainsi exprimer leur volonté de maintenir l'unité de la classe et leur méfiance envers le gouvernement M.N.R.

La réunion convoquée par Lechin semblait avoir été organisée avec le souci de lui interdire trop d'éclat. Cependant, la présence des mineurs venus de San José et ailleurs, et de leurs milices, fit exploser l'enthousiasme contenu des manifestants. Celui-ci fut encore stimulé par les discours de Lechin et de son compagnon de tendance et de direction Mario Torres qui critiquèrent la politique économique de Siles, se prononcèrent pour un relèvement des salaires et condamnèrent « la farce » qu'avait constitué le co-gouvernement M.N.R.-C.O.B.

Mais le défilé, de loin le plus important de tous ceux qui en Bolivie ont célébré cette année le 1^{er} Mai, a été celui qui se déroula à Oruro, au cœur du bassin minier, théâtre

de grandes luttes révolutionnaires. Il avait été organisé par le *Comité de vigilance* d'Oruro, nom sous lequel le comité régional de grève qui s'était constitué lors des événements de mars dernier, continue à mener une activité dirigeante, très proche de celle d'un véritable organe de pouvoir ouvrier. Des mineurs et des milices venus de San José, Santa Fé, Machamarca, Mocoaya et Caracoles, joints à des cheminots, métallos, ouvriers du bâtiment et autres, défilèrent le dos tourné aux dirigeants du pays et pour exprimer leur ferme volonté de faire échec à la politique réactionnaire du gouvernement Siles.

Aux dires d'une presse toujours prête à simplifier les choses, les discours prononcés à Oruro, tout comme la manifestation elle-même, étaient purement et simplement du « trotskysme ».

Entre temps, la crise à l'intérieur du M.N.R. fait rage et continue à mettre en danger le gouvernement lui-même où la tendance Cuadros Quiroga persiste à envisager la manière forte pour restaurer dans le pays la stabilité sociale voulue par l'impérialisme américain.

Avec l'espoir de refaire l'unité du M.N.R. et de calmer si c'est possible les « intransigeances » qu'on décèle dans tous les milieux politiques ou sociaux du pays, on a fait appel à l'ancien président Paz Estensoro, actuellement ambassadeur à Londres. Estensoro jouit incontestablement de grandes sympathies auprès de larges couches de travailleurs. Il avait su se retirer à temps de l'arène politique, avec son passé « jacobin ». Cependant, les temps sont bien révolus, et cette méthode de recourir au passé plus ou moins légendaire d'hommes « providentiels » pour faire face à des présents autrement changeants et infléchir l'avenir proche, s'avérera inefficace en Bolivie comme ailleurs.

L'arrivée de Paz Estensoro — suivie de l'embrassade que Lechin et Siles se sont donnée en public sous le conseil et en présence de l'ancien président jouant le pater-

(1) Voir « Quatrième Internationale », avril 1952.

naliste — loin d'avoir apporté une détente sociale dans le pays a exacerbé les passions, poussé les intransigeances des uns et des autres, et fait renaitre à la vie politique des groupes qui entendent avoir voix à la solution de la crise.

Pour l'instant, Paz Estensoro n'a rien révélé de ses projets en la matière. Il se voit pourtant assailli par des délégations ouvrières dont il retient le cahier de revendications pour les étudier. En somme, il écoute tout le monde et ne satisfait personne. On croit cependant savoir qu'il exclut toute solution de la crise sans le concours des Etats-Unis.

Le retour au co-gouvernement M.N.R.-C.O.B. semble avoir été envisagé. Mais les préalables et les conditions posés par les hommes de Cuadros Quiroga dans cette question sont de nature à le rendre impossible. Il est indiscutable qu'un retour de Lechin et Cie aux fonctions gouvernementales n'est viable que sur la base d'une réorientation à gauche, contre laquelle s'insurgent plus arrogante que jamais la rosca et, jusqu'à nouvel ordre, Washington.

Du reste, une nouvelle expérience gouvernementale M.N.R.-C.O.B. est froidement accueillie par l'ensemble de la classe ouvrière : elle a été même rejetée par la majorité des mineurs qui a, en outre, condamné sans ménagement et en dépit des explications données par Lechin, son embrassade avec Siles.

Le ton de l'attitude des mineurs devant la situation a été donné par une conférence régionale qu'ils ont tenue à Catavi en mai, pour préparer le 9^e Congrès national de la F.S.T.M.B. dont on attend la convocation. A la réunion de Catavi ont assisté les délégués de douze syndicats, dont ceux de Siglo XX, San José, Catavi, Pulacayo, Potosi, Caracoles.

Si le niveau hautement politique et révolutionnaire qui a animé les débats de la conférence de Catavi réussissait à s'imposer au prochain congrès national et à faire ainsi échec à la politique impuissante de Lechin et Cie, alors le rapport de forces dans le pays se verrait substantiellement changé en faveur de la classe ouvrière, et de grandes voies seraient ouvertes à la Révolution bolivienne.

Un des points discutés à la conférence de Catavi eut trait à l'attitude des mineurs devant les élections que le gouvernement

Siles a annoncées pour le mois de juin de cette année.

Dans les intentions de Siles, cette consultation électorale est sans doute destinée à contenter la « gauche » du M.N.R., inquiète des inconnues que renferme la situation actuelle. Cependant, il n'est pas exclu qu'à la dernière minute les élections soient décommandées à la suite d'un « complot » quelconque, « découvert » à temps par le gouvernement...

Les délégués mineurs à la conférence de Catavi se sont prononcés pour que leur Fédération nationale, comme celle-ci l'avait décidé dans un congrès précédent, présente ses propres candidats après avoir obtenu la modification de la loi électorale qui, jusqu'ici, interdit aux syndicats ce droit politique. Mais pour le cas où la modification de cette loi serait refusée par les autorités, les mineurs ont envisagé l'éventualité d'établir des fronts électoraux avec des partis ouvriers pour la présentation de candidats de la F.S.T.M.B.

Les semaines qui viennent s'annoncent très agitées en Bolivie. La venue de Paz Estensoro, dans la mesure où l'ancien président ne parviendra certainement pas par des négociations de coulisse ou des embrassades publiques à maîtriser une polarisation de forces travaillée par des courants profonds de la société, n'aura servi qu'à approcher l'échéance d'une nouvelle épreuve de force dépassant en ampleur et en but celles qu'on a connues jusqu'ici.

Les événements de mars dernier, avec la constitution du Comité de grève régional d'Oruro, et l'appel des radios par les mineurs de la contrée, ont révélé que la situation de double pouvoir n'est toujours pas bannie en Bolivie malgré le recul de la révolution d'avril. Cachée de temps à autre ou enseveli sous la politique conciliatrice des dirigeants ouvriers, elle réapparaît à chaque nouvelle lutte importante et pousse de plus en plus les camps qui s'affrontent à s'éliminer l'un l'autre.

Les combats qui approchent feront sortir du domaine des idées, pour l'installer dans celui de la réalité, la constitution du gouvernement ouvrier et paysan bolivien.

Le P.O.R. (section bolivienne de la IV^e Internationale) qui n'a cessé de signaler cette voie aux masses, se prépare de toutes ses forces pour qu'il en soit ainsi.

GRÈCE

Les résultats des élections

Les élections parlementaires du 11 mai 1958 ont bouleversé les plans de la bourgeoisie et de l'impérialisme. L'E.D.A., camouflage légal du Parti communiste grec, a remporté une victoire éclatante en enlevant la majorité dans les plus grands centres urbains du pays, et le plus grand nombre de voix nationale, arrivant im-

médiatement après le parti E.R.E. de l'actuel président du Conseil, Karamanlis.

La loi électorale prévoyait que les deux premiers partis bénéficieraient scandaleusement de leur position pour partager entre eux le plus grand nombre des sièges parlementaires. Par le fait que l'E.D.A. est arrivée à la deuxième place (au lieu du

parti bourgeois des libéraux, ce qui était escompté), elle a eu avec 24,3 % des voix droit à 79 sièges parlementaires (sur un total de 300 !).

La victoire de l'E.D.A. est cependant réelle. Par rapport aux élections de 1956 elle gagne environ plus de 50 % de voix, et triomphe dans toutes les grandes villes, Athènes, Le Pirée, Salonique, Volos, Larissa, etc. Le fait qu'elle ait été obligée de se présenter seule aux élections, sans l'alliance compromettante avec le parti réactionnaire de Markezinis (ce dernier ayant refusé l'alliance), loin de lui enlever des voix a au contraire contribué à polariser le courant anticapitaliste et anti-impérialiste des masses autour de son drapeau.

En votant pour l'E.D.A., les masses ont surtout voté contre la politique de misère du gouvernement Karamanlis et sa soumission servile aux diktats de l'impérialisme américain.

La réaction, affolée par les résultats des élections, cherche actuellement à les neutraliser par tous les moyens. Afin de réduire le nombre des députés élus de l'E.D.A., le gouvernement veut invalider leur élection en arguant que l'E.D.A. est une *alliance* et non pas un parti autonome, ayant droit aux avantages de la loi électorale, etc. D'autre part, afin de terroriser les masses qui ont voté pour l'E.D.A., le gouvernement accentue de nouveau les mesures de répression policière.

Cependant, les masses stimulées par la victoire électorale sont disposées à lutter pour leurs revendications démocratiques et économiques. Le principal obstacle à leur regroupement militant reste la politique archi-opportuniste, parlementaire, de l'E.D.A., axée sur le mot d'ordre du « Front populaire » avec les partis bourgeois de l'opposition, afin d'influer surtout sur la politique extérieure du gouvernement grec.

Dernière heure

Au moment où se tire ce numéro de « Quatrième Internationale », survient l'annonce du soulèvement victorieux en Irak, renversant le plus fort bastion de la réaction arabe au service de l'impérialisme et exécutant l'homme-lige de l'impérialisme britannique, Nouri Saïd.

L'article « Sur l'unité de l'Orient arabe » et la note éditoriale « Le soulèvement du Liban » publiés dans ce numéro permettent de saisir et la nature du soulèvement qui s'est produit en Irak et son importance internationale, au Moyen-Orient et sur l'échiquier internationale.

C'est une très grande victoire de la Révolution arabe, dont les conséquences seront considérables.

En dernière heure, nous parviennent plusieurs nouvelles extrêmement importantes concernant le mouvement trotskyste international :

— Au Pérou, les deux camarades dirigeants du Parti Ouvrier Révolutionnaire de ce pays, les camarades Ismael Frias et Palacios, arrêtés pour avoir été à la tête des manifestations de Lima contre Nixon, viennent d'être mis en liberté provisoire après avoir poursuivi une grève de la faim.

— Les camarades Hugo Gonzales Moscoso et Victor Villegas, dirigeants du Parti Ouvrier Révolutionnaire de Bolivie, qui avaient été expulsés de leur pays par le gouvernement Siles au moment des grèves des mineurs, sont retournés en Bolivie et ont repris leur activité dans le parti.

— En Inde, où le mouvement trotskyste était divisé en plusieurs organisations depuis plusieurs années, une récente conférence a effectué l'unification de celui-ci. Nous saluons ce pas en avant qui permettra au trotskysme de faire de sérieux progrès au moment où l'Inde entre dans une période qui ne manquera pas d'être marquée par de grandes convulsions sociales.

Paraîtra en septembre :

Où va la France ?

de LEON TROTSKY

(Une réédition d'articles écrits de 1934 à 1936, qui sont d'une actualité brûlante)

Paraîtra ensuite, le tome II des « Ecrits » de Léon Trotsky (articles sur l'Allemagne et la venue d'Hitler au pouvoir ; et sur la révolution espagnole).

Amis lecteurs,

Aidez-nous. Si vous êtes abonnés, ne retardez pas le moment de votre réabonnement. Si vous n'êtes pas abonné, devenez-le sans tarder. Et tous trouvez-nous de nouveaux abonnés.

ABONNEMENTS A « QUATRIEME INTERNATIONALE »

FRANCE : Un an (4 numéros) 700 frs

Abonnement de soutien 1.000 frs

ETRANGER : Un an l'équivalent de 2 dollars
(plus frais postaux pour envoi par avion)

Tous paiements à notre compte postal :

• Pierre FRANK, 64, rue de Richelieu - C.C.P. 12648-46 Paris.

En supplément à « Quatrième Internationale » vient de paraître

MICHEL PABLO

DICTATURE DU PROLÉTARIAT DÉMOCRATIE, SOCIALISME

(Problèmes économiques et politiques des régimes de transition, à la lumière des expériences depuis Octobre 1917)

Un livre de 144 pages : 400 francs.

ONT PARU :

LE 5^e CONGRÈS MONDIAL DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

(OCTOBRE 1957)

En français :
N° spécial de « QUATRIEME INTERNATIONALE » 200 francs

En anglais :
N° spécial de « Fourth International »

En allemand :
N° spécial de « Die Internationale »

En espagnol :
N° spécial de « Revista marxista latinoamericana »

Chaque exemplaire 250 francs

« Quatrième Internationale » paraît régulièrement quatre fois par an, sans compter ses numéros spéciaux ou ses suppléments.

Autres publications de la IV^e Internationale :

EN ANGLAIS
FOURTH INTERNATIONAL
THE SAMASAMAJIST (Ceylan)

EN ALLEMAND
DIE INTERNATIONALE

EN ESPAGNOL
REVISTA MARXISTA LATINOAMERICANA
DE INTERNATIONAL (Hollandais)

BANDIERA ROSSA (Italien)

A notre service de librairie

L. TROTSKY. — ECRITS 1928-1940, tome I 1.000 frs
pour l'étranger l'équivalent de 3 dollars

LES BOLCHEVIKS CONTRE STALINE

La brochure : 400 francs

M. PABLO

LA GUERRE QUI VIENT
(Capitalisme ou socialisme)

La brochure : 200 francs

E. GERMAIN

LES PROBLEMES ECONOMIQUES DE L'U.R.S.S.
(la société soviétique vue dans le miroir du dernier article de Staline)

La brochure : 80 francs

Le Directeur-Gérant : Pierre FRANK

Diffusé par les N.M.P.P.



Société Parisienne d'Impression, 4, rue Saulnier - Paris (9^e)

